

LES PEUPLES
DE L'AUTRICHE
ET
DE LA TURQUIE.

PARIS.

IMPRIMERIE DE W. REMQUET & C^o,
Rue Garancière, 5, derrière Saint-Sulpice.

In. A. 8818

LES PEUPLES

DE

L'AUTRICHE

ET DE

LA TURQUIE

HISTOIRE CONTEMPORAINE

DES ILLYRIENS, DES MAGYARS, DES ROUMAINS
ET DES POLONAIS,

PAR

M. HIPPOLYTE DESPREZ.

58468

TOME PREMIER.

65418



PARIS.

AU COMPTOIR DES IMPRIMEURS

COMON, ÉDITEUR,

15, QUAI MALAQUAIS.

1850.

CONTROL 1953

1961

1956

D

BIBLIOTECA CENTRALĂ UNIVERSITĂȚII
BUCUREȘTI
COTA 27988

RC 355/06

B.C.U. Bucuresti



C31459

1234

INTRODUCTION.

I.

Les événemens dont l'Autriche et la Turquie ont été le théâtre depuis deux ans sont venus jeter la lumière sur les questions qui forment l'objet de ces études. Ceux qu'un penchant d'esprit ou le hasard des voyages avait portés à s'en préoccuper, ont lieu de se réjouir de la gravité que ces événemens ont soudainement prise; il ne fallait pas moins pour intéresser l'opinion à tout ce mouvement intellectuel et politique de peuples qui lui paraissaient barbares. Il n'est point de pays où l'on sache mieux que chez

nous approfondir en peu de temps toute question dont l'on a une fois reconnu l'importance ; mais il n'en est point où l'on reste avec plus d'opiniâtreté indifférent aux questions naissantes dont l'importance, si grande soit-elle, n'éclate pas encore à tous les yeux. On préfère attendre que vienne l'explosion, au risque de n'être point en mesure de faire face aux difficultés qui peuvent en résulter à l'improviste.

C'est ce qui est arrivé pour les récentes révolutions de Turquie et d'Autriche. Lorsqu'elles se sont produites, elles ont causé une surprise générale. Le moment était venu de se prononcer et d'agir ; on avait oublié d'étudier ; il y allait du sort de toute l'Europe orientale ; on le sentait bien ; mais quel était l'esprit des événemens, de quel côté porter ses sympathies ? voilà ce que l'on ignorait, tant la question était nouvelle pour tous les partis ! D'où il est advenu que cette question immense a pu se poser, se discuter sans que la diplomatie française fût en mesure d'exercer en tel sens ou en tel autre, aucune influence ni directe ni indirecte.

Cependant cette lutte pouvait être prévue ; les idées qui l'ont fait surgir circulaient ouvertement depuis plusieurs années ; elles occupaient tous les esprits en Autriche et en Turquie ; déjà même elles avaient donné lieu en France à de curieux travaux. Vers 1841, M. Ernest Charrière, dans un livre in-

titulé *La Politique de l'Histoire* avait indiqué, sans toutefois le définir, le rôle nouveau que les Slaves essayaient de prendre dans la civilisation européenne. A la même époque où M. Charrière montrait ainsi le pressentiment de l'agitation des slaves, un autre écrivain français, qui durant plusieurs années de voyages avait recueilli des documens variés sur les institutions et les langues de ces peuples, M. Cyprien Robert introduisait la question dans la *Revue des deux mondes*, et l'y traitait par son côté littéraire et descriptif. Il a depuis réuni une partie de ses travaux sous un titre spécial : *Les Slaves de Turquie*, et l'on a pu voir avec quelle vérité de sentiment il a su rendre les mœurs simples et sévères des Slaves du Danube. A force de vivre au milieu de ces peuples et de s'identifier à leurs pensées, à leurs regrets et à leurs espérances, M. Robert était en quelque sorte devenu Slave lui-même. A ce point de vue, rien ne saurait mieux que ses écrits donner l'idée de la vie patriarcale des peuples du Danube ; il s'en est assimilé l'esprit ; il en a les allures, le ton, les instincts.

A côté de M. Charrière et de M. Robert et même un peu avant eux, en 1840, un écrivain polonais, M. Mickiewicz avait porté l'histoire de la littérature slave au collège de France, où une chaire lui était ouverte. Comme poète, M. Mickiewicz possé-

avait une célébrité très étendue ; il joignait à un sentiment très vif de l'art une certaine puissance de parole. Il rassemblait autour de lui un nombreux auditoire. Mais l'auditoire de M. Mickiewicz recherchait moins en lui le slaviste que l'orateur et le poète ; et les lecteurs de M. Cyprien Robert étaient beaucoup plus préoccupés de l'originalité de ses récits que d'une pensée politique. Ainsi l'opinion ne prenait qu'une notion très vague de ce qu'il y avait de pratique et de positif dans ces sérieux travaux de littérature et d'ethnographie.

C'est avec le sentiment de ce que je dois à l'initiative de ces deux écrivains que je viens à mon tour apporter mon contingent d'études sur une question que je crois destinée à un très grand avenir. Je viens en un moment plus favorable que ceux qui m'ont devancé dans la même voie ; les événements ont parlé, et si peu qu'on les ait compris généralement chacun en a reconnu la gravité. Après la guerre qui durant une année et demie a ensanglanté les bords du Danube et les Carpathes, il n'est plus permis de contester l'énergie des passions et des idées qui ont germé et qui grandissent chaque jour sur ce terrain. Il me semble que l'opinion en a le sentiment, et c'est ce qui m'encourage à donner à ces études écrites sous le coup des événements la forme d'un livre.

Aussi bien me suis-je appliqué à les envisager

par leur côté le plus précis, en prenant pour règle générale l'intérêt diplomatique de la France. Je me suis proposé de rechercher à quelles conséquences pratiques devait aboutir le mouvement dont M. Robert et M. Mickiewicz avaient signalé l'existence et décrit le caractère poétique.

Deux grands faits m'ont frappé dès le premier abord : d'un côté les qualités brillantes des jeunes peuples qui travaillaient à se régénérer par le développement de l'esprit de race, et de l'autre les efforts constans et profondément combinés par lesquels la Russie tentait de faire tourner à son profit cette pensée libérale. La pensée slave avait pris une telle consistance, un tel essor, que pour l'étouffer il eût fallu anéantir les Slaves eux-mêmes. Mais n'était-il aucun moyen de la discipliner politiquement, de sorte qu'elle ne pût se laisser un jour fasciner par l'ascendant de la Russie? C'était là ce que je recherchais, en me promettant de m'attacher de toutes mes forces à ceux des Slaves qui auraient trouvé ce moyen, et de me faire l'interprète dévoué et systématique de leurs vues et de leurs espérances. J'ai toujours professé la plus haute estime pour la nation russe : les Russes sont des slaves et les Slaves sont, avec la race Celtique, celle peut-être des races européennes qui se rapproche le plus de l'homme, et sur laquelle la civilisation peut le plus compter. Le Russe partage les

aptitudes que la nature a départies à tous les Slaves. C'est par la raison même de ces aptitudes et de la puissance à laquelle la Russie est peut-être destinée, qu'il serait périlleux de lui laisser la chance d'une domination unitaire des Slaves européens. Une souveraineté aussi vaste entre les mains d'un peuple intelligent et actif serait un péril pour tous les autres peuples; plus la Russie serait capable d'en tirer un grand parti, plus il importe à l'Europe d'empêcher qu'elle ne la saisisse. C'est pourquoi je cherchais avec anxiété, dans le mouvement slave, une tendance qui me rassurât contre l'éventualité d'un triomphe de ce que l'on appelle le panslavisme. Cette tendance existait déjà chez les Slaves du Danube et des Balkans à l'état de principe et de règle de conduite avant la guerre de Hongrie, et aujourd'hui c'est une tradition diplomatique. Cette précieuse tendance n'est pas autre chose que l'habile calcul en vertu duquel les Slaves de l'Autriche et de la Turquie, au lieu de se montrer avides de briser le lien qui les attache à ces deux empires, semblent au contraire attentifs à le resserrer et prennent pour point de départ la conservation de l'Autriche et de la Turquie. Que dans l'état présent des choses l'un ou l'autre de ces deux états ou tous les deux à la fois s'écroulent, les peuples qui les composent se trouvent immédiatement face à

face avec la Russie sans organisation, sans unité. A peine indépendans, ils se déchirent entre eux. Grecs, Bulgaro-Serbes, Albanais, Croates, Magyars, Valaques, Tchèques, Polonais, s'arment les uns contre les autres, ainsi que l'on en a vu un exemple en Hongrie ; c'est une horrible mêlée dans laquelle ces peuples versent le meilleur de leur sang ; puis un jour, quand ils sont épuisés par cette guerre atroce, la Russie vient et conquiert sans obstacle ces débris de nations qu'elle absorbe. Voilà ce que les peuples de la Turquie et de l'Autriche ont instinctivement entrevu, et c'est après avoir trouvé chez eux le vif et lumineux sentiment de cette situation que j'ai embrassé systématiquement leur cause. Ce parti, je l'avais pris bien avant que les révolutions de France et d'Allemagne vinsent modifier la situation internationale de l'Europe. Et ce grand changement qui a donné une si énergique impulsion au mouvement des Slaves, n'a point changé leur condition à l'égard du panslavisme ni de l'Occident.

Je sais que l'Europe s'est partagée depuis lors en deux camps ; que d'un côté se sont rangés les gouvernemens conservateurs et de l'autre les peuples révolutionnaires. Je sais qu'un grand nombre d'esprits élevés et fort estimables croyant découvrir dans toute agitation populaire un germe d'insubordination et de révolte et dans toute action gouver-

nementale un élément d'ordre ont formé des vœux en faveur de la Russie et se sont dès à présent habitués à croire que le cabinet russe représente les principes de conservation, et les Slaves libéraux, un principe révolutionnaire. Si l'on descend au fond des choses, on y puise une conviction tout opposée; on est forcé de reconnaître que l'esprit révolutionnaire ne s'est développé dans l'Orient européen que par une réaction naturelle contre la politique russe et que les peuples slaves font irruption sur la scène politique avec un ensemble d'idées prises dans la nature vivé, et propres peut-être à renouveler en les rajeunissant les vieux systèmes conservateurs.

Telle est au moins l'impression que laisse l'étude métaphysique des faits. Aussi bien, il est impossible d'avoir une idée nette de la situation des Slaves en présence de l'Europe, sans examiner de près ce problème de philosophie morale, et c'est une thèse à débattre préalablement avant d'entrer dans l'historique des événemens. Il y a deux questions : le système russe est-il un système essentiellement conservateur? les idées des peuples slaves sont-elles des idées révolutionnaires?

Parlons d'abord de la Russie.

II.

Il est certain que la société et le pouvoir sont fondés en Russie sur des bases imposantes, que la hiérarchie y est fortement assise, et que dans aucun temps, sous aucun climat, l'autorité souveraine ne fut plus profondément respectée. Cependant cette puissante autorité, de qui tout dépend, n'est point restée à l'abri des atteintes de l'esprit du jour. Pourquoi? — Parce qu'elle a peut-être, si l'on ose le dire, manqué de mesure; parce que, dans l'effort constant auquel elle est condamnée pour se maintenir à cause de son étendue même, elle s'est laissé entraîner plus loin qu'elle ne le voulait sans doute; parce qu'enfin, en s'efforçant d'asseoir son avenir sur la double condition de la souveraineté et de l'unité absolues au dedans, de la conquête au dehors, elle a éveillé au sein de l'empire et dans les états voisins un sentiment du droit qui s'envenime chaque jour sous la compression. L'esprit révolutionnaire peut surgir de deux sources: d'une extension excessive du pouvoir absolu tout aussi bien que de l'abus de la liberté.

Je voudrais montrer que la politique agressive de la Russie a sa principale origine dans le caractère

spécial de l'autorité suprême, du czarisme; que le czarisme lui-même a une double base, ou, si l'on veut, un double instrument : le pouvoir religieux, et ce patriotisme d'un genre particulier que l'on appelle panslavisme. Lorsque cette affirmation aura reçu sa preuve et que l'on aura vu quelle force singulière le czarisme tire de ses attributs religieux et de cette idée de race, en soulevant le voile, on remarquera que, du sein ou à côté de cette église et de ce panslavisme officiels, surgissent dès à présent des idées religieuses et politiques qui font un contraste bien tranché avec celles du czarisme. Il sera facile de reconnaître que ce contraste est la conséquence naturelle de l'exagération du principe de la souveraineté illimitée et de la conquête.

Le gouvernement du czar est revêtu de l'autorité la plus absolue; pour se maintenir dans sa plénitude, cette autorité a besoin de s'affirmer constamment, en un mot, d'exercer sans relâche sur la nation un prestige plus fort que le sentiment de ses droits. Si l'on s'en rapporte à un écrivain qui a pénétré fort avant dans le caractère des Russes, M. Mickiewicz dans son ouvrage intitulé : *Les Slaves*, ce peuple est éminemment spiritualiste; le gouvernement ne le domine et ne le conduit qu'à l'aide d'une puissante influence morale. Cette influence, au premier regard, c'est la crainte, mais la crainte fortifiée par l'enthousiasme, sans lequel elle ne serait

que corruption et impuissance. « La discipline russe frappait l'âme et partait d'un principe de terrorisme spirituel, » dit M. Mickiewicz en parlant du rôle des Russes dans la guerre de sept ans. A ce sujet, il met en regard les procédés de Frédéric, fusillant ses soldats quand ils manquaient à leur devoir, et ceux du général russe Munnich, publiant, au milieu d'une campagne contre les Turcs, un ordre du jour par lequel il défendait aux soldats d'être malades, d'avoir la peste, sous peine d'être enterrés vifs, et parvenant ainsi, par ce prodigieux effet de terreur à éloigner le fléau. « L'enthousiasme moral donne de la force, ajoute M. Mickiewicz; la terreur peut de même électriser l'homme et l'élever au point de vaincre toutes les difficultés physiques, même le mal corporel. Pour produire un tel effet, l'enthousiasme suffisant n'existait plus dans les armées de l'Occident, tandis que la terreur existait dans l'armée russe et lui assurait partout le triomphe. »

Entretenir dans le cœur de ses sujets ce terrorisme spirituel, voilà donc la préoccupation permanente du gouvernement russe. Comment y réussir, sinon en s'emparant de tous les attributs moraux de la souveraineté et en recherchant incessamment de nouvelles occasions de paraître grand? Il est curieux de voir jusqu'à quel degré cette politique a porté le respect dont la majeure

portion du pays entoure aujourd'hui la souveraineté. M. Mickiewicz en a tracé le tableau, en essayant d'en définir l'esprit. L'idée fondamentale de la souveraineté russe, dit l'écrivain polonais, est essentiellement différente de celles sur lesquelles sont basées les royautés européennes. Le czar ne gouverne pas en vertu du droit qui lui est conféré par le sacre; il ne règne pas en vertu de son titre d'empereur; le sacre, les titres, même les droits légitimes de succession au trône n'entrent absolument pour rien dans le poids de son autorité souveraine. Le peuple connaît à peine le titre d'*empereur*; un paysan, un soldat russe n'emploie presque jamais ce titre pour désigner son souverain. Dans la conversation, dans le langage familier, on l'appelle seulement *gasudar*, c'est-à-dire *grand-juge*... Jamais un consul ou un tribun romain n'a traité un chef militaire de ses ennemis comme son égal en dignité. D'après les mêmes idées, le peuple russe serait très scandalisé si son empereur s'avait d'avouer publiquement qu'il n'est que l'égal d'un empereur ou d'un roi... Suivant les mystiques, Dieu passe son éternité à sonder les abîmes de sa toute-puissance, dont il ignore lui-même les principes et les limites. Il en est de même de l'empereur de Russie. »

Ne l'oublions point, ce respect de la multitude s'adresse bien plus à l'idée de la souveraineté qu'à

la personne du czar, et par cela même chaque souverain est obligé à des efforts en quelque sorte gigantesques pour remplir l'idéal que ses sujets portent ainsi dans leur vive imagination. Les czars ont cru trouver dans la fusion en leur personne du pouvoir religieux avec le pouvoir politique et militaire la solution de cette difficulté. On sait comment, depuis Pierre-le-Grand et surtout depuis quelques années, la famille du souverain a peu à peu envahi toutes les cérémonies religieuses, où il est beaucoup plus souvent question du souverain et des princes que du Christ et des saints. Bornons-nous à constater que le gouvernement, convaincu de la faiblesse de son administration civile, cherche la force qui lui manque dans le concours et l'action d'un clergé soumis et docile. Sans cesse attentif à flatter et à favoriser l'église *orthodoxe* aux dépens de toutes les autres communions de l'empire, il augmente le nombre des prêtres grecs bien au-delà des besoins de la population. Autant de prêtres, autant d'instrumens zélés dont il tient le dévouement en haleine en leur donnant à croire qu'il pourra un jour leur distribuer des places lucratives dans toute l'Europe. Qu'ils prient et qu'ils persévèrent dans leur docilité aux vœux du chef de l'église ; la miséricorde de Dieu se fera bientôt sentir : tous les infidèles, c'est-à-dire les catholiques et les protestans, reviendront avec repentir au giron de la

véritable église, qui est l'église d'Orient. D'où il suit que l'église russe est destinée à gouverner le monde. Toute nation qui résiste aux exigences du gouvernement russe est envisagée comme rebelle et impie; toute guerre que le czar entreprend est une guerre sainte.

Trop souvent la politique des cabinets et celle des peuples sont venues favoriser et fortifier cette croyance. Ainsi, par exemple, plus l'Europe a fait de concessions à la Russie, plus l'orgueil de ses souverains est devenu exigeant. Bien loin de limiter leur ambition par le système des complaisances, on l'a encouragée outre mesure. Plus on a reculé dans la question de Pologne, plus le cabinet russe a avancé dans celle de Turquie. Et ce n'est point là un fait isolé, c'est une sorte de nécessité de situation. Recherchait-on l'alliance du czar? sur l'heure naissaient de formidables projets de partage et de conquête, dans lesquels tout l'avantage était fatalement pour lui, et plus il obtenait, plus il désirait encore. Non, dans les conditions politiques et religieuses où il s'est placé, où il doit rester s'il veut continuer d'être absolu, le czar ne peut être ni l'ami, ni l'allié de personne sur le pied d'égalité. Vis-à-vis de son peuple, il est dans la nécessité de traiter les autres gouvernemens comme des vassaux ou comme des rebelles destinés à être un jour châtiés par sa main. Dans l'imagination

de ses paysans et de ses prêtres, c'est un Dieu auquel l'humanité doit se soumettre sans conditions.

Il sait bien qu'il est condamné à rester dieu ou à cesser d'être absolu. S'il traite avec vous, c'est pour mieux vous dominer; vous êtes son inférieur, vous devenez l'instrument du prestige qu'il exerce sur ses peuples. Au lieu de limiter sa puissance, vous la rendez plus formidable. On arrive au même but par le système opposé. Des écrivains et des politiques habitués à la violence du langage, ne sachant pas distinguer entre le gouvernement et la nation, offensent l'esprit national, le repoussent, le contraignent de s'attacher plus étroitement encore au czarisme. En général, c'est beaucoup moins le gouvernement russe que la nation que l'on semble mettre au ban de l'humanité. Le Russe, reçu partout comme une sorte de barbare, rentre donc dans son pays le cœur gros de haine contre l'Europe civilisée, et, ne voyant pas d'autre manière de se venger de cet affront, il se réfugie avec toute l'ardeur de son ressentiment dans les bras du czarisme, où il se console par l'espoir de la domination universelle. Menacez-le de la guerre; son patriotisme prend feu, et le voilà prêt à tous les sacrifices pour servir la gloire et augmenter la force du pouvoir qui l'opprime et l'écrase. Que sera-ce si, comme il est trop souvent arrivé, on prétend le combattre par des agitations prématu-

rées, sans ensemble et sans vigueur, pareilles à celles dont le Danube vient d'être le témoin? On fournira au czar une magnifique occasion de vaincre à peu de frais; l'on donnera au peuple russe lieu de croire que son souverain est déjà plus qu'à demi maître de l'Europe, et qu'il lui suffit de se montrer pour conquérir le monde.

En somme, que voyons-nous? D'un côté, que le czarisme, grâce à la réunion en lui du caractère religieux au pouvoir politique, possède plus d'influence morale qu'aucun gouvernement en Europe; de l'autre, que les invectives adressées à la nation russe, les vaines menaces de guerre, les insurrections mal combinées, tout, jusqu'aux complaisances de la diplomatie pour le cabinet du czar, ne fait qu'accroître cette mystique influence.

Au-dehors, et particulièrement sur le terrain de l'empire turc, le czarisme exerce une action analogue à celle qu'il possède en Russie même, et qui ne vise pas moins au gigantesque. L'idée religieuse, qui lui sert à contenir ses propres sujets, lui a servi plus d'une fois à tenter ceux du sultan, et, dans les derniers temps, une idée nouvelle, l'idée de race, est venue fortifier entre ses mains l'autorité religieuse qu'il avait su conquérir.


L'action du czarisme en Orient a un nom en diplomatie : c'est le protectorat. On sait à la suite de quels événemens le protectorat s'est établi, com-

ment la Russie, intervenant naguère entre les rayas chrétiens et les Ottomans, est parvenue à se faire reconnaître pour garante des droits des chrétiens, comment enfin, par une interprétation arbitraire du mot de garantie, elle a prétendu au droit de protectorat. Ce protectorat ne s'étend que sur les trois principautés du Danube, la Moldavie, la Valachie et la Servie; mais, de ces trois points, la Russie peut agir à la fois sur l'empire ottoman tout entier. Comment se présente-t-elle aux populations? Comme la vraie, l'unique dépositaire de la foi chrétienne. Sans avoir pris aucune part aux croisades, elle a, dit-elle, hérité directement de la pensée qui les inspira; elle a reçu de la Providence la mission de rejeter les Turcs en Asie; elle est de droit divin la protectrice de tous les peuples chrétiens de l'empire ottoman. Depuis que le sentiment religieux a perdu la force qu'il tirait d'une lutte armée contre l'islamisme, et que l'idée de race est devenue un grand moyen d'action, le czarisme a modifié habilement cette tactique, caressant l'idée de race sans cesser de flatter l'idée religieuse. De là le panslavisme officiel que le czar essaya d'identifier avec l'orthodoxie grecque, afin que l'action de chacune des deux idées s'accrût par leur alliance même. Cette doctrine à la fois politique et religieuse, professée dans les écoles russes, visa surtout à plaire aux populations slaves de la Turquie.

654

Qu'est-ce au fond que ce panslavisme officiel ? Un slaviste, M. Cyprien Robert, en ouvrant son cours de cette année au Collège de France, a caractérisé exactement cette théorie en disant que son principe, c'est l'unité absolue et l'identification complète de la race slave avec la *Sainte-Russie*, depuis ses plus obscures origines jusqu'à nos jours. Quant au but, ajoute M. Robert, c'est la centralisation impériale et la personnification du slavisme dans l'autocratie. Aussi bien, que font les écrivains officiels ? Dans l'histoire comme dans la politique, leur constant effort n'est-il pas de ramener toute la race à l'unité ? L'écrivain Vénéline ne voyait dans les Serbes qu'une branche des Cosaques émigrée au-delà du Danube, dans les Bulgares que les Russes du Volga passés avec le temps en Thrace et dans le Balkan, où ils n'ont pas, disait-il, cessé un moment d'être des fils dévoués de la Russie, destinés à rentrer un jour dans le giron de leur mère-patrie. Il s'est rencontré de même des historiens pour prouver que la Pologne n'a jamais eu d'existence distincte, qu'elle est sortie du sein du peuple russe, et qu'elle y retourne de droit et de fait.

Le comte Adam Gurowski, auteur d'un livre sur le panslavisme, est plus explicite encore que les écrivains officiels de la Russie. Suivant lui, cette puissance, après avoir fait entrer les Slaves dans la



véritable vie historique, arrive sur la scène du monde avec toutes les conditions requises pour leur assurer une grande action dans le présent et un développement immense dans l'avenir. Aucune nation n'a pris place dans le rang des états avec une telle plénitude, une telle vigueur des élémens primordiaux nécessaires à la fondation et à la durée d'un empire. La Russie, d'après M. Gurowski, possède l'unité religieuse, et la religion, échauffant, animant les cœurs des Slaves, ses coreligionnaires, constitue leur unité nationale. Enfin, tous ces principes de vie morale se concentrent, pour leur plus grande expansivité, dans un pouvoir énergique et suprême en qui est incarnée la mission même des races slaves. « Quand la pensée s'engage dans cette immensité, dans ces profondeurs incommensurables, s'écrie M. Gurowski, quand on contemple les ressources inépuisables de cet empire, la raison sent qu'elle ne peut presque y suffire, et, à la vue de ce mystérieux infini, un sentiment d'une vague terreur s'empare de l'âme. Et pourtant la Russie, c'est la plus pure affirmation de l'existence originelle, indépendante, politique et intellectuelle du Slave, existence dont depuis longtemps l'Occident s'est constitué la négation. — L'immense Slavie, ajoute M. Gurowski, est bien autrement indivisible, comme œuvre de la création, que ne l'étaient les empires de l'antiquité réculée, que ne le furent

la république romaine et la république française, ou l'empire napoléonien ! Et la Russie est non-seulement le cœur, mais à elle seule presque tout le corps qui représente cette indivisibilité. Ce qui reste encore en dehors de son orbite y gravitera en vertu des lois éternelles d'attraction applicables aussi bien aux corps physiques qu'aux races et aux nations. » En d'autres termes, selon les panslavistes officiels, la Russie, qui, au temps de Pierre-le-Grand et de Catherine, ne parlait encore que de l'affranchissement du christianisme en Turquie, serait destinée à absorber dans son sein non-seulement toutes les églises, mais toute la race slave depuis Saint-Petersbourg jusqu'à Constantinople et Venise, et à jeter sur ce colossal territoire les fondemens d'une civilisation nouvelle.

On ne peut nier que la Russie n'ait trouvé au dehors, comme au dedans, des hommes de bonne volonté pour être les intermédiaires de sa pensée. Il serait facile de désigner les prêtres grecs ou les poètes panslavistes qui, en Turquie et en Autriche, ont pris ouvertement le parti du czarisme. En Bulgarie, les chefs du clergé, choisis imprudemment par les Turcs dans les monastères qui relèvent du Mont-Athos et des saints lieux protégés spécialement par la Russie, ne sont pour la plupart que de complaisans serviteurs de l'église russe. Le siège apostolique et patriarcal n'est plus pour eux à

Constantinople , mais en réalité à Saint-Pétersbourg, d'où ils ne cessent de recevoir des encouragemens.

En Servie, le haut clergé étant de race serbe comme les simples popes, a conservé à l'égard du czarisme plus d'indépendance : il écoute les flatteries de l'église russe, il reçoit même les cadeaux du chef de cette église, mais sans y répondre autrement que par des politesses très dignes et très réservées. En revanche, dans les principautés de la rive gauche du Danube, une partie du clergé supérieur et les nombreux monastères dont les revenus immenses appartiennent aux saints lieux sont souvent, comme les évêques bulgares, les instrumens dociles de l'église russe. Est-il besoin d'ajouter que, pour être plus sûr d'exercer librement son influence sur le clergé orthodoxe de la Turquie, le czar s'est étudié avec succès à gagner les bonnes grâces de ce même patriarche de Constantinople, aujourd'hui son vassal après avoir été autrefois le chef de l'église d'Orient? Si, par exception, tel ou tel patriarche montre à la diplomatie russe quelque sentiment de défiance ou de crainte, ou annonce l'intention d'être le fidèle sujet de la Porte, bientôt il est circonvenu, et bien rarement il ose résister. Voilà les hommes dont le czar dispose en Orient comme chef de l'église russe; voici ceux qu'il domine comme chef du plus vaste des états

slaves. Ce sont en général des ambitieux politiques qui, pour faire leur chemin, ont besoin d'une influence étrangère, ou des écrivains pourvus de plus d'imagination que de raison et susceptibles de se laisser éblouir par l'éclat et l'ampleur des mots. La demi-indépendance dont jouissent les principautés du Danube a donné une assez grande liberté au jeu des partis et aux manifestations de la pensée. Ces petits états sont devenus pour la Russie un terrain très favorable. Les consulats-généraux de Bucharest et de Belgrade sont en quelque manière le siège de la souveraineté, ou tout au moins le chemin du pouvoir. Veut-on être hospodar ? désire-t-on un portefeuille ministériel ? Il est un moyen de succès presque toujours sûr : c'est d'entrer en relations amicales avec le consulat russe, qui trop souvent tient les rênes de l'administration et dispose des faveurs. Lorsque les écrivains réfléchissent à ces primes assurées à quiconque se fait le soutien de l'influence russe, ils n'ont pas toujours l'énergie de conscience nécessaire pour résister à l'attrait de si beaux avantages, si faciles à obtenir.

Il n'est pas en Orient un centre petit ou grand d'activité politique où ne se rencontrent des écrivains enrôlés sous le drapeau du protectorat et du panslavisme. Que dirai-je des panslavistes de bonne foi ? Ils ne sont pas les moins puissans : plus leur

parole a l'accent de la sincérité, plus ils entraînent d'imaginaires faibles et rêveuses. En se dégageant du sein de ces populations au moment où elles se réveillaient d'un sommeil séculaire, l'idée slave a pris d'abord, comme la plupart des choses naissantes, un caractère indécis et vague. Elle est née sous une forme nuageuse et flottante : c'était une vaste synthèse, dont les contours n'étaient nullement accusés et dont le fond lui-même était difficile à saisir. Elle était propre à inspirer les poètes ; plusieurs, séduits par ce qu'elle avait de nouveau et de grandiose, l'embrassèrent avec ardeur : ce fut de leur part, du moins dans le premier élan de l'inspiration, un culte, une foi vive et puissante. Il suffit de rappeler le nom de Kollar pour que l'on sache à quel degré d'enthousiasme le panslavisme russe a pu entraîner un homme estimé pour sa vertu. Il ne s'est point trouvé dans les principautés du Danube d'écrivain panslaviste de la valeur du poète slovaque ; en revanche, elles ont eu la monnaie de Kollar, et, grâce à cette séduction exercée sur quelques esprits par le panslavisme littéraire, cette théorie, dont le czar tenait le premier fil, a eu dans tout l'Orient européen un retentissement prodigieux : en maintes occasions, elle a semblé être agréée par les populations elles-mêmes. C'est ainsi que le czarisme s'est creusé des chemins dans la direction de Constantinople ; c'est ainsi qu'il est

parvenu à se créer un prestige au dehors comme au dedans, et qu'il a paru quelquefois associer les peuples à ses espérances.

Nous ne sommes pas de ceux qui doutent de l'avenir de la Russie. Dût-elle perdre les conquêtes qu'elle a faites depuis un siècle, elle aurait encore un territoire plus vaste et plus riche en matières premières qu'aucune nation de l'Europe. Elle posséderait toujours une population supérieure en nombre à celle des plus grands États de l'Occident; elle aurait toujours à son service d'admirables soldats et tous les élémens d'une société capable du plus brillant essor d'esprit. La nation russe avec ces dons précieux de pénétration, de sociabilité et de courage qu'elle tient du sang slave, aurait encore devant elle un vaste champ ouvert, et dans l'empire des idées, elle pourrait encore développer un jour, avec la plus profonde énergie, un des côtés de l'esprit slave. Nous parlons donc de la Russie comme d'un État qui, dans toutes les hypothèses, dans celle même d'une restauration de la Pologne, resterait appelé à un très grand rôle. Force nous est cependant de reconnaître qu'en donnant à son pouvoir et à son influence une si grande extension au dehors comme au dedans, le czarisme a semé sous ses pas des germes de révolution dont on peut déjà remarquer et suivre le développement. Au moment où le czarisme semble aspirer à combattre la

révolution dans toute l'Europe, il éveille chez lui des instincts de constitutionnalité, et, qui plus est, de démocratie radicale, dont il peut avoir un jour quelque chose à craindre; et sur sa frontière, chez les peuples du Danube, il suscite involontairement des dispositions hostiles, qui font beau jeu aux ennemis de l'ordre et de la paix européenne.

III.

Au dedans, disons-nous, la nation russe, si profond que soit son respect pour le pouvoir souverain, n'est pas livrée tout entière à l'idolâtrie du czarisme. Le sentiment national, blessé de longue date par les innovations de Pierre-le-Grand, par les habitudes occidentales qui se sont introduites à la cour sous ses successeurs, le vieux sentiment slave a plus d'une fois rompu l'uniformité de cette obéissance; plus d'une fois l'influence des fonctionnaires allemands a provoqué jusque dans Saint-Petersbourg des manifestations hostiles. Il est arrivé à l'empereur d'entendre dire à ses oreilles qu'il était lui-même un Allemand. Or cette terreur religieuse, cette soumission mystique que M. Mickiewicz a décrites comme les mobiles actuels de la nation russe, se compliquent du sentiment de race et

ne s'adressent qu'à un czar qui soit du sang de la nation et vive de sa vie. L'empereur Nicolas l'a très habilement senti. Aussi, quels n'ont point été ses efforts pour se montrer à ses sujets sous ces dehors, avec ces allures du vieux moscovitisme qui leur plaisent ! Peu de temps après son avènement, on le vit éloigner nombre d'Allemands de son entourage ; il introduisit les costumes nationaux à la cour. On put reconnaître que dans son langage en public il recherchait souvent l'archaïsme et ne dédaignait point les expressions même vulgaires qui avaient une couleur nationale. Au fond, l'empereur Nicolas, élevé dans le commerce des princes de Prusse, marié à une princesse allemande, avait beaucoup à faire pour échapper à l'influence des mœurs allemandes. Plus il a tenté d'efforts pour y réussir, plus il a cru devoir flatter le sentiment national, plus aussi il s'est vu débordé par ce patriotisme de race dont il semblait encourager les espérances.

Le czarisme avait à craindre que des idées plus ou moins libérales ne vinsent se mêler à ce grand mouvement, qui, par lui-même, n'avait rien que de favorable à la nation russe. Le libéralisme, en effet, s'est glissé peu à peu sous ce manteau jusqu'au sein de la Russie. Pourtant il a dû faire un long détour ; c'est en remontant aux origines mêmes des peuples slaves qu'il s'est éveillé ou fortifié.

Le jeu semblait bien innocent tout d'abord : des savans, des poètes épris des charmes d'une époque qui leur apparaissait sous les couleurs de l'âge d'or, ont remarqué que la simplicité des mœurs et des lois de ce temps s'alliait avec certaines notions de liberté. En examinant de près cette liberté, ils ont reconnu qu'elle affectait les formes de la démocratie, démocratie très primitive sans doute, mais d'autant plus parfaite que les intérêts sociaux étaient plus simples. Qu'étaient les Slaves à l'origine? Une multitude de petites communautés établies sur le pied de l'égalité des droits et des fortunes, indépendantes et se gouvernant elles-mêmes partout où elles avaient pu échapper à l'invasion des peuplades étrangères. L'admiration que les slavistes russes professaient pour ces institutions oubliées du peuple paraissait bien inoffensive. Peu à peu, toutefois, en redescendant le cours de l'histoire, ils voyaient ces libertés passer l'une après l'autre aux mains d'une classe privilégiée dont les privilèges succombaient à leur tour devant le progrès triomphant du czarisme. Alors cette idée, que la liberté est ancienne et le despotisme nouveau, se présentait naturellement à leur esprit. L'impulsion qu'ils recevaient du gouvernement tendait à les détourner du spectacle de la démocratie telle qu'elle est conçue depuis la révolution française chez les nations de l'Occident; mais ils

en retrouvaient l'image dans l'histoire même de leur race, et ils s'attachaient à cette image de tout l'amour que le panslavisme officiel leur inspirait pour les origines du peuple russe. On ne doit pas perdre de vue que ce culte est de nature à rencontrer des prosélytes dévoués dans cette portion de la vieille noblesse qui a conservé le souvenir encore peu ancien de la perte de ses privilèges politiques. Les grandes familles russes n'ont qu'à ouvrir leurs archives pour y trouver les témoignages du rôle qu'elles ont joué durant toute l'époque normande et jusqu'à l'avènement des Romanoffs.

Le pouvoir absolu n'a point de base solide, s'il n'est fondé sur l'égalité absolue : la raison et l'histoire le prouvent. Que la noblesse russe présentât parmi toutes les castes privilégiées ce phénomène particulier d'un manque complet d'ambition et eût pris son parti de subir éternellement une souveraineté illimitée, il serait difficile de le croire, lors même que l'on ne saurait point ce que sont les rancunes du vieux moscovitisme, et combien elles laissent encore deviner par momens de vivacité. Il est des esprits prévenus contre la nation russe, qui se refusent à reconnaître le progrès accompli dans les sentimens de la jeune noblesse d'à présent. Dans le double trajet de l'armée à travers la Pologne avant et depuis la guerre de Hongrie, la plu-

part des familles polonaises qui ont dû recevoir des officiers russes ont été frappées de cette liberté de langage qui s'escrimait avec aisance aux dépens du pouvoir. Quelques-uns l'ont prise pour une sorte de dérision, d'autres pour une pure politesse, d'autres encore pour une affectation et une mode sans conséquence. Ne serait-ce point plutôt un symptôme de l'esprit public qui se réveille? Aussi bien la noblesse russe, si rudement dépouillée de ses privilèges par les premiers des Romanoffs, n'avait-elle pas reçu de Catherine une impulsion toute philosophique, au point même d'être voltairienne; et le pieux Alexandre ne lui avait-il pas inspiré des pensées d'un libéralisme un peu mystique, mais réel? Ne lui avait-il pas laissé croire qu'avec le progrès du temps, la Russie se verrait dotée des mêmes institutions parlementaires que les traités accordaient à la Pologne? Les hommes de la génération de l'empereur actuel ont suivi le mouvement de résistance auquel il a spontanément obéi en présence des événemens européens de 1830. Des esprits élevés sous l'influence du règne de Catherine et qui avaient été libéraux avec Alexandre, émus des conséquences que la révolution de Pologne pouvait avoir pour le pays, ont reculé des confins de l'idée d'aristocratie constitutionnelle jusqu'au régime du czarisme absolu. C'est le sort de tout mouvement

excessif en un sens, de donner lieu à un retour en sens opposé, et la jeune noblesse d'à présent suit l'impulsion naturelle de ce retour. Elle voit l'Europe entière, la Prusse et l'Autriche elle-même, en possession de lois constitutionnelles qui, dans ces deux pays comme en Angleterre, assurent une large part d'action à la classe aristocratique. Toutes les idées avec lesquelles elle s'est trouvée en contact dans l'Occident, en Angleterre, en Allemagne, jusque dans la récente guerre de Hongrie, enfin les bruits qui lui arrivent par-dessus les frontières russes de tous les points de l'Occident, de la Suède jusqu'aux bouches du Danube, agissent nécessairement sur son esprit ; et quand même la générosité innée du sang slave ne serait pas une garantie des sentimens de cette jeune noblesse, les idées modernes l'assiègent et la sollicitent de telle façon, qu'il est difficile de la supposer sourde et indifférente. Le tort que le czarisme se donne c'est de méconnaître et de blesser ces velléités remarquables de la génération moderne. Voici, en effet, ce qui résulte de cette politique : c'est qu'il se rencontre des impatiens et des casse-cou pour prendre les devans.

Sans ranger M. Tourgueneff dans cette dernière catégorie, nous ne pouvons cependant envisager ses écrits autrement que comme l'un des symptômes de l'existence d'un parti plus ou moins nom-

breux, déjà beaucoup moins patient que la jeune noblesse, et destiné lui-même à être bientôt dépassé. M. Tourgueneff est un émigré russe, gardons-nous toutefois de voir en lui un démocrate ou un partisan furieux des idées de l'Occident; il est arrivé à l'idée constitutionnelle par la double voie du panslavisme et des souvenirs aristocratiques; et s'il conseille à la politique russe d'entrer dans une voie plus libérale, il a soin de dire que c'est dans l'intention de lui assurer toute la puissance d'attraction qu'elle devrait, suivant lui, exercer sur le monde gréco-slave, et d'abord sur la Pologne. Voilà bien le panslaviste; voici le libéral: « Nous nous bornerons, dit-il, à poser cette question, et la poser, c'est la résoudre: — La Russie pourra-t-elle rester à jamais inaccessible à l'influence morale du monde civilisé, de l'esprit européen? Nommez cet esprit comme vous voudrez, esprit révolutionnaire, esprit de désordre, esprit de vertige soufflé par les enfers pour précipiter les peuples dans le néant: à votre aise, messieurs les adorateurs du *statu quo*; mais vous le voudriez en vain, vous ne sauriez vous dissimuler la puissance de cet esprit: il avance toujours, quoi qu'on fasse, même quand il semble reculer, comme aujourd'hui, par exemple, que les doctrines socialistes et communistes voudraient faire remonter les peuples vers la barbarie. » Suivant M. Tourgueneff, le salut de la

Russie, la condition impérieuse de sa grandeur, de sa puissance, de sa prospérité, c'est la civilisation. Quels sont pour ce pays les moyens de civilisation? Ceux-là même qui ont réussi au monde civilisé. Qu'entend par là M. Tourgueneff? Le régime constitutionnel représentatif appliqué à l'empire russe proprement dit et à la Pologne, soit fondus en un même corps, soit unis seulement dans la personne du souverain et séparés par l'administration. Sans doute, l'essai du régime constitutionnel en Pologne n'a pas été heureux sous tous les rapports. M. Tourgueneff répond à l'objection ainsi posée en faisant remarquer que la Pologne constitutionnelle était liée à une Russie absolutiste. Quand le régime représentatif serait commun aux deux pays, les difficultés disparaîtraient en partie; il n'y aurait plus d'obstacle au développement régulier et pacifique des idées libérales chez les deux peuples unis à la même destinée.

M. Tourgueneff n'est point le dernier terme des idées libérales en Russie. Il est distancé de très loin par le parti démocratique et révolutionnaire, qui plusieurs fois et tout récemment encore a conspiré. Il ne faudrait pas attacher à cette dernière conspiration plus d'importance que ne lui en ont accordé les Russes eux-mêmes. Comme la plupart des entreprises de ce genre, qui ne sont pas appuyées sur un grand mouvement d'opinion, c'é-

fait une puérité de gens disposés à jouer follement leur tête. Il faut cependant remarquer d'abord que cette conspiration était exclusivement russe et ne contenait aucun élément polonais ; en second lieu, qu'elle renfermait des hommes de toutes les classes de la société russe. Les conspirateurs avaient voulu indiquer par là l'esprit démocratique qui les inspirait. Si l'on désirait connaître la pensée de ce parti, nous ne pourrions faire mieux que de mentionner les écrits de M. Ivan Golowine ; et si l'on souhaitait de poursuivre plus loin cette étude, on arriverait à apercevoir, par-delà les conspirateurs de 1849 et les fantaisies assez peu saisissables de l'auteur de *la Russie sous Nicolas*, les germes d'un socialisme extravagant, représenté par un autre émigré russe, M. Bakounine, dans la presse radicale de Paris, sur plusieurs barricades germaniques, et notamment sur celles de Prague, à la suite du congrès slave.

Comme il y a des panslavistes dissidens, constitutionnels, démocrates même et socialistes, il y a aussi et en grand nombre des chrétiens qui admettent à regret ou repoussent entièrement la papauté de l'empereur. Chacun se rappelle les débats et les négociations auxquels a donné lieu la situation des grecs-unis, c'est-à-dire des peuples dont les croyances sont catholiques et romaines sous un rite oriental. Depuis bien longtemps, ils sont en

butte aux efforts du pouvoir politique préoccupé de l'unité religieuse de l'empire. Cinq millions d'entre eux, cédant à la nécessité, ont dû, il y a peu d'années, renoncer à leur foi et embrasser le symbole de l'église grecque. Environ trois millions, répandus dans la Petite-Russie, sont demeurés fidèles à l'église romaine, de même que les neuf millions de catholiques purement polonais. Chez ceux qui ont abjuré comme chez ceux qui ont pu résister jusqu'à ce jour, vous retrouverez les mêmes préoccupations, les mêmes inquiétudes, des regrets et des craintes que chaque jour on songe moins à dissimuler. Un prêtre ruthénien, appartenant à l'église grecque-unie, a récemment adressé aux Slaves, et un peu aussi aux catholiques de l'Occident, un écrit où cette situation est définie avec une certaine vigueur. Aux prétentions de l'église grecque à être la vraie église nationale chez les Slaves, le prêtre ruthénien oppose l'histoire de la prédication du christianisme parmi ces peuples. Il établit catégoriquement que la croyance romaine, revêtue des formes orientales, est leur foi primitive. Bien que les Russes proprement dits aient plus tard suivi l'exemple de Byzance et abandonné Rome, tandis que la majeure partie des Polonais, les Bohèmes, la moitié des Illyriens, consentaient à devenir purement latins, la Petite-Russie à peu près entière a persisté dans la foi originaire et vraiment slave

des apôtres Cyrille et Méthode. Si cette foi n'a pas conservé plus d'empire, si elle n'a pas repris l'influence qu'elle avait perdue, la faute en est, suivant le prêtre ruthénien, au clergé et à l'épiscopat latins, qui, en dépit même des conseils ou des ordres du saint-siège, se sont rendus coupables de beaucoup de torts envers l'église gréco-catholique. D'après le même écrivain, ces torts viendraient principalement de l'ignorance des choses slaves, des rapports inexacts des missionnaires latins. Le collège des cardinaux, qui devrait être le vrai sénat de l'église universelle, n'est composé que de prélats du rite latin, étrangers aux langues et aux usages gréco-slaves, et il suffirait qu'aux cardinaux latins fussent adjoints, dans le sacré collège, des cardinaux de tous les autres rites catholiques avec une commission de prêtres orientaux, pour que la papauté pût regagner en Russie tout le terrain qu'elle a perdu.

Ces difficultés, à la vérité, ne sont point de celles que l'on peut appeler révolutionnaires; il en est d'autres qui sortent du sein même de l'église grecque, et qui, se combinant avec certaines idées philosophiques, conduisent aux plus redoutables excès de la pensée. Tout ce que le philosophisme de l'Allemagne a pu imaginer de plus profondément radical se rencontre là, non point à l'état de théorie, mais à l'état d'essai, non point seulement dans

les classes lettrées, mais dans le peuple. On le sait, sous le règne de Catherine et sous celui d'Alexandre, un mouvement religieux empreint d'un certain mysticisme qui devait être raillé par Catherine, mais qui ne pouvait point déplaire à Alexandre ni à son peuple, occupa plus d'une fois les imaginations. Un Français, Saint-Martin, lui avait donné l'impulsion en l'enveloppant sous une forme maçonnique. Des laïques des plus hautes familles, des évêques même, se laissèrent enrôler dans cette secte, qui, mêlant plus tard les doctrines de M. de Maistre à celles de M^{me} de Krüdner, donna naissance à une sorte de néo-christianisme très difficile à définir. Ces vagues tendances, étrangères à l'église officielle, n'ont point disparu avec les martinistes. Certains slavistes, plus ou moins libéraux, de la couleur du Lithuanien Tovianski, s'en sont emparés. De là le messianisme, théorie démocratique et sociale dont quelques Polonais se sont faits les adeptes, et qui est aussi la philosophie de la plupart des panslavistes russes. La pensée des écrivains, ne pouvant guère prendre les allures franches du rationalisme, portée d'ailleurs à beaucoup accorder au sentiment, se cache sous les voiles religieux du mysticisme. Quant à la noblesse, également éloignée de l'orthodoxie de l'église et du mysticisme des écrivains, on pourrait dire qu'elle en est, en matière religieuse, au voltairianisme pur et simple. Les enseignemens de Ca-

therine lui ont en ce point profité plus que ceux d'Alexandre. On ne remonte guère du scepticisme à la foi de l'église. Et si l'on considère combien le mysticisme est naturel à la nation russe, si l'on se rappelle que des hommes tels que Potemkine et Souwaroff, par exemple, furent, aussi bien qu'Alexandre, de dévots apôtres de cette doctrine, on concevra difficilement que la noblesse russe sorte de son scepticisme sans entrer et séjourner même dans les régions du mysticisme. Un historien éminent de la philosophie l'a fait observer, c'est la marche ordinaire de la pensée humaine, et à bien plus forte raison en doit-il être ainsi dans un pays où la pensée semble instinctivement portée à suivre ces voies de la religiosité rêveuse.

Ces doctrines, disons-nous, ont pénétré jusque dans le peuple des campagnes; et, pour en fournir de curieuses preuves, nous n'aurons besoin que de signaler les sectes nombreuses qui se développent à côté de l'église, en dépit des rigueurs du pouvoir. Joseph de Maistre, qui avait eu le loisir de faire une étude approfondie de l'église russe, osait la comparer à un cadavre sur lequel pulluleraient des milliers d'êtres immondes nés de sa décomposition. Un voyageur d'un esprit aussi calme que distingué, qui d'ailleurs ne parle de la Russie qu'avec le respect dû à un grand peuple, M. le baron Haxthausen, est entré en rapport avec les chefs de quelques

unes de ces sectes. Il n'en a point fixé le nombre ; mais il a entendu dire qu'elles peuvent s'élever au chiffre de deux cents. Nous ne parlerons point de celle des *moreltschiki* (lesquels s'immolent partiellement ou en entier), ni de celle de *skaptzi* (origénistes ou eunuques), dans laquelle les hommes mariés subissent la mutilation aussitôt après la naissance de leur premier enfant mâle. Bien que cette dernière soit très nombreuse dans Saint-Pétersbourg parmi les marchands et très puissante par l'accumulation des fortunes qui ne sont point exposées au partage, elle n'est pas plus que la première, de celles que le czarisme doit beaucoup redouter. M. de Haxthausen a insisté principalement sur les sectes qui sont sorties directement de l'église grecque sans trop de mélange de paganisme. L'une des plus importantes et des plus nombreuses est celle des *starowers* ou vieux croyans. Les *starowers* se font remarquer, non point par un amour trop vif du progrès, mais, suivant M. de Haxthausen, par un attachement servile à la tradition, par un penchant exclusif et fanatique pour l'ancienne organisation de l'église qu'ils voudraient conserver ou rétablir dans sa pureté primitive. Les *starowers*, dit-il encore, exercent sur la Russie et son gouvernement une influence morale tout-à-fait mystérieuse. A chaque innovation religieuse, à la mesure la plus insignifiante de politique intérieure, à

chaque projet d'amélioration ou au moindre changement, on ne manque jamais de se demander : Qu'en diront les starowers? — Le starowers ne s'en prend pas seulement à ce qu'il peut y avoir d'éléments germaniques dans le pouvoir, mais aussi aux habitudes et aux modes mêmes peu nationales de la cour; et, pour rendre à cet égard la pensée des starowers, on raconte par manière d'anecdote le refus d'un soldat de cette secte de prêter serment à l'empereur, par cette raison qu'il porte un uniforme, un chapeau à trois cornes et une épée au côté, comme les autres soldats. Cette secte des vieux croyans hostile au czarisme moderne se rattache directement au slavisme, qui, lui aussi, se nourrit de traditions et tire sa principale force des origines de la race.

A côté de cette secte puissante, qui regrette ainsi le passé, combattu par Pierre-le-Grand et ses successeurs, il y a d'autres sectes d'une tendance tout opposée. Ici, suivant M. de Haxthausen, règnent un esprit réformateur et des idées essentiellement destructives des principes fondamentaux de l'église. Si l'église orientale ne sort pas bientôt de la sphère mystique de ses formes, si elle ne développe pas sa théologie, elle sera enfin entamée par les tendances spéculatives qui germent au fond de ces hérésies, et finira par en recevoir de périlleuses atteintes. Parmi ces sectes, l'écrivain allemand cite principalement les

malukaniet les douchoborzi, qui datent du siècle dernier. Quand Napoléon pénétra en Russie, les malakani crurent voir en lui le lion de la vallée de Josaphat venant détrôner le faux empereur et rendre la couronne au véritable czar blanc. Ceux du gouvernement de Tambow résolurent de lui envoyer une députation qu'ils habillèrent de blanc, et qu'ils dirigèrent à sa rencontre pour le complimenter. Ces envoyés traversèrent la Petite-Russie et pénétrèrent jusqu'à la Vistule, où ils furent faits prisonniers ou dispersés. Les douchoborzi, connus aussi sous le nom de francs-maçons, issus des malakani, ont donné la formule de la pensée commune. Cette pensée a été exposée par les sectaires eux-mêmes avec éloquence, à la fin du siècle dernier, au sujet d'une enquête dirigée contre eux. Ils l'ont depuis portée à un plus haut degré de précision : Voici les paroles que M. de Haxthausen attribue à ces simples paysans : « Le Christ était fils de Dieu, comme nous pouvons l'être également. Croyez-nous, nos anciens en savent encore plus que le Christ; interrogez-les. Le Christ était homme comme nous, car il naquit de la chair. Il demeure en nous, car, conçu spirituellement comme dans le sein de la vierge Marie, il naît dans l'esprit de chaque chrétien. Bientôt il se retire dans le désert, c'est-à-dire dans la chair, où il est tenté par le diable, qui fait parler en lui les appétits sensuels, l'orgueil et la soif.

des honneurs et des biens de ce monde. Quand il s'est fortifié en nous, il nous adresse des paroles d'enseignement, et, après de nombreuses persécutions, il subit la mort sur la croix; il descend au tombeau de la chair, ressuscite le troisième jour, resplendissant de gloire céleste dans l'âme de ceux qui souffrent jusqu'à la dixième heure du soir, réside en eux quatre jours, embrase leur cœur d'amour divin, et conduit l'âme aux cieux, où il la dépose sur l'autel de Dieu, comme une sainte et agréable offrande. » A la suite de troubles qui éclatèrent parmi les douchoborzi de la Malotschna, une commission, nommée en 1835 par l'empereur, se livra à une enquête minutieuse, qui ne dura pas moins de quatre ans. Leurs doctrines ont paru si dangereuses, qu'en 1841 un grand nombre ont été transférés et colonisés dans le Caucase; mais la secte, loin d'être éteinte, semble destinée à faire chaque jour de nouveaux prosélytes. Comme les starowers, par leur fidélité excessive aux vieilles mœurs nationales, se rattachent aux doctrines du panslavisme historique, les douchoborzi, dont la prétention est de substituer l'esprit à la lettre de l'Écriture, se rattachent directement aux panslavistes mystiques. Or, les tendances de ce panslavisme mystique ne vont pas tout droit à la démocratie; elles suivent un chemin détourné à travers le socialisme. La plupart de ces paysans sectaires

vivent sous le régime de la propriété communale; ce que veulent les panslavistes mystiques, c'est aussi la substitution absolue de cette communauté des immeubles à l'état de choses créé par l'institution de la féodalité et du servage. Les partis religieux donnent ainsi la main aux partis politiques les plus avancés sur le terrain de l'organisation sociale. L'union peut devenir d'autant plus étroite un jour, que les partis démocratiques sont en même temps préoccupés d'idées religieuses, et que les partis religieux se recrutent principalement et presque exclusivement au sein de la classe populaire la plus pauvre et la plus facile à séduire. Les adversaires du czarisme n'ont eu garde de négliger ce moyen d'action. Aussi est-il hors de doute que les sectes religieuses ne soient en train de dégénérer en sociétés secrètes dans le sens moderne du mot, et que les conspirateurs ou les écrivains démocratiques n'en viennent à chercher là de préférence leur point d'appui. Nous avons vu le parti de l'aristocratie constitutionnelle devancé par les radicaux socialistes; les douchoborzi nous montrent les partisans d'une sage liberté religieuse, les grecs-unis, devancés par le philosophisme le plus téméraire. Telle est la contre-partie des principes de force et de conservation sur lesquels le czarisme a basé sa puissance.

Dans son action au-dehors, chez les peuples

soumis au protectorat, ces mêmes prétentions de religion et de race rencontrent des obstacles analogues ; la résistance est même là plus libre et aussi plus violente. D'abord, dans les trois principautés, si l'on excepte le haut clergé qui se recrute, comme on sait, non dans le clergé inférieur, mais dans les monastères, l'église est essentiellement nationale, indépendante, hostile à toute pensée qui prétendrait la rattacher à un centre. Si les peuples de l'Europe orientale se sont si facilement séparés de l'église romaine, c'est par la raison que l'église d'Orient respectait davantage les nationalités et se prêtait plus complaisamment à l'indépendance. Cette habitude d'identifier les croyances religieuses avec les croyances politiques est entrée profondément dans les mœurs. Les Moldo-Valaques reconnaissent encore la suprématie du patriarche de Constantinople. Déjà cependant, les Serbes, plus hardis et plus pressés d'arriver à nationaliser entièrement leur église, pour échapper dans l'avenir à cette suprématie, ont contribué récemment de toute leur influence à l'érection du patriarcat de Carlowicz dans la Serbie autrichienne.

Loin donc que les églises grecques des principautés du Danube soient disposées à s'absorber dans l'unité à laquelle aspire l'église russe, elles ne songent qu'à se renfermer de plus en plus en elles-mêmes, à s'allier plus étroitement à la pensée

du pays, à s'isoler dans le sentiment de l'autonomie de chaque nationalité. Ce sentiment instinctif domine, en effet, les idées. Si la diplomatie russe est quelquefois victorieuse sur le terrain de l'administration, les idées échappent presque toujours à son influence et souvent lui sont hautement hostiles. Quoique défendu par quelques écrivains de talent, le panslavisme n'a pas jeté de grandes racines dans les principautés du Danube. On sait que les deux principautés de la rive gauche appartiennent à une race qui n'a rien de commun avec les Slaves. Les mots slaves introduits dans leur idiome par le voisinage des Slaves et par la liturgie de leur église, qui fut primitivement en langue slavone, ne suffisent pas pour infirmer cette croyance d'ailleurs profondément arrêtée dans leurs esprits. Aussi le panslavisme leur est-il plus que suspect. Cette vaste prétention à l'unité qui ne pourrait se réaliser sans les englober, leur inspire des craintes et une répulsion raisonnée qu'elles ne dissimulent point. Tout ce qui peut les éloigner de cette doctrine, les Moldo-Valaques le recherchent avec ardeur. Il est des écrivains qui ont poussé cette ardeur jusqu'à frapper d'interdit et de proscription les mots slaves qui se rencontrent dans la langue de leur pays. Chez les Serbes, la défiance que le panslavisme provoque n'a pas les mêmes causes. Les Serbes se reconnaissent pour des Slaves; et il

y a dans cette race peu de tribus qui soient aussi fières de cette origine. Il n'y en a point, pourrions-nous ajouter, qui ait plus religieusement conservé l'esprit slave; il est là tout entier, depuis des siècles, comme en réserve. C'est là qu'il le faut étudier, si l'on veut le comprendre. Or, l'une des conséquences de cette pureté des traditions slaves en Serbie, c'est une forte tendance à la décentralisation, et en même temps un goût essentiel pour une certaine forme de démocratie quasi-patriarcale. Comment ce besoin d'indépendance et de liberté qui constitue l'esprit public s'accorderait-il avec l'idée du panslavisme officiel? Les Serbes sont entrés de bon cœur dans le mouvement simultané des peuples slaves, mais comme les Polonais et les Tchèques, ils n'ont vu dans cette unité d'action qu'un moyen et non un but. Ils veulent bien se concerter pour le progrès de la commune civilisation, ils consentent même à se rapprocher des Bulgares, des Bosniaques et de tous les Illyriens d'Autriche, qui appartiennent à la famille serbe; mais ils répugnent naturellement et vivement à toute idée d'unité slave, qui leur enlèverait leur individualité historique, leur autonomie locale.

Ces instincts religieux et politiques sont plus profonds qu'ils ne le paraissent au premier aspect. Écoutez les écrivains de ce pays; feuilletiez par exemple les écrits publiés pour la justification de

cette révolution de Bucharest, qui a donné lieu à l'entrée des Russes en Turquie. Comme cette révolution s'est accomplie en haine du protectorat russe, ces écrits sont remplis de plaintes amères, de récriminations et d'invectives contre la Russie et le czar. Ces cris douloureux que la Pologne a poussés en tombant, ces appels de désespoir qu'elle n'a pas cessé d'adresser à l'Europe, sont aujourd'hui le langage quotidien des populations protégées par le czarisme. Le système de la conquête a suscité comme de nouvelles Polognes sur les deux rives du Danube. Là encore, le czarisme a manqué ce moyen terme auquel une plus grande modération l'eût conduit. En se tenant avec plus de désintéressement dans la limite du droit de garantie, il était à la fois civilisateur et conservateur; il aidait au développement des races chrétiennes de la Turquie, et en même temps il les contenait, par son influence, dans la voie des progrès pacifiques. En essayant, au contraire, de transformer le protectorat en domination absolue, il a provoqué une réaction violente; il a donné lieu, il y a quelques années, à la révolution de Belgradé, qui a renversé la dynastie du prince Milosch, plus récemment à celles d'Iassy et de Bucharest, qui ont amené la chute de Stourdza et de Bibesco; enfin il a poussé une partie de la jeunesse de ces contrées à s'associer de fait et d'espérance à l'insurrection de

Hongrie; et s'il persiste dans ses persécutions, il ne pourra que les provoquer à devenir, par découragement, de malheureux champions de la cause révolutionnaire en Europe. Voilà où doit aboutir fatalement au dehors la politique conquérante du czarisme. Elle y marche; est-ce là servir les idées de paix et de conservation?

IV.

Voici la contre-partie de cette thèse. Quelle est la pensée philosophique des Slaves libéraux? Apportent-ils avec eux des idées de désorganisation et de désordre?

Lorsque l'on envisage de près la marche de la politique russe, on est frappé de l'action d'une force mystérieuse qui l'entrave et la gêne au dedans et au dehors jusque dans ses allures les plus fières. Deux pensées très distinctes agissent sur les résolutions du cabinet de Saint-Pétersbourg. Tantôt on le voit se lancer de tout son essor dans les affaires de l'Occident, et alors il semble ne rien avoir tant à cœur que de s'assimiler la civilisation qu'il y rencontre; tantôt, replié sur lui-même, il semble au contraire dédaigner cette civilisation et poursuivre un but tout opposé. De là des tiraille-

mens dont l'Europe ne se rend pas bien compte, et qui se reproduisent à chaque page de l'histoire de la Russie moderne. C'est la lutte de l'esprit national contre l'esprit étranger. On le sait, la Russie n'est point exactement dans la voie des traditions slaves telles que la science se les représente à travers l'obscurité des temps, et telles que nous les voyons encore pratiquées en quelques endroits privilégiés du sol slave. La souveraineté suprême s'est formée en Russie sous l'influence de l'idée asiatique émanée de l'invasion de Gengiskan et du long séjour des Mongols au milieu des populations russes ; et quant à l'administration russe, elle dérive des importations occidentales de Pierre-le-Grand, de l'esprit centralisateur d'alors et de la bureaucratie autrichienne. Ni dans la souveraineté ni dans l'administration russe on ne peut donc reconnaître la création spontanée du génie national.

Il faut avouer que cette alliance bizarre de la pensée mongole avec la pensée occidentale dans la personne de Pierre-le-Grand a donné à la Russie ce que les autres races slaves ne possèdent point encore, à savoir un système de gouvernement et d'administration à la fois unitaire et stable. Il n'en est pas moins vrai que Pierre-le-Grand a poussé la pensée russe hors de ses voies ordinaires et naturelles, et que pour la discipliner il a dû en quelque

sorte la mutiler. C'est le secret de ce combat qui se livre jusque dans la conscience du gouvernement entre l'idée étrangère et l'idée nationale. Cette lutte, on ne l'ignore point, prit une forme saisissante et dramatique dans la famille de Pierre-le-Grand, entre Pierre lui-même et son fils Alexis. Ce jeune prince était russe par son éducation et ses habitudes; l'esprit slave respirait et souffrait en lui. Son cœur, porté par une inclination naturelle vers tout ce qui était slave, éprouvait une irrésistible terreur à la vue des mœurs étrangères qui se substituaient aux traditions nationales. Telle fut la cause de la fuite d'Alexis. Il rentra dans l'empire sur des promesses de pardon qui ne furent point tenues, et mourut empoisonné dans sa prison; mais sa pensée est revenue plus d'une fois tourmenter les successeurs de Pierre-le-Grand : elle apparut aux yeux de Catherine dans la personne de son fils Paul, prince honnête et religieux, vrai Slave, d'un esprit par malheur inconsistant; cette même pensée a jeté sur Alexandre cette teinte de libéralisme et de mélancolie qui le distingue entre tous les princes de sa maison; et c'est encore elle qui perce dans les efforts tentés par l'empereur actuel pour ressaisir la direction du génie slave, tout en conservant le bénéfice de la souveraineté absolue et de la centralisation instituée par Pierre-le-Grand.

Cependant, à l'heure même où la politique russe cherchait à se retremper ainsi dans l'esprit slave, celui-ci prenait en dehors de son action des forces nouvelles. En présence de ce panslavisme officiel, formé du mélange des deux principes, une autre théorie s'était produite; on voyait naître dans les écoles tchèques, polonaises et illyriennes une doctrine libérale, fondée sur les traditions slaves dégagées autant que possible de tout élément hétérogène. L'on ne doit pas s'attendre à trouver dans le slavisme une imitation des idées occidentales; l'esprit slave diffère de notre esprit autant peut-être que du czarisme. Quelle est donc cette doctrine que nous voyons surgir tout à côté des innovations de Pierre-le-Grand, se placer entre le monde occidental et la politique russe, et qui, se développant avec le temps, adoptée par les écrivains modernes, agite aujourd'hui toutes les populations de l'Orient? Quel en est le principe et quel en est le but?

Le slavisme s'est formé dans une pensée de réaction contre le mécanisme des institutions russes et le rationalisme abstrait de l'Occident, qui se ressemblent par plus d'un point; il a plutôt les allures d'une religion que d'une philosophie: je veux dire, en prenant ces deux mots dans le sens que M. Cousin leur attribue, que le slavisme tire son esprit et sa force de la raison spontanée plutôt que

de la raison réfléchie. Il aura, si l'on veut, les défauts de son origine, il en aura aussi les qualités. Il sera, dans certaines parties, flottant et vague; mais il se montrera partout préoccupé d'un but religieux. Il se rattachera par ses procédés à un mysticisme plus ou moins orthodoxe; mais il sera ce que n'est guère aucune nation en ce monde, il sera chrétien par les œuvres comme par le sentiment. S'il cherche, comme Gerson, la vérité dans l'intuition plutôt que dans la science, il pratiquera l'*imitation*; il en fera le guide de la vie publique comme de la vie privée. Il se pourrait que ce ne fût point la pire manière d'être chrétien.

Toute philosophie religieuse ou rationnelle ne vaut que par sa méthode, comme l'entendement lui-même, et la méthode a plus ou moins de valeur suivant qu'elle conduit plus ou moins directement l'esprit à la connaissance de Dieu. Suivant la plupart des slavistes, la méthode rationnelle n'a jamais produit et ne peut, en effet, produire que des systèmes sans fonder des croyances; elle ne s'élève à Dieu que par des voies incertaines; encore, la plupart du temps, ou elle échoue en chemin, ou elle s'égaré dans les plus bizarres hypothèses. Les slavistes portent dans cette doctrine des idées si absolues, qu'ils placent la raison spontanée au-dessus de la raison réfléchie jusque dans le do-

maine des sciences physiques. Le même principe de la spontanéité, qui donne seul, selon eux, la connaissance des choses divines, est aussi le principe générateur de toutes les grandes découvertes scientifiques.

« Eh quoi ! dit un poète chez qui une regrettable exaltation mystique n'a pas toujours étouffé la vive intelligence de l'idée slave, eh quoi ! la science apprise, incapable, comme elle l'avoue elle-même, de gagner des batailles, de créer des codes, de produire des chefs-d'œuvre, et même d'inventer une seule expression heureuse (pour tout cela, il faut du génie), cette science apprise se croirait en état d'arriver à la plus sublime des découvertes, de trouver la plus grande des choses, une nouvelle loi morale, une nouvelle synthèse enfin, comme on dit dans l'école ! » Les slavistes, dont M. Mickiewicz est ici l'éloquent interprète, ne reconnaissent pas à la raison réfléchie ce pouvoir créateur ; il ne réside, suivant eux, que dans l'inspiration et le génie, c'est-à-dire dans la spontanéité, dans la révélation. Le slavisme est donc essentiellement religieux. Pendant que les peuples de l'Occident font chaque jour de nouveaux progrès dans le rationalisme et s'accoutument davantage à écarter de la vie sociale et du foyer domestique un Dieu qui ne leur apparaît plus que sous la forme d'une abstraction, les Slaves, au contraire, s'attachent

avec toute l'ardeur de la foi au Dieu vivant et personnel.

Mais ce Dieu, où réside-t-il en ce monde ? où est son temple ? Les Slaves en voient encore au moins l'ombre dans les églises chrétiennes, et, déplorant l'inaction dans laquelle ces églises se renferment, ils voudraient qu'elles pussent reprendre, avec leur antique énergie, la place qu'elles occupaient et remplissaient dans l'existence des sociétés et des hommes du temps passé. L'auteur anonyme du *Rêve de Cesara* et de la *Comédie infernale*, celui de *Venceslas*, ont jeté une éclatante lumière sur ce côté du slavisme. Le dénouement de chacune de ces œuvres, c'est la glorification du Christ mêlée d'une amère et douloureuse critique de ce que M. Mickiewicz appelle l'*église officielle*. La science moderne y est représentée comme puissante seulement pour la destruction. Assez forte pour ruiner un passé qui ne se soutient plus et ne sait plus se défendre, elle échoue sitôt qu'elle se pose à son tour l'énigme de la destinée. Elle a pulvérisé les vieilles formules, mais elle s'use en vains efforts dans la recherche de la formule nouvelle. *Panrace*, en qui elle est incarnée dans la *Comédie infernale*, Panrace, le rationaliste et le révolutionnaire, triomphe sans peine du *comte*, en qui revivent avec éclat les traditions du vieux monde. A quoi bon ? A peine ce

héros de la révolution a-t-il envahi le globe avec ses innombrables soldats, au moment même où il est maître unique et souverain, il sent son impuissance ; le problème redoutable se présente à sa pensée, et il tombe foudroyé dans le sentiment de sa misère en faisant l'aveu de Julien le philosophe, en reconnaissant l'incomparable supériorité et la victoire du *Galiléen*. L'église est représentée au milieu de ce drame par un prêtre qui n'a conservé que la lettre des traditions et des cérémonies saintes, et qui n'en pénètre plus l'esprit. L'esprit du christianisme n'en reste pas moins debout sur les ruines de deux civilisations qui s'éteignent successivement dans la personne chevaleresque du comte et dans celle de l'homme moderne, du novateur Pancrace.

Une pensée analogue à celle du poète anonyme est répandue dans le *Venceslas* d'Étienne Garczinski. Le poème s'ouvre par une scène d'impiété et de blasphème d'une beauté sinistre pour finir également par un acte de foi qui n'en est que plus profond et plus vrai. *Venceslas* est l'œuvre inachevée d'un poète mort à vingt-sept ans, qui a tour à tour et sans succès cherché la foi dans l'église et dans le rationalisme ; comme le fait observer avec raison M. Mickiewicz, ce poème est une espèce d'autobiographie. Venceslas entre dans le temple le vendredi saint ; il salue le prêtre la malédiction

sur les lèvres, en lui demandant ce qu'il a fait du monde et de la chrétienté : « Où est le Verbe qui s'est fait chair ? s'écrie-t-il ; où est-il ?... O Jésus-Christ ! tu as souffert pour l'humanité, te voilà mort sur la croix !... Et celui-ci, qui se croit ton disciple, veut t'imiter en lisant des livres de prières ! » Et, comme le prêtre le conjure d'arrêter ses blasphèmes : « Je crierai de toutes mes forces, continue-t-il, je ferai déborder ma parole comme un fleuve, tant qu'elle n'aura pas épuisé la source de ma pensée jusqu'à sa dernière goutte ; j'aurai la voix du tonnerre, le langage d'un homme libre, je parlerai en sanglotant comme un enfant ; je crierai comme une mère après son premier-né emporté par un vautour ; je conjurerai les hommes, au nom de leurs anciens malheurs, de croire tout, excepté ce que vous dites, car, au lieu d'interposer votre parole toute-puissante pour protéger les peuples, vous vous bornez à les enterrer chrétiennement au sein de la terre, la seule mère que vous reconnaissiez. » Venceslas essaie de revenir à Dieu par la science, par les livres ; mais, s'apercevant tout aussitôt qu'il est dupe d'une illusion, il maudit les livres comme il a maudit le prêtre. « Que les vers et les rats s'engraissent de cette poussière ! pour moi, qu'ai-je tiré de mes parchemins et des instruments de physique et de chimie ? Et cependant, quel labeur que le mien ! Que de professeurs n'ai-

je pas entendus ! que de livres n'ai-je pas lus ! que de nuits n'ai-je pas passées dans l'insomnie ! O savans, me voilà maintenant votre égal ! Et si je vous demandais : Que savez-vous ? qu'enseignez-vous ? — si je trahissais le secret du métier, — la honte vous consumerait le cœur, si vous pouviez avoir quelque honte, ô philosophes ! Fermez vos livres, et écrivez sur les couvertures de tous vos volumes cette sentence unique que je suis prêt à signer : *L'homme est né pour savoir de toute chose et pour ne rien savoir sur lui-même.*

La science rationnelle est donc condamnée, ainsi que la théologie stérile. Comment Venceslas reviendra-t-il à la foi ? Par un retour sur lui-même à la vue de quelques paysans polonais qui ont conservé une ferme croyance en la patrie et en Dieu, par l'enthousiasme, par l'essor spontané de l'esprit, que ce touchant spectacle d'un beau fait moral éclaire d'une soudaine et pénétrante lumière.

Ici s'élève une des questions les plus délicates de la philosophie-slave. L'intuition est l'instrument de la connaissance ; mais l'intuition est une faveur qui n'appartient pas indistinctement à tous au même degré. Sans être, tant s'en faut, aussi exceptionnelle que la science, elle est, lorsqu'elle arrive à une certaine hauteur, le privilège de la vertu et du génie. De là la nécessité d'un intermé-

diaire entre la vérité et la multitude. De là le fait, naturel des révélations religieuses; de là les dieux les demi-dieux, les saints, les héros, ce petit nombre d'hommes qui nourrissent l'humanité de leur parole et de leurs exemples. Si par ce côté les slavistes se rapprochent de la méthode chrétienne, ils y touchent encore de plus près dans la grande question des œuvres. La foi qui n'agit pas n'est point la foi. La foi se compose de deux termes, dont le premier est l'affirmation de la vérité et le second l'action à laquelle cette vérité doit conduire. Sans l'acte, la croyance ne suffit nullement à constituer la foi; mais les œuvres elles-mêmes ne sont vivantes et méritoires que par l'esprit qui les inspire.

Où sont aujourd'hui les chrétiens qui comprennent ainsi l'Évangile? En quel pays se sont conservées les vraies traditions du christianisme? Parmi les catholiques de Pologne, de Bohême et de Croatie, répondent les slavistes. Dans ces contrées, le prêtre est resté l'homme de Dieu; il porte encore dans sa vie et sur son front les marques de sa supériorité intellectuelle et de ses vertus. Là aussi l'on rencontre encore des citoyens qui seraient prêts à s'armer et à combattre pour la défense de la religion: la Pologne, suivant quelques-uns, serait encore la colonne même du catholicisme dans le monde entier. On connaît le *Rêve de César*, ou

la vision de la nuit de Noël, poème éloquent de l'auteur de *la Comédie infernale*, empreint de la couleur religieuse qui caractérise tous ses écrits. Après la sanglante catastrophe de la Pologne, une légion armée de pèlerins traverse l'Europe pour aller se retremper aux sources de la vie, au foyer du christianisme, dans Saint-Pierre de Rome; elle assiste à une scène grandiose et terrible : le vieux monde, le vieux temple qui le représente s'affaisse et écrase les populations dans sa ruine. Le christ nouveau doit naître cette nuit pour ne plus mourir, et, lorsque le nouvel apôtre qui l'annonce demande à la légion des pèlerins si elle veut s'enterrer avec l'apôtre Pierre, le vieillard des vieillards, les pèlerins répondent : « Il est amer de mourir seul; restons avec ce vieillard, car nous ne savons pas ce que c'est que de désertier; — et ils lèvent leurs épées, certains de retenir sur la pointe de leurs glaives la basilique qui va s'écrouler. » Que signifie cette fière image, sinon que les Polonais sont encore les plus hardis soutiens de l'église chrétienne, les premiers aussi parmi les hommes qui s'attachent à la vérité religieuse, et qui recherchent avec sollicitude la vie d'ici-bas et d'en-haut dans la foi; enfin celui des peuples modernes qui est le plus propre à ménager sur le terrain religieux la transition du passé à l'avenir? Les murs de la vieille basilique sont déjà couchés sur le

sol, que les Polonais semblent en soutenir encore le dôme de leurs bras fortifiés par la foi.

Bien que les écrivains slaves professent que la théologie comprime l'esprit chrétien, ils conservent donc une vive tendresse pour l'église. Si l'on excepte les messianistes, qui sont tombés dans l'illuminisme, les Slaves n'ont pas donné dans le rêve impuissant et ridicule de ceux qui voudraient élever de nouvelles églises à côté de l'église constituée. Il n'est rien qui soit plus incompatible avec l'esprit slave que l'esprit révolutionnaire, c'est-à-dire la manie des innovations radicales, des procédés violens qui emportent les peuples brusquement en dehors de leurs traditions. Le slavisme n'admet pas d'autre progrès dans les idées que celui qui s'accomplit pacifiquement par le mouvement régulier des institutions établies; il n'admet pas que ce progrès puisse découler d'ailleurs que d'un principe religieux, ni que ce principe religieux soit autre que celui de l'Évangile dégagé de la théologie.

Après la religion, ce qu'il y a de plus grand dans le monde aux yeux du slavisme, c'est l'art; après le prêtre, le poète. L'un et l'autre tirent leur droit d'instruire les peuples d'une même source, l'inspiration religieuse. Malheur au poète qui ne verrait dans son génie que l'instrument d'un vain plaisir et d'une vaine gloire! Celui-là,

l'auteur de *la Comédie infernale* l'a flétri avec véhémence : « Heureux, dit-il en s'adressant à la poésie, heureux celui en qui tu as placé ta demeure, comme Dieu au milieu du monde, inaperçu, ignoré, mais grand et éclatant dans chacune de ses parties, et devant lequel les créatures se prosternent partout en disant : Il est ici. Celui-là te portera comme une étoile sur son front, et ne mettra pas entre ton amour et lui l'abîme de la parole; il aimera les hommes et brillera comme un héros au milieu de ses frères. Et à celui qui ne te restera pas fidèle, à celui qui te trahira avant le temps et te livrera aux joies périssables des hommes, tu jetteras quelques fleurs sur la tête et te détourneras; celui-là passera sa vie à tresser avec des fleurs fanées une couronne funéraire. »

Ainsi, ce qui fait le prêtre, l'union des actes avec la croyance, les œuvres jointes à la foi, c'est aussi ce qui constitue le vrai poète. M. Mickiewicz a remarqué avec beaucoup de raison que l'écrivain russe Pouchkine a pressenti cette mission du poète, mais sans planer aussi haut que l'auteur de *la Comédie infernale*. La théorie de Pouchkine flotte dans l'indécision entre la théorie égoïste de l'art pour l'art et celle du poète soldat d'une croyance. « Ce n'est pas, dit l'écrivain russe, pour exploiter les passions du vulgaire, ce n'est pas pour être utile au public, ce n'est pas pour lutter avec les

masses brutales que nous sommes envoyés ici. Nous vivons d'inspirations, nous les répandons en harmonie et en prière. » C'est beaucoup de s'élever jusqu'à la prière; cependant la prière n'est encore que de la contemplation, quelque chose de salutaire et pourtant d'incomplet. Mais quoi! les poètes qui se sont contentés de peindre la beauté, ceux qui n'ont aspiré qu'à plaire par les séductions de l'harmonie, ceux qui ne se sont pas proposé pour but d'agir, ceux-là seraient-ils tous en dehors des conditions de l'art? L'esthétique slave, en prenant pour fondement le principe posé dans *la Comédie infernale*, ne pousse point à ce degré l'exclusivisme. Elle reconnaît qu'il y a des époques où les âmes les plus généreuses, où les hommes les plus forts se vouent de préférence à l'art: c'est lorsque les questions capitales qui intéressent l'humanité sont résolues. Il y a aussi des époques qui ont besoin de tous les efforts des hommes, et nous sommes dans une de ces époques où il n'est pas permis à l'art de s'isoler. Il ne suffit plus de peindre la beauté pour elle-même, comme l'ont prêché certaines écoles; il ne suffit plus de prier suivant le précepte de Pouchkine: il faut agir. La poésie est un sacerdoce, non dans le sens niaisement vaniteux que certains poètes modernes pourraient donner à ce mot, mais en ce sens qu'elle est l'organe populaire des vérités éternelles et comme

la forme mondaine de la religion. Les écrivains slaves professent donc que nous sommes dans une de ces époques où l'art ne saurait être un amusement. Son devoir est de chercher le mot du temps présent, et de lui donner une forme concrète, universelle; c'est de s'identifier avec les préoccupations religieuses et politiques de la société, c'est de combattre constamment pour la vérité et le pays. Parmi les poètes qui ont entendu ainsi la mission de l'art, et qui l'ont pratiquée, n'oublions pas de citer en première ligne le poète des Slovaques. Quoique fort enclin au panslavisme et en ce sens un peu matérialiste, Kollar est entré majestueusement dans ces vues. Il a mis entre sa pensée et ses actes cet harmonieux accord qui est le but de l'auteur de *la Comédie infernale*. Le poème en sonnets dans lequel Kollar poursuit la Slavie, l'idéal, le type divin de la nationalité slave, porte à chaque page l'empreinte de cet amour de la justice, de ce dévouement absolu à l'intérêt national et social. « Je jeûne, dit Kollar, et je verse des larmes pendant les jours néfastes de l'histoire slave; je m'enferme et je fais abstinence le jour de la bataille de Kossovo, de cette bataille qui détruisit l'indépendance des Serbes, le jour de la bataille de Weissemberg où fut tuée la vieille Bohême, le jour où Kosciuszko tomba sur le champ de Maciejowicé. »

Ce n'est pas avec moins de patriotisme que les poètes serbes chantent la gloire et les malheurs de leurs aïeux, cette terrible journée de Kossovo où ils durent reconnaître la supériorité des Turcs, et dont le souvenir, si lointain soit-il, est encore présent à toutes les mémoires dans les Balkans. C'est l'unique sujet de la littérature serbe, c'est l'éternel regret éveillant d'éternelles plaintes et animant d'une mélancolique douleur l'épopée, le drame ou la chanson. Un auteur moderne, Milutinowicz, l'a traité sous la forme du drame et avec un accent de patriotisme qui ne résonne pas moins éloquemment que la voix émue de Kollar. Si l'on examine les œuvres de pure érudition, l'ethnographie et les antiquités slaves de Schafarick, les écrits historiques de Palački sur la Bohême, ceux du docteur Gaj sur la race illyrienne, on est frappé de ce même sentiment national, de ce même besoin d'action qui conduit les érudits comme les poètes, et les réunit dans un dévouement commun à la tâche politique du pays. La littérature chez les Slaves n'est point, on le voit, isolée du mouvement religieux et national. Pendant qu'en Europe tout se divise et se morcèle en mille spécialités, chez les peuples slaves, au contraire, tout se résume et tout tend à se concentrer. En pays slave, chaque ouvrage littéraire remarquable est en même temps une œuvre politique. Il y a telle production slave

que l'on pourrait appeler indifféremment un poème ou un pamphlet, une prédication ou un journal. M. Mickiewicz a remarqué à ce propos, non sans raison, que toutes les grandes productions de l'esprit humain portaient précisément le même caractère multiple et indéfinissable, réunissant en elles, comme Homère, les Niebelungen, le Koran, les versets de l'Évangile, la puissance de convaincre et celle de conduire, l'idée religieuse et l'idée politique, la force et l'action.

Il est donc vrai de dire que, dans leur philosophie comme dans leur littérature, les Slaves dérivent de la grande école religieuse qui commence avec l'humanité, et dont le christianisme a élevé si haut la puissance. Le scepticisme du XVIII^e siècle a porté de redoutables atteintes à la religion, et, ce qui est pis, au sentiment religieux : il a failli dessécher cette source des grandes inspirations en Europe comme en France, mais il a respecté ce sol slave, que son heureux éloignement des grands foyers de la philosophie moderne a sauvé des ravages d'une impitoyable raillerie ; les Slaves n'ont pas profité des avantages que la science du XVIII^e siècle a dispensés si libéralement aux nations modernes, mais en revanche ils n'en ont pas senti les inconvéniens. La spontanéité a conservé chez eux sa vigueur native, et de là vient cette foi juvénile,

ardente qu'ils portent dans la religion, dans l'art, et qui anime aussi la cité slave.

V

Les doctrines des slavistes modernes sur les lois civiles et politiques n'ont encore reçu dans l'histoire que des applications partielles. En Pologne, en Bohême, en Croatie comme en Russie, la tradition slave a subi l'influence des idées étrangères. En Pologne, c'est l'idée latine, la chevalerie, et plus tard le libéralisme français, qui ont dominé le génie national; en Bohême, il a été profondément altéré par le contact du germanisme; il s'est vu comprimé par l'idée allemande et l'idée magyare en Croatie. Chose étrange, c'est en Turquie, sous le joug de l'islam, que les traditions slaves ont pu se perpétuer le plus librement. Il entrerait dans les principes de la civilisation musulmane de permettre aux races conquises de s'administrer elles-mêmes, de parler leur langue, de vivre suivant leurs croyances et leurs coutumes. Par malheur les Slaves-Turcs ne sont jamais arrivés à un très haut degré de lumières. Disséminés, ils ont vécu sans lien, au jour le jour, et ils n'offrent à la science que les élémens épars des traditions nationales; mais l'érudition et

la poésie, rapprochant ces élémens de ceux qui se sont conservés en Croatie, en Bohême, en Pologne, en Russie même, se complaisent à en former une cité imaginaire, l'idéal d'une société nouvelle.

On sait qu'une certaine dose d'amour pour le passé est un des élémens du patriotisme des Slaves. Aussi ont-ils dans le système que l'on appelle *historique* une plus grande confiance que dans celui des rationalistes, constitutionnels ou radicaux. Ils ne sont point embarrassés de donner la raison de leur préférence. Il y a, disent-ils, de l'homme dans tout ce que fait l'homme abandonné à lui-même, par la seule inspiration de son instinct. Il n'en est pas toujours de même des théories qu'il enfante par le raisonnement. Souvent il arrive par cette voie aux combinaisons les plus fausses, à des systèmes dans lesquels il n'y a plus rien d'humain ; telle serait par exemple la république de Platon. Si donc les constitutions historiques et primitives ont le grand défaut d'être vagues et confuses, si pour la plupart, n'étant pas écrites, elles dégèrent facilement et laissent beaucoup de chances à l'audace du plus puissant, elles ont du moins l'avantage d'offrir dans leur jet original et spontané les notions premières et essentielles de l'ordre social.

Cette faveur dont les institutions historiques jouissent chez les Slaves s'explique d'ailleurs par des motifs plus rigoureusement politiques. Durant

la période primitive de leur histoire, durant toute cette époque, un peu obscure d'ailleurs, où ils sont restés abandonnés à leur génie national, ils ont vécu dans les conditions d'une liberté fort étendue; ils ont joui des bienfaits de l'égalité civile et du droit commun politique. Les institutions historiques représentent donc pour eux le régime de la démocratie patriarcale. La démocratie, ils la veulent comme nous; ils l'entendent autrement, là est toute la différence.

La différence, à la vérité, est profonde; elle dérive logiquement de leur méthode philosophique, c'est-à-dire de leurs idées sur la religion et sur l'art; c'est dans les sentimens humains, et non dans les combinaisons de la science, qu'ils cherchent les bases de leur cité idéale. Ils ont remarqué que l'une des principales sources d'erreur en matière politique est l'application des principes généraux qui ont en vue l'être abstrait à l'économie sociale dont les calculs doivent, au contraire, prendre pour règle les rapports des individus. De l'individu à l'humanité, il y a une relation, mais en quelque sorte hiérarchique; on n'arrive d'un terme à l'autre que par des associations progressives qui s'enchaînent et s'engendrent l'une l'autre. Quelle est la forme de ces associations? Faut-il entendre par là ces groupes artificiels que certains docteurs modernes essaient de substituer à la liberté individuelle, l'as-

sociation du travail et de l'atelier, par exemple? Non; il ne s'agit que de ces groupes naturels qui se forment comme d'eux-mêmes, et qui résultent des sentimens essentiels du cœur humain, la famille, la commune, la nationalité et la race, puis en dernier lieu l'humanité.

La famille! nulle part peut-être le funeste effet de l'abstraction ne s'est montré avec plus de relief que dans la famille occidentale. S'il y avait au monde un lieu que le principe rationnel et scientifique de l'égalité dût respecter, c'était l'asile sacré où la Providence a placé en regard la faiblesse et la force, la naïveté et l'expérience, le devoir de l'obéissance et le droit de l'autorité, comme pour donner l'exemple et le vrai sens de la hiérarchie sociale. Les Slaves seuls peut-être aujourd'hui de tous les peuples de l'Europe ont conservé cette notion de la famille fondée sur le privilège moral du père de famille. L'esprit d'indiscipline, de discussion, l'esprit constitutionnel et parlementaire qui s'est introduit dans la famille occidentale, n'a pas pénétré encore dans la famille slave. On ne saurait contempler sans émotion l'énergie, la dignité homérique que la souveraineté paternelle a sauvée en ces pays du naufrage de toutes les souverainetés. Entrez sous l'humble et paisible toit du paysan ou du knèse serbe; vous rencontrerez partout les mêmes mœurs, ces traditions vénérables sous l'empire

desquelles le père, véritablement chef de la famille, règne et gouverne dans la plénitude de son droit indiqué et défini par la nature elle-même.

Cette force naturelle, légitime, salutaire, reconnue au foyer domestique, l'est de même dans la commune. Dans la plupart des civilisations occidentales, la commune n'est point autre chose qu'une association d'individus; chez les Slaves, la commune est une association de familles. Chez nous, la famille n'existe pas comme élément politique; là, au contraire, elle a une existence officielle; elle est l'élément constitutif à la fois de la commune et de l'état, en tant que famille.

Ce principe organique a reçu son application dans les lois démocratiques de la Serbie turque. L'ancienne constitution de la Pologne pourrait aussi nous en offrir çà et là quelques vestiges. Enfin, nous en retrouvons des traces profondes dans la Russie elle-même, sous le régime du servage. Un voyageur dont nous aimons à invoquer l'autorité impartiale et scrupuleuse, M. de Haxthausen, a décrit l'organisation de la commune russe, en exposant l'état des paysans de la couronne. « La commune comprend, dit-il, trois degrés : le village, la commune rurale et le canton. A la tête de chaque village se trouve le *starosta* (l'ancien) élu par les paysans eux-mêmes. Il a pour adjoints les *dessiatsky* ou dizeniens, choisis chacun à la majo-

rité des suffrages par dix pères de famille. Ces élus du peuple restent en fonctions un an, quoique, d'après la règle, ils dussent être changés tous les mois. Les petits villages ne possèdent souvent qu'un *dessiatsky*. Les adjoints n'ont pas d'appointemens; mais le *starosta* reçoit un salaire qui s'élève à 185 roubles assignat par an. La commune rurale se compose de cinq à six cents pères de famille. Jadis, le poste de *starchina* (chef d'âge) revenait de droit au plus ancien *starosta* de la commune; actuellement, chacun des villages qui la composent envoie deux députés pour l'élection du *starchina*, auquel on donne par an de 300 à 400 roubles assignat. C'est la commune qui est obligée de fournir les recrues dont le nombre est ordinairement fixé par un oukase à tant par mille habitans. Plusieurs communes rurales forment un canton présidé par le *golova* (chef, tête) élu par suffrage pour trois ans. Le chef de l'arrondissement est tenu de donner par écrit son avis sur le choix du *golova* et de l'envoyer à la chambre des domaines qui le présente au gouverneur. C'est à ce dernier qu'appartient le droit de confirmer ou de rejeter le candidat proposé par les paysans. Le *golova* peut être réélu pour trois ans, si, pendant tout le temps de sa première gestion, aucune plainte n'a été portée contre lui. Le *golova* reçoit par an 600 roubles assignat ou même davantage. »

Après ce principe de la famille qui sert de fondement à la commune, rien n'est plus remarquable que la fraternité qui règne au sein de ces associations. Je ne parle point seulement du puissant esprit de solidarité qui, en Serbie notamment, relie entre eux les membres libres de ces municipalités démocratiques; dans la Russie même, quelque chose de cet esprit essentiellement slave a échappé à l'injure des temps et à l'atteinte du pouvoir. Les attributions des communes russes s'étendent en général à tous les rapports des paysans entre eux, et combien l'organisation incertaine et vague de la propriété dans l'empire du czar ne rend-elle pas ces rapports difficiles! Cependant, de l'aveu de ceux qui ont vu fonctionner les communes russes, rien de plus fraternel et de plus véritablement chrétien que les procédés et l'action de ces petits pouvoirs populaires. M. de Haxthausen en a tracé de curieux tableaux. D'après ses observations, toujours si calmes et si justes, le principe sur lequel se fonde le partage des terres parmi les paysans est que, toute la population masculine formant une unité collective, la somme des terres, champs de labour, prairies, pâturages, forêts, broussailles, lacs, étangs, forme aussi une unité foncière, appartenant non aux individus, mais à l'unité collective représentée par la commune. Chaque individu mâle a droit de ré-

clamer pour sa part l'usufruit d'une quantité de terre égale à celle des autres membres. Les forêts, les pâturages, les droits de chasse et de pêche, n'étant pas susceptibles de partage, restent indivis et livrés à l'usage de tous; mais les champs et les prairies sont effectivement partagés. Or, comment partager avec équité des terres plus ou moins fertiles, plus ou moins rapprochées du village? Il est difficile de résoudre un pareil problème à la satisfaction générale. Toutefois, si un paysan s'estime moins bien traité que les autres, il adresse ses réclamations à la commune, et celle-ci, quand elle les trouve fondées, l'indemnise avec des terres de réserve.

En dépit de ce système indécis, de cette confusion permanente, de ces partages qui se renouvellent annuellement ou du moins à toutes les époques du recensement de la population, et en vertu de l'aveugle jugement du sort, l'esprit de fraternité ne cesse pas de régner entre les membres de l'humble communauté russe. Chaque famille en soi forme un élément organique de la commune, les familles réunies composent une association dans laquelle tous les membres se sentent parfaitement solidaires. Il pourrait être curieux de rechercher quelles institutions économiques résultent particulièrement de l'idée de la solidarité communale, et l'on remarquerait que, dans cer-

taines régions du territoire slave comme en Bulgarie, cette idée a donné lieu à des dispositions aussi ingénieuses que bienfaisantes, dont le premier résultat est de prévenir la mendicité. En beaucoup d'endroits, la caisse communale, formée du revenu des impôts qu'elle transmet au chef de la province, fait aussi les fonctions de caisse d'épargne et de banque de prêts ou de secours en faveur des veuves, des orphelins et des paysans qui ont besoin de se procurer les instrumens de culture. L'assistance publique est ainsi régularisée; l'esprit de solidarité et de justice qui règne dans les communes la rend facile; elle est en quelque sorte privée en même temps que publique; l'être abstrait que l'on appelle état, et dans la vie duquel souvent les individus ne se sentent pour rien, l'état n'intervient pas. Lorsque l'autorité municipale prête ou donne, elle sait qu'elle le fait au nom des familles qu'elle représente, et quiconque emprunte ou reçoit comprend de même qu'il est l'obligé de la communauté. L'abstraction, mortelle au sentiment, ne vient pas dessécher les cœurs.

Si ces institutions communales qui sortent naturellement de la civilisation slave, et qui, çà et là, se produisent avec une admirable vigueur, si ces heureuses municipalités faisaient partie d'un système politique plus parfait, et n'étaient pas dénaturées, en Russie surtout, par l'immixtion des prin-

cipes de despotisme, de conquête ou d'aristocratie, elles porteraient les plus heureux fruits, elles donneraient aux sociétés slaves une originalité, une fécondité merveilleses. Par malheur, il n'est au monde que la petite principauté de Serbie qui ait pu se constituer politiquement d'après ces principes de liberté et de démocratie : c'est le seul endroit où les traditions slaves aient pu se produire à peu près à leur aise ; mais ce n'est qu'une Slavie en miniature, et partout ailleurs la commune slave, assez vivace pour avoir pu traverser bien des siècles et bien des régimes, gémit cependant sous le poids ou d'une souveraineté illimitée ou d'une conquête étrangère.

Quant à l'état slave, nulle part encore il n'a pu se constituer dans sa plénitude ; il n'existe pas dans la réalité ; nous sommes réduits à le chercher dans les livres. En revanche, les écrits des slavistes expriment à chaque page la pensée qui lui doit servir de fondement, la *nationalité*. Ce mot de nationalité offre matière à controverse. Pour éviter toute confusion, il faut distinguer deux sortes de nationalités : celles qui se sont formées par un développement historique, par l'immixtion et l'assimilation successive de plusieurs races, et celles qui résultent du développement libre d'une même race. L'unité de langue en est la marque distinctive. La nationalité ainsi comprise est, suivant les slavistes, le

seul légitime fondement de l'état. Par là, ils menacent à la vérité toute agrégation de peuples basée sur le principe de la conquête, et, en ce sens, ils sont révolutionnaires. A ce principe de conquête, ils en substituent toutefois un autre qui devient essentiellement conservateur, et qui rend à jamais impossibles de nouvelles guerres territoriales. Le jour, en effet, où l'Europe serait constituée sur ce principe de nationalité et de race, le malaise qui l'agite jusque dans ses entrailles disparaît et fait place à une harmonie internationale nouvelle dans l'histoire de l'humanité.

C'est Dieu qui a créé la distinction des races, c'est lui qui leur a donné, avec des instincts propres, une vocation spéciale. Dieu a donc voulu que la race fût la raison déterminante des grandes associations, c'est-à-dire des états. L'histoire a beau nous montrer cette loi souvent violée, en même temps elle nous laisse voir la sanction pénale qui suit presque infailliblement cette violation à travers les temps. Là où la conquête a superposé une race à une autre, il faut bien que le vaincu, à la fin, rentre dans ses droits. C'est le génie de la race primitive qui reprend peu à peu le dessus. La Gaule subit la double domination du Romain et du Franc, elle reçoit la substance des deux races ; mais le vieux fond gaulois l'emporte en dernier lieu, et la France n'arrive au suprême degré de son énergie natio-

nale que le jour où le Gaulois a absorbé et le Romain et le Sicambre.

Telle est la pensée des Slaves sur la question des races; ils en font la base même de l'état. Si l'on excepte la Russie, qui depuis des siècles a embrassé le principe de la conquête et n'a pas cessé de le pratiquer; il est certain que les Slaves, admirables soldats, les dignes émules des nôtres par la fougue de leur courage, ne sont pas conquérans. L'honneur du combat semble les toucher plus que le profit de la victoire. Voyez les Tchèques de la Bohême, les Bulgaro-Serbes, les Polonais eux-mêmes au temps de leur force; l'histoire nous les montre aux prises avec l'Allemagne, les Ottomans et les Russes, mais beaucoup plus préoccupés d'éloigner la guerre de leurs frontières que de la porter chez les autres, obéissant toujours à la même pensée, celle de se renfermer dans les limites de leur nationalité et de leur race. C'est donc un sentiment qui n'appartient pas uniquement aux théoriciens du slavisme; nous le retrouvons dans les annales de ces peuples comme l'une de ces idées natives et traditionnelles qui forment le patrimoine ou le génie d'une race à travers les âges.

Lorsque la base et la circonscription de l'état sont déterminées, reste un dernier problème à résoudre: quelle sera la forme politique de cette association? sous quel gouvernement se placera-t-

elle? Tous les peuples slaves ont vécu sous des royautés, mais ces royautés ont varié singulièrement suivant les lieux et les temps. Du czarisme à la monarchie de Pologne la distance est grande. Cependant c'est la monarchie élective qui a d'ordinaire prévalu dans l'histoire des Slaves, et cette forme de gouvernement, sorte de consulat viager compatible avec la démocratie, entraînerait peut-être encore aujourd'hui les prédilections de ces peuples. Ce penchant n'est point de leur part une simple fantaisie; c'est la conséquence logique de l'idée du slavisme sur les grands hommes et sur l'autorité du génie. La pensée du pays s'incarne dans un homme, et cet homme arrive à la souveraineté par l'acclamation des peuples. Il y a dans cette façon de comprendre les esprits éminens quelque chose d'analogue à ce qu'un profond penseur anglais, Thomas Carlyle, définit *le culte des héros*. Comme Carlyle, les écrivains slaves ont toujours cru à la mission divine des supériorités; ils ont toujours envisagé le respect des grandes individualités comme la condition première de vie et de grandeur pour toute société: toujours ils ont pensé que les machines constitutionnelles sont des engins inutiles sans la puissance et l'adresse des bras qui les font mouvoir. « Ce qui empêchait de dormir le plus célèbre des Athéniens, dit M. Mickiewickz, ce ne fut pas un livre, ni un récit, ni une

idée ; ce fut Miltiade, un idéal devenu homme. César ne pleurait pas en lisant des livres : ce sont les hommes oisifs qui versent des larmes sur des livres. — César pleurait devant la statue d'Alexandre. »

Ce culte du héros aboutit nécessairement ou à la royauté élective ou au consulat viager. Ainsi en est-il arrivé presque constamment chez les Polonais depuis les commencemens de leur histoire jusqu'au règne de Poniatowski, et telle est aujourd'hui la constitution du pouvoir suprême chez les Serbes. En matière de gouvernement, les Serbes se placent à une égale distance de la monarchie héréditaire et de la présidence limitée des républiques.

Bien que les Slaves reconnaissent au héros chef de l'état une autorité très vaste, ils ne confondent pourtant pas absolument le pouvoir législatif avec le pouvoir exécutif. Le chef élu de l'état ne peut faire les lois que d'accord avec le pays. A la vérité, les Slaves ne sont pas possédés du besoin funeste aux peuples de l'Occident de faire des lois à tout propos, sur toute matière. Les rapports sociaux sont chez eux plus simples. Le pouvoir législatif ne prend point dans leurs imaginations toute l'importance qu'il a chez nous. Il existe cependant et il réside à la fois dans les représentans de la nation et dans le pouvoir exécutif. Les représentans

de la nation sont choisis comme les administrateurs de la commune par les pères de famille dont elle est formée. Quiconque n'est pas dans ces conditions ne compte pas encore dans la société ; la famille est la base du droit politique comme du droit communal. Le slavisme a-t-il résolu par ce moyen le difficile problème du droit électoral ? En préférant le principe de la famille au principe rationnel de la capacité déterminée par la science ou au principe matérialiste de la fortune, il a donné du moins à l'élection un caractère profond, simple et moral. La famille est une idée concrète, saisissable ; c'est l'élément premier et constitutif de toute association humaine ; c'est le germe de la race et de la nationalité comme de la commune. Il était naturel d'en faire aussi le premier rouage de la machine gouvernementale.

Les représentans du pays, ainsi désignés par le vote direct des pères de famille, s'assemblent autour du souverain en congrès général, et c'est d'accord avec ce congrès que le prince fait les lois et gouverne. De même que le prince a une grande part dans la confection des lois, le congrès, en revanche, ne laisse pas d'avoir une influence considérable dans l'exercice du pouvoir exécutif. En effet, le prince choisit dans le sein de cette assemblée, non-seulement des ministres, mais encore un sénat ou conseil d'état en présence duquel toutes

les mesures administratives et politiques sont discutées préalablement. Ce sénat est un conseil permanent qui limite en l'éclairant la volonté du prince. L'assemblée générale contrôle et revise, consacre ou rejette les mesures que le prince a prises d'accord avec son conseil d'état. Les slavistes modernes s'écartent beaucoup en ce point de l'ancienne constitution de Pologne; ils ne veulent pas d'assemblées oligarchiques, et surtout ils n'accordent à ces assemblées aucun de ces privilèges qui pourraient rappeler le fatal droit du *liberum veto*. La représentation du pays, telle qu'ils la conçoivent et telle qu'elle existe en partie chez les Serbes turcs, est tout aussi démocratique dans son principe que les assemblées représentatives dans les pays de l'Occident; elle n'en a pas cependant l'autorité despotique et l'initiative. De son côté, le souverain, quoique doté en apparence d'un pouvoir presque absolu, ne peut rien en réalité sans l'avis et le concours de ce conseil d'état, qui sert comme de lien entre l'assemblée générale et le magistrat suprême.

Si donc la cité slave se constitue un jour, ce sera sur ce triple principe de la famille, de la commune et de la race. Telle sera du moins la forme de la société, et, quant à la forme des pouvoirs, elle sera combinée de manière à laisser au chef élu de l'état une autorité très étendue, sans l'af-

franchir d'un contrôle scrupuleux. On lui donne beaucoup de puissance parce que, l'ayant choisi, on lui suppose une grande supériorité d'esprit et de caractère; mais plus on lui accorde de confiance, plus il a nécessairement de responsabilité, plus est sévère le compte qu'il doit de ses actes au pays. Il possède le droit d'initiative, mais il ne l'exerce qu'à ses risques et périls sous une surveillance rigoureuse. Privés de ces abstractions pompeuses que les théoriciens de l'Occident ont inventées pour masquer le vide de leurs systèmes, les Slaves s'attachent donc à suivre dans leur législation politique comme dans la religion et dans l'art les indications vraiment essentielles de la nature, plus confians dans la puissance du génie que dans celle des combinaisons raffinées, et plus enclins à attendre leur salut de l'activité humaine, du dévouement, de l'héroïsme de leurs chefs que du mécanisme ingénieux de lois savantes. Il serait superflu de les suivre dans l'application de ces principes aux diverses branches de la législation politique. Les prémisses sont posées, les conclusions peuvent se déduire d'elles-mêmes. Le slavisme a du moins le mérite de former un ensemble dont toutes les parties sont étroitement liées par un enchaînement logique.

En définitive, nous n'ignorons pas qu'à la première vue les Slaves semblent marcher de très près

sur les traces de Joseph de Maistre; mais, en fait, ils s'en écartent singulièrement dès le point de départ, puisqu'ils distinguent le christianisme de la théologie. Et d'autre côté, s'ils s'inspirent de l'histoire, ce n'est pas qu'ils veuillent en revenir à la pensée ni aux formules du moyen-âge; car ils repoussent la féodalité et posent en principe l'égalité des familles et des races. Ils ne donnent pas davantage dans l'excès contraire; ils croient à la vertu de l'humaine intelligence sans lui prêcher l'orgueil et la révolte, et c'est sans exalter le rationalisme qu'ils font une si large place à la raison spontanée. S'ils déplorent l'engourdissement fâcheux dans lequel le christianisme est tombé, ils admettent et ils désirent qu'il en puisse sortir par un effort du génie rajeuni de l'église. Ils aspirent après une certaine forme de démocratie; mais ils déclarent en même temps que le gouvernement de cette démocratie appartient de droit aux supériorités naturelles qui s'élèvent du sein de la société. En politique comme dans l'art et la religion, les Slaves visent ainsi à combiner la raison réfléchie avec la raison spontanée, le sentiment avec la science, et s'ils parlent très haut de l'impuissance du rationalisme, qui peut s'en étonner aujourd'hui? En résumé, ils ne veulent que détourner la raison des régions de l'abstrait et de l'absolu pour la ramener à l'observation et au respect de la nature.

C'est ainsi que les slavistes se posent en présence du panslavisme officiel. Pour le combattre, ils se gardent bien d'avoir recours aux théories de l'Occident ; ils empruntent à l'histoire slave leurs principaux argumens. Nourris dans l'étude des sentimens simples et primitifs, ils s'élèvent au-dessus de la portée philosophique du czarisme, sans cesser d'être en rapport direct avec la vie intime et les idées des masses. Par les efforts qu'il fait pour saisir la direction de ce mouvement et l'entraîner dans son orbite, le panslavisme révèle lui-même aux slavistes libéraux leur importance et leur force. Il leur oppose des théories de gouvernement dont on ne peut méconnaître la valeur. Les slavistes répondent par d'autres théories plus naturelles, plus nationales, plus profondes. Le slavisme et le panslavisme ne sont donc pas de vaines fantaisies de philosophes en quête d'un système. Toute la puissance et toute l'ambition du gouvernement russe se cachent sous l'un de ces mots ; tous les souvenirs, toutes les craintes, toutes les espérances des peuples slaves, illyriens, tchèques ou russes, se résument et se concentrent dans la doctrine des Slaves libéraux. La révolution dernière, en provoquant la guerre de Hongrie et cette horrible mêlée dans laquelle on a vu des Polonais combattre contre les Illyriens et les Tchèques, et les Russes au contraire accourir avec empressement à leur secours, cette révolution.

singulière entre toutes celles de ce temps, a détourné un moment les slavistes de leur lutte contre le panslavisme. Ce n'était pas la fin du combat, c'était une de ces situations comme l'histoire contemporaine nous en a montré quelquefois, dans lesquelles le panslavisme essaie de faire accepter aux Slaves ses services intéressés. Ce que la Russie a entrepris à une autre époque pour gagner les Slaves de la Serbie turque, elle l'a de nouveau tenté récemment pour s'attacher les Croates et les Tchèques.

A la suite de cette guerre, les deux systèmes, après avoir combattu par occasion sous le même drapeau, sont rentrés chacun sur son terrain propre; ils ont repris leur attitude et leur rôle. On sait quelle est en ce moment la tactique des Slaves libéraux; cette tactique leur a été tracée depuis long-temps par la force des choses; ils la suivent avec persévérance, surtout depuis les dernières révolutions. Elle consiste à ajourner tout projet d'indépendance et à s'unir plus étroitement que jamais, d'un côté avec les Autrichiens, de l'autre avec les Turcs. Les Slaves espèrent qu'à la faveur de cette politique et à l'aide du temps, ils pourront pratiquer librement, sur le sol de ces deux empires, les doctrines du slavisme et les faire passer de la théorie dans les faits avec le concours des deux gouvernemens eux-mêmes. Une fois que la cité slave aura pris cette consistance et qu'elle sera devenue

un monument réel et vivant, elle aura moins à redouter les caresses ou les menaces du panslavisme.

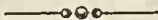
Déjà les Turcs la voient sans crainte s'affermir et se consolider en Serbie. L'Autriche, de son côté, ne peut plus sans péril s'opposer à ce qu'elle s'établisse et s'organise en Croatie et en Bohême. Cet idéal slave, qui tend à s'élever rayonnant à la fois d'antiquité et de jeunesse en face de la sombre cité moscovite, n'est pas seulement l'un des plus curieux spectacles que l'avenir promette aux philosophes et aux hommes d'état, c'est encore une espérance pour tous les esprits préoccupés de tempérer le rationalisme dans son essor révolutionnaire.

Oui, le slavisme est une doctrine de conservation en même temps que de liberté. Sa naissance est en quelque sorte providentielle. Il vient en un moment où toutes les doctrines anciennes sont en état de dissolution, entre l'extrême absolutisme d'un côté et l'extrême démocratie de l'autre. Il vient avec des idées originales et profondes sur la religion et l'art, la politique et le pouvoir, en un moment où les philosophes sont plus que jamais préoccupés d'en trouver la formule. Au lieu d'engendrer pour l'Europe de nouveaux principes de désordre, il lui apporte des exemples salutaires, des doctrines puisées de première main dans la nature même.

Il y a donc en définitive dans le développement des principes aujourd'hui posés par les peuples de l'Autriche et de la Turquie, un double intérêt pour la France, intérêt politique et intérêt moral. D'une part, ces peuples offrent à la diplomatie un moyen de contenir la Russie dans ses limites et au besoin de l'inquiéter chez elle. D'autre part, ils présentent aux philosophes à bout de ressources un concours hardi pour la rénovation des vieux principes sociaux. Leur succès peut être une garantie de conservation à la fois pour l'équilibre international et pour les sociétés européennes.

Telle est l'idée générale qui, après m'avoir conduit parmi les peuples du Danube, m'a guidé dans ces études; et j'aurais atteint mon but si elle ressortait clairement comme conclusion des évènements dont j'essaierai de donner l'esquisse.

LIVRE PREMIER.



L'EUROPE ORIENTALE
AVANT LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER.

CHAPITRE PREMIER.

LA CROATIE ET LE MOUVEMENT ILLYRIEN.

I.

A des époques diverses, le même nom d'Illyrie a servi à désigner des circonscriptions territoriales très différentes. Les plus anciennes traditions parlent d'une Illyrie qui, appuyée à l'ouest sur la mer Ionienne, occupait à peu près le sol de la Dalmatie, du Monténégro et de la Bosnie modernes. Habitée par des peuplades fort remuantes, elle eut plus d'un démêlé avec la Macédoine et la Grèce, elle imposa même un tribut à Amyntas, père de Philippe ; mais

Alexandre en eut raison, et la rendit tributaire à son tour. Rome vint ensuite, sous prétexte de réprimer la piraterie que les Illyriens exerçaient sans scrupule jusque sur les côtes de l'Italie. L'Illyrie finit par devenir une province romaine, et, à l'époque d'Auguste, après la dixième des guerres sanglantes qu'il avait fallu soutenir pour la soumettre entièrement, elle comprenait, selon toute vraisemblance, le pays situé, de l'ouest à l'est, entre l'Adriatique et la frontière occidentale de la Serbie actuelle, et, du nord au sud, entre la Save et l'Épire. Sous l'empereur Constantin, ce même nom était celui d'une préfecture qui embrassait l'espace immense contenu entre les Alpes Juliennes et la mer Noire, et qui fut divisée avec l'empire pour disparaître peu à peu devant les invasions des barbares. En 1810, nous avons aussi une Illyrie française, dont Napoléon avait conçu le plan dès le traité de Campo-Formio : ce devait être le complément du royaume d'Italie ; elle s'est dissoute avec lui. L'Illyrie française s'étendait simplement des bouches du Cattaro, entre la Bosnie et l'Adriatique, jusqu'à la Save. Enfin l'Autriche possède encore aujourd'hui, au nombre de ses subdivisions administratives, une Illyrie, qui se compose des deux gouvernemens de Laybach et de Trieste.

L'Illyrie dont je veux parler n'a point d'existence officiellement reconnue par les diplomates ; elle a

son origine dans la plus haute antiquité, mais sa force est tout entière dans des souvenirs, des espérances, des passions : c'est un être de raison. De patriotiques esprits l'ont imaginée dans l'intention de réunir en un même corps moral, les populations styriennes, carniolaises, carinthiennes, croates, slaves, dalmates, bosniaques, serbes, monténégrines et bulgares. C'est une des faces de la grande question slave, qui remplit aujourd'hui l'Europe orientale, dont elle contient assurément l'avenir.

En effet, ces populations, partagées aujourd'hui entre deux maîtres, les Autrichiens et les Turcs, régies par des législations fort différentes, séparées même par les rites religieux, appartiennent à une famille originale entre les trois autres familles slaves. Elles parlent un idiôme qui n'est ni le bohème, ni le polonais, ni le russe, bien qu'il ait incontestablement la même souche : elles sont donc unies entre elles par un lien étroit, qui est le lien du sang.

Si l'on s'en rapportait à ceux qui ont écrit l'histoire de ces pays sans avoir pris connaissance des traditions nationales des Serbes et des Croates, le nom d'Illyriens aurait désigné, à l'époque d'Alexandre et de Rome, des peuples autochtones qui n'étaient point de la race slave, et les Slaves ne seraient venus s'établir, pour la première fois, sur les bords de l'Adriatique, qu'au moment des

grandes invasions ; mais les chants populaires des Slaves, les plus voisins de la mer, rappellent fréquemment Alexandre et sont pleins des souvenirs de la conquête romaine. Sans doute, l'Illyrie de l'époque macédonienne et de celle d'Auguste ne renfermait pas toutes les tribus dont se composait dès-lors cette quatrième famille des Slaves : il en était d'autres, moins connues, qui habitaient entre la frontière de l'Illyrie romaine et le Pont-Euxin, soumises pour la plupart à des peuples conquérans comme les Thraces ; mais les Illyriens des bords de l'Adriatique, ceux-là même qui eurent l'honneur, au reste fort partagé, d'être battus par Alexandre et par les Romains, étaient du pur sang des Slaves méridionaux.

Quelques légendes nationales flattent encore plus doucement l'orgueil des Illyriens. Suivant ces pieux récits, c'est du sein même de l'antique Illyrie que seraient issus les trois grands peuples slaves du Nord. Un jour, trois frères, Tcheck, Leck et Russ, pour se soustraire aux vexations d'un proconsul, seraient sortis des montagnes de Zagorie, voisines de la Carniole, et, descendant vers le nord, ils seraient allés, par-delà le Danube et les Carpathes, fonder les trois royaumes de Bohême, de Pologne et de Russie. Ainsi, les Illyriens d'aujourd'hui ne seraient pas moins que les premiers nés de la race slave. Plus à plaindre pour-

tant que les peuples les plus misérables, dans cette longue suite de siècles qu'ils ont traversés, au milieu des bouleversemens sans nombre dont leur pays a été le théâtre, ils n'ont jamais su trouver ni leur heure, ni leur place pour se constituer fortement. Ils ont su durer, malgré la Macédoine et Rome, malgré les Bulgares, qui, après avoir donné leur nom à une province, se sont fondus avec les populations illyriennes, comme les Francs avec celles de la Gaule, malgré les Turcs, qui occupent depuis des siècles la majeure partie du pays, enfin malgré les Magyars et les Autrichiens, qui possèdent l'autre; mais ils ne sont point parvenus à conquérir une existence politique. Il y eut, au *xiv^e* siècle, un empire serbe qui les tint un instant réunis; l'union, toutefois, n'était pas assez solide, et les Turcs la brisèrent à Kossovo. Il y a eu depuis, comme auparavant, de petits royaumes, des cités heureuses et libres, où la pensée illyrienne a pu prendre quelque essor, et la poésie jeter quelque éclat, comme Raguse. Il y a eu des tribus indomptées, à demi barbares, qui ont pu trouver un abri pour leur indépendance dans des montagnes inaccessibles, comme les Monténégrins : il n'y a pas eu de nation illyrienne.

Le présent ne vaudrait guère mieux que le passé, s'il n'ouvrait aux imaginations des perspectives nouvelles, et s'il ne leur montrait une sorte de ré-

surrection morale au bout de ces longues et douloureuses vicissitudes. Il était curieux de voir avec quelle ardeur elles se précipitaient vers ce grand but de leurs espérances, même avant qu'elles eussent reçu l'impulsion des récentes révolutions de France et d'Allemagne.

II.

J'entrai sur le territoire illyrien, au commencement de l'automne de 1845, par les routes granitiques et majestueuses du Tyrol. On m'avait indiqué Agram, capitale de la Croatie hongroise, comme le foyer de l'illyrisme, le lieu privilégié où il est venu au jour et grandit sans trop de gêne. C'est à Agram que je me rendais. Cette ville n'est point le centre de l'Illyrie nouvelle, elle n'en est point la cité la plus populeuse ; mais, voisine de l'Allemagne, placée d'ailleurs sous la protection du régime constitutionnel, ayant, quatre fois l'an, des assemblées publiques comme chef-lieu d'un comitat hongrois, une sorte de diète comme capitale du royaume de Croatie et de Slavonie, mêlée enfin par mille intérêts au mouvement social et politique de la Hongrie, elle est beaucoup mieux située qu'aucune ville serbe ou bulgare pour agiter

les questions ardues de l'Illyrisme. Belgrade, peu éloignée pourtant de la frontière slavone et fréquentée par les Allemands de la Hongrie, n'est point une ville littéraire, bien qu'on y imprime un journal et quelques livres. Les Serbes se sentent plus à l'aise à cheval qu'à l'école, ou, pour mieux dire, les écoles sont chez eux une institution à peine naissante, et le nombre de ceux qui savent lire, même dans les plus hautes fonctions, ne laisse pas d'être restreint. Si les Serbes ont leurs municipalités, leurs assemblées générales et un sénat sous un prince électif, les lumières leur manquent pour servir par la propagande une cause dans laquelle l'érudition a un rôle à jouer et prend beaucoup de place. Encore moins peut-on attendre ce concours efficace de la Bulgarie, province peu littéraire, soumise à l'administration turque, dépourvue de tout centre d'activité et livrée aux intrigues d'un clergé composé en grande partie d'aventuriers grecs qui viennent y chercher fortune. Enfin, la Bosnie et le Monténégro, à moitié barbares, ne sont guère occupés que de pillage. C'est donc en d'autres lieux que se débattait la question illyrienne : c'est seulement dans la Croatie hongroise, loin de la surveillance de la police autrichienne, que l'illyrisme pouvait discuter librement ses intérêts, à la faveur de cette constitution presque anarchique que les royaumes unis de Hongrie, de Croatie et

de Slavonie ont sauvée du naufrage de leur indépendance.

Je traversai lentement la Carinthie et la Carniole, prêtant une oreille attentive aux premiers sons de la langue illyrienne, mêlée encore, en ces deux provinces, aux sons moins harmonieux de la langue germanique. Les populations avaient changé, et, sous la race des maîtres du pays, je reconnaissais, déjà plus nombreux et plus vifs, les vrais enfans de la race illyrienne. Ici, c'était un paysan revenant de la ville sur son chariot, au grand galop de ses chevaux; plus loin, de jeunes montagnards, pieds nus et les cheveux flottans, descendaient au pas de course une cime escarpée, rivalisant de vitesse et de témérité. Cette vivacité, cette gaieté bruyante et impétueuse, me frappèrent encore davantage, sitôt que j'eus passé la ligne de douanes qui sépare les provinces autrichiennes de la Croatie et de la Hongrie. D'où venait cet air de contentement, cette joie plus expansive et plus ouverte? Ce n'était pas de l'aisance, qui, loin d'être en progrès, avait diminué dans une proportion très sensible, mais évidemment d'un peu de liberté de plus. Aussi ne l'eût-on pas échangée, si imparfaite qu'elle fût, contre le bien-être qui régnait tout à côté dans les provinces administrées directement par l'Autriche.

En été, dans les villages croates, les enfans

jouent entièrement nus devant les portes au grand soleil; on ne les habille qu'au cœur de l'hiver. Les femmes connaissent peu l'usage de la chaussure, et portent d'ordinaire, pour tout vêtement, une veste à la hongroise par-dessus leur longue chemise. Les hommes se sont fait la part peut-être un peu meilleure: chaussés de lourdes bottes dans toutes les saisons, vêtus de larges pantalons de toile et d'une espèce de blouse serrée à la ceinture, ils se couvrent encore par les temps froids d'un manteau de laine ou d'une peau de mouton. C'est tout le luxe des paysans croates. Les maisons, séparées et entourées d'un enclos, sont de chétive apparence. Quelques-unes n'ont point de cheminées; l'âtre est au milieu de l'aire; à défaut de bois, on y brûle de la paille; la fumée sort par la porte ou par une ouverture pratiquée au sommet du toit. Assis sur des sièges de bois autour de ce foyer d'une simplicité toute primitive, les paysans croates passent leurs soirées à écouter quelques récits joyeux qui les ramènent toujours vers l'Illyrie ancienne et chevaleresque. Parfois le raki, la liqueur aimée des Slaves, vient ranimer l'inspiration des conteurs, après le repas fait en famille; mais l'on sait s'arrêter avant que la raison succombe, à moins pourtant qu'il ne s'agisse de fêter quelque grand saint du paradis et surtout la Vierge très respectée.

Je passai successivement par plusieurs villages

qui appartenait à je ne sais plus quel puissant magnat, riche à plusieurs millions, et dont j'aperçus bientôt la somptueuse villa, bâtie sur un coteau et entourée de jardins à l'anglaise. Un attelage à quatre chevaux était arrêté tout près du péristyle. Plusieurs coureurs superbement montés, des laquais vêtus d'un costume à moitié albanais et le sabre au côté, attendaient le signal du départ. Un vieillard parut, appuyé sur le bras d'un jeune homme qui lui témoignait beaucoup de déférence; tous deux étaient habillés dans le dernier goût de Paris et de Vienne. Ils prirent place dans le brillant équipage qui, lancé à bride abattue sur la route d'Agram, eut bientôt disparu, quoique le chariot sur lequel je cheminais marchât d'un pas raisonnable. J'avais déjà vu les deux extrêmes de la société illyrienne en Croatie.

Un soir d'octobre, à la nuit tombante, je tournais le dernier mamelon des Alpes qui viennent finir, comme un pan de mur, sur les bords de la Save, à une demi-lieue d'Agram. Le ciel était calme, la route solitaire. Quelques bruits confus, qui grossissaient à mesure que j'approchais de la ville, attirèrent mon attention. Il n'y avait dans ces bruits rien de fort effrayant. Néanmoins, à l'entrée du faubourg, une dizaine de jeunes gens se jetèrent au-devant du chariot sur lequel j'étais tranquillement étendu, plein de confiance dans l'honnête

paysan qui me conduisait. Je ne comprenais point leurs paroles ; leurs gestes n'étaient rassurans qu'à demi, je ne savais trop qu'en penser ; lorsque mon guide me dit de crier : *Jivio !* et que tout serait fini. Je ne connaissais point le sens de ce mot ; mais je constatai tout de suite qu'il en devait avoir un profond et magique, car je l'eus à peine prononcé, que mes brigands de comédie changèrent de ton et de procédés. Ils se mirent à jeter leurs chapeaux en l'air en signe de joie, et crièrent à leur tour : *Jivio ! Jivio !* Mon voiturier m'expliqua que c'était le mot d'ordre, le cri de ralliement, le *vivat* des Illyriens, et, le passage étant libre, il fouetta vigoureusement ses chevaux, qui ne s'arrêtèrent que devant la porte d'une hôtellerie, à l'enseigne du *Cor de chasse*.

J'étais donc à Agram, au cœur même de l'Illyrie. J'appris en arrivant que la congrégation ou diète de Croatie et de Slavonie était assemblée, et qu'une grande effervescence régnait depuis quelques jours dans la ville. Cela me promettait un spectacle intéressant pour tout le temps de mon séjour en Croatie.

III.

Le lendemain, je fus sur pied de bonne heure et j'eus promptement parcouru dans tous les sens la petite ville d'Agram (1). Plusieurs fois assaillie par les Turcs, elle n'a conservé des anciens temps que des ruines qui n'ont rien de pittoresque. Ses églises sont d'une architecture moderne et pesante. Toutefois Agram ne présente ni le sombre aspect des vieilles villes, ni la régularité des villes nouvelles de l'Allemagne; ses rues, bordées de maisons basses, sont larges et tortueuses; ses places immenses peuvent contenir, au besoin, des masses assemblées. A la prendre dans son ensemble, la situation d'Agram est gracieuse et riante. La ville, adossée à un coteau et échelonnée sur ses flancs, regarde au sud et au sud-est; du haut de ses promenades, l'œil plonge sur les plaines qui vont aboutir aux monts de la Bosnie et de la Serbie, et la pensée s'élance naturellement jusqu'aux derniers confins de l'Illyrie méridionale. A peu de distance, on découvre le cours sinueux de l'une des grandes

(1) Le nom illyrien d'Agram est *Zagreb*, et son nom latin *Zagabria*.

rivières nationales, de la Save, dotée, il y a quelques années, d'un pyroscaphe qui, sous le nom slave de *Sloga* (concorde), devait porter chaque semaine, dans la capitale des Serbes, des pensées d'union et de commune espérance.

Après avoir ainsi, en voyageur consciencieux, pris connaissance de la topographie d'Agram, j'entrai au *Café national*. C'est l'endroit très fréquenté où se donnent rendez-vous, chaque matin et chaque soir, les vrais patriotes illyriens et bon nombre des députés de la congrégation ou des membres du comitat qui tiennent pour l'illyrisme. En peu d'instans, la salle fut remplie de personnages fort affairés, les uns dans le costume de ville, les autres le sabre au côté, une toque rouge sur la tête et le manteau de même couleur brodé d'hermine sur l'épaule gauche. Ces derniers déjeunèrent à la hâte, parlant très vivement et lançant autour d'eux des regards dont l'expression menaçante s'adressait évidemment à des absens. Quelques-uns argumentaient en illyrien, d'autres répondaient en allemand, d'autres encore interrompaient en latin, et souvent tel qui commençait une phrase en illyrien la continuait en latin et l'achevait en allemand. Ces trois idiomes sont familiers à chacun, et l'on se sert indifféremment de celui dont le mot vient le plus vite, surtout dans les discussions de politique et de science, parce que les termes techniques se trou-

vent plutôt en latin et en allemand qu'en illyrien.

Je ne tardai pas à comprendre qu'il s'agissait des Magyars. *Voluerunt nos magyarisare*, c'étaient les paroles qui revenaient à tout propos dans le débat, et on ne les prononçait qu'avec un sourire de pitié ou un geste de colère. La plupart de ceux qui étaient armés sortirent ensemble et se répandirent sur la place, parmi des groupes qui commençaient à se former et au milieu desquels je remarquai plusieurs prêtres. J'ignorais l'objet immédiat de ces vives préoccupations. Le journal allemand d'Agram (*Agramer Zeitung*) me fournit à ce sujet des renseignements de date toute récente. La grande affaire du jour, la cause de tout ce déploiement d'activité, c'était la question des Turopoliens. Mais qu'étaient eux-mêmes les Turopoliens, et quels griefs pouvait-on alléguer contre eux? Voici ce que j'appris sur l'heure.

Les Turopoliens n'étaient ni plus ni moins que des Magyars et des aristocrates, ou plutôt des renégats et des magyaromanes, c'est-à-dire des Illyriens de nationalité et d'origine, qui défendaient en Croatie les intérêts des Hongrois magyars. Ils formaient plusieurs centaines de gentilshommes campagnards, tous dévoués, corps et âme, au comte suzerain du district de Turopolie (1), et, quand ils

(1) Le district de Turopolie, situé à peu de distance d'Agram, se

venaient voter avec lui dans les assemblées de comitat, ils emportaient d'assaut la majorité. Ces procédés avaient même causé souvent de sanglantes prises d'armes. Aux élections précédentes, le ban ou gouverneur (c'est du moins ce qu'on lui reprochait) avait ordonné à la force armée d'intervenir, et un grand nombre d'Illyriens avaient péri dans cette lutte malheureuse. Ainsi une poignée de paysans habilement dirigés mettaient aux mains des Magyars les intérêts du royaume de Croatie et de Slavonie, et, par suite, tous ceux de la race illyrienne. Il avait donc fallu fermer la porte de l'assemblée à ces Turopoliens magyaromanes et aristocrates. Bien entendu, il ne s'agissait point des assemblées ordinaires de comitat, mais d'une assemblée de congrégation, ce qui est très différent. La Croatie forme avec la Slavonie un royaume annexé à la Hongrie et placé sous le régime de la même constitution parlementaire. Ce royaume envoie ses magnats et ses députés à la diète hongroise, et il est divisé, comme la Hongrie, en *comitats* ou départemens, dont tous les nobles s'as-

compose de plusieurs villages placés sous la juridiction d'un comte, et ne possède pas moins de cinq cents familles nobles, quoique très pauvres, dont les titres remontent aux premiers temps de l'annexion au royaume de Hongrie. Avant la révolution de Hongrie le comte de Turopolie était de droit membre de la seconde chambre (*Staende-Tafel*) dans la diète de Presbourg.

semblent quatre fois l'an pour délibérer sur les affaires locales. Outre ces institutions, qui sont communes aux deux royaumes, la Croatie et la Slavonie possèdent encore une sorte de parlement national qui date du temps de l'indépendance de la Croatie, et qui, sous le nom de *congrégation*, est appelé à s'occuper des intérêts généraux du royaume annexé. Ses attributions, son organisation même, sont encore aujourd'hui des sujets de controverse; mais si faiblement assis qu'il fût alors, il était d'un grand secours pour les Croates, car, en même temps qu'ils trouvaient dans leurs comitats et dans la diète de Hongrie l'occasion de parler hautement en faveur de l'illyrisme, ils trouvaient dans la congrégation le moyen de centraliser leurs efforts et de donner à leur nationalité l'appui et l'autorité d'une institution.

On devine que les Magyars devaient tout mettre en jeu pour empêcher la reconstitution de cette assemblée nationale, ou du moins pour en stériliser les bienfaits. Il suffisait, pour cela, que les gentils-hommes turopoliens eussent droit de vote personnel dans la congrégation comme dans le comitat. Les Illyriens n'eurent garde de s'y laisser prendre. Tous les savans du parti furent mis en réquisition pour explorer les bibliothèques, exhumer les vieux diplômes et y puiser des argumens contre le droit de vote personnel dans les congré-

gations : le patriotisme le plus ardent dirigea leurs recherches, et ils purent en effet démontrer, par des preuves irréfragables et en latin, que les nobles n'ont droit de vote en congrégation que par députés (1). Aussi les Illyriens étaient-ils restés maîtres du terrain scientifique. L'histoire, parlant par leur bouche, avait condamné, comme illégitimes, les prétentions des Turopoliens, et le gouvernement autrichien avait donné raison aux partisans du vote par députés. C'est pourquoi les Turopoliens, ne pouvant agir par les voies légales, avaient eu recours à l'intimidation ; ils étaient venus en foule et en armes pour troubler et pour arrêter les travaux de la congrégation. Les troupes de la garnison s'étaient mises alors en devoir de résister aux Turopoliens magyaromanes, et les avaient repoussés hors de la ville. Voilà ce que je pus recueillir en peu d'instans par la *Gazette d'Agram*, et fort à propos, car je n'eusse rien compris aux débats que j'allais entendre dès ce même jour.

Je vis que la foule, qui avait quelque temps stationné sur la grande place, se portait vers un autre point de la ville ; je suivis le courant jusqu'à une place moins vaste, située dans la ville haute, à l'endroit même où s'élèvent l'hôtel du ban et la

(1) Une de ces brochures est attribuée à M. Babukitz, secrétaire de la société littéraire d'Agram.



chambre des assemblées de congrégation et de comitat. La foule était immense et bruyante, et plusieurs députés péroraient vivement au milieu de groupes empressés à les écouter. Au bout de quelques instans, trois voitures à quatre chevaux et d'une grande richesse déposèrent, à l'entrée de la salle des députés, trois vieillards, trois évêques, dont deux à longue barbe, et par conséquent du rite grec. Le troisième était M^{sr} Haulik, le très riche et très généreux évêque catholique d'Agram. Les cris répétés de *Jivio* marquèrent la joie que causait leur présence. Enfin le ban de Croatie lui-même, dans le costume d'officier-général de husards, escorté de haïduques, sortit de son hôtel, la tête basse, traversa la foule, redevenue tout-à-coup silencieuse, et entra dans la congrégation, sans avoir reçu même les plus simples témoignages de politesse. On se souvenait trop bien des massacres des dernières élections, ordonnés, disait-on, par lui, et on ne manquait jamais l'occasion de lui donner des preuves d'une amère rancune, bien qu'il eût courageusement défendu la nationalité croate à la dernière diète de Presbourg.

Les débats de la congrégation sont publics, et les spectateurs ont leur place désignée. J'entrai, avec la foule, dans une salle capable de recevoir plusieurs centaines d'auditeurs, et d'où l'on domine la salle des délibérations, située à l'étage



inférieur. Les députés étaient assis autour de trois tables oblongues. Le ban, le comte Haller, siégeait à l'extrémité de la table du milieu, et il avait à sa droite l'évêque d'Agram ; un peu plus bas, toujours à droite, après deux autres évêques, on remarquait le chef du parti illyrien dans la congrégation et dans la diète de Hongrie, le comte Janco Draschkowicz. Ces trois tables fort simples étaient entourées d'une balustrade derrière laquelle se tenaient debout, en grand nombre, des jeunes gens armés comme les députés eux-mêmes : c'étaient les lettrés (*litterati*), c'est-à-dire ceux qui ont passé par toutes les épreuves de l'enseignement des écoles, et qui peuvent à ce titre assister aux débats de la congrégation avec les députés, y prendre part et donner leur avis, s'ils sont de la classe noble.

Les orateurs discutaient en latin. Un seul s'exprimait dans l'idiome national, et c'était précisément le lettré Kukulewicz, poète et ardent patriote. Aussi à peine une parole tombait-elle de ses lèvres, qu'il était salué par ces mêmes cris prolongés et unanimes de *Jivio!* Au reste, il était fort peu d'orateurs qui ne recueillissent ainsi quelques applaudissemens, et cela contrastait remarquablement avec le silence qui se faisait sitôt que le ban prenait la parole. En définitive, on ne traita, dans cette séance, que des questions que j'appellerai de

sentiment ; on se félicita surtout, et en termes magnifiques, de la victoire légale que l'on venait de remporter sur les Turopoliens, et l'on arrêta que dès le lendemain on s'occuperait des projets à soumettre à l'empereur d'Autriche, roi de Hongrie, pour la réorganisation de la congrégation et pour le progrès de la nationalité illyrienne. On se sépara ensuite au milieu des expressions d'une joie éclatante et toute juvénile.

IV.

L'hospitalité est une vertu commune à tout l'Orient, et l'Orient commence aux frontières occidentales de la Hongrie. Je ne cherchais à Agram que de la bienveillance, je trouvai de l'empressement et de l'amitié. En peu de jours, sans me remercier beaucoup, j'eus sous les yeux tous les renseignemens qui pouvaient m'éclairer sur les affaires de l'Illyrie, et, ce qui vaut mieux, l'explication m'en fut donnée par ceux-là même qui ont eu l'avantage précieux d'y jouer les principaux rôles.

Je suivais d'ailleurs avec assiduité les débats quotidiens de la congrégation, et, comme tous les orateurs s'exprimaient en latin, à l'exception du lettré Kukulewicz, je perdais seulement quelques discours que je retrouvais plus tard traduits en

allemand dans la *Gazette d'Agram*. Sans doute, l'assemblée gardait une grande réserve, et il y avait loin de son langage au langage et surtout aux intentions du pays ; mais, pour un corps politique dont l'existence était si faiblement assise, oser ce qu'elle osait, c'était le symptôme de bien des éventualités graves, et le sous-entendu n'en devenait que plus intelligible.

Voici d'abord les vœux formulés par la congrégation d'Agram : elle demandait à l'empereur et roi les moyens légaux de compter désormais comme institution régulière et comme représentation réelle et efficace des deux royaumes de Croatie et de Slavonie ; en d'autres termes, elle réclamait, à peu de chose près, une administration indépendante de l'administration centrale de Hongrie. Elle exprimait aussi le désir que le siège épiscopal de la Croatie catholique fût transformé en archevêché, pour relever d'autant la condition du royaume ; enfin elle rappelait à l'empereur que la Dalmatie, cette belle province, que Zara et l'antique Raguse, ces deux perles de l'Adriatique, appartiennent nominalement au royaume de Croatie, et disait qu'il serait simple et juste de les y rattacher par le fait. Voilà quel était le langage de la congrégation.

L'Autriche se hâta d'y répondre par de bons procédés envers les chefs du parti illyrien ; elle

donna aux militaires de l'avancement, aux avocats des fonctions judiciaires ; à tous de belles promesses ; enfin elle destitua le comte Haller, que les fusillades des dernières élections avaient rendu impopulaire, et elle mit provisoirement en sa place l'évêque d'Agram, patriote dévoué, quoique prudent à l'excès. En somme, sans s'expliquer catégoriquement sur les questions spéciales d'organisation constitutionnelle qui lui étaient soumises, elle s'étudiait alors de mille façons à caresser l'illyrisme lui-même. Si peu que ce fût, n'était-ce pas déjà beaucoup ? N'était-il pas fort étrange que la Croatie pût exprimer si hautement ses griefs, parler même de sa nationalité, et que l'Autriche se crût obligée de lui répondre sur le ton de la bienveillance ? C'était donc une chose sérieuse que tout ce bruit qui se faisait autour des questions discutées par la congrégation, et l'illyrisme était devenu une force politique.

Ce succès, on le pense bien, représentait une somme d'efforts qui ne dataient point de la veille. Cependant, à tout prendre, le mouvement illyrien n'était vieux que de quinze ans. Le sentiment de la race est antique parmi les Slaves méridionaux ; mais il ne s'est déclaré bien nettement parmi eux qu'à l'époque où l'attention de l'Europe, sollicitée par la renaissance de la Grèce et la chute de la Pologne, s'est portée sur les questions de races.

depuis quelque temps agitées par les écrivains allemands. Peut-être aussi la France n'est-elle point tout-à-fait étrangère au réveil de l'illyrisme ; au moins aime-t-on à s'en glorifier sur les bords de la Save, où l'on a conservé de notre administration les meilleurs souvenirs. En rendant à une portion de l'ancienne Illyrie son nom primitif, Napoléon avait assurément touché la fibre nationale des populations voisines de l'Adriatique ; il avait fait mieux encore : il avait reconnu plus tard la langue illyrienne pour langue officielle dans les provinces ; il avait pris soin qu'un journal fût publié dans les pays dalmates à la fois en italien et en illyrien, et que les lois données par lui fussent écrites dans l'idiome national comme en français. Quelques savans s'étaient grandement réjouis d'avoir trouvé un maître si généreux, et l'un d'eux avait même publié, en tête d'une grammaire éditée à Laybach en 1811, une ode vraiment pindarique, dans laquelle l'empereur des Français est considéré comme le *régénérateur futur de la grande nation illyrienne*. On se plaisait à croire qu'après avoir foudroyé l'Autriche et dégagé entièrement l'Illyrie du joug des Allemands, il allait frapper quelque grand coup sur l'empire ottoman, pour lui enlever l'autre partie de l'Illyrie et la réunir à la première. C'était, à vrai dire, élargir beaucoup les plans de Napoléon, et l'Illyrie d'alors eût été elle-

même peu préparée à saisir la fortune qui se serait ainsi offerte : le sommeil dans lequel elle est retombée en 1815 le prouve surabondamment. Toujours est-il que la fondation des provinces illyriennes a exercé sur les bords de l'Adriatique une influence bienfaisante et qu'elle a porté les populations à se replier sur elles-mêmes. Aujourd'hui encore, c'est pour elles comme un rêve heureux qu'elles s'efforcent de poétiser, et l'on voudrait en vain leur persuader que l'Illyrie de l'avenir n'a pas existé dans la pensée de Napoléon.

L'effervescence nationale qui succéda à cette première mais fugitive évocation de l'illyrisme, coïncida avec les préoccupations qu'excitèrent successivement en Europe les événemens de la Grèce et de la Pologne, venus à propos pour démontrer l'importance trop long-temps méconnue des questions de races. Ces événemens n'auraient peut-être pas suffi eux-mêmes pour émouvoir profondément les Croates, si une atteinte directe n'avait pas été portée à leurs intérêts par les Magyars, qui prétendirent, vers 1830, imposer leur langue nationale aux Roumains (Valaques) de la Transylvanie et aux Tchèques ou Slovaques du Nord comme aux Illyriens du Sud. Les Croates s'éveillèrent alors, bien décidés à résister; leurs droits municipaux, leurs institutions locales, se trouvaient menacés; ils se mirent sur la défensive et

combattirent ardemment *pro aris et focis*. C'est dans cette lutte seulement, et une idée amenant l'autre, que l'idée de nationalité prit possession de leurs esprits.

Deux hommes de condition différente, le comte Draschkowicz, magnat puissant par sa fortune, et M. Gaj, jeune plébéien d'un esprit pénétrant et très actif, adoptèrent chaleureusement la cause croate. Par une heureuse rencontre de circonstances, M. Gaj, né dans ce vallon de Zagorie d'où la légende fait partir les trois fondateurs des royaumes slaves du nord, comme du berceau même de toute la race slave, avait été conduit, par ces pieux souvenirs, à d'ingénieux travaux d'érudition sur la langue et l'histoire de toute la race illyrienne. Très jeune encore, il avait fait une étude approfondie des traditions populaires et des différens dialectes parlés dans les pays illyriens de l'Autriche. Souvent il gémissait sur l'oubli dans lequel la classe aristocratique et la classe bourgeoise en Croatie laissaient cette belle langue, et sur la misère où toute une race si nombreuse se trouvait plongée. Le renom que le poète Kollar, Slovaque de la Hongrie, avait acquis en chantant la gloire ancienne de toute la race slave aiguillonnait aussi l'ambition de M. Gaj. Il était impatient de tenter quelque effort semblable qui pût attirer l'attention sur son pays, beaucoup moins connu des slavistes du nord

que la Bohême, la Pologne et la Russie. Il avait même, dans l'espoir d'y réussir, commencé un grand travail historique qui, prenant la famille illyrienne dès sa plus haute antiquité, devait la suivre dans ses révolutions jusqu'aux temps modernes. L'occasion étant venue de parler et d'agir, au lieu de rester enfermé dans la science, il se jeta sans hésiter dans la voie qui s'ouvrait ainsi devant lui par un bonheur inattendu.

Le comte Draschlikowicz n'était point amené dans la lutte par le même genre de conviction, ni inspiré par le même enthousiasme littéraire. Ce n'était pas l'homme nouveau jouant son avenir sur une question obscure et courant la fortune d'une théorie. C'était un grand seigneur, ami des privilèges locaux de son pays, jaloux de les défendre, un de ces ardents soutiens de la légalité, tels que peut en offrir l'histoire parlementaire de l'aristocratie anglaise. Au reste, généreux par nature comme il était libéral par position, il n'aspirait qu'à patroner une cause bonne et brillante.

Ces deux esprits très différens se complétaient l'un l'autre. M. Gaj, privé de droits politiques par sa naissance, n'avait point entrée dans les comitats ni aucune chance d'être député à la congrégation ou à la diète de Hongrie. L'arène où se débattaient légalement les grands intérêts des Croates lui était donc fermée. M. Draschlikowicz n'avait

point les connaissances étendues, le sentiment littéraire, l'activité remuante et la facilité d'élocution nécessaires pour parler à la foule et pour faire appel à tous ces souvenirs de race par lesquels il fallait la passionner. La besogne fut partagée, et M. Gaj prit pour tâche d'agiter la Croatie et de lui inspirer des sentimens dont M. Draschkowicz était prêt à se faire l'organe dans les corps constitués.

On débuta simplement, avec réserve et patience, et, quoiqu'il la question politique ne pût disparaître sous les questions littéraires, on fit si bien qu'elle prit, aux yeux de tous, le caractère d'une simple contestation municipale entre Illyriens et Magyars. Par là, au lieu d'effrayer l'Autriche, on put l'intéresser dans la cause illyrienne. Les Magyars donnaient quelque tracas, peut-être même quelques inquiétudes au cabinet de Vienne; l'Autriche trouva dans l'illyrisme un moyen de faire diversion aux projets de ces populations bruyantes. Loin de le comprimer alors, elle l'eût volontiers fait naître.

M. Gaj commença par fonder des journaux illyriens d'une apparence fort inoffensive. Ces journaux n'étaient destinés, suivant ses déclarations, qu'à remettre en lumière les richesses peu connues de la littérature ragusaine; ils en devaient répandre le goût, et, par occasion, offrir un asile et un appui aux jeunes écrivains qui se voueraient à défendre

les droits municipaux, les privilèges locaux, c'est-à-dire l'originalité nationale du royaume croate contre les empiétemens de l'esprit et de l'administration magyares. Tel fut le but de la *Gazette croate* (*Novine Horvatzke*), journal politique qui parut en 1835 avec un supplément littéraire intitulé : *Étoile du matin croate, slavone et Dalmate* (*Daniça horvatzka, slavonska i dalmatinska*). Ainsi une politique prudente et réservée s'unissait à des travaux d'érudition et de poésie qui contribuaient encore à en voiler le véritable but.

Le succès vint promptement ; on n'en fit point trop de bruit ; il fallait cependant le constater, il fallait s'en prévaloir, il fallait surtout tenter un nouveau pas plus hardi et aussi sûr que le premier : M. Gaj y réussit. Sa première feuille politique ne s'adressait qu'à la province de Croatie, c'est-à-dire à une population d'environ huit cent mille âmes, et sa feuille littéraire n'intéressait de plus que la Slavonie et la Dalmatie, c'est-à-dire, en somme, environ douze cent mille âmes. M. Gaj entreprit de parler désormais pour tous les Slaves méridionaux de l'Autriche et de les réunir dans une commune pensée, en les rassemblant sous leur nom antique d'Illyriens. En même temps qu'il réveillait leurs instincts de race, il voulait les attacher à son œuvre de restauration de l'Illyrie littéraire et politique. C'est dans cette pensée qu'il

modifia le titre et l'esprit de ses deux feuilles : la *Gazette croate* devint la *Gazette nationale illyrienne*, et *l'Étoile du matin croate, slavone et dalmate*, devint *l'Étoile du matin de l'Illyrie*. Cette transformation, dont la portée se comprend, eut lieu en 1836. Il n'avait fallu à M. Gaj qu'une année pour conquérir tout ce terrain et pour enrôler plusieurs millions d'hommes sous la bannière moitié politique et moitié littéraire de l'illyrisme.

L'agitation, contenue jusque-là dans les limites de la Croatie, se communiqua non-seulement à la Slavonie et à la Dalmatie, mais à la Carniole, à la Carinthie et à la Styrie méridionale. Les grammairiens, les savans, les géographes, les poètes, les publicistes, se produisirent du sein de la foule. Les uns s'appliquaient à comparer les différens dialectes populaires de chacune de ces provinces et à les émonder d'après la langue des poètes de Raguse, acceptée comme langue littéraire (1); les autres

(1) La littérature ragusaine, qui florissait dès la fin du xiv^e siècle, a produit un certain nombre d'œuvres remarquables, des poèmes épiques, des tragédies, quelques comédies, des satires, des églogues, des idylles, beaucoup de poésies lyriques, des traductions du grec, de l'italien et du français. Le tremblement de terre qui engloutit Raguse en 1667 a privé peut-être l'histoire littéraire de beaucoup de productions intéressantes. Cependant il existe aujourd'hui en Croatie quelques bibliothèques particulières où l'on compte plusieurs milliers de volumes appartenant presque tous à la littérature ragusaine, et ces richesses s'augmenteront encore, si de

remontaient le cours des âges et retrouvaient les traditions populaires de la race depuis les temps de Rome. Les poètes chantaient, avec une naïveté vraie, les faits d'armes, la simplicité, la fraternité des hommes de l'ancienne Illyrie; les géographes calculaient ses frontières à toutes les époques et les marquaient là seulement où expirent les doux sons de sa langue; enfin, les publicistes osaient écrire sur les anciennes institutions et ne craignaient pas d'affirmer que l'Illyrie avait vécu autrefois sous les lois d'une pure démocratie patriarcale.

C'était un incontestable progrès; pourtant l'ambition des chefs ne cessait pas d'être maîtresse d'elle-même. Ils ne tiraient point vanité de leur triomphe, et ils avaient le désintéressement d'en faire honneur en partie à la bienveillance insigne du paternel cabinet de Vienne. On y regardait sans doute à deux fois avant d'y croire; mais le compliment était si nouveau, les Magyars si turbulens, on avait si grand besoin de tempérer leur fureur nationale, que l'on était bien aise d'en trouver le moyen tout prêt, sans avoir l'air d'y mettre la main. On ne pensait point qu'il fût dangereux de laisser ces grands enfans de la Croatie, jouer à leur aise à la nationalité.

nouvelles recherches viennent continuer les premières, qui ne datent guère que de la naissance de l'illyrisme.

Aussi bien les Illyriens avaient pris cœur à ce jeu-là, et il eût déjà été fort difficile de leur prouver qu'ils en avaient assez fait. Leurs moyens matériels n'égalaien^t pas ceux des Magyars; ils n'étaient pas, comme eux, au centre du gouvernement; ils n'avaient pas, comme eux, la haute influence sur l'administration; ils ne disposaient pas de leurs immenses ressources pécuniaires. Cependant ils leur faisaient une rude guerre et répondaient à toutes leurs prétentions par des prétentions de même nature. Ainsi, tandis que les uns fondaient à Pesth une littérature nationale, un théâtre national, et plusieurs sociétés nationales; tandis que, dans la diète de Presbourg, ils voulaient contraindre les députés de la Croatie et de la Slavonie à parler le magyar, les autres fondaient aussi leur littérature, leur théâtre, leurs sociétés littéraires, et persistaient à conserver le latin comme langue politique dans la diète de Presbourg, la congrégation et les comitats (1). Les Magyars avaient, il est vrai, trouvé quelques alliés en Croatie, et surtout dans le comitat d'Agram: c'étaient le comte de Turopolie et ses paysans gentilshommes; mais en revanche les Illyriens avaient trouvé des défenseurs non moins

(1) La diète de 1843, à la suite d'une discussion des plus orageuses, avait résolu que les députés croates devraient parler le magyar après six ans révolus, et que le latin ne serait plus toléré.

hardis et beaucoup plus éclairés sur le territoire hongrois, à Pesth même, parmi les Slaves serbes, et surtout dans les comitats du nord, chez les nombreuses populations slovaques des Carpathes. Il n'y avait de journaux magyars que dans la Hongrie proprement dite; il y eut des journaux illyriens non-seulement à Agram, mais à Laybach en Carniole, à Zara en Dalmatie, à Pesth, et une feuille slovaque publiée à Presbourg adopta l'intérêt illyrien comme un intérêt fraternel. Voilà comment les Illyriens jouaient à la nationalité.

Cela était sans aucun doute une cause de désappointement pour les Magyars, et les Croates ne manquaient pas de s'en prévaloir auprès du gouvernement autrichien. On voit assez combien la Hongrie s'affaiblissait par cette lutte des Magyars et des Slaves. Au lieu de présenter une masse compacte d'environ treize millions d'hommes animés d'un même esprit, elle offrait seulement une population de quatre millions de Magyars prêts à en venir aux mains avec toutes les autres races ou tribus du royaume. L'Autriche ne pouvait pas désirer mieux et ne demandait pas davantage. Mais comment se faire illusion plus longtemps sur la vraie tendance de cette agitation des Slaves méridionaux? Comment ne pas voir qu'en la favorisant on créait pour l'empire un danger beaucoup plus redoutable que toute l'ambition magyare? Les Magyars,

seuls de leur race dans le royaume et dans le monde, avaient peu de chances de redevenir forts et redoutables. En était-il de même des Croates et des Slavons? Étaient-ils isolés et n'avaient-ils d'autre influence à prétendre que celle qu'ils exerçaient alors par eux-mêmes? Outre les Dalmates, les Carinthiens, les Carniolais, les Styriens, qui agissaient avec eux, les Slovaques des Carpathes, qui leur tendaient la main, ils avaient encore pour alliés par-delà la frontière méridionale, dans la Turquie, des peuplades nombreuses et guerrières; ils avaient enfin la fraternité même de tous les Slaves, qui intéressait à l'avenir de l'Illyrie les trois grandes populations bohême, polonaise et russe.

Il faut le dire cependant: si l'unité morale existait dès-lors dans l'Illyrie nouvelle, si l'unité politique était possible dans un lointain avenir, il était encore beaucoup d'entraves qui engênaient le progrès. Telles sont, par exemple, les différences de religion et de condition politique qui séparent les Croates et la plupart des Illyriens de l'Autriche de ceux de la Serbie, de la Bulgarie et du Monténégro. Les Croates sont en très grande majorité catholiques, et on pourrait ajouter, catholiques intolérans, bien que le clergé se fasse remarquer par la plus aimable facilité de mœurs. A la vérité, leur législation admet l'exercice du culte grec non uni; mais naguères elle ne souffrait pas l'établissement

du protestantisme dans le royaume, et de l'autre elle privait de tout privilège municipal quiconque abandonnait l'église latine pour l'église orientale. Le catholicisme de la Styrie, de la Carniole, de la Carinthie et de la Dalmatie est peut-être moins ardent, sans être moins exclusif. Par un contraste regrettable, les Serbes, les Bulgares, les Monténégrins, suivent le rite grec non uni, et nourrissent une défiance traditionnelle pour le rite latin. Les malencontreux souvenirs des anciennes haines de l'église grecque et de l'église latine vivent dans leur mémoire. Les répugnances qu'inspire le catholicisme croate aux Serbes et aux Bulgares ont beaucoup nui aux succès de l'illyrisme en Turquie.

Les différences de condition politique ont eu le même résultat. Parmi les provinces illyriennes de l'Autriche, les unes, comme la Dalmatie, la Carniole, la Carinthie, la Styrie, étaient gouvernées directement par l'administration centrale, tandis que les autres, c'est-à-dire la Croatie et la Slavonie, étaient placées sous le régime constitutionnel de la Hongrie; seulement elles se rapprochaient en un point qui est essentiel, elles étaient organisées civilement sur le principe de l'aristocratie territoriale. En Turquie, il y a aussi des provinces administrées directement par le pouvoir central, comme la Bulgarie et la Bosnie; mais il y a une province à demi indépendante, c'est la Serbie; il y a enfin la tribu

des Monténégrins, qui forme à part un état libre. Civilement, les provinces illyriennes de la Turquie sont organisées d'après le principe démocratique, moins la Bosnie, où l'aristocratie s'est introduite au moyen-âge et maintenue, en adoptant l'islamisme. Parmi ces différences, celles qui se font le plus sentir sont les différences de législation civile. Les Serbes et les Bulgares, accoutumés à une égalité presque absolue, redoutent singulièrement la contagion de l'aristocratie croate et slavonne. Il est peut-être quelques sénateurs serbes qui ne s'en effraient pas et qui regarderaient comme un grand bienfait l'hérédité de leurs magistratures; mais cela même a contribué, en Serbie, à jeter de fâcheux soupçons sur les Croates.

Si l'on tenait à faire une étude approfondie des petites causes de division qui se trouvent jetées ainsi en travers de l'illyrisme, on en découvrirait de nouvelles dans les rivalités politiques qui ont parfois éclaté entre certaines tribus. C'est ainsi que les Monténégrins s'obstinent à vivre dans un isolement presque complet, par suite de leur foi en la supériorité de leurs vertus et de leur bravoure. Sans être isolés comme eux, les Serbes ont, avec plus de raison, la même confiance en leur force et en leur courage, et pour les Croates, plus avancés en civilisation, plus instruits et plus expérimentés en l'art de raisonner, ils n'hésitent

pas à se croire les seuls dignes de gouverner l'Illyrie.

Ce sont là autant d'obstacles au progrès de l'unité illyrienne. Cependant je ne pouvais regarder ces obstacles comme invincibles, et voici pourquoi : c'est que, dans ce remuement d'hommes et de choses accompli depuis dix années en Croatie, des idées nouvelles, plus libérales et moins exclusives, avaient fini par se produire et commençaient à agir puissamment sur les esprits. On avait peu perdu de l'ancienne rigueur naturelle aux catholiques contre les protestans, car le protestantisme n'apparaissait aux Croates que sous les traits du magyarisme lui-même. Cependant, s'ils persistaient à repousser les protestans, ils n'avaient pas la même et sainte horreur pour les Grecs non-unis; les hommes éclairés du parti fraternisaient volontiers avec eux, et sentaient bien tout ce que pouvait gagner l'illyrisme à renverser la barrière légale maintenue par l'Autriche entre les deux cultes. Tous ne pensaient pas ainsi; mais les meilleurs étaient portés à cette tolérance, et c'était un pas fait vers ce grand but de la réconciliation religieuse des diverses provinces illyriennes, qui devait être le but de tous.

L'esprit politique s'était amélioré comme l'esprit religieux. Sans doute l'aristocratie croate a jeté dans le sol des racines profondes. Toutefois, en re-

montant aux origines, les Croates s'étaient aperçus qu'elle a été précédée historiquement par une sorte de liberté fort semblable à celle que l'on peut encore aujourd'hui étudier en Serbie. Eux aussi s'étaient épris pour ces vieilles institutions, évidemment par amour pour leur nationalité, dont elles sont le fruit antique et primitif. Si l'on ne peut nier qu'il ne se mêlât à ces idées de démocratie historique quelques idées de date plus récente, empruntées à l'Occident, il faut reconnaître cependant que celles-ci n'étaient point, dans ce mélange heureux, en dose assez forte pour ôter à celles-là leur originalité illyrienne. Elles avaient pris avec le temps beaucoup de consistance; elles passionnaient même la jeunesse, les lettrés plébéiens, qui en étaient arrivés à ne plus séparer dans leur pensée le développement de l'illyrisme du développement de la liberté illyrienne. Telle est aussi la raison qu'ils invoquaient en réponse aux défiances des Serbes et des Bulgares. On pouvait donc espérer que ces diversités de religion et de législation finiraient par disparaître, grâce à la sagesse et au bon vouloir des Croates, et qu'alors l'unité de la race et de la langue se révélerait dans toute son énergie.

V.

Nulle part la vitalité de l'idée illyrienne ne se montrait plus nettement qu'à Agram. Aussi quittai-je cette ville plein d'espoir dans l'avenir de l'illyrisme. J'avais pu me convaincre que le mouvement, d'abord renfermé sur le terrain politique et littéraire, pénétrait dans les mœurs de la société croate, et leur rendait une vivacité, une originalité qu'elles avaient failli perdre. A Agram, rien n'était bien qui n'était pas national, mais aussi rien de ce qui est national ne manquait d'être pris pour admirable. La mode s'en était mêlée; les grandes dames de l'aristocratie et de la bourgeoisie, qui avaient oublié complètement la langue de leurs aïeules, y étaient revenues par entraînement (1), et il n'était pas rare d'entendre vanter avec complaisance le costume national, tel que quelques

(1) Il faut avouer cependant que les dames croates ont un peu tardé à se décider en faveur de la langue illyrienne. Aussi, en 1838, le comte Draschkowicz a-t-il écrit en allemand une brochure à leur adresse, espérant leur faire comprendre les charmes de la littérature nationale et les arracher à la lecture des romanciers et des poètes étrangers. Cette brochure a pour titre : *Un Mot aux nobles dames de l'Illyrie (Ein Wort an Illyriens hochherzige Töchter)*. Elle a obtenu un plein succès.

Croates le portaient déjà, au sein des assemblées de congrégation ou de comitat (1).

Dans ce commun enthousiasme, les barrières des castes s'abaissaient, et l'on saisissait de part et d'autre avec empressement toutes les occasions de se réunir. Chaque jour, les hommes instruits se rencontraient au *Café national* où ils soupaient à la mode allemande, à la *Société littéraire* où ils allaient lire les journaux étrangers et les feuilles locales. On affectionnait surtout le théâtre lorsque des amateurs patriotes y représentaient des drames nationaux ou y jouaient de la musique nationale, en attendant que les fonds de la caisse illyrienne permissent d'entretenir une troupe d'artistes en permanence. La congrégation, les nobles, l'évêque d'Agram, le chapitre, les vieux et les jeunes prêtres avaient contribué de leurs derniers pour cette fondation pieusement littéraire, et la ville assistait en masse à ces solennités trop rares.

Il faut pourtant faire quelques exceptions, par exemple, pour les magyaromanes qui, par goût et par nécessité, vivaient à l'écart et se rassemblaient le soir au *Casino*, réservé tout exprès pour eux.

(1) On peut s'assurer de la faveur dont jouit le costume national parmi les esprits les plus sérieux, en lisant un écrit assez remarquable publié en Illyrie et traduit en allemand sous le titre de : *Petit Cathéchisme à l'usage des grands hommes (Kleine Catechismus für grosse Leute)*.

Depuis les massacres des élections, les officiers allemands de la garnison avaient aussi leurs réunions à part; ils étaient exclus du *Café national*, où on les tolérait autrefois. Les Illyriens affectaient même de ne plus les saluer et de ne pas les reconnaître. On traitait, il est vrai, avec des procédés bien différens les officiers et même les simples soldats des colonies militaires (*Militär-Grenzen*) établies le long de la frontière turque, en Croatie, en Slavonie. Ces régimens, qui sont d'ancienne date la meilleure milice de l'Autriche, Illyriens par le sang, sont animés, au plus haut degré, de l'esprit de l'Illyrisme. Les officiers de la colonie, dont le chef-lieu est à Carlstadt, recevaient toujours de la société d'Agram le plus cordial accueil; les Croates n'en parlaient jamais qu'avec fierté, et ils ne manquaient jamais de dire : Nos régimens. Le fait est qu'ils appartenaient de tout cœur à l'Illyrie nouvelle.

Ainsi l'illyrisme prenait dans la société croate le caractère d'une fraternité simple et expansive. C'était un besoin impérieux de s'entendre, de se rapprocher, de s'aimer, de parler et d'agir en commun, dans l'idée illyrienne et nationale. En dehors de cette idée, une seule chose attirait sérieusement l'attention des Croates : c'était ce travail mystérieux, mais puissant, qui s'accomplissait depuis quinze ans dans les pays slaves du nord, en Bohême, en Pologne, en Russie, sous le nom de

slavisme ou de panslavisme. Il ne s'agissait pas, on le sent bien, du panslavisme russe. Sans doute, à l'origine, la Russie eût été fort satisfaite de lier de bons rapports avec les Illyriens de la Croatie. Il y a plus; il n'est pas douteux que s'il n'existait point, pour échapper au germanisme, d'autres moyens que d'invoquer la protection morale de cette nation, les Croates consentiraient à en courir toutes les chances, car, maître pour maître, tout bon Slave préfère les Russes aux Allemands; mais la question ne se poserait ainsi, en Croatie, que le jour où tout espoir serait perdu de trouver un concours efficace, une réciprocité d'appui dans celles des familles slaves qui sont dépendantes et qui souffrent de l'être. Par ce sentiment, les Croates se rattachaient au slavisme des peuples dont la Pologne est considérée comme la tête et le bras, pour la place qu'elle tient dans les événemens, pour son attitude de résistance, enfin parce qu'elle est le type même de l'opprimé et le premier soldat des nationalités. Tant que ce slavisme n'aura pas été vaincu par le panslavisme, les jeunes Illyriens auront pour celui-ci de la défiance et de la répulsion, et pour celui-là, au contraire, un penchant naturel et spontané. D'ailleurs les Illyriens n'allaient point jusqu'à l'idée d'une Slavie unitaire. S'ils comprennent l'action simultanée dans une cause pareille pour tous, néanmoins avant toute chose, ils tien-

ment à leur personnalité illyrienne. Ils se complaisaient dans cette riante perspective d'une nation illyrienne existant pour elle-même et se gouvernant elle-même par des lois propres à son génie.

L'illyrisme des Croates était celui de tous les Illyriens de l'Autriche, sauf la vivacité des passions, qui n'avaient point dans toutes les provinces une égale liberté pour se produire; mais pour toutes c'était un système. En Turquie, chez les Serbes, les Bulgares, les Bosniaques, les Monténégrins, c'était plutôt un instinct, un sentiment. L'illyrisme y tire de la différence des situations une physionomie qui lui est propre. Si l'on excepte la Bosnie, où une portion de la noblesse a adopté l'islamisme et les mœurs musulmanes pour se faire bien voir des Turcs, les populations ont conservé plus fidèlement que les Croates le caractère et les mœurs illyriennes, c'est-à-dire la vie de famille, de municipalité, de tribu, et cet ensemble d'habitudes et d'usages qui appartiennent à la démocratie primitive; elles n'ont point eu à retourner à l'étude de la langue nationale après l'avoir oubliée, ni à reprendre l'antique vêtement de leurs pères après l'avoir quitté, comme la noblesse et la bourgeoisie croates. Les populations illyriennes de la Turquie n'ont point eu à revenir à l'amour des légendes du pays; parmi elles les traditions se sont maintenues toujours intactes et toujours vénérées. Aussi l'on n'a point eu la joie

de la découverte ni l'engouement des résurrections. On a d'ailleurs marché plus droit au but, en s'appliquant à lutter avec calme et avec force contre les difficultés matérielles d'une condition misérable pour tous, excepté peut-être pour les Serbes. Arracher aux Turcs le plus de concessions possible par les supplications, les menaces ou les révoltes, tels ont été à l'origine l'esprit et le but du mouvement national des Slaves dans l'empire ottoman. La nécessité et la misère leur avaient indiqué cette voie, et, avant que l'on eût donné à leur agitation inquiète et naguère violente le nom d'illyrisme, elle avait déjà pour objet l'émancipation de la race.

Cependant on commettrait une erreur grave, si l'on se figurait que l'hostilité des Illyriens contre les Turcs fût alors flagrante; les Serbes, les Bulgares et les Bosniaques eux-mêmes leur témoignaient moins de défiance et de haine que les Croates aux Magyars. Si les Ottomans de ces pays n'étaient pas en de meilleurs termes avec leurs sujets, la faute n'en était point à ceux-ci. Les Serbes de Belgrade montraient à coup sûr pour les soldats de la forteresse turque plus de tolérance que les Croates pour les magyaromanes de Turopolie. Les Bosniaques et les Bulgares avaient, il est vrai, moins de réserve et de patience; cependant ils ne paraissaient nullement pressés de faire usage des armes qu'ils tiennent toujours à leur cein-

ture et qui ne les quittent point. Ils avaient de la mesure dans leurs rancunes et dans leurs vœux, et ce qu'ils attendaient quant à présent, ils l'attendaient de la réforme, les Bulgares en travaillant, les Bosniaques en frémissant.

D'où leur est venue cette modération qu'on ne leur connaissait point, et quel en est le but? C'est que dans les dernières années, en levant, eux aussi, leurs regards instinctivement sur cette même question slave qui renferme le secret de toutes les questions orientales, ils ont compris qu'ils ne gagneraient rien à poursuivre la ruine de l'empire ottoman. Ils ont vu que la plus grande des difficultés possibles, pour eux, n'est pas de s'affranchir en toute hâte. Le panslavisme russe s'est fait connaître chez les Bulgares et les Serbes, en cherchant à les séduire. Ils savaient ses ambitions, ses projets, ses instrumens, et ils savaient, par là même, qu'en portant un dernier coup au pouvoir des sultans, ils auraient servi seulement la fortune des czars. Ils étaient donc résignés à ne tenter ce suprême effort que le jour où ils eussent été certains de ne servir que l'illyrisme, c'est-à-dire le jour où, par eux-mêmes, par leurs frères de l'Illyrie autrichienne, et par leurs alliés naturels des autres pays slaves, ils se fussent sentis assez puissans pour conserver tout ce qu'ils auraient conquis.

Ainsi agissaient, à côté des Slaves de l'Autriche, les Slaves de la Turquie. Ils ne mettaient point dans leur poursuite de la nationalité cette connaissance des systèmes politiques, cette vivacité d'esprit, ces passions bruyantes qui éclataient en Croatie. Pourtant ils y mettaient aussi de la prudence. Si la nécessité leur eût commandé d'y déployer de la force, du dévouement et du courage, combien ne l'eussent-ils pas fait plus facilement ! Qui ne connaît, en effet, leurs instincts belliqueux, leur habitude des privations, leur mépris du danger, et aussi leur aptitude pour la guerre de partisans, si bien appropriée aux luttes guerrières ?

Les Croates, les Slavons, les Carinthiens, les Carniolais, les Styriens, les Dalmates, étaient donc les penseurs ; mais les Serbes, les Bosniaques, les Bulgares, les Monténégrins, me semblaient les vrais soldats de l'illyrisme. Ainsi, le rôle et la place de chacun étaient marqués par la diversité des mœurs. Que manquait-il encore aux Illyriens, et que leur fallait-il de plus pour prospérer, si ce n'est un peu de cette faveur de la fortune qui donne les occasions heureuses ?

J'allais voir d'autres populations engagées dans les mêmes voies et suivant les mêmes pensées pour des motifs semblables, les Magyars de la Hongrie, les Roumains de la Transylvanie et des principautés moldo-valaques, les descendants des an-

ciens Huns et ceux des colons romains de la Dacie. Moins éclairés peut-être à les prendre en masse, les fils aînés des vieux Illyriens, les ancêtres respectés de la grande race des Slaves ne me paraissent pas les moins dignes d'arriver au terme. Ce n'est point sans émotion que je quittais leur sol hospitalier, et, depuis ce jour, leur souvenir m'est resté cher; je n'ai pas cessé de former des vœux pour le triomphe de leurs légitimes et sages espérances, si touchante et si malheureuse que m'apparût dans l'avenir la destinée de la race magyare.

CHAPITRE II.

LA HONGRIE ET LA NATIONALITÉ MAGYARE.

I.

On applique indistinctement le nom de Hongrois aux peuples très divers qui sont disséminés sur le vaste territoire des deux royaumes annexés de Hongrie et de Croatie et dans la principauté des Sept-Forteresses ou de Transylvanie. Les Magyars sont l'un de ces peuples, et ils ont joué naguère le rôle de promoteurs dans le mouvement politique des jeunes nationalités de cette partie de l'Europe orientale; mais aujourd'hui ce mouvement, qui a favorisé l'essor des races, a tourné contre eux. A côté des Magyars ou parmi eux vivent et s'agitent trois

autres peuples qui leur disputent vaillamment et la place et l'influence, les Slovaques au nord, les Valaques à l'est, les Croates au midi. Les Slovaques et les Croates appartiennent à deux familles de la race slave, ceux-ci à la famille illyrienne, ceux-là à la famille tchèque; les Valaques sont Roumains. Quant aux Magyars, ils sont les derniers venus sur le sol hongrois (1); en y arrivant, ils trouvèrent les Slaves, qui, de temps immémorial, cultivaient ces riches contrées sous le nom de Panoniens et d'Illyriens, et les Valaques ou Vlask, qui, au second siècle de l'ère chrétienne, avaient pris la place des Daces, exterminés par Trajan. Quelle était l'origine des Magyars? Toutes leurs traditions écrites ou orales s'accordent à les représenter comme les arrière-neveux de ces tribus asiatiques qui, sous la conduite d'Attila, remplirent un instant l'Occident de terreur et de carnage. Les Magyars sont des Huns; mais de quelle souche de peuples les Huns sont-ils eux-mêmes descendus? Les anciens annalistes de la Hongrie et un savant contemporain, M. Étienne Horvath, font remonter leur généalogie aux Scythes et aux Parthes, dont l'humeur belliqueuse et l'esprit d'indépendance

(1) On laisse ici de côté, bien entendu, les Allemands, les Zingares, les Arméniens, les Bulgares, qui sont répandus çà et là et constitués en colonies plus ou moins florissantes au milieu de ces peuples.

ont été éprouvés successivement par la Perse, la Grèce et Rome. M. Horvath range aussi, parmi les ancêtres des Magyars, les Philistins, les Cananéens, les Ammonites, les Jébuséens, si souvent en lutte avec Israël, les Pélasges, qui disputèrent le sol de la Grèce aux Hellènes, et les Sabins, dont les filles sont devenues les mères des Romains. Un savant magyar, recherchant dans le passé la filiation de sa race, ne pouvait point manquer de découvrir pour elle les preuves d'une parenté des plus anciennes et des plus glorieuses; il était d'ailleurs obligé, par les prétentions des Slaves à une antiquité qui se perd dans la nuit des âges fabuleux, de leur opposer des prétentions semblables pour sa patrie; mais sur ce terrain des origines, comme partout, les Slaves gardent encore l'avantage. Si en effet, les Magyars sont issus de peuplades très bellicieuses, les Slaves ont autrefois fondé de grands empires, comme celui d'Assyrie, ou d'illustres royaumes, comme celui de Troie, et peut-être aussi sont-ils, avec les Étrusques, les plus anciens habitants de l'Italie, en sorte qu'ils ont une double raison de voir dans leurs aïeux les pères des Romains. Les Magyars ont beau invoquer les noms de Mithridate et d'Attila, les Slaves triomphent avec ceux de Pandarus, d'Énée et de Nabuchodonosor (1).

(1) Voyez plutôt *l'Eglise officielle et le Messianisme*, par M. Mickiewicz.

Dans cette rivalité d'érudition, les bons Valaques, qui ne sont point savans, mais qui ont la mémoire remplie de rians souvenirs, se bornent à dire avec une simplicité fière : « Nous sommes Roumains. » Chacun possède ainsi ses titres de noblesse.

Sans remonter au temps des Scythes et des Phylistins, les Magyars, il faut le reconnaître, n'avaient, pour illustrer leur berceau, qu'à puiser à pleines mains dans l'histoire du moyen-âge. Les uns, fixés et organisés dès l'époque d'Attila, à l'extrémité orientale des Carpathes, sous le nom de *Szeblers*, *Sicules* ou *Scythulés* (petits Scythes), établirent promptement leur renommée de bravoure. Ainsi en fut-il des autres qui vinrent, du vi^e au ix^e siècle, s'installer plus à l'ouest, et se constituèrent sous la conduite d'Arpad. Leur domination une fois assurée sur les Roumains de la Transylvanie, qui forma néanmoins une principauté à part, sur les Slaves des Carpathes, enfin sur les Croates, les Slavons et les Dalmates, les Magyars entraînés par la passion des conquêtes, furent un moment maîtres de la Bosnie et de la Serbie. Ils devaient cependant éprouver à leur tour les maux qu'ils faisaient souffrir aux peuples vaincus. Après avoir succombé, au xvi^e siècle, sous les coups de Soliman, à Mohacz, dans un combat désastreux dont encore aujourd'hui ils ne parlent qu'en gé-

missant, ils furent réduits par la violence et par la ruse à se donner à la maison d'Autriche, qui les dépouilla peu à peu de toutes leurs libertés, et voulut leur enlever jusqu'au sentiment de leur nationalité. Depuis qu'ils avaient embrassé le christianisme, les petits-fils d'Attila n'avaient point d'autre langue politique que celle de l'église latine. La cour de Vienne, en les attirant par l'appât des dignités brillantes et des plaisirs élégans, les amenait vers la langue germanique, comme dans un piège où leur ruine pouvait se consommer.

Cependant, au moment même où les Magyars semblaient les plus fidèles sujets de l'Autriche, les savans qui étudiaient le passé avec admiration et surprise, les patriotes qui s'inspiraient du souvenir rajeuni de leurs aïeux, les nobles et les paysans eux-mêmes, effrayés du germanisme envahissant de Joseph II, se réveillèrent par un coup d'éclat, qui fut la naissance du mouvement connu sous le nom de *magyarisme*. La Hongrie changea son nom en celui de Magyarie ou de royaume magyar (*Magyar-Ország*), sous prétexte que le mot latin *Hungaria* n'avait pas d'autre sens possible dans la langue nationale. C'était à la fois un affranchissement et une conquête. Les Magyars s'affranchissaient de la suprématie du latinisme et du germanisme, et ils conquéraient, en les absorbant, les Slovaques, les Croates et les Valaques; du moins le magya-

risme, plus orgueilleux que prudent, se proposait ce double but.

Depuis l'époque où naquit ce mouvement à la fois anti-germanique et anti-slave, bien des évènements se sont produits qui ont dû enlever aux Magyars quelques-unes de leurs superbes espérances. L'humeur intraitable, la fougue aventureuse qui distinguent leur race, les ont entraînés dans des vicissitudes dramatiques qui sont devenues chaque jour plus compliquées. Si le magyarisme a pu porter de rudes coups au germanisme, il en a reçu bien d'autres de l'illyrisme en Croatie, du tchékisme chez les Slovaques, et du roumanisme en Transylvanie.

Suspects aux Allemands, odieux aux Slaves, comment les Magyars maintiendront-ils leur ascendant en Hongrie? Comment même échapperont-ils à une ruine complète? Telle était la question qui m'attirait en Hongrie. Je l'avais envisagée par un côté chez les Croates. Il me restait à vérifier par moi-même leurs affirmations. Je voulais rechercher dans l'étude du magyarisme en action jusqu'à quel point les griefs des Illyriens étaient légitimes et quelle était la force réelle de cette race autrefois glorieuse qui suscitait contre elle tant d'ennemis.

II.

D'inflexibles préjugés de race et un libéralisme chaleureux, tels sont les deux mobiles, bien opposés en apparence, dont je pus observer le jeu au sein de la société magyare. Les campagnes devaient me montrer l'orgueil de race dans toute la naïveté de ses allures ; le séjour des villes me permettait, au contraire, d'étudier les idées libérales dans leur foyer même et sur le théâtre de leurs victoires. C'étaient, pour ainsi dire, deux mondes distincts à explorer, et j'avais arrangé mon itinéraire en conséquence. J'allais d'Agram, capitale de la Croatie, à travers quatre-vingts lieues de plaine, à Presbourg, capitale parlementaire du royaume de Hongrie, d'où je comptais me rendre par Gran, capitale catholique, à Bude, capitale administrative, enfin à Pesth, capitale intellectuelle et centre de la politique magyare.

Nous passâmes la Drave à une journée au nord d'Agram, et je me trouvai tout d'un coup, sans transition, au milieu d'une société nouvelle. Les villages offraient le même aspect de simplicité primitive et de misère qu'en Illyrie : des maisons recouvertes de chaume et souvent sans cheminée, des sièges de bois et rarement des lits. Cependant,

à la place de ces grands corps bruns, de ces robustes Croates à la taille élancée, au visage ovale, à la physionomie ouverte et presque enfantine, nous avons devant nous une population forte aussi, mais ramassée, au visage rond, à la physionomie orgueilleuse et rude. Cette population est hospitalière et bienveillante, mais non point, pour l'étranger du moins, avec cette sympathie empressée et fraternelle qui nous saluait au foyer illyrien. Cette réserve n'a pourtant rien qui déplaise, car elle ne cesse point d'être simple, et elle peut passer pour de la gravité orientale. Si d'ailleurs, à propos de quelque danse du pays ou de tout autre incident dont s'amuse le patriotisme des campagnes, on sait diriger la conversation sur le terrain de la politique, on trouvera tout d'un coup ces hommes si contenus expansifs à l'excès, comme si, malgré leur indigence, ils vivaient principalement pour la chose publique. Quelles exagérations d'ailleurs dans ce langage hyperbolique ! Que de croyances bizarres ! Nous entendons, de la bouche de ces paysans drapés dans leurs peaux de mouton huileuses, que le peuple magyar est le plus grand des peuples, et que la langue nationale est la plus harmonieuse des langues. Nous apprenons que les seigneurs sont plus nobles que le roi ; que quelques-uns descendent de Noé par Attila ; que saint Étienne, patron de la Hongrie, est le premier saint

du ciel ; que Dieu a donné la révélation en langue magyare, et qu'il porte sur son trône éternel le costume national de la Hongrie. Nous saurons aussi (car le paysan n'est point sans songer à la gloire extérieure du pays), nous saurons que l'ambassadeur d'Autriche à Paris, très puissant par la vertu de sa nationalité sur le roi des Français, l'a déterminé ou contraint à étudier la *langue héroïque*, l'idiome magyar, tout comme la diète a fait pour sa majesté le roi de Hongrie (1). Et s'il est quelque paysan gentilhomme qui pense que la France n'est point convenablement gouvernée, nous le verrons, dans la prochaine assemblée de comitat, proposer que le rappel du comte Apponyi soit demandé par députation à Vienne (2).

Restons encore un moment placés à ce point de vue de la situation de 1845, et prenons les principaux traits du tableau que nous avons sous les yeux. Ces paysans gentilshommes, que l'on ne distingue point d'abord des simples paysans corvéables (les uns et les autres végètent dans une égale indigence), représentent cependant une fraction originale de la société magyare dans les campa-

(1) Il ne faut pas oublier que l'empereur d'Autriche n'a jamais été que roi constitutionnel en Hongrie, et qu'il n'y porte point d'autre titre que celui de roi.

(2) Cette proposition a été faite sérieusement dans le comitat de Pesth.

gues. Ils possèdent des droits politiques ; ils sont membres-nés des diètes de comitat. Quelques-uns montrent même un certain esprit d'indépendance ; mais la plupart, pliés aux idées de hiérarchie et d'ailleurs fermiers des grands propriétaires, se rangent sous la conduite d'un chef qui leur dicte ordinairement leurs votes et les héberge pendant toute la durée des sessions. Les florins roulent alors par milliers, le vin de Hongrie circule à pleins verres, les cerveaux s'échauffent ; dans le feu de l'enthousiasme, on prend la résolution de vaincre ou de mourir, et l'on se précipite en masse vers la salle du comitat, où l'on emporte d'assaut les suffrages, pourvu que le parti opposé n'ait point jeté sur les tables plus de florins et versé plus de vin de Hongrie. Ces paysans nobles portent dans les corps politiques toute l'ignorance, tous les préjugés des paysans corvéables, et aussi la même indifférence pour les peuples qui ne sont point de leur race, le même mépris pour ceux qui sont en lutte avec la nation magyare.

L'aristocratie titrée domine et gouverne ces agitations du fond de ses châteaux, où elle passe une partie de l'année dans l'appareil d'une féodalité encore puissante. Combien de fois, sur ces routes impraticables le long desquelles de pauvres cultivateurs s'essoufflent à pousser un chariot qui n'avance pas, ne rencontre-t-on point de ces fiers ma-

gnats traînés triomphalement par huit chevaux avec une escorte de trente ou quarante domestiques armés? On sait que le prince Esterhazy, par une vanité ruineuse, entretient à ses frais, pour la garde de ses domaines, un régiment tout entier. Le cas échéant, il serait en mesure de soutenir un siège contre l'empereur d'Autriche ou de faire la guerre aux seigneurs ses voisins. Il mettrait en campagne quelques mille fusils et plusieurs pièces de canon. Naguère, il y a seulement cinquante ans, les conflits de privilèges ou d'intérêts manquaient rarement d'être tranchés ainsi par les armes. Plusieurs magnats ont plus de trois cents domestiques-soldats; des archevêques et des évêques en possèdent jusqu'à mille, qui, aujourd'hui inoffensifs, font tranquillement sentinelle à la porte de l'église ou du palais épiscopal, mais qui eurent autrefois des mœurs fort belliqueuses.

L'orgueil de cette noblesse féodale qui peut encore dire: mes vassaux et mes sujets, cet orgueil, plus éclairé sans aucun doute que celui des paysans, s'accroît néanmoins outre mesure par le sentiment de cette toute-puissance. Le noble magyar ne connaît point d'égal ici-bas; il étale aux regards du vulgaire des généalogies pompeuses qui le font remonter à la création; il est hospitalier et magnifique, mais avec une réserve par laquelle il trahit l'idée toujours présente de sa personnalité. Au fond

du cœur, dans le secret de sa conscience, il estime, plus qu'homme du monde après lui, le paysan magyar qui ne l'aborde qu'en lui baisant la main; il regarde d'en haut la noblesse illyrienne, il marche sur la tête de la noblesse slovaque, et il affecte de ne point reconnaître la noblesse roumaine. Quant aux paysans de ces trois races, le seigneur magyar semble trop souvent ne voir en eux qu'une classe de parias. N'allons point porter dans les châteaux, dans ces brillantes citadelles du magyarisme, l'expression de nos sympathies pour les Illyriens ou les Valaques, car nous y perdrons l'amabilité de nos hôtes; nous les verrions frémir comme de l'ardeur des batailles, et nous serions exposés à entendre quelque brûlante et lyrique menace contre ces rebelles qui repoussent loin d'eux l'honneur d'être magyarisés.

C'est dans les campagnes, on le voit, que le magyarisme nous apparaîtra sous son moins favorable aspect; mais l'aristocratie terrienne passe quelquefois ses hivers dans les grandes villes, où elle se trouve mêlée à un élément nouveau : la petite noblesse lettrée qui suit les professions libérales, et les magnats progressistes qui trouvent de l'attrait au métier d'écrivains et d'agitateurs populaires. Qu'on entre à Bude ou à Pesth, dans ces vastes cités des bords du Danube qui sont le vrai centre de la Hongrie et qui appellent chaque année aux plaisirs

bruyans et aux grandes manifestations politiques l'élite de la société magyare : là on ne verra point la noblesse s'isoler dans son orgueil de race comme les paysans ou les vieux seigneurs féodaux. Elle ne dédaigne point d'abaisser ses regards sur les pays de l'Occident qui ont quelque expérience de la liberté. Un certain nombre de jeunes magyars, placés au-dessus des préjugés nationaux, viennent même demander à notre histoire le complément de leurs études politiques. Pourtant, il faut en faire l'aveu, la plupart sont entraînés d'instinct vers d'autres sources, où ils peuvent en effet puiser des enseignemens mieux appropriés au tempérament national. C'est à l'Angleterre qu'ils s'adressent. Les institutions parlementaires, la division des deux pays en comtés, la ressemblance de la chambre des magnats avec celle des lords, de la chambre élective avec celle des communes, tous ces rapports de deux sociétés issues de la même civilisation attirent naturellement les Magyars vers l'Angleterre. Je n'affirmerais pas que les plus éclairés, même parmi ceux qui se livrent à ce sentiment, ne soient point persuadés de la supériorité de leur race sur la race anglo-saxonne. Ils admirent toutefois d'autant plus la société anglaise qu'elle leur ressemble davantage ; ils suivent ardemment sa politique, qu'ils vont chercher chaque matin dans ses journaux ; puis ils écrivent des ouvrages savans

où ils comparent ses institutions aux leurs, non sans montrer combien les formes politiques de la Hongrie sont plus simples, plus voisines de la tradition que celles de l'Angleterre. En Hongrie, par exemple, le bien se mêle au mal : *sunt bona mixta malis* ; mais en Angleterre, à côté de très grands biens il y a de très grands maux : *Sunt magna bona mixta magnis malis* (1). La vie parlementaire chez les Magyars prend d'ailleurs instinctivement ou de propos délibéré les habitudes et les allures de la vie anglaise. C'est ainsi que les *casinos* ont la prétention d'être des *clubs*. Les orateurs célèbres reçoivent des banquets politiques de leurs partisans et tiennent, dans les grandes occasions, des *meetings* solennels. Quelquefois aussi ils sont l'objet de fêtes de nuit auxquelles prend part la jeunesse studieuse, armée de torches flamboyantes, et alors ils haranguent la multitude du haut de leurs balcons ou des *hustings*. Plusieurs d'entre eux ont obtenu le nom d'*O'Connell de la Hongrie*. Enfin, lorsque les Magyars veulent se faire comprendre promptement de quelque voyageur qui les ignore, ils n'hésitent point à dire qu'ils sont *les Anglais de l'Orient*. Il est certain qu'il existe plus d'un

(1) C'est la conclusion d'un écrit allemand intitulé : *England und Ungern, eine parallele (l'Angleterre et la Hongrie, parallèle)*. Cette brochure est signée d'un nom slave, Jean Czaplówicz ; mais je soupçonne fort l'auteur d'avoir été magyarisé plus qu'à demi.

rapport entre le libéralisme de la noblesse magyare et celui de l'aristocratie britannique. L'une se pique comme l'autre de rester à la tête de tout mouvement d'opinion après en avoir pris l'initiative, et l'une aime ainsi que l'autre à se dire prête à sacrifier de ses privilèges tout ce que les circonstances et le progrès des esprits exigent d'elle. La portion libérale de la noblesse magyare ne compte point seulement dans ses rangs de jeunes gentilshommes qui, privés de fortune et d'influence, soutiennent un peu la cause personnelle de la petite propriété contre la grande en attaquant les seigneurs féodaux; quelques-uns de ces puissans seigneurs terriens lui viennent apporter eux-mêmes l'autorité de leur nom et mettre à son service une partie de leurs revenus. Ces jeunes magnats et ces jeunes nobles s'habituent de bonne heure, dans les réunions de comitat, à parler aux masses assemblées devant des orateurs émérites, et, à l'époque des diètes générales, la plupart s'attachent en qualité de secrétaires à quelque chef de parti, à l'école duquel ils apprennent la tactique et le vrai langage parlementaire. Ceux qui ne sont point héritiers d'un siège à la chambre des magnats travaillent alors à se créer dans les comtés une clientèle qui les puisse un jour envoyer à la seconde chambre. C'est du sein de cette heureuse et brillante jeunesse que sortent à leur tour les *lea-*

ders qui gouvernent l'opinion dans les deux chambres. Tous ne sont point également libéraux, on le comprend bien, mais tous à peu près sont éclairés, et les débats qu'ils engagent dans la diète de Presbourg ne manquent ni d'élévation, ni d'intérêt.

Il était curieux de voir les nobles libéraux aux prises, dans cette grande assemblée de Presbourg, avec l'opiniâtre immobilité des derniers représentants de la société féodale, de suivre ces rudes combats dans lesquels la noblesse des villes, conservatrice ou progressiste, apportait une parole diserte, des connaissances politiques, les manières faciles d'orateurs expérimentés, tandis que la vieille noblesse, pénétrée d'un respect religieux pour ses privilèges qui lui semblaient l'essence même de la patrie, daignait à peine laisser tomber de ses lèvres quelques sentences solennelles dont tout le mérite était de donner une couleur poétique à des préjugés vermoulus. On sentait bien dans ce contraste deux idées, deux époques, en un mot deux civilisations entièrement différentes. Si, en effet, cette portion de la vieille noblesse qui se tenait obstinément renfermée dans ses domaines féodaux était encore, par l'esprit et par les mœurs, immobile dans son caractère oriental, l'autre, par le travail et l'étude, s'ouvrait chaque jour davantage à l'esprit et aux mœurs de l'Occident. Celle-ci, il est

trop vrai, n'était pas non plus exempte de préjugés de race, elle avait jusqu'alors vécu des communes espérances d'avenir et de triomphe dont le magyarisme s'est bercé; mais elle avait du moins l'intelligence pour comprendre le sens des événements, et si elle ne les a pas mieux compris, ce ne peut être que par un de ces aveuglemens que l'impitoyable fatalité inspire, en dépit de tout, aux peuples destinés à une ruine prochaine.

III.

Dans les châteaux comme dans les villes, j'avais pu saisir l'histoire politique des Magyars, tantôt à travers le langage passionné des patriotes de Pesth, tantôt à travers les ardentés déclamations de leurs adversaires. Cette histoire mérite qu'on la raconte, en la dépouillant des exagérations locales.

Sous la domination allemande comme au temps de l'indépendance, les Magyars, arrivés sur le sol hongrois en conquérans, avaient conservé sur les Slovaques, les Croates et les Valaques, une suprématie à la fois politique et morale. L'aristocratie magyare, maîtresse de l'administration supérieure et du pouvoir législatif tant qu'il fut respecté, avait aussi plus d'ambition et plus de moyens d'agir que la noblesse croate et que le petit nombre des gran-

des maisons reconnues pour slovaques ou roumaines. C'est ce qui explique comment l'initiative des agitations nationales en face du germanisme a dû venir de la race magyare et comment, au lieu d'être slovaque, ou valaque, ou même croate, le mouvement politique de la Hongrie a commencé par être exclusivement magyare.

Le magyarisme naquit, nous l'avons dit, dans la réaction universelle provoquée par le germanisme violent de Joseph II. Par malheur, l'idée était encore bien obscure, et les hommes manquaient à l'idée. La Hongrie retrouvait ses institutions nationales; mais les traditions politiques et parlementaires étaient à peu près perdues. Enfin, l'opinion, si exaltée qu'elle fût, n'avait pas d'autres armes que ses passions; car elle n'avait point encore appris à se servir de l'idiome magyar oublié dans les villes, et elle ne possédait aucun de ces instrumens de propagande qu'une littérature nationale pouvait seule lui offrir. L'avenir de la nationalité et celui de la constitution restaient donc à la merci des événemens; tout était précaire dans le nouvel ordre de choses, et, sous le prétexte de quelques troubles survenus dans les comitats, l'Autriche put, après la mort de l'empereur Joseph, retirer les concessions qu'elle avait faites. Au premier élan du magyarisme succéda ainsi une halte forcée, mais ce temps de repos ne fut point stérile.

Une génération nouvelle, élevée dans la langue magyare, se préparait dans l'ombre à une lutte sérieuse, à la fois constitutionnelle et nationale. Par la puissance de l'opinion qu'ils surent tout d'abord créer, les jeunes Magyars réussirent à intimider l'Autriche, et cette constitution, deux fois brisée en si peu de temps, leur fut pour la seconde fois rendue. Ils montrèrent, dès 1825, à l'empire étonné qu'ils sauraient en tirer parti.

Ce n'était point l'indépendance qu'ils affectaient de rechercher. Lorsque Napoléon la leur avait offerte, sans doute avec peu de désintéressement, ils avaient repoussé par crainte de quelque arrière-pensée cette séduisante image (1). Leurs sentimens à cet égard demeuraient enveloppés de mystère. Ils voulaient ostensiblement, sans rompre avec la maison de Lorraine, obtenir dans sa plénitude constitutionnelle le droit de se donner des lois et le droit de vivre d'une vie à eux propre, nationale, comme race distincte de la race gouvernante en Autriche. En un mot, ils voulaient être une nationalité libre sous une royauté limitée, sous la couronne de saint Étienne portée alors par l'empereur d'Allemagne. Ils avaient donc à s'assurer à la fois contre les caprices du pouvoir absolu et contre la

(1) Les Magyars ne négligeaient jamais l'occasion de faire sonner très haut ce trait de fidélité à la maison d'Autriche ; un pareil souvenir, ainsi rappelé, avait toute l'apparence d'un reproche.

prépondérance de la civilisation germanique, contre un prince habitué à l'exercice de la souveraineté illimitée sur ses autres sujets, et contre un peuple de conquérans à peu de frais, dont c'était l'occupation et le bonheur d'administrer sept races enchaînées ensemble par le jeu de la politique et du hasard.

A cette époque, qui fut comme la seconde naissance du magyarisme, le parti national et le parti libéral ne formaient qu'un seul et même parti dirigé et représenté, trait pour trait, par deux hommes déjà considérables, Étienne Széchényi et Nicolas Wéssélényi. Nobles et magnats, le premier en qualité de comte, le second en celle de baron, ils étaient issus l'un et l'autre de deux familles illustres qui avaient naguère occupé les plus hautes fonctions de l'état; l'un et l'autre avaient été nourris dans le culte exclusif de la nationalité magyare et dans la haine de l'Allemagne. Dès le début de leur carrière, ils donnèrent au magyarisme des gages certains d'un dévouement absolu. Tous deux engagèrent leur immense fortune pour les besoins de la propagande, et saisirent eux-mêmes le rôle d'agitateurs dans les questions d'ordre matériel ou moral qui touchaient de près ou de loin aux intérêts du magyarisme (1). Ils étaient liés alors d'une cordiale amitié, image fidèle de l'union des patriotes au

(1) On n'ignore point que Széchényi est le principal fondateur de la navigation du Danube.

commencement de l'œuvre nationale. Cependant, même au sein de cette concorde qui de part et d'autre était sincère, il était déjà facile de remarquer chez Széchényi un attachement profond au système de l'aristocratie parlementaire, une crainte non moins grande de voir tomber le sort du magyarisme aux mains de la petite noblesse, qui est en Hongrie l'élément populaire. Wéssélényi, au contraire, animé de sentimens plus hardis, ou, si l'on veut, plus téméraires, se complaisait à soulever autour du magyarisme, comme cortège, les passions des multitudes ignorantes, mais audacieuses. Széchényi essayait donc principalement de pousser la haute aristocratie, les magnats, dans les voies du progrès constitutionnel et des grandes entreprises économiques, tandis que Wéssélényi, déjà propriétaire et magnat en Hongrie et en Transylvanie, et par conséquent membre des diètes générales des deux pays, doublement citoyen, achetait des terres dans tous les comitats pour conquérir autant de droits nouveaux, et pouvoir au besoin assister et parler à chacune de ces assemblées populaires et tumultueuses qui se tiennent périodiquement dans chaque comitat. Ces penchans si divers, chez les deux hommes les plus éminens de la Hongrie, répondaient aux directions d'esprit qui se révélaient dès-lors au sein du pays, et qui contenaient le germe des fractionnemens de l'opinion

en matière de réforme constitutionnelle ; mais, à l'époque où le magyarisme devint un système, les deux tendances si profondément distinctes se laissaient à peine deviner : la question de race occupait alors, avant tout autre intérêt, la pensée publique. Széchényi était extérieurement d'accord avec Wéssélényi, les magnats avec la petite noblesse ; tous voulaient la substitution de la langue magyare au latin, dans les rapports privés, dans les corps politiques, dans l'administration, dans l'enseignement. Bien que les Magyars de la Transylvanie fussent séparés de ceux de la Hongrie par leur constitution, les uns et les autres marchaient du même pas vers le même but. Les salons de Clausenbourg imitaient ceux de Pesth, comme la diète de la principauté imitait celle du royaume, et les deux pays ne montraient qu'un regret : c'était de ne pas former un seul et même corps, ainsi qu'ils formaient une seule et même race. Alors les autres populations de la Hongrie n'avaient point encore présenté de résistance ni donné de signes de leur énergie nationale, sinon par leur impassibilité ; et ainsi le magyarisme put faire une soudaine et victorieuse irruption par toutes les voies de l'activité sociale. Avec Széchényi, il envahit l'économie politique et l'administration ; avec Wéssélényi, il pénétra dans les comitats, en même temps que de jeunes écrivains le portaient dans l'histoire nationale, dans la

statistique, dans toutes les branches de la poésie (1).

Une société savante, ou plutôt une académie nationale vint, en 1827, centraliser ces efforts individuels, et elle prit tout de suite l'importance d'une grande institution politique, car elle était le juge et le guide de ceux qui travaillaient à répandre l'idiome national. Elle professait littéralement que l'on pouvait écrire en magyar aussi bien que Cicéron en latin ; elle ne doutait nullement que le magyar ne fût plus philosophique et plus parfait que les autres langues parlées dans la Hongrie, et elle croyait, en l'imposant à toutes les populations hongroises, assurer à la fois la suprématie de la

(1) Bien que la vie parlementaire, ouverte à la jeunesse noble, absorbe une grande partie de l'activité intellectuelle en Hongrie, la littérature n'est pourtant point négligée ; mais il n'est guère donné qu'aux écrivains politiques de plaire à l'opinion. Dès l'origine, Széchényi prit la plume pour écrire sur différentes questions d'ordre social et obtint un succès populaire. L'historien Horvath est devenu célèbre par des travaux sur l'origine des Magyars, le poète Worosmarty par des vers où respire un brûlant patriotisme. Lorsque le théâtre national a été fondé, on a écrit pour la scène magyare en prose et en vers ; cependant on y a joué peut-être beaucoup plus de traductions du français et de l'anglais que de pièces originales. Quelquefois les écrivains magyars, préoccupés de se faire lire par les étrangers dans des questions d'intérêt pressant, ont été obligés de recourir à la langue allemande. Cela se pratiquait de la sorte surtout à l'époque où beaucoup de Magyars ignoraient encore leur langue nationale. C'est ainsi que Orocz a publié, sous le titre de *Terra incognita*, un volume allemand qui a contribué puissamment à mettre au jour les ressources matérielles et morales de la Hongrie.

race magyare et le progrès de la civilisation en Orient. Si en effet le magyarisme eût pu être accepté pacifiquement par toute la Hongrie, c'eût été pour lui une conquête féconde; il eût ainsi réuni sous son autorité, dans une même idée, une masse de treize millions d'hommes belliqueux sur un sol très riche, même sans culture. C'était plus que le tiers de l'empire d'Autriche, qu'il pouvait, avec un peu de résolution, ou dominer ou briser. Seulement, pour obtenir cette unité puissante, la première mesure à prendre était de rester Hongrois au lieu de se dire si hautement Magyars; et si l'on tenait si fort à ce nom, qui avait l'inconvénient de ne s'appliquer point à tous les peuples de la Hongrie, il eût fallu du moins admettre leur développement simultané sous leur nom national. La Hongrie fût restée ainsi une confédération de quatre races unies contre un ennemi commun, le germanisme, qui eût été vraisemblablement fort empêché en face du magyarisme, de l'illyrisme, du tchékisme et roumanisme, sans compter le polonisme hardiment campé en Galicie et l'italisme de la généreuse Lombardie; mais les Magyars ayant persisté dans le projet d'imposer leur nom et leur langue à toute la Hongrie, à la place de l'unité hongroise, on vit naître la guerre des races, qui rendit à l'Autriche la sécurité et l'influence.

En 1827, au moment même, où l'on se réjouissait à Pesth de la fondation d'une académie natio-

nale, les Slovaques, par l'organe du poète Kollar, donnaient le signal de la plus audacieuse insurrection littéraire. Ce n'était pas seulement le slavisme qui s'éveillait pour se prémunir contre les envahissemens de l'idiome magyar, c'était le panslavisme lui-même qui, souriant ironiquement aux efforts d'une population si peu nombreuse, lui disputait son avenir, et qui, affrontant du même coup un autre ennemi, ne craignait pas de porter un défi à l'Allemagne. C'était le colosse dont la Russie est la tête, la Pologne le cœur, la Bohême le bras, et dont les pieds reposent d'un côté sur le Bosphore, de l'autre sur l'Adriatique, c'était le géant slave qui se montrait armé de pied en cap contre le Magyar oppresseur et contre l'Allemand *jaloux et perfide*. Kollar avait donné à son idée la forme d'un poème épique où la race slave était personnifiée sous le nom de *fille de la gloire* ou *fille slave*. Il recherche et retrouve ses traces dans l'Europe presque entière, sur les bords de la Sala, de l'Elbe, du Rhin, de la Moldau et du Danube. Après avoir rassemblé les débris mutilés de ce grand corps, les Bohêmes, les Illyriens, les Polonais, les Russes, il leur fait boire l'oubli de leurs divisions et de leurs haines dans les ondes du Léthé; puis il les réconcilie. Tous les grands hommes des quatre familles slaves se donnent la main; mais en même temps les Slaves qui n'ont pas su garder leur nationalité,

ceux qui sont devenus Allemands ou Magyars, les grands hommes étrangers qui, dans le passé, ont combattu les nations slaves, sont impitoyablement trainés par le poète sur les bords de l'Achéron, dans le royaume des damnés.

Cette épopée bizarre, publiée par fragmens dès 1827, eut tout l'effet d'un événement politique. Certes, et il faut les en féliciter, les Slovaques n'allaient point, à la suite de leur poète, jusqu'au rêve d'une union avec les Slaves de tout l'univers sous un drapeau unique; mais leur pensée moins audacieuse avait l'inconvénient grave d'être plus politique et plus immédiatement dangereuse. Sitôt que Kollar, avec ses sentences épiques et sa voix solennelle, les eut tirés du sommeil, ils annoncèrent qu'ils allaient se constituer pour fermer leurs églises, leurs écoles, leurs foyers au magyarisme qui les menaçait. Ils songèrent aussi à s'assurer des alliés, et, par un instinct bien naturel, ils se réfugièrent dans le sein de la nationalité bohême, leur mère bienveillante, qui alors, laborieusement engagée dans les travaux de pure érudition slave, entendit leurs cris de détresse et adopta sans hésitation leur cause. Ce fut même pour les patriotes de Prague, resserrés par la police autrichienne sur un étroit terrain, lorsqu'ils voulaient défendre les intérêts nationaux de la Bohême, ce fut une occasion précieuse de donner un libre essor à leurs sentimens

de nationalité, car ils combattaient hors de chez eux et seulement pour une tribu de leur race, puis ils combattaient contre ces Magyars entreprenans et *révolutionnaires*, dont l'Autriche avait vu le réveil avec crainte et contemplait les progrès avec terreur. On ne s'effraya donc point à Vienne de cette rébellion littéraire des Slovaques ni de la complaisance avec laquelle des Tchèques de la Bohême se précipitaient à leur aide (1).

Le mouvement slovaque, qui n'opposait aux Magyars que deux millions d'adversaires en Hongrie, appuyés par quatre millions de Tchèques de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie, n'eût point été cependant pour le magyarisme un sujet d'alarmes, si un mouvement semblable et plus prononcé n'eût éclaté bientôt sur un sol plus libre, à l'ombre tutélaire de la constitution hongroise elle-même. Les Croates, qui, loin de se reconnaître pour serfs des Magyars, ont toujours prétendu au titre de *royaume-annexé*, répondirent aux sommations du magyarisme en invoquant les souvenirs de la nationalité illyrienne et en l'abritant derrière leurs privilèges municipaux et leur

(1) On a vu, il y a quelques années, un écrivain dont le nom a marqué dans le mouvement libéral et national de la Bohême, le comte Leo de Thun, soutenir à ce sujet une vive polémique épistolaire avec un jeune publiciste magyar, M. Pulzky. Cette correspondance a été publiée dans la *Revue trimestrielle hongroise*, éditée à Leipzig en allemand.

diète locale. Sous le nom d'Illyriens et avec des hommes doués de sens pratique et d'éloquence, ils commencèrent une agitation qui s'étendit d'abord modestement à la Croatie et à la Slavonie, puis hors du royaume, à la Dalmatie, à la Carinthie, à la Carniole, à la Styrie, puis enfin par-delà l'Autriche, à ce monde slave de la Turquie d'Europe, à ces peuples de pasteurs et de guerriers restés jeunes à travers les vicissitudes des temps, mais fatigués enfin de cette immobilité séculaire, et sympathiques à tout ce qui est renouvellement des traditions, développement de l'idée de race. L'illyrisme, qui avait des tribunes assurées dans les divers comitats de la Croatie et de la Slavonie, et plusieurs voix dans les deux chambres de la diète hongroise, eut aussi et promptement des journaux littéraires et politiques à Agram, à Laybach, à Zara, à Belgrade, à Pesth même, au cœur des pays magyars. Plus libres que les Slovaques et les Bohêmes, les Illyriens étaient plus hardis, sans cesser d'être prudents. Ils se posaient, non-seulement à Agram, mais quelquefois aussi à Belgrade, en Servie, et jusque chez les catholiques bosniaques, comme les meilleurs amis de l'Autriche. Ils voulaient simplement, disaient-ils, fermer au magyarisme les frontières de la Croatie et de la Slavonie. Dans les momens d'exaltation, ils se contentaient, pour toute violence, d'opprimer, par

manière de représailles, le petit nombre de Magyars dispersés en Croatie, et tout au plus demandaient-ils, par l'organe de Louis Gaj, le *rappel de l'union*. L'Autriche n'y découvrit point de mal immédiat pour elle-même, et, ne pouvant guère empêcher un mouvement politique qui résultait de la nature des choses, elle ne chercha qu'à le retenir dans les limites d'une querelle littéraire et municipale, bien qu'il dût promptement franchir ces faibles barrières. L'illyrisme comptait deux millions d'âmes en Croatie, en Slavonie, en Dalmatie, trois millions dans les autres provinces de l'empire, et six millions en Turquie.

Une émulation fraternelle et une sympathie pleine d'encouragemens réciproques s'étaient rapidement établies entre les Slovaques et les Croates, les uns et les autres enfans de la grande famille slave; les Valaques de la Hongrie orientale et de la Transylvanie, issus d'une race différente, instinctivement hostile aux Slaves, durent puiser dans leurs propres nécessités politiques leurs résolutions et tous leurs moyens d'opposition au magyarisme. Ils n'avaient à leur service ni un homme sensé et populaire comme M. Gaj, ni même un poète de la valeur de Kollar, bien que la littérature roumaine eût fleuri en Transylvanie au commencement de ce siècle. Des savans, des grammairiens, honnêtes patriotes, mais peu aptes au rôle de tribuns, des

évêques bien déterminés à prendre la défensive, mais jusqu'alors très réservés et incapables de passionner l'opinion, c'étaient les seuls champions qui s'offraient au roumanisme. Ces savans et ces évêques promettaient de tenir les écoles et les églises nationales inaccessibles au magyarisme et de lui opposer une résistance courageuse; leur pouvoir n'allait point au-delà. Cependant les choses marchaient vivement par leur propre force. D'une part, la misère effrayante des populations roumaines parlait avec une éloquence incomparable, et d'autre part, des écrits périodiques rédigés en roumain, soit en Transylvanie, soit dans la Moldo-Valachie, s'armaient de ces griefs sociaux et politiques. La nationalité était aussi l'idole de ces populations, et le Magyar leur ennemi. Enfin les Valaques de la Hongrie protestaient de leur respect pour l'Autriche, qui, de son côté, ne pouvait méconnaître leurs souffrances, et qui n'avait pas le droit d'être plus sévère à leur égard qu'à l'égard des Slovaques et des Croates. Les Roumains offraient donc en Hongrie et en Transylvanie une masse d'environ trois millions d'hommes qui sentaient tout près d'eux cinq millions de frères dévoués, les peuples de la Bucovine, de la Bessarabie et des principautés moldo-valaques.

Ainsi, le nom des Magyars était prononcé avec haine du Tyrol à la mer Noire et du fond des Car-

pathes jusqu'au revers méridional des Balkans. Plus détestés que l'Autriche, les Magyars s'étaient fait une dangereuse réputation de tyrannie dans toute l'Europe orientale, et l'on put recueillir sur les lèvres de leurs adversaires de sinistres paroles de vengeance. Surpris et non abattus, les chefs du magyarisme se demandèrent quelle pouvait être la cause de tant d'inimitiés; et, au lieu de la chercher là où elle résidait, dans leurs essais oppressifs d'unité magyare, ils imaginèrent que la Russie avait seule organisé cette ligue. La Russie avait soudoyé les Slovaques et les Croates par le panslavisme, et les Valaques par l'intérêt religieux, le puissant auxiliaire du panslavisme en Orient. Il est hors de doute que la Russie était intervenue dans ces querelles littéraires et politiques, elle avait même trouvé quelques apôtres de bonne volonté parmi tant d'agitateurs qui se disputaient l'influence chez les peuples insurgés contre le magyarisme; mais, en général, ces émissaires avaient échoué misérablement contre les défiances que provoquaient si naturellement et le nom de Russes et tant d'actes sanglans commis sur un peuple voisin et slave lui-même. Les Magyars n'en croyaient pas moins voir la Russie partout présente, partout mêlée à leurs affaires, partout dirigeant les coups qui leur étaient portés. Par une nouvelle bizarrerie de leur ambition, ils s'en réjouissaient. Cette ini-

mitié vraie ou supposée d'une grande puissance flattait leur orgueil et rehaussait à leurs yeux la mission qu'ils s'étaient donnée, car ils ne doutaient plus que le magyarisme ne fût une œuvre grandiose, providentielle, et, pour nous servir d'un mot inventé par les Slaves, une sorte de *messianisme* politique. Leurs pères avaient été l'avant-garde du christianisme en Orient au temps non encore oublié de l'invasion des Turcs. Le danger s'était déplacé et agrandi; il ne venait plus du sud-est, sous la forme d'un essaim de barbares, mais du nord, avec toutes les ressources de la diplomatie et de l'art européen. Le panslavisme russe poussait quatre-vingt millions de Slaves sur la Hongrie et sur le monde; la Hongrie allait sauver le monde, et le magyarisme serait le triomphe de la raison, de l'intelligence et de la liberté en Europe. Toutes ces considérations, développées avec beaucoup de passion par les orateurs politiques dans les comitats, étaient discutées ensuite dans les feuilles publiques et dans de nombreuses brochures écrites en magyar ou en allemand, qui circulaient librement.

Une nouvelle publication de Kollar vint, en 1837, attaquer les Magyars jusque sur ce terrain de l'idéal et leur disputer ce dernier refuge de leurs illusions. A une théorie sur la mission providentielle du magyarisme, le poète, cette fois

grammairien et philosophe, en opposait une autre sur les destinées probables du panslavisme. Kollar ne voulait, à l'entendre, que parler de *réciprocité littéraire entre les différentes familles slaves*; en réalité, il prêchait pour la fusion de tous les dialectes slaves en une seule langue, et de toutes les tribus slaves en une seule nation. Que demandait-il en effet? Une sorte de confédération littéraire, pareille à la confédération politique des États-Unis, dans laquelle tous les Slaves, Russes, Polonais, Tchèques et Illyriens, pussent se comprendre entre eux sans étude. Or, le langage, c'est la vie, c'est la pensée, c'est l'homme, c'est la nation. De l'aveu de l'écrivain, par la *réciprocité littéraire*, les Slaves redeviennent une nation; ils n'ont déjà plus qu'une patrie. Si les Magyars arguent de leur droit de conquête sur le sol hongrois, Kollar leur répond que les Slaves sont à eux seuls la dixième partie de l'humanité entière, et, comme nous avons naguère renvoyé de l'autre côté du Rhin les Francs, orgueilleux de leur origine, le savant slaviste demanderait volontiers que l'on renvoyât les Magyars au Mongol et au Thibet. Enfin, si les Magyars, qui voient déjà la Russie maîtresse de l'Europe, dénoncent la barbarie prête à renaître avec le panslavisme, Kollar ajoute que le panslavisme serait précisément le triomphe de la civilisation; car il y a deux principes qui se sont

développés isolément dans l'histoire : l'un antique et païen, qui nous est venu des Grecs et des Romains ; l'autre moderne, germanique et chrétien. Kollar veut, pour les temps qui vont venir, une tendance qui soit universelle et purement humaine. Une grande nation telle que la nation slave peut seule l'imprimer au monde. En un mot, dans l'opinion de Kollar, il n'appartient qu'aux Slaves réunis de concilier le présent avec le passé, et de fondre dans un principe unique et supérieur les deux principes qui ont produit la civilisation antique et la civilisation moderne.

Ainsi, les Slaves trouvaient une réponse prête à chaque prétention nouvelle des Magyars. Si les Slovaques et les Croates refusaient de s'associer aux aspirations mystiques de Kollar vers la Russie, ils n'en adoptaient pas moins ses doctrines philosophiques sur l'importance et sur le rôle des civilisations slaves dans l'avenir. Cette destinée sublime et souveraine promise à la pensée slave convenait principalement aux Illyriens, que la science regarde aujourd'hui comme la race-mère des populations slaves et la plus fidèle aux traditions antiques. Le slavisme illyrien, tchèque et polonais était, pour les savans croates en particulier, un système politique et social, une croyance nouvelle qui allait régénérer la vieille Europe en la rajeunissant, et fournir à la raison mal affermie encore

dans les voies du rationalisme moderne les encouragemens, les saines directions de l'instinct; mais, si l'on voulait s'élever à la hauteur de cette mission, il fallait passer pardessus les ruines du magyarisme. Sur le terrain de la philosophie comme sur celui de la politique, tous les raisonnemens conduisaient à cette conclusion, et toujours revenaient fatalement, au bout de toutes les considérations théoriques ou positives, ces mots terribles : Il faut d'abord exterminer le magyarisme.

Attentive et prudente au milieu de ces tempêtes, l'Autriche suivait les phases diverses de ce conflit, sans laisser échapper aucune occasion de s'en faire une arme ou un moyen, et, comme la pensée libérale des patriotes magyars ne lui causait pas moins d'alarmes que le réveil des races, elle avait dû songer dès l'origine à diviser les Magyars contre eux-mêmes, pour paralyser ainsi le mouvement social. Elle était donc parvenue, à l'époque même de cette grande crise, en cette fâcheuse année 1837, à constituer en Hongrie un parti conservateur ou plutôt un parti de l'immobilité, qui menaçait de n'être pas moins funeste à ce pays que la lutte des races jouant sous les yeux de César le jeu des gladiateurs.

Certes, si l'on considère l'étendue de la tâche qui incombait alors au Parlement hongrois, quel était l'état des personnes et des choses au point de vue social et politique; si l'on se rappelle que la licence

était organisée sous le nom de liberté au sein des comitats, que la diète, par le moyen de la première chambre, était livrée à l'égoïsme de la haute aristocratie, que la décentralisation rendait toute administration impossible ; si l'on se représente, en un mot, le désordre des codes, des coutumes, des privilèges locaux, l'on conçoit comment des hommes éclairés ont pu se trouver en désaccord sur les parties qui étaient à conserver, ou à réparer, ou même à détruire dans cet édifice informe. Il fallut, pour le malheur du pays, que la rivalité des races vint ajouter de nouvelles difficultés à cette confusion des intérêts sociaux. La noblesse magyare, beaucoup plus nombreuse que la noblesse illyrienne dans la diète de Presbourg, avait sans doute conservé l'influence dirigeante en matière législative. Elle était en majorité dans le parti conservateur comme dans le parti progressiste. Cependant, lorsque les votes se déplaçaient ou devenaient douteux, la noblesse illyrienne formait un appoint qui pouvait être décisif. L'Autriche avait ménagé au parti conservateur l'adhésion des Illyriens par une tolérance calculée, des concessions indispensables, et surtout de belles promesses. Elle avait demandé de semblables services aux évêques roumains en Transylvanie, aux mêmes conditions et avec autant de succès. Par penchant, les Illyriens eussent voté avec les libé-

raux, car, sous le régime de l'aristocratie, ils ont conservé le souvenir de la démocratie patriarcale qui est le fond des civilisations slaves, et ils ne sont pas tout à fait indifférens aux charmes de la démocratie moderne. Par une impérieuse nécessité, les organes religieux de l'intérêt roumain se furent prononcés énergiquement pour toutes les améliorations sociales et politiques, car il n'est point de misère plus profonde et plus évidente que celle des Roumains de la Transylvanie. Toutefois, en présence de cette alternative, ou de développer la condition sociale de leur pays en subissant le magyarisme, ou de sauver et de régénérer leur nationalité en servant les défiances de l'Autriche, les Illyriens et les Roumains avaient fait le choix le plus patriotique. C'est ainsi que la divergence des intérêts de classe et de race avait créé celle des systèmes et décidé de la formation et de la marche des partis constitutionnels.

Dans le débat des réformes sociales qui étaient à l'ordre du jour, la victoire demeura aux conservateurs et à l'Autriche. Indépendamment de cette défaite, la Hongrie libérale se vit affligée de deux blessures profondes. Des deux hommes qui l'avaient jusqu'alors le plus aimée et le mieux servie, l'un lui était arraché par la persécution, l'autre semblait faiblir dans sa foi. Széchényi, en présence des manifestations tumultueuses qui avaient en-

sanglanté les dernières assemblées de comitat, ne dissimulait plus l'effroi que lui causaient les principes d'agitation répandus parmi ces prolétaires privilégiés qui forment la petite noblesse. C'était à ses yeux la démocratie naissante ; il préférait la féodalité et l'Autriche. Wéssélényi, poursuivi et condamné à la prison pour un discours véhément, restait magyar et libéral ; mais lorsqu'une amnistie vint rendre au *grand martyr*, ainsi que l'appelaient les patriotes, l'usage de sa liberté, épuisé par la maladie, il était perdu pour la vie active et les labeurs du tribun. Ainsi, le parti progressiste, abandonné par l'un de ses chefs, privé fatalement de l'autre, recevait de l'Autriche un coup violent qui retombait sur la nationalité magyare elle-même, à l'heure où elle avait le plus besoin de toute sa force et de toute sa raison pour répondre à la triple rébellion littéraire des Slovaques, des Croates et des Valaques, et enfin au panslavisme de Kollar.

A partir de 1837 commence dans l'histoire du magyarisme une époque d'incertitude et de découragement. L'irritation croissante, les protestations officielles portées par les Illyriens et les Roumains dans la diète et par les Slovaques jusqu'au pied du trône impérial (1), le morcellement, la disso-

(1) Les pasteurs et les professeurs slovaques s'étaient réunis pour

lution imminente du royaume, frappent enfin quelques esprits qui à l'origine s'étaient eux-mêmes laissé séduire par les brillantes illusions du patriotisme conquérant. D'abord des voix isolées et sans autorité osent prêcher la modération; elles ne parlent pas d'assez haut pour être écoutées et se perdent dans la foule. L'obscurité les sauve du mépris des patriotes. Il était clair que l'homme assez hardi pour dévoiler à ses concitoyens la vérité sur leurs fautes jouerait dans cet acte de véritable héroïsme toute popularité acquise ou à venir et s'exposerait inévitablement à une tempête de récriminations et d'injures. Pourtant, après plusieurs années d'hésitation, la vérité parvint à se faire entendre, en 1842, dans le sanctuaire même du magyarisme, dans l'académie nationale de Pesth. Elle avait emprunté la voix d'Étienne Széchényi, président temporaire de la docte assemblée. Après des éloges, d'ailleurs légitimes, accordés par conviction et par prudence à la littérature magyare, il eut le périlleux courage d'adresser des conseils de modération aux *ultra-enthousiastes* qui avaient poussé la pensée nationale à tant d'excès, et il osa reconnaître que le mouvement des Slovaques, des Croates et des Valaques dérivait directement non point des machinations

adresser à l'empereur un manifeste contenant tous leurs griefs. Les Illyriens étaient parvenus, par des moyens semblables, à reconstituer leur diète nationale.

de la Russie, mais du principe impérissable des races, violemment irrité par l'injustice du magyarisme débordé (1).

En dépit de cet aveu si remarquable, la diète de 1843 suivit les errements de toutes celles qui l'ont précédée, et, dans une séance à l'issue de laquelle les députés croates avaient couru quelque danger pour leur vie, la majorité leur enjoignit de parler le magyar dans un délai de six ans. Toutefois le peu de cas que ceux-ci semblaient faire de cette injonction, la puissance morale conquise par l'illyrisme sur son propre terrain et à Vienne même, l'organisation plus étroite des Slovaques défendus par un journal de leur nationalité à Presbourg, l'attitude menaçante des Valaques énergiquement secondés par leurs évêques et par plusieurs écrits périodiques, toutes ces marques du péril qui augmentait avec le temps, avaient jeté dans l'opinion de secrètes terreurs sur lesquelles on aimait à s'étourdir, que l'on oubliait quelquefois, mais que la force des événemens devait ramener inévitablement. Les Magyars de la Transylvanie, pressés par leurs paysans de race roumaine, et mieux placés pour sentir toute la difficulté des circonstances, trahissaient plus clairement encore le désespoir

(1) Véssélényi, quoique retenu hors des affaires par une douloureuse cécité, a élevé la voix du fond de sa retraite pour condamner cette déclaration.

dont ils étaient par moment saisis, et ces vœux de réunion officielle en royaume, qui étaient naguère un simple et chaleureux élan de fraternité, renouvelés depuis avec plus d'instance, avaient fini par ressembler à des mouvemens d'effroi et à des signaux d'alarme.

IV.

Lorsque je voyais à Pestli et à Bude les illusions conservées encore en dépit de l'expérience par quelques chefs du mouvement magyar, par la jeunesse, par le clergé, je ne pouvais me défendre d'un sentiment d'inquiétude, et je ne me dissimulais pas combien la réconciliation des peuples de la Hongrie présentait d'obstacles. Je ne pouvais surtout m'empêcher de trembler pour l'avenir des Magyars, dont je ne désirais point la ruine, malgré les vœux que je formais pour les Illyriens, les Roumains et les Slovaques. On ne saurait nier, je l'avouerai, que la nationalité magyare, considérée en dehors de ces conflits funestes, ne se fût rajeunie et fortifiée par le travail qu'elle avait accompli sur elle-même. Réduite à la décrépitude par le latinisme et le germanisme, elle avait repris une physionomie nouvelle avec le sentiment de sa personnalité. Le principe de vie et de mouvement qu'elle avait retrouvé ainsi

au fond de sa conscience avait pénétré si profondément dans tous les esprits, que désormais il ne semblait devoir céder qu'à la pression d'une grande force matérielle. En un mot, pour que l'individualité de la race magyare pût disparaître, il fallait que cette race fût brisée une seconde fois sur les champs de bataille et tenue en sujétion par une main puissante. Et alors même, son originalité, qui n'a en aucun lieu du monde d'affinités connues, son orgueil, qui, jusque dans la servitude, l'entretient de rêves grandioses, son sang asiatique, qui semble craindre le contact du sang européen, lui pouvaient donner contre un vainqueur une grande force d'inertie. Ainsi, tout porte à le croire même encore aujourd'hui, la nationalité magyare ne doit périr qu'avec la race elle-même. Mais combien cette race était menacée, si l'on comptait les ennemis qui étaient debout pour la combattre! Les Illyriens, les Slovaques, les Roumains, avec l'énergie de la jeunesse et la bravoure militaire, n'avaient-ils pas aussi l'avantage du nombre, soit qu'ils fissent entre eux cause commune, soit qu'ils combattissent séparément, en s'appuyant simplement, les Slovaques sur la Bohême, les Croates sur toute l'Illyrie, les Roumains sur la Moldo-Valachie! Je ne comptais point les Allemands, dont la destinée est fort incertaine au milieu de ces vicissitudes, et qui, par la nécessité de diviser pour se maintenir, sont ex-

posés à changer souvent de tactique et d'alliés. Il est vrai que l'Autriche a toujours été jusqu'à présent avec les faibles contre les forts, parce que les forts lui causaient de l'ombrage, et peut-être l'histoire était-elle ainsi pour les Magyars une raison d'espérer en l'appui de l'empire; mais ses six millions d'Allemands, joints à quatre millions de Magyars, prévaudraient-ils contre dix-sept millions de Slaves et trois millions de Roumains, encouragés par tous les Slaves et tous les Roumains de la Turquie, qui, en cas de détresse, auraient encore les sympathies fraternelles des Polonais et, au besoin, le concours intéressé des Russes? J'en doutais.

Si donc la question des races devait se trancher un jour définitivement par la violence, dans ce grand conflit les Magyars ne couraient-ils pas le danger d'être écrasés? Où tendaient les prédications slaves? Ne poussaient-elles pas dès-lors les Illyriens et les Slovaques à se rejoindre, en s'avancant les uns et les autres vers les bords du Danube, *ce fier ancêtre de tous les Slaves?* Et, en vérité, ils n'en sont point assez éloignés pour que, sous l'impulsion de quelque grand intérêt, ils ne songent pas un jour peut-être à tenter l'aventure. Enfin, si le panslavisme devait intervenir dans le jugement de cette querelle, les Magyars périraient; ils seraient exterminés, ou ils disparaîtraient sans retour dans le vaste sein d'un empire de quatre-vingt

millions d'âmes, où la population promet de doubler en un siècle. Voilà les réflexions que m'inspirait le spectacle émouvant de la Hongrie. J'aimais cependant à penser que l'aveuglement des Magyars n'était pas incurable.

Serait-ce, me disais-je alors tristement, que l'avenir est entièrement fermé aux descendants d'Arpad, et qu'au bout de tous les calculs de probabilités se retrouve pour eux la même certitude de ruine? Les Magyars en seraient-ils arrivés à cet état désespéré où les peuples égarés, n'ayant point d'âme immortelle qui soit punie dans un autre monde, doivent du moins expier leurs fautes en celui-ci par le néant? Non; une voie leur reste ouverte, une voie qui ne les portera point sans doute à cette grandeur rêvée dans la foi de la jeunesse, mais qui les conduira à une condition encore honorable et à un rôle digne d'un peuple libre. Qu'ils réfléchissent à la situation critique de l'Europe et au mouvement des petites nationalités slaves, l'Illyrie, la Bohême, la Pologne. Il est certain qu'en dépit des projets du panslavisme, qui prétend entraîner dans les destinées de la Russie toute l'Europe orientale, le sentiment de l'individualité des familles slaves ne s'est pas plus affaibli chez les Illyriens et les Bohémes que chez les Polonais. Laissons un moment de côté les Valaques, qui, grâce à leur origine latine, ont leur tendance propre au

milieu des Slaves. Bien que les Bohêmes, les Illyriens, les Polonais aient plus de penchant pour la Russie que pour l'Allemagne, cette inclination, qui vient du sentiment d'une origine commune merveilleusement exploité par la Russie depuis quinze ans, ne va pas pourtant jusqu'au désir d'une union politique. Kollar lui-même, éclairé par l'expérience, en est arrivé aujourd'hui à des idées plus calmes et plus pratiques, et n'oserait plus, sans doute, conseiller cette alliance à ses concitoyens; les Polonais l'ont subie, et ils enseignent à détester ce génie diplomatique des Russes partout victorieux, cette puissance matérielle incessamment croissante. Telles sont les idées que je soumettais humblement aux Magyars en quittant leur pays; et j'essayais de leur montrer que s'ils consentaient à renoncer à leurs prétentions exclusives et intolérantes, ils avaient encore un admirable champ ouvert à leur activité.

Les Illyriens et les Bohêmes, disais-je encore, trop faiblement protégés par l'Autriche tremblante en face des czars, ont à se précautionner, à s'affermir, par tous les moyens matériels et moraux, contre les dangers que la Russie leur fait courir en leur offrant fallacieusement ses services, en les conjurant, par des regards et par des paroles caressantes, de croire à ses sentimens fraternels. C'est là l'état de choses qui ouvre à l'activité politique

de la race magyare une issue nouvelle et sûre. Cette race a jusqu'à présent fait une guerre sans relâche au panslavisme, mais en le poursuivant là où il n'était pas, dans le mouvement national des Illyriens et des Tchèques; il faut qu'elle l'aille chercher désormais là où il est bien réellement, dans la diplomatie secrète de la Russie, attentive à profiter de la situation difficile que le magyarisme a faite à ces peuples. Il faut qu'elle dérobe à la Russie ces circonstances à l'aide desquelles les émissaires moscovites peuvent un jour triompher de la répulsion que ces jeunes nationalités éprouvent pour ce panslavisme oppressif. Il faut que la race magyare, oubliant tant de rancunes injustes et domptant son funeste orgueil, cesse d'ambitionner des conquêtes impossibles pour proposer une paix nécessaire; qu'au lieu de pousser les Illyriens et les Bohêmes dans les bras ouverts de la Russie, elle leur prête un appui, leur tienne un langage incapables de les en détourner à jamais. Par une inconséquence heureuse, les Magyars, loin d'avoir pour les Polonais la haine qu'ils portent aux autres Slaves, ont toujours témoigné à cette nation les sympathies les plus vives, comme à celle dont le sort se rapproche le plus du sort de la race magyare. Mais que sont les Bohêmes et les Illyriens, sinon des Polonais dont la ruine et les malheurs sont plus anciens? J'aimais encore à rappeler aux

Magyars que les Slovaques et les Croates leur étaient liés par le nom de Hongrois, par une constitution, par des défaites communes, par une ressemblance de condition et d'intérêt qui rendait ces liens sacrés. Voici donc le langage que je tenais à leurs chefs. En appelant les Bohêmes et les Illyriens au partage des biens qu'ils ambitionnent pour eux-mêmes et pour la Pologne, les patriotes feraient un acte de pure équité et de saine politique. Ils préviendraient d'une part la dissolution imminente du royaume de Hongrie, et de l'autre ils fermenteraient les défilés des Carpathes au panslavisme des Russes. Or, les Valaques, auxquels les Magyars doivent la même justice qu'aux Croates et aux Slovaques, pour des raisons pareilles et non moins puissantes, seconderaient vraisemblablement une politique aussi salutaire. En effet, la jeune race roumaine, la seule nationalité de l'Europe orientale qui, avec les Magyars, ne soit point slave et ne s'accommode à aucun prix du panslavisme, ne serait-elle pas conduite, par ses propres instincts, à entrer dans cette combinaison, soit comme médiatrice, soit comme partie agissante? Les Moldo-Valaques, à la vérité non moins irrités que les Illyriens et les Bohêmes contre les Magyars, oseraient-ils conserver cette irritation dès qu'on leur proposerait d'élever sur les Carpathes et sur le Danube, d'accord avec les autres nationalités de

l'Europe orientale, un rempart contre les agressions du panslavisme russe, et ne seraient-ils pas naturellement unis aux Magyars en face de toutes les difficultés que pourrait rencontrer cette grande et sage alliance de principes et d'intérêts? L'union des Valaques avec les Magyars n'aurait pas seulement pour conséquence politique d'entraver le panslavisme en sauvant la Hongrie; elle servirait aussi, en face des civilisations slaves, une civilisation plus forte et plus avancée. De même que les Magyars vont puiser quelquefois leurs exemples chez nos voisins d'outre-mer, les Valaques latins, par goût comme par origine, viennent volontiers chez nous chercher des enseignemens qui les séduisent. Les deux grandes faces de la civilisation occidentale se trouveraient réfléchies, au milieu de la vaste race des Slaves, par deux peuples actifs, qui pourraient renvoyer cette lumière à tout l'Orient. L'union des Magyars avec les Moldo-Valaques formerait ainsi une barrière et un obstacle moral pour l'Autriche et l'empire ottoman contre les progrès de la puissance moscovite; et ce serait le foyer auquel les autres populations de l'Europe orientale moins éclairées viendraient chercher des exemples et s'instruire pour les besoins d'une politique plus savante.

Voilà les perspectives qui me semblaient encore ouvertes devant les regards inquiets des Magyars;

je pensais qu'un tel rôle n'était point au-dessous de leur ambition légitime ; je les voyais placés dans l'alternative de servir ainsi l'équilibre européen et les idées modernes, de concert avec les Illyriens, les Tchèques et les Roumains, ou de s'exposer par orgueil soit à périr de la main de ces peuples, soit à être exterminés par le panslavisme. Hors de cette union déjà tardive, il n'y avait pour eux point de salut : la Hongrie marchait à une dissolution inévitable, et le peuple magyar à des catastrophes certaines.

Un poète fort populaire, M. Worosmarty, a entrevu le secret de cette crise dans un hymne national qui est regardé comme une sorte de *Marseillaise* : *C'est la vie ou c'est la mort*. Certes, le poète espérait bien que ce serait la vie, et, en songeant à toutes les souffrances que la race magyar a traversées, il ne croyait pas qu'elles pussent rester sans récompense ; il comptait sur un temps meilleur. Cependant des doutes pleins d'angoisse se mêlaient à cet acte de foi, et il parlait aussi, à défaut de ce temps meilleur, d'une grande ruine qui serait consommée, du cadavre d'un royaume qui roulerait dans le sang, du tombeau d'une nation autour duquel les peuples en deuil viendraient un jour pleurer. J'ai entendu pour la première fois cette mâle poésie sous l'humble toit d'une auberge de la Theiss, au moment de quitter le pays magyar pour arriver

chez les populations roumaines. Un voyageur la récitait, après des danses bruyantes dont nos hôtes nous égayaient pour abrégér les heures d'une soirée d'hiver. Je ne saurais dire avec quel saisissement religieux nobles et paysans l'écoutaient, comme si ces paroles eussent répondu aux plus secrets instincts des cœurs. Pour moi, elles avaient plus que l'intérêt d'une nouvelle observation à recueillir; elles résu-
sumaient tout ce que j'avais appris du magyarisme, elles déroulaient devant mes yeux les principaux traits du passé et sans doute aussi de l'avenir de la race magyare : un long enchaînement de victoires et de défaites, beaucoup de gloire et beaucoup de malheurs, et, au bout de ces vicissitudes, l'alternative d'un nouveau triomphe à remporter par la prudence ou d'une chute qui pouvait être la dernière. C'est le cœur plein de cette triste pensée que j'entrais sur le sol occupé par la race roumaine.

CHAPITRE III.

LA MOLDO-VALACHIE ET LA RACE ROUMAINE.

I.

Les deux principautés de Moldavie et de Valachie sont habitées par une population que l'on peut regarder comme parfaitement homogène, quoique beaucoup de Grecs aillent y chercher fortune et que plusieurs milliers de Zingares y croupissent dans leur décrépitude originelle. Les Turcs, suzerains du pays, ne se sont pas réservés le droit de s'y établir. Des hommes qui se disent et qui sont en effet les frères des Moldaves et des Valaques sont répandus dans la Hongrie orientale et remplissent la Transylvanie presque entière, la Bucovine et la

Bessarabie. Le Dniester, les Carpathes, la Theiss, le Danube et la mer Noire forment une frontière naturelle autour de ces diverses provinces, partagées entre trois grands empires.

Les Daces ou Gètes, que les conjectures de la science rattachent à la famille des Thraces, occupaient vraisemblablement cette contrée dès la plus haute antiquité. Un sage vénéré par eux à l'égal d'un dieu, Zalmoxis, leur avait donné une religion et des lois, et à l'époque d'Auguste leur domination s'étendait de la mer Noire à la Germanie. Rome eut prendre ombrage, et, après avoir dirigé plusieurs expéditions contre les Daces, qui la contraignirent, sous Domitien, à acheter la paix à prix d'or, elle triompha de ces barbares par la main de Trajan. Au sommet de la colonne trajane, qui nous a transmis les détails de cette guerre, on voit des peuples haletans, fugitifs, tout occupés à pousser devant eux des bœufs au pas lent, et jetant en arrière des regards pleins de tristesse et d'angoisse. Ce sont les Daces qui se dérobent aux poursuites d'un vainqueur sans pitié et disent à leurs champs dévastés un suprême adieu. En effet, la plupart de ceux qui ne succombèrent pas les armes à la main furent rejetés par-delà le Dniester. Les plaines qui s'étendent du Danube au pied des Carpathes se virent dépeuplées, et les montagnes conservèrent seules quelques débris de la race indigène.

La Dacie ne devait pas rester longtemps abandonnée. Il importait à ses nouveaux maîtres de la doter promptement d'une colonisation capable à la fois de féconder et de défendre cette belle province, ouverte aux invasions des barbares. Aussi, par les ordres précis de Trajan, des colons furent-ils appelés de tout l'empire sur la rive gauche du Danube. Rome repeupla ces contrées après les avoir conquises, et des constructions gigantesques marquèrent immédiatement sur le sol l'empreinte de son génie non encore effacée aujourd'hui. Les peuples moldo-valaques sont les descendants des colons romains de la Dacie, et le nom de Roumains (*Roumuni*) est encore aujourd'hui leur nom générique. Le nom de Valaques que l'Occident et la diplomatie leur donnent n'est pas autre chose que le mot de Vlaks ou de Welches par lequel les Slaves, leurs voisins, ont coutume de désigner les races latines en général et les Italiens en particulier.

Lorsque vinrent les grandes invasions des barbares, les colons de la Dacie furent refoulés, les uns dans les montagnes, qui gardèrent le nom de Dacie trajane, les autres sur la rive droite du Danube, où ils formèrent, sous le règne d'Aurélien, la Dacie aurélienne. Après le passage des Avars en Pannonie, au VII^e siècle, les plaines désertes retrouvèrent leur primitive population romaine, laquelle commença à se grouper en petits états qui sont de-

venus à la fin du XIII^e siècle la principauté de Valachie, et au milieu du XIV^e celle de Moldavie. Quant aux colons de la Dacie aurélienne, ils restèrent campés de l'autre côté du Danube, s'allièrent aux Bulgares, avec lesquels ils fondèrent l'empire vlacho-bulgare, qui fut détruit par les Grecs, puis rétabli, et enfin renversé à tout jamais par les Turcs. Ces Vlaks, répandus depuis leur ruine dans la Thrace et la Macédoine, ont continué d'y vivre au milieu des Gréco-Slaves sous le nom de Kutzovlaques, de Morlaques et de Zinzares.

A partir du XIV^e siècle, les Moldo-Valaques figurèrent activement dans l'histoire de l'Europe orientale sous le nom de Roumains, respecté en eux par les navigateurs génois ou vénitiens, et même par les papes, qui invoquaient pour les mieux flatter les grands souvenirs de la mère-patrie. Quoiqu'ils fussent détachés de l'église latine, ils devinrent de brillans champions de la chrétienté, au XV^e siècle sous Mirce I^{er} et Étienne-le-Grand, au XVI^e siècle sous Radu, au XVII^e sous Michel-le-Brave, qui combattaient aussi pour l'unité roumaine. Cependant ils finirent par succomber, et la patrie roumaine resta morcelée entre les Autrichiens et les Turcs, jusqu'à ce que la Russie, pour prix de ses perfides services, vint en prendre aussi sa part. Les Moldaves et les Valaques reconnurent la suzeraineté du sultan. Sans doute, des capitula-

tions, qui sont encore aujourd'hui les vraies bases du droit public des principautés, leur garantis-
saient un gouvernement libre et national, même dans cette condition de vassalité; mais la Porte Ottomane empiéta sur ces conventions, au point de remplacer bientôt, par des princes de son choix, les princes indigènes, élus par la nation suivant l'immémorial usage. Les Grecs du quartier du Fanar à Constantinople, en un mot les Fanariotes, qui avaient succédé aux chrétiens convertis à l'islamisme dans les fonctions d'interprètes du divan pour ses relations avec les peuples vaincus ou avec l'Europe et qui étaient arrivés ainsi à la richesse et à la toute-puissance, obtinrent la faveur suprême de gouverner pour les Turcs la Moldavie et la Valachie.

Les Fanariotes, après un règne d'un siècle, se sont perdus par leurs propres excès; toutefois le sort a voulu qu'au moment de les renverser, les Moldo-Valaques aient accepté ou subi le secours d'une puissance voisine dont l'ambition est bien connue, et qu'en s'affranchissant du système fanariote, ils n'aient pas su se défendre du protectorat russe, bien plus redoutable pour eux que la suzeraineté affaiblie de la Porte Ottomane. Heureusement, depuis l'exclusion des Fanariotes, il s'est manifesté dans la société valaque une tendance qui atténue singulièrement cette victoire de la Russie. Le sentiment national, qui avait été com-

primé, mais non étouffé, en Moldo-Valachie, s'est réveillé avec vivacité, avec puissance. Pressés au nord par les Slaves russes et polonais, au midi par les Slaves illyriens de la Bulgarie et de la Serbie, à l'ouest par les Slaves tchèques des pays slovaques et par les Magyars, les Moldo-Valaques ont puisé dans cette situation une vue nette et précise de leur individualité roumaine. Par une conséquence naturelle de leur origine et de leur civilisation latines, ils étaient d'ailleurs plus qu'aucune autre race de l'Europe orientale disposés à saisir vivement et à s'assimiler promptement les idées nouvelles qui triomphaient avec tant d'éclat dans l'Europe latine; ils recevaient ainsi à cœur ouvert les encouragemens qui leur venaient de la France. Inspirés, comme les Magyars et les Illyriens, les Tchèques, les Polonais, les Hellènes, par le sentiment de la race, les Valaques se sont donc mis à chercher la civilisation dans le progrès logique et le perfectionnement de leur nationalité, et, non moins heureux que les patriotes illyriens, ils ont rencontré une sympathie vivifiante chez toutes les populations de leur sang divisées entre les trois empires de Turquie, de Russie et d'Autriche. Le mouvement roumain, c'est ce travail politique des savans et des écrivains de la Moldo-Valachie, de la Transylvanie, de la Bessarabie et de la Bucovine, pour la réunion des huit millions de Roumains qui

ont survécu à dix-sept siècles de cruelles épreuves. Du point de vue du principe de la nationalité fondé sur l'idée de race, ce peuple mutilé ne forme dès à présent qu'un seul corps, et le vaste territoire qui le contient dans son unité s'appelle la Roumanie, sinon dans la langue des traités, au moins dans celle du patriotisme.

II.

Sitôt que, venant de l'ouest, on a franchi la Theiss, on est dans cette Roumanie idéale. J'allais de Pesth, à travers la Transylvanie, à Bucharest, la *ville de la joie*, capitale de la Valachie et foyer principal de l'activité roumaine (1). J'avais ainsi à parcourir les montagnes où la race est restée le plus intacte et les plaines où elle a le plus souffert, et je devais y rencontrer à chaque pas ou d'anciennes villes ou des ruines romaines : ainsi, Gyula, (*Alba-Julia*), Clausembourg (*Clusium, Claudiopolis*), Hatzeg (*Ulpia-Trajana*), Hermanstadt (*Prætoria-Augusta*), le passage et les débris de la Tour-Rouge (*Turris-Trajana*), puis la voie Trajane, suspendue au flanc des rochers au-dessus de la rivière torrentielle de l'Olto (*Aluta*). En tournant un peu à

(1) Le nom roumain de Bucharest est Bucuresci, qui se prononce Boucourésti.

droite du côté du Danube, j'arrivais à Turnu-Severinu (*Turrís Severi*) dont je contemplais les ruines, avec celles du pont de pierre jeté par Trajan sur le Danube en cet endroit, l'un des plus beaux de la Valachie, après quoi je pénétrais par les riantes collines du banat de Craïova dans les plaines immenses au milieu desquelles la ville quasi-française de Bucharest attend le voyageur épuisé par les fatigues d'une route pénible, mais ravi par la beauté des sites et par celle des populations.

Cette beauté des sites ne se révèle toutefois qu'à quelque distance de Bucharest. On doit même avouer que l'entrée du pays roumain par la Hongrie septentrionale offre d'abord un aspect désolant. L'on se trouve tout d'un coup au milieu d'une de ces steppes incultes, désertes; uniformes, qui ne sont point entièrement rebelles à la culture, mais que la charrue délaisse volontiers pour un sol plus généreux non encore envahi tout entier par le travail. De loin en loin, des tertres dus à la main de l'homme et destinés sans doute à marquer des sépultures d'une époque reculée, quelques puits à bec de grue placés sur la route par l'hospitalité prévoyante, puis, au milieu de cette plaine et jusqu'au bout de l'horizon, un long ruban de terre grasse et noire qui indique le chemin battu, voilà toutes les traces humaines que vous découvrez durant une

laborieuse journée de marche. Il vous tarde d'apercevoir les monts de la Transylvanie, qui vous apparaissent enfin au sortir de la ville moitié magyare et moitié valaque de Grossvardein, et alors vous jouissez de tout l'agrément du contraste, jusqu'à ce que vous retombiez des Carpathes dans les plaines mal cultivées qui entourent Bucharest. C'est dans les montagnes de la Transylvanie et du banat de Craïova que la population se présente avec la vraie physionomie de la nationalité roumaine.

Le paysan roumain, douloureusement opprimé par les Magyars et les Saxons en Transylvanie et par ses propres boyards en Moldo-Valachie, a conservé, sur son large front encadré de longs cheveux noirs et dans ses yeux caressans ornés d'épais sourcils, tous les signes d'une intelligence vive et prompte, pénétrante et mobile. L'indigence, au lieu de l'asservir aux tristes préoccupations du désespoir, a simplement aiguisé la verve railleuse par laquelle il sait se venger de ses souffrances. Son imagination vive, alerte, détachée des maux du présent, aime d'ailleurs à se reporter vers les temps d'autrefois, où elle plane à plaisir dans les régions du merveilleux. Le paysan roumain montre donc en lui la précieuse alliance de l'enthousiasme et de l'ironie, et, grâce à cette atmosphère orientale dans laquelle il a continué de vivre, il n'a point perdu cette gravité aimable et

simple qui fut le partage des peuples anciens et qui n'appartient plus guère aujourd'hui qu'aux barbares.

C'était au cœur de l'hiver que je visitais la Molde-Valachie, et, bien que la température fût des plus rigoureuses, les paysans, dans les villages ou au sein des villes, étaient généralement vêtus de toile, mais avec une élégance aussi ingénieuse que le permet cette misère. Les femmes portaient une longue chemise blanche avec un jupon bordé de rouge et de bleu, entièrement ouvert sur les côtés depuis la ceinture, la tête enveloppée dans une coiffe blanche qui flottait sur leurs épaules. La plupart marchaient pieds nus, les autres avec la sandale nouée autour de la jambe pardessus une pièce de laine rouge, grise et noire. Les hommes avaient aussi la sandale ou les pieds nus, avec un large pantalon et une longue blouse de toile, en forme de tunique, serrée à la ceinture, et un vaste chapeau ou un bonnet de peau de mouton taillé en forme de casque. Enfin, les plus aisés se tenaient drapés dans des manteaux d'étoffe grossière, avec une fierté digne d'empereurs romains ou de mendiants de Callot. Quelquefois des scènes affligeantes venaient assombrir le tableau. Ici, au sommet d'une montagne où soufflait un vent glacial, c'était un enfant nu qui demandait l'aumône. Ailleurs, et jusqu'aux portes de Bucharest, c'é-

taient des familles entières qui vivaient entassées, loin du jour, dans des cabanes souterraines. Puis, par une opposition qui se reproduit naturellement, tout à côté de cette misère, de joyeuses *villas*, de splendides et opulens monastères, bâtis sur le penchant de collines boisées, s'offraient à mes regards. Des traîneaux élégans ou des voitures de la forme la plus légère traversaient la route avec des attelages impétueux et des cochers de la dernière audace. De nobles boyards voyageaient, nonchalamment étendus sur des lits et des coussins moelleux, au fond de ces commodes équipages, suivis de leur batterie de cuisine, sûrs d'arriver avant la nuit à quelque maison amie où l'hospitalité les attendait, ou du moins d'improviser quelque bon repas sous le toit d'un paysan, si le hasard les condamnant à ce pis-aller.

Pour moi, qui étais entré dans les principautés sans précautions et sans appui, j'en étais réduit à la pitance des paysans valaques, et, pour toute hôtellerie, j'avais le soir leurs huttes informes. Je partageais donc avec eux le traditionnel gâteau de maïs, la *mamaliga* nationale, et leurs lits de planches mal jointes, recouverts quelquefois de paille et plus souvent d'une seule natte de joncs. J'étais cordialement fêté par mes hôtes, qui s'empresaient toujours d'être agréables à un *Wlask* de l'Occident, et, pour peu qu'il y eût là quelque Zin-

gare muni de son violon, je pouvais compter sur des danses pittoresques et joyeuses. Dans les villages de la frontière occidentale et dans les petites villes de l'intérieur de la Moldo-Valachie, on trouve souvent, au fond de ces cabanes si chétives, de pauvres employés de la poste, qui, élevés à Bucharest, parlent convenablement le français, et alors on peut puiser à loisir aux sources mêmes des traditions populaires. Les légendes ne manquent pas : elles sont en général patriotiques ou religieuses, et, dans les deux cas, il est rare qu'elles ne mêlent point les temps modernes avec les temps anciens, les héros du moyen-âge avec les héros romains, les dieux du paganisme avec ceux de l'olympé chrétien. Dans ces récits, où la gaité entre toujours pour quelque chose, les saints s'humanisent, les saintes ne sont ni revêches ni mystiques, et Vénus, entourée des Ris et des Plaisirs, règne encore, à côté des apôtres et de la Vierge, dans le paradis des paysans roumains. Il est pourtant un personnage particulièrement cher à l'imagination des Roumains, et qui leur apparaît toujours entouré de gloire et de puissance : c'est le vainqueur du roi Décébale, c'est Trajan lui-même. Ils ne retrouvent pas seulement sa trace glorieuse dans les ruines des monumens élevés par lui sur le territoire national, ils croient reconnaître aussi sa présence dans les grandes manifestations de la

nature. La voie lactée, par exemple, c'est le chemin de Trajan ; l'orage, c'est Trajan qui gronde ou qui menace ; en un mot, tout ce qui porte l'empreinte de la force et de la grandeur, c'est l'œuvre de Trajan, dont l'ombre paternelle n'a point cessé de régner sur les destinées de la Roumanie. Les patriotes valaques se plaisent à admirer dans cette croyance le culte naïf de la nationalité, et, dans l'ardeur de leur foi en une religion pareille, ils souhaiteraient volontiers, je pense, que l'on mit partout l'image du *divus Trajanus* à la place des saints de leur église, trop suspects de partialité pour les Russes.

Bucharest reproduit assez fidèlement les mœurs et la physionomie de toutes les populations valaques. Bien que la race n'y ait point ce degré de pure et franche beauté auquel elle atteint dans les sites agrestes de la Transylvanie et du banat de Craïova, on y peut en revanche observer les classes élevées de cette population sous un jour nouveau et plein d'attrait. Bucharest, avec ses maisons blanches et ses cent dix églises d'un style byzantin, ornées chacune de plusieurs clochers, s'étend, à perte de vue, dans une plaine sans fin du côté de l'est, et terminée au nord-ouest par les lointains glaciers des Carpathes. A peine a-t-on franchi les barrières, gardées par une police des plus minutieuses, que l'on se sent au milieu de l'agitation d'une grande

ville, et que l'on y peut constater toutes les traces d'une civilisation qui commence et qui marche. A côté de quelques bouges repoussans, bâtis à moitié sous terre, et de huttes enfumées, inabordables, à côté de ces maisons disséminées comme en un grand village, de riches magasins et de somptueux hôtels s'élèvent chaque jour en se rapprochant, et ainsi, chaque jour, la capitale de la Valachie se dépouille de son caractère oriental pour prendre l'aspect des villes de l'Occident.

Aussi bien, de tous les points de la principauté, la noblesse afflue à Bucharest; il est de bon ton d'y séjourner en hiver. La noblesse de Moldavie se porte de la même façon à Jassy, qui offre également beaucoup de ressources à l'oisiveté. Cependant les boyards moldaves ne dédaignent point de passer quelquefois la saison à Bucharest, qui est le vrai centre de la Roumanie et qui se pique de mériter son nom de *ville de la joie*. Ils viennent tranquillement s'abreuver aux ondes enchantées de la Dembovitza, dont, suivant un dicton populaire, l'on ne se rassasie jamais, et qui vous attache à ses rives par le plaisir d'y puiser toujours (1). L'hiver rassemble à Bucharest tous les hommes lettrés ou aisés de la Valachie; mais, au printemps, ils se hà-

(1)

D'ambovitza, apa dulce!
 Qui ne o bea nu se mai duce.

« Dembovitza, eau douce ! qui en a bu ne s'en va plus. »

tent de retourner vers leurs villas dans les montagnes, à moins qu'ils ne préfèrent remonter d'un trait le Danube, pour aller chercher de nouveaux amusemens à Vienne, ou, si quelque patriotisme les guide, pour venir étudier les peuples latins, les frères aînés des Valaques, l'Italie par exemple, « où la colonne trajane, comme le dit le poète roumain Assaki, représente l'Ister pliant sous le joug romain, et où les tombeaux des ancêtres parlent encore de courage et de vertu. » La jeunesse tient à honneur de suivre ces salutaires inclinations de l'esprit roumain. Après avoir parcouru la France en explorateurs sympathiques, les Moldo-Valaques accomplissent donc leur pèlerinage à Rome, d'où ils ne sortent point sans emporter avec eux l'image de l'airain vénéré des médailles sur lesquelles est inscrit l'acte de naissance de la nation roumaine.

Il est peu de boyards qui ne fassent aujourd'hui le voyage de France et d'Italie. Aussi, sauf l'usage oriental d'offrir les pipes, les confitures et les sorbets à tout visiteur, les salons de Bucharest ne diffèrent-ils en rien des nôtres. Nos journaux et nos livres sont déployés et ouverts sur les tables; si l'on ne chante point quelque morceau de nos opéras, on lit à haute voix nos vaudevilles à la veillée; on y discute notre politique avec passion; l'on y sait par cœur nos hommes d'état, qui se gardent bien de payer de retour. Enfin nous y sommes reçus,

si obscurs que nous soyons, avec un empressement fraternel, et aussitôt nous avons lieu de nous y sentir comme en famille. On a peu le loisir ou l'occasion de se rappeler qu'à Bucharest l'on est dans un pays vassal de la Porte Ottomane. A la vérité, rien n'y marque son pouvoir; il n'y a là ni croissant, ni minarets, ni trace aucune d'un Turc, et un drapeau à trois couleurs, qui porte dans ses plis l'aigle romaine avec la croix dans son bec, flotte seul à la tête des bataillons d'une milice disciplinée à l'européenne.

Il y a seulement un demi-siècle, ce pays qui prend aujourd'hui si promptement tous les dehors de notre civilisation, soumis encore à la dangereuse influence des Fanariotes, gémissait dans les liens d'une civilisation toute byzantine. Tandis que le peuple souffrait d'exactions odieuses, les boyards, enveloppés dans leurs longues robes asiatiques qui convenaient à leurs goûts de satrapes, entourés d'esclaves zingares, donnaient à l'Europe le spectacle de chrétiens enchaînés aux mœurs dissolues du Bas-Empire et de l'ancien Orient. Bucharest, composé de grands villages réunis, au milieu desquels s'élevaient quelques hôtels de belle apparence, n'était qu'une ville orientale inférieure peut-être aux grandes villes de la Turquie slave. Enfin, les paysans de la plaine habitaient presque généralement dans des huttes souterraines. Par quelle

heureuse révolution la face du pays s'est-elle ainsi transformée en si peu de temps? Comment les cultivateurs sont-ils sortis du sein de la terre? comment les boyards se sont-ils arrachés à leur oisiveté énervante? comment ont-ils dépouillé ces vêtemens de femmes qui les distinguaient de la société européenne? comment des hommes tombés au-dessous des Grecs du Bas-Empire sont-ils redevenus si lestement d'excellens patriotes roumains, tout appliqués à nous ressembler par le dehors et par le dedans? C'est l'effet de cette vive ardeur que l'excès de l'oppression, d'abord gréco-turque et depuis gréco-russe, a réveillée en eux, et de ces aptitudes variées que les races latines ont toujours mises avec plus ou moins de constance au service de toutes les causes. Le sol de ce pays, cet excellent fonds roumain, était disposé tout exprès, en quelque sorte, pour recevoir et pour féconder cette plante d'importation étrangère que l'on appelle la civilisation latine. Aussi y a-t-elle grandi, non point comme sur le sol slave en Russie et en Pologne, sans pousser de racines et tout étiolée, mais par une croissance naturelle et un développement rapide qui indiquent assez combien elle se sent à l'aise sous ce climat fait pour elle. Si donc le sentiment de la justice ne nous permet pas d'être indifférens aux malheurs de la Moldo-Valachie, plus profonds que ceux de la Grèce et de la Pologne, ni à

sa renaissance morale et politique, si heureusement commencée, nous devons aussi nous sentir portés vers cette nationalité roumaine par une sorte d'intérêt de famille, en songeant qu'elle s'est conservée et qu'elle revit à présent par le génie des peuples latins et par la vertu féconde de nos croyances et de nos mœurs.

Telle était du moins la pensée avec laquelle j'abordais l'étude du roumanisme, après avoir constaté jusqu'à quel point paysans et nobles sont fiers de leur parenté et ont conservé le droit de s'en vanter devant l'Europe.

III.

Bien que les Roumains aient emprunté à l'Orient l'art de ne point dire plus qu'ils ne veulent, ils sont expansifs et diserts. Ils savent se passionner à propos en parlant de leur pays, et ils ont tant à cœur de n'être point confondus avec les populations très simples, mais très peu éclairées, de la Turquie slave, qu'ils ne négligent aucune des ressources de leur esprit pour se faire connaître avec avantage. J'écoutais avec curiosité et surprise ces narrations vives et complaisantes dans lesquelles de vieux patriotes du temps des princes grecs, des orateurs de l'assemblée nationale et de jeunes pu-

blicistes m'exposaient les vicissitudes de la Roumanie. Leur langage n'annonçait point la simplicité forte et confiante des Illyriens, ni l'enthousiasme bruyant et triste des Magyars. C'était une parole limpide et pénétrante, qui révélait une très forte préoccupation d'intéresser et de plaire. Ils ne cherchaient point à justifier les choses d'autrefois ; mais, joyeux de voir avec quelle ardeur la génération d'à présent travaillait à réparer les maux du passé, les vieillards eux-mêmes aimaient à dire : Nos fils vaudront mieux que nous !

J'écoutais également l'autre parti, que l'on persiste à nommer fanariote, même depuis la ruine du Fanar primitif, et qui se compose d'un certain nombre de Valaques mêlés à quelques descendants des anciennes familles grecques restées stationnaires dans l'esprit de l'ancien Fanar (1). J'admira malgré moi ces intelligences lucides et souples, raisonneuses et sophistiquées, habiles à feindre l'enthousiasme au point de le communiquer pour mieux faire qu'on se livre, et à vous entourer de toutes les séductions du plaisir et des arts afin

(1) Ce mot de Fanariote n'est point employé pour désigner exclusivement les Grecs établis dans la principauté, mais plutôt un parti animé de l'esprit des anciens princes du Fanar. Il y a en ce sens des Roumains qui sont devenus Fanariotes, tandis qu'il y a des Grecs qui sont devenus Roumains ; quelques-unes même de ces familles grecques ont rendu de bons services au pays.

d'ouvrir la voie aux ruses de leur éloquence. Oui j'admiraï dans les Fanariotes les héritiers bien reconnaissables de ces Byzantins qui, même dans leur décadence, portèrent jusqu'aux dernières limites les raffinemens de l'esprit ; mais l'histoire et la situation présente de la Moldo-Valachie me rappelaient aussi qu'après tout, ces dons merveilleux ne sont que la plus haute expression d'une science fineste mise au service des ennemis de la race roumaine. Qu'est-ce en effet que le mouvement politique intellectuel et moral de la Moldo-Valachie depuis deux siècles ; sinon la lutte constante de la nationalité roumaine contre l'influence des Grecs, naguère travaillant pour le compte du Fanar, et, à l'heure qu'il est, de compte à demi avec le panslavisme russe ?

Jamais la race turque ni l'esprit musulman ne se sont trouvés vraiment aux prises avec la langue et les institutions roumaines. L'orgueil et l'ignorance des anciens sultans ont pu détruire l'indépendance du pays ; ils ont pu le livrer au bon plaisir des Fanariotes, y souffrir les empiétemens des Russes ; mais les coups ont été portés directement par la main des Grecs. C'est la langue, ce sont les mœurs des Grecs qui ont failli étouffer la langue et les mœurs roumaines, et depuis que les sultans plus éclairés sont aussi plus respectueux pour le droit des principautés, la querelle est beau-

coup moins que jamais entre les Moldo-Valaques et les Turcs, et tout autant qu'à aucune époque entre la race roumaine et quelques vieux Fanariotes flanqués des Russes. Il importe, pour l'intelligence des origines et des progrès du mouvement roumain, d'indiquer les causes de cette animosité séculaire.

Les Grecs rayas de l'empire ottoman avaient porté leurs regards sur la Moldo-Valachie avant que les Fanariotes, devenus princes ou hospodars, y eussent conduit une foule d'aventuriers de leur nation liés à leur fortune. Dès le xv^e siècle, sous prétexte de commerce, beaucoup de ces chrétiens de Constantinople s'étaient fixés dans les pays roumains et s'étaient peu à peu glissés dans les emplois publics, dont ils avaient bientôt abusé. La susceptibilité roumaine avertie songea dès-lors à leur en fermer l'entrée par des lois expresses; mais rusés, patients, infatigables, les Grecs s'appliquèrent à miner sourdement cet obstacle fâcheux pour leurs calculs, et, ayant réussi sous le gouvernement d'un prince qu'ils avaient su se rendre favorable, ils mirent l'administration et le pays au pillage. De là, des conspirations nationales contre le prince et les Grecs ses affidés. La première n'aboutit qu'à la mort des jeunes patriotes, qui l'avaient conçue peut-être avec trop de légèreté. La seconde, qui avait pour objet de venger ces victi-

mes, ces martyrs vénérés, en même temps que de délivrer le pays, entraîna le peuple entier et le poussa à un massacre des Grecs. Ceux-ci n'étaient point gens à se rebuter pour de tels échecs ; ils revinrent peu à peu par des chemins de traverse, puis furent de nouveau culbutés et chassés en masse, mais sans désespérer encore d'un succès, qu'ils emportèrent d'assaut au commencement du xviii^e siècle par l'élévation du Fanariote Nicolas Mavrocordato à l'hospodarat successif de Moldavie et de Valachie. Les Grecs exercèrent les plus terribles représailles ; ils firent tomber les têtes qui leur portaient ombrage ; ils se livrèrent à toutes les exactions, dilapidèrent la fortune publique, ruinèrent les particuliers, proscrivirent la langue roumaine avec tous les souvenirs de la nationalité et renouvelèrent sur un petit théâtre les bacchanales politiques des plus mauvais jours de l'empire romain. Cette persécution inouïe, inénarrable, recommença sous chacun des princes du Fanar en Moldavie et en Valachie. La pensée que ce pays était une proie offerte au Fanar finit par se populariser parmi les Grecs de Constantinople. Un établissement en Moldo-Valachie devint le but de quiconque avait envie de faire fortune. Les enfans quittaient de bonne heure la famille, pourvus de quelque industrie de hasard à l'aide de laquelle ils s'introduisaient avantageusement dans

les principautés et pouvaient y briguer d'honnêtes fonctions dont le prince n'était point avare. Une nation étrangère se substituait ainsi à la nation roumaine, ou plutôt les Roumains étaient devenus étrangers dans leur propre patrie.

Cependant ceux des Moldo-Valaques qui n'avaient point perdu le courage et l'énergie et qui n'avaient point déserté la langue nationale pour la langue grecque, ne cessaient de protester par leurs larmes, leurs gémissemens et leurs actes. Quant aux Turcs, si imprudemment endormis alors sur leurs triomphes passés, ils s'obstinaient à fermer les yeux. Pour détruire la puissance que les Grecs s'étaient assurée, il fallait que le peuple roumain retrouvât quelques-uns de ces élans d'autrefois, et se levât en masse contre ses oppresseurs, sans effrayer toutefois les Turcs, ces maîtres insoucians et mal renseignés, qui n'étaient coupables que d'aveuglement et d'indifférence. C'est ce qui eut lieu en 1821 dans des circonstances presque solennelles, qui, en mettant les Roumains aux prises avec les Fanariotes et avec tous les Grecs, sur le terrain le plus élevé, montrent sous son vrai jour le caractère de leur animosité sanglante.

Au moment où les Moldo-Valaques, sous la conduite d'un chef résolu, Théodore Vladimiresco, se déclaraient en état de révolution flagrante, et prétendaient substituer des princes nationaux aux

princes fanariotes, le président des hétairistes, Alexandre Ypsilanti; s'élançant de la Russie méridionale vers la Grèce, était entré sur le territoire des principautés et appelait les Moldo-Valaques à la guerre de l'indépendance, au nom de l'intérêt chrétien et hellénique. Bien que la cause des Hellènes du Péloponèse ne fût point liée étroitement à celle du Fanar, bien que la condition de l'Hellade pût paraître assez semblable à celle de la Roumanie, qu'arriva-t-il cependant? C'est que Vladimiresco et les Moldo-Valaques refusèrent de s'associer aux projets d'Ypsilanti et des Grecs; c'est qu'ils aimèrent mieux rester les vassaux des Turcs que de courir la chance d'un affranchissement en commun avec les Grecs. Vladimiresco promit de livrer passage aux compagnons d'Ypsilanti, impatiens de pénétrer dans la Turquie slave, en les engageant à compter encore sur l'hospitalité roumaine en cas d'échecs; mais il déclara qu'il ne voulait, pour sa part, qu'exercer sur les Turcs une pression morale et chasser seulement les Fanariotes des principautés. On sait que les hétairistes furent battus par les troupes ottomanes, qui apportaient aux Valaques des paroles consolantes et qui leur devaient, en effet, de la reconnaissance autant que de la justice. Toutefois, avant que cette crise arrivât à son terme, elle avait été marquée par un incident sinistre. Vladimiresco, pris dans un piège sous pré-

texte de conférences et de négociations, avait été assassiné, coupé en morceaux, jeté à la voirie par la propre main des deux aides-de-camp et du secrétaire d'Ypsilanti. Ainsi, le premier objet que le roumanisme moderne ait vu en naissant, c'est le cadavre en lambeaux du meilleur des patriotes, immolé à la vengeance des Grecs. La pensée nationale était donc entraînée par la déplorable fatalité des événemens et par des crimes nouveaux à une lutte sans merci contre l'influence grecque, que les Turcs, mieux instruits et mieux inspirés, étaient enfin décidés à lui sacrifier entièrement.

Avant de suivre le roumanisme dans ses diverses évolutions, il est urgent de remarquer combien la tentative de Vladimiresco tirait de force du développement scientifique et littéraire qui, du fond de la méditative et studieuse Transylvanie, s'était propagé dans les principautés du Danube, et avait préparé la rénovation politique et sociale du pays par le réveil des lettres. La Transylvanie, qui est le théâtre d'une affreuse indigence, n'en est pas moins l'un des pays les plus éclairés de l'Orient. Luther et tous les novateurs y trouvèrent des disciples, Louis XIV des alliés, Voltaire et Rousseau des admirateurs intelligens. L'histoire de la nationalité roumaine n'y avait jamais été oubliée entièrement. A une époque où les Moldo-Valaques, immobilisés dans leur pensée religieuse et isolés

par le schisme oriental, se contentaient encore de posséder les Écritures en langue roumaine, les Welches de la Transylvanie, caressés par le luthéranisme, qui exaltait l'usage de la langue vulgaire dans l'église et dans l'enseignement clérical, avaient des prédicateurs et des écoles qui, tout en restant fidèles à leur foi, se ressentaient du mouvement religieux avec lequel ils étaient en contact. Lorsque la langue roumaine, après avoir échappé à la domination du slavon, qui est le latin de l'église d'Orient, fut étouffée par les écoles grecques élevées à Bucharest et à Jassy, et par tout l'ensemble du système fanariote, les Valaques transylvains sentirent que le dépôt de la langue nationale était tout entier en leurs mains, et que, s'ils l'abandonnaient aux peuples des campagnes, cette langue déperirait ou resterait du moins inculte. Ils l'entourèrent donc d'une vénération profonde sans que les Magyars songeassent à les en empêcher, et sans essayer de s'en faire une arme contre les Magyars, qui étaient des maîtres peu commodes, mais qui n'avaient point encore inventé le magyarisme. Il y eut çà et là d'humbles travaux de grammaire et d'histoire. Un événement tragique vint toutefois secouer les imaginations et les entraîner pour un instant dans des voies plus larges. Le sentiment public, aiguillonné par la faim, avait retrouvé une subite puissance qui arma les popula-

tions, et se personnifia dans un paysan du nom de Hora. Sa pensée était nationale sous une forme qui semblait seulement sociale. Hora voulait l'extermination des seigneurs, parce qu'ils étaient Magyars en même temps que seigneurs, et il n'aspirait pas à moins qu'à recommencer l'œuvre d'unité si vainement tentée par tous les grands princes de l'ancienne Moldo-Valachie. Après avoir frappé les Magyars de la Transylvanie et de la Hongrie orientale, il réservait des coups terribles pour les Fanariotes des deux principautés du Danube. Hora avait pris le titre d'empereur de la Dacie. A la suite d'exploits hardis qui révélaient en lui plus qu'un aventurier, il fut battu par les impériaux, et expia son audace trop hâtive par l'horrible supplice de la roue. Cette idée de relever et de réunir toute la nation roumaine dans le territoire de l'ancienne Dacie ne fut point perdue; quoique désarmée et suppliciée dans la personne de Hora, cette nation se transformait pour continuer pacifiquement et ardemment les études historiques dans lesquelles revivaient encore la langue et les traditions roumaines.

La poésie elle-même, émue profondément par ce coup de foudre qui venait d'éclater sur la Transylvanie, sortit bientôt du cœur du peuple où elle se tenait cachée par humilité, et, sous le voile de la fable ou à visage découvert, elle parla au pays de

l'avenir comme l'histoire lui parlait du passé (1). Ce mouvement littéraire, qui appartient aux premières années de ce siècle, est bien distinct de celui qui est né vers 1837 sur le même terrain, lorsque les Roumains y furent menacés et traqués par les Magyars. Tandis que celui-ci a été principalement défensif et politique et s'est tenu renfermé presque exclusivement dans la lutte des races de la Hongrie, celui-là, principalement littéraire, s'est accompli en vue de la Roumanie et de l'unité roumaine. C'était un patriotique appel aux écrivains de la Moldo-Valachie, silencieux sous la terreur du joug fanariote, peu hardis à se vanter de leur nationalité et entourés de périls s'ils la servaient (2). L'appel fut entendu, et les Moldo-Valaques, chez qui l'idiome roumain avait perdu tout droit politique au profit du grec, devenu langue officielle, eurent la satis-

(1) Les noms les plus distingués de cette petite école sont ceux de Giorgovici, de Pierre Maïor, de Chichendela, de Sincăi et de Samuel Clein. Giorgovici s'est occupé principalement de grammaire, Pierre Maïor a traité des origines roumaines, et Chichendela a publié des fables qui sont devenues populaires. On ne doit pas oublier le savant Lazare, qui a puissamment contribué à la réorganisation des écoles nationales en Valachie.

(2) La Moldavie avait des chroniques en latin ou en roumain, telles que celles de Demetrius Cantemir, écrites au commencement du XVIII^e siècle. A la fin de ce même siècle, un membre de l'antique famille des Vacaresco avait essayé de susciter la littérature en Valachie par des travaux de linguistique.

faction, sinon de changer complètement un état de choses si blessant pour leur fierté nationale, au moins de diminuer l'autorité du grec dans les relations privées et de rendre au roumain avec éclat une influence politique. Les deux principautés écoutèrent avec surprise et avec tressaillement ces accents nouveaux qui répondaient au secret langage de leur cœur et qui flattaient singulièrement leur désespoir, arrivé à son terme. Ce mouvement littéraire affluait, pour ainsi parler, dans le mouvement politique qui poussait Théodore Vladimiresco à la révolte ; le ruisseau venait grossir le fleuve, et ce grand courant d'opinion, dont la source remontait à l'invasion des Turcs et des Grecs en Moldo-Valachie, allait enfin déborder sur cette terre encombrée, vider les écuries d'Augias en entraînant les étrangers, et déblayer le sol généreux de la Roumanie.

On était arrivé en 1821. La Porte Ottomane accorda un hatti-shérif qui consacrait en partie cet heureux événement « en considération de l'*ingratitude* des Grecs et de la *fidélité* des Valaques. » Grégoire Gickă fut nommé hospodar en Valachie et Jean Stourdza en Moldavie. La Roumanie se voyait ainsi replacée sous l'administration d'un pouvoir national. Ce pouvoir n'était pas encore électif comme aux temps de l'indépendance et n'amenait pas à sa suite la vieille constitution roumaine ;

mais on devait songer bientôt à élargir cette étroite base du nouvel ordre de choses dans les proportions de l'ambition nationale, qui était redevenue très vaste. Il existait pour le moment un intérêt dont la satisfaction semblait à chacun beaucoup plus urgente qu'un changement de constitution. Il s'agissait d'expulser tous les Grecs à la suite de leurs princes, et de leur enlever tout pied à terre, tout droit de séjour par où ils pourraient se réintroduire frauduleusement dans les principautés. Les monastères grecs du mont Athos et du saint-sépulcre possédaient précisément, en Moldavie et en Valachie, des fondations pieuses d'où ils tiraient d'immenses revenus, fruit douloureux du travail des esclaves zingares et des paysans roumains. Or, ces opulens foyers de vertus inutiles et de vices dégradans, ces enclaves qui aspiraient une partie de la richesse publique et privée pour la rendre aux moines de l'Hellade ou de la Palestine, étaient aussi des sortes de forteresses dans lesquelles le système du Fanar avait un refuge assuré, et d'où il pouvait encore agiter et gouverner par ses intrigues l'église roumaine. Toutes les fois que la colère des Roumains était tombée sur les Grecs depuis les commencemens de leur querelle antique, les abbés ou igoumènes grecs avaient été chassés. L'opinion publique victorieuse demandait avec une ardeur nouvelle que l'église moldo-vala-

que rejetât définitivement de son sein ces ennemis nés de la nationalité roumaine, et que ces monastères, cessant d'être des succursales du Fanar, fussent à jamais replacés sur le pied des monastères nationaux. Par suite d'une réaction systématique, les Grecs durent donc disparaître de nouveau de toute la surface des principautés, et le roumanisme crut, du moins pour quelque temps, n'avoir plus d'ennemis à son foyer.

Quoique les ressources des deux princes fussent limitées par l'épuisement des populations et par l'étendue des maux du pays, bien qu'ils ne pussent s'affranchir entièrement des traditions fanariotes qui avaient envahi les lois et l'administration, ils restèrent néanmoins fidèles à la pensée nationale et firent ce qui était possible, au milieu de tant d'obstacles, pour préparer une réforme générale de la constitution. La société roumaine sortait comme d'un naufrage en chantant les *Plaines de la Romanie*, et principalement la partie de ce poème dans laquelle les Fanariotes sont poursuivis d'imprécations énergiques (1). Elle faisait un accueil non moins chaleureux à la *Sanglante Tragédie* dans laquelle elle entendait de la bouche d'un témoin oculaire (2) le récit passionné de l'in-

(1) L'auteur des *Plaines de la Romanie* est M. Paris Mumuleno.

(2) L'auteur du récit historique intitulé *la Sanglante Tragédie* est M. Beldiman, qui avait pris une part active aux événemens de 1821.

surrection de la Moldo-Valachie. Enfin, les hommes qui se sentaient quelque vocation pour les affaires publiques se réunissaient, se pressaient les uns contre les autres en s'encourageant par la certitude que « peu d'hommes de bien rassemblés font plus qu'on ne croit (1). »

Hélas ! quelques-unes seulement de leurs espérances devaient se réaliser, car en raisonnant sur l'avenir qui s'annonçait avec des couleurs si séduisantes, les Moldo-Valaques comptaient sans un ennemi nouveau, bien autrement redoutable que les Fanariotes et les Turcs. Depuis le traité fameux de Caïnardji (1774), développé par ceux d'Iassy (1791) et de Bucharest (1812), la Russie s'était arrogé le droit d'intervenir officieusement près de la Porte Ottomane en faveur des Moldo-Valaques, ses coreligionnaires. Enfin elle s'était introduite dans la place, en établissant à Iassy et à Bucharest deux consulats qui, sous air de surveiller, dans l'intérêt roumain, l'administration des Fanariotes, travaillaient de concert avec les Fanariotes, à constituer un parti russe que l'on voulait un jour déchaîner contre l'empire ottoman. Ce calcul se trouvait trompé par la politique nouvelle du divan, et si bien que le parti national, après avoir, dans l'ex-

(1) Ces paroles sont de M. Jean Vacaresco poète et excellent patriote.

cès de la souffrance, écouté quelquefois les suggestions de la Russie, était redevenu favorable aux Turcs. C'en était donc fait de la diplomatie russe comme des Fanariotes en Moldo-Valachie, s'il ne se fût conclu entre eux une sorte de mariage d'inclination et d'intérêt par lequel la Russie promettait aux Grecs de leur rouvrir les principautés, à la condition qu'ils y travailleraient pour elle.

Une succession d'événemens qui semblaient combinés par la fatalité vint seconder cette funeste pensée des Russes. Certain de retrouver tous ses avantages s'il amenait le sultan sur le terrain diplomatique, le czar protesta d'abord, par *dévouement* pour ses coreligionnaires, contre la nomination des hospodars, qui, au lieu d'être directe, eût dû être élective. Sous prétexte d'expliquer les traités précédens, il obtint ensuite la convention d'Akerman (1826), par laquelle il reprit son droit d'intervention officieuse dans les relations diplomatiques des Moldo-Valaques. Puis vint cette guerre dont l'heure fut si sagement choisie, cette guerre de 1828, entreprise au moment même où l'empire turc était encore tout saignant de la perte de la Grèce, et où les réformes de Mahmoud n'avaient encore opéré que par de douloureuses amputations dans ce grand corps malade. Des essaims de barbares qui comptaient aller s'abattre sur Constantinople, tombèrent sur la Moldo-Valachie

désarmée, dévastèrent les campagnes, vainquirent la Turquie sans toutefois la détruire, lui arrachèrent le traité d'Andrinople (1829) et une large contribution de guerre dont les principautés restaient le gage, et dont on espérait sans doute qu'elles seraient le prix; mais la Turquie paya, et les Russes furent bien forcés de replier leurs tentes, puis de repasser le Pruth.

Ce fut seulement en 1834 que la Moldo-Valachie sortit de cette crise et put compter ses blessures. Sa législation, qu'elle espérait réformer d'après les primitives institutions roumaines, avait été transformée d'autorité par le général russe Kisselef, de concert avec une assemblée nationale réunie par pure formalité. Au lieu de rien emprunter aux temps héroïques où la Roumanie se gouvernait par elle-même, suivant des lois conformes à son génie, la constitution nouvelle n'était que le fruit reconnaissable de l'esprit fanariote. On avait affecté de prendre les institutions fondées en Moldo-Valachie par les Mavrocordato pour celles qui remontaient aux origines des principautés. C'est ainsi que le règlement proposé par la Russie, voté par l'assemblée, créait une aristocratie privilégiée là où il n'avait jamais existé que des fonctions publiques conférant des titres non héréditaires. Mais le plus grand de tous les maux pour les Roumains était dans la subordination où une assemblée, nationale seule-

ment à demi, allait se trouver à l'égard d'un prince électif dont l'élection et la destitution étaient elles-mêmes subordonnées à l'accord du czar et du sultan. Le plus grand mal était dans la limite fixée aux pouvoirs de cette assemblée et de ce prince, qui n'avaient le droit d'apporter aucune modification à la loi fondamentale ou à l'assiette de l'impôt, sans le consentement des deux cours. Ainsi, en effet, la Moldo-Valachie, qui semblait avoir retrouvé la vie comme race distincte, perdait cette souveraineté partielle que le droit des gens laisse aux peuples vassaux et que la Porte Ottomane lui avait reconnue dans les vieilles capitulations. D'ailleurs, la Russie avait, durant l'occupation, rappelé de l'exil où ils languissaient les mortels ennemis des Roumains, les Grecs du vieux Fanar; elle avait rétabli sur l'ancien pied les monastères grecs, qui rendaient aux Fanariotes un de leurs principaux instrumens. Le Fanar, abhorré des Moldo-Valaques et des Turcs, qui n'en voulaient plus à Constantinople, s'était donc relevé sur le sol roumain par le bienfait de la Russie, et les Fanariotes, engagés par la reconnaissance, allaient offrir un centre aux intrigues étrangères et à une sorte de parti gréco-russe. Enfin, comme couronnement de ces longues et obscures manœuvres, la Russie, abusant jusqu'à l'excès du droit de la force, avait pris sur elle, en évacuant les principautés, de désigner, sans

le concours des Roumains ni de la Porte Ottomane, les deux premiers princes qui allaient inaugurer l'ère nouvelle.

Le roumanisme, frappé ainsi à coups redoublés de 1828 à 1834, souffrait et gémissait. Cependant ses plaintes étaient viriles, et les Moldo-Valaques affectaient de croire que ses revers seraient passagers. Le roumanisme ne comptait autour de lui qu'un petit nombre de grands noms et de caractères résolus aux sacrifices; mais ces hommes dévoués ne reculaient point devant le danger de donner à leurs ennemis des preuves, et à leurs concitoyens des exemples de patriotisme. Membres de l'assemblée dite nationale que la Russie avait consultée sur l'organisation du pays, ils avaient d'abord parlé avec indépendance, et ils avaient ensuite refusé leur signature à cette constitution dérisoire. Ils s'appelaient Campiniano, Balatchiano, Buzoiano. Ils n'étaient que trois dans l'assemblée, mais ils représentaient les instincts et la pensée de la nation entière, et ils trouvaient un écho si naturel et si fort dans le cœur de la jeunesse lettrée, que, dans un élan d'enthousiasme auquel se mêlait quelque enjouement, un poète proposait de les canoniser tous trois (1).

(1) Le métropolitain de Bucharest, Grégoire, eût aussi protesté; mais on connaissait ses sentimens, on l'avait exilé par précaution.

Michel Stourdza avait obtenu l'hospodarat de Moldavie, Alexandre Ghika celui de Valachie. Autour d'eux, les Grecs et les Moldo-Valaques Fanariotes s'agitaient à la recherche des fonctions publiques. Pour combattre une civilisation naissante et les élans d'un patriotisme rajeuni, ils n'avaient songé d'abord qu'à remettre en vigueur le vieux système à l'aide duquel leurs aïeux avaient un instant réussi à étouffer la vie nationale chez les peuples roumains; mais la tâche était plus difficile qu'ils ne se l'étaient imaginé.

Michel Stourdza, que l'on ne saurait, sans excès de complaisance, appeler patriote, était du moins doué de mille ressources ingénieuses puisées dans son caractère et merveilleusement perfectionnées au contact, en ce point fort instructif, des Grecs et des Russes. Il avait en outre le sentiment de sa supériorité politique et l'intention de prendre son pouvoir au sérieux. Lors donc qu'il eut reconnu que les Fanariotes aspiraient à le dominer, il comprit fort à propos qu'il aurait besoin de s'appuyer quelquefois sur le parti national. Sans entrer en lutte ouverte avec le Fanar et la Russie et sans se déclarer précisément pour le roumanisme et le parti national, le prince Stourdza, quoique retenu dans les voies souterraines de la ruse par sa volonté tortueuse, sut toutefois porter ainsi de rudes coups aux grandes familles fanariotes. Il osa même, à

plusieurs reprises, faire appel aux souvenirs de la race roumaine et des anciens héros des Moldaves. Le pays ne croyait guère à la sincérité de ces belles paroles, mais l'orgueil national ne lui permettait pas de les écouter avec indifférence. Enfin, s'il eût été difficile de citer de grandes preuves du dévouement de l'hospodar à la nationalité, on lui savait gré pourtant de tout le mal qu'il ne faisait point, et bien qu'on lui reprochât d'impitoyables déprédations, on l'acceptait du moins comme le meilleur des princes qui eussent pu venir de la main de la Russie. La diplomatie russe s'était donc trompée à demi en Moldavie.

Le prince Ghika n'était point un ennemi des patriotes : il n'avait ni les vices ni les instincts cupides du prince moldave ; mais, en Valachie, les difficultés du gouvernement étaient plus grandes ; les Fanariotes, moins riches et moins arrogans ; y étaient plus rusés, et sans aucun doute, le parti national y était beaucoup plus remuant, plus nombreux, plus hardi et de tout point plus exigeant. A la vue des tiraillemens auxquels il se trouva bientôt en butte, le prince conçut d'abord la pensée de gouverner par lui-même, indépendamment de toute influence. N'ayant pu y réussir, et s'étant pris d'une susceptibilité très honnête, quoique imprudente et funeste dans ses conséquences, il ne songea qu'à étendre ses prérogatives

et visa directement à la dictature. Les Fanariotes le forcèrent à accepter leur aide, dont il se défiait. Le parti national, de son côté, s'irrita jusqu'à menacer ouvertement un pouvoir à peine assis, et alors commença une lutte délicate, savante, énergique, où toutes les passions, petites et grandes, jouèrent leur rôle, où l'intrigue fut de mise comme le courage, et où l'ambition égoïste mêla plus d'une fois ses calculs aux vœux du patriotisme. M. Campiniano, le frère de celui-là même qui avait protesté contre la constitution imposée par la Russie, marchait à la tête des désintéressés, c'est-à-dire de ceux qui poursuivaient le développement de l'idée roumaine à travers toutes les questions de personnes et toutes les oscillations des événemens. Les autres, excités par l'appât d'un règne nouveau qu'ils se promettaient d'amener, suivaient pêle-mêle à la curée du pouvoir, MM. Villara, George Bibesco, Styrbey son frère, et le vieux Philippesco. On aurait pu donner à ceux-ci le nom de parti des diplomates, ou tout autre moins favorable ; on les baptisa de celui de *vieux Valaques*, parce que, sans cesser de se dire patriotes, ils avaient tenu, sans doute pour mieux plaire à la Russie, à se montrer dépourvus de générosité et de libéralisme. Quant aux désintéressés, à ceux qui composaient le parti national et roumain, ils prirent la qualification de *jeunes Valaques*, parce qu'ils croyaient

sentir en eux les vertus chaleureuses qui créent et donnent la vie. Ainsi, tandis que les uns se bornaient à critiquer l'administration de Ghika en s'aidant seulement de quelques intrigues adroitement et perfidement conduites, les autres combattaient aussi le prince dans l'assemblée et au dehors, mais partout au grand jour de la publicité. Campiniano, outre ses actes de député, rendait des services éminens au roumanisme par les encouragemens qu'il accordait à la littérature nationale, véhicule triomphant de la pensée roumaine. Il lui fondait un asile tutélaire en établissant la société philharmonique, qu'il transforma plus tard en un théâtre national, où d'abord des amateurs et ensuite des artistes de profession devaient représenter des comédies et des drames nationaux et aussi des traductions de Voltaire et d'Alfieri ou d'écrivains plus modernes.

Les poètes et les savans moldaves, bessarabes ou transylvains, prêtaient leur concours à Campiniano (1). A la vérité, sur tous les points où se

(1) Parmi les écrivains moldaves de cette époque, on doit citer en première ligne Negruçi, auteur d'un épisode épique sur le héros des Moldaves Étienne-le-Grand, et de nouvelles qui ont quelque chose de la vivacité et de la liberté des fabliaux. Un jeune savant, M. Kogalniceno, qui était alors secrétaire du prince Stourdza, a aussi publié des chroniques moldo-valaques dont il a donné un extrait en français; on lui doit encore une histoire de la Moldavie et de la Valachie écrite en français. Les Moldaves ont eu quelques

développait ainsi le mouvement roumain, la censure était là pour le rappeler à la modération et à la réserve; mais, sans en sortir, il possédait encore les moyens de pénétrer jusqu'aux entrailles du pays. S'il était interdit à la poésie de prendre au vif les choses contemporaines, elle pouvait tout à son aise disposer du passé pour l'instruction du présent; elle pouvait s'entretenir de patriotisme avec ces morts glorieux du moyen-âge que le peuple roumain connaît à peu près tous par leurs noms, et dont le langage imité ou les actes racontés réchauffaient son imagination. La littérature roumaine savait d'ailleurs emprunter le langage de l'apologue et de la légende. Elle se révélait aux paysans par des chansons et des fables qu'on se transmettait de vive voix, ainsi que les anciens

poètes lyriques parmi lesquels nous nommerons Sion et Alexandri, qui fait revivre les poésies populaires avec bonheur et originalité. En Valachie, M. Eliade s'est distingué par des odes et des chansons patriotiques et aussi par des travaux de linguistique et des traductions de Voltaire et de Lamartine. De gracieux essais de lyrisme sont dus à MM. Kirlova, Alexandresco, Boliacò, Rosetti, Bolintineano. Les chroniques nationales ont aussi été explorées par MM. Laurianu et Balcesco, qui y a puisé le sujet d'une histoire militaire des principautés et les matériaux d'une publication savante, le *Magasin historique*. Depuis 1829, les journaux politiques ou littéraires sont assez nombreux en Moldo-Valachie, bien qu'ils ne soient pas assez libres. Il existe en outre des feuilles spéciales de beaux-arts, de médecine, de commerce, et une feuille d'agriculture que les prêtres sont tenus de lire aux paysans le dimanche après l'office.

poèmes, par les procédés ordinaires de la tradition orale.

Cependant le prince de Valachie restait attaché à sa pensée première de gouverner seul et par lui-même, et il crut avoir réussi à se débarrasser de ce contrôle et de ce concours qui le gênaient, en faisant dissoudre l'assemblée par les hautes cours, à propos d'un incident où la suzeraineté et le *protectorat* étaient en cause et se voyaient contester leurs prétentions à la sanction des lois. Le patriotisme des *jeunes Valaques* n'en devint que plus inquiet et plus ardent, et les *vieux Valaques* redoublèrent d'activité et de finesse diplomatiques. Ils avaient deux visages : l'un, tourné du côté du pays, souriait avec affabilité au roumanisme qui se laissait séduire ; l'autre, tourné du côté des Russes, portait l'empreinte d'un respect profond et d'une soumission parfaite qui produisaient leur effet. Vainement quelques hommes impartiaux, qui avaient démêlé les intentions suspectes des *vieux Valaques* et qui voyaient dans la stabilité du pouvoir un intérêt de premier ordre, essayaient-ils de ramener le pays vers le prince en ramenant le prince vers le pays (1). Ils rencontraient trop de difficultés ac-

(1) Telle était du moins la conduite de l'agent politique de la France à Bucharest, M. Billecocq, et il s'efforçait d'y convertir l'agent politique de l'Angleterre ; mais à l'époque où M. Billecocq arrivait en Valachie, en 1839, les questions étaient beaucoup trop

cumulées sur un terrain sillonné de mines et de contre-mines. Une crise était devenue inévitable; elle éclata, et ce fut aux dépens de l'infortuné prince. La Turquie et la Russie consentirent à sa destitution, et M. George Bibesco, qui avait combattu Ghika avec un acharnement particulier, par des discours et par des brochures écrites en français, fut élevé par l'assemblée nationale à la première dignité de l'État (1).

Ce n'était point assurément le candidat que les *jeunes Valaques* eussent préféré, et ils devaient aux vertus nationales, au noble dévouement de M. Campiniano de porter sur lui leurs suffrages;

engagées, les passions trop implacables, pour que ses loyales intentions et son activité pussent réconcilier les partis et faire prévaloir le principe de la stabilité. La question eût demandé à être suivie d'aussi près depuis 1834. M. Cochelet, qui avait alors succédé comme agent politique aux consuls commerciaux que nous avons là depuis 1792, n'avait fait que passer dans les principautés, et son successeur, M. de Châteaugiron, vieillard peu alerte, n'y avait rien vu ni rien compris. Il importe d'ailleurs qu'on sache que les agens russes avec lesquels ceux de la France et de l'Angleterre se trouvent aux prises à Bucharest sont en général des hommes d'une habileté consommée, et qui se forment dans les principautés pour être un jour ambassadeurs à Constantinople.

(1) L'une de ces brochures, publiée sous le voile de l'anonyme, a pour titre : *De la situation de la Valachie sous l'administration d'Alexandre Ghika*. Cet écrit est d'une certaine violence. L'auteur n'y épargne aucun trait, et il va jusqu'à faire un crime au prince de sa laideur.

mais, outre qu'ils étaient peu nombreux dans l'assemblée électorale, la nomination de ce patriote, jusqu'alors si populaire, eût été un triomphe trop éclatant pour le roumanisme. La Russie avait persuadé aux Turcs que l'on devait l'exclure de la liste des candidats, et George Bibesco étant celui d'entre les *vieux Valaques* qui protestait le mieux de son attachement à la nation, qui savait le mieux donner à son amour du pouvoir les formes du libéralisme, il eut assez de bonheur ou de souplesse pour plaire un moment aux *jeunes Valaques* et pour réduire Campiniano abattu à accepter des fonctions ministérielles dans son gouvernement. Le parti national, qui ignorait jusqu'à quel point le député Bibesco s'était engagé envers la Russie pour obtenir son appui, crut d'abord à un succès complet. Le nouvel hospodar était le premier des princes nationaux qui eût été élu par le pays, et il était aussi le premier qui eût été pris véritablement dans le sein de la nation. Il était entièrement Roumain par son origine et par ses tendances, s'il n'eût été quelque peu Français, ce qui ne gâtait rien à l'affaire dans un pays latin. Bref, depuis le temps où l'on avait vu Théodore Vladimiresco, détrônant les princes Fanariotes à main armée, il n'y avait point eu en Valachie de joie aussi universelle et aussi vraie que celle qui salua le prince Bibesco arrivant au trône valaque

dans le costume de Michel-le-Brave, retrouvé tout exprès pour cette fête nationale.

Le roumanisme semblait en effet avoir accompli un grand pas; dans les deux principautés, sa situation était également forte. En Moldavie, s'il n'avait point envahi la politique courante, s'il avait dû se retrancher dans la science et les lettres, il n'avait à se plaindre que de l'indifférence du prince et non de son inimitié. En Valachie, après avoir été méconnu par Alexandre Ghika, il avait agité le pays, entraîné une assemblée, et porté au trône un prince qui était presque selon ses vœux. Les Fanariotes alarmés se virent avec dépit exclus de nouveau des grandes positions qu'ils occupaient; ils se crurent d'abord abandonnés par la Russie, ils s'irritèrent de la concession qu'elle avait faite ainsi, bien malgré elle, au parti des *vieux Valaques*, et plus le prince caressait l'opinion dans les premiers jours de son règne, plus les Grecs remuaient ciel et terre pour entraver son administration. Si, en effet, le prince eût été vraiment Roumain, il n'y avait plus de chances de le renverser, et son âge peu avancé éloignait pour longtemps tout espoir d'une nouvelle élection.

L'attitude du Fanar, comme celle des Valaques, n'était que le résultat d'une méprise, et l'illusion ne devait pas longtemps durer. Soit que le prince

Bibesco n'eût été guidé que par l'ambition du pouvoir, où ses belles manières lui permettaient de briller à son aise, soit que la Russie réclamât le prix des services qu'elle lui avait rendus, bientôt on le vit s'éloigner du jeune parti national en s'appuyant sur les moins libéraux des *vieux Valaques*, puis repousser toute solidarité avec le roumanisme, fermer l'assemblée nationale, gouverner plusieurs années sans contrôle, enfin chercher toutes ses inspirations en dehors du mouvement national d'où lui est venue sa fortune politique. Peut-être la constitution valaque serait-elle restée encore longtemps suspendue, si la Porte Ottomane, qui semblait avoir perdu le souvenir de ses droits de suzeraineté et qui laissait trop volontiers le pays livré aux intrigues gréco-russes, n'avait, après l'avènement d'un ministère éclairé et européen, reporté ses regards sur les principautés. La *fidélité* des Valaques méritait bien cette sollicitude; leur intérêt l'exigeait. C'était pour la Turquie une occasion précieuse de leur rendre quelque grand service dont ils lui seraient reconnaissans. Le sultan vint donc au secours des Valaques en ordonnant, lors de son voyage en Bulgarie, que le prince Bibesco rouvrit l'assemblée nationale, et en donnant à entendre que le nouveau ministère ne permettrait point au protectorat d'empiéter trop visiblement sur les droits de la suzerai-

neté. La constitution valaque fut ainsi remise en vigueur, et bien qu'en faussant la loi électorale, le prince Bibesco se fût assuré une chambre servile, il gouverna, depuis cette époque, dans un sens plus élevé et plus national.

Les Fanariotes, grecs ou valaques, encore une fois effrayés de la lenteur de leurs manœuvres, en furent réduits à chercher des ressources nouvelles. Au moment où la Russie elle-même était forcée de reculer ostensiblement pour voiler devant la Turquie et devant l'Europe les scandales de sa diplomatie (1), ils se mirent à la défendre et renouèrent plus intimement que jamais leur alliance avec elle, en appelant toute sa haine sur le prince des *vieux Valaques* (2). Le passé et le présent se trouvent exactement résumés dans cette contestation. La pensée nationale de la Moldo-Valachie était évidemment l'objet que les Fanariotes essayaient d'atteindre à travers le corps de l'hospodar. Ils avaient pour leur usage une érudition toute particulière, à l'aide de laquelle ils se mettaient en tête de contester aux Roumains leur origine, leur

(1) Les choses avaient été poussées au point que le consul russe à Bucharest a dû être rappelé et désavoué.

(2) Les Gréco-Russes de Bucharest ont publié leur opinion en français dans un écrit qui porte remarquablement l'empreinte de la politique fanariote, et mérite d'être lu à titre d'étude de mœurs : *la Principauté de Valachie sous le hospodar Bibesco*, par B. A., ancien agent diplomatique dans le Levant. Bruxelles, 1847.

gloire ancienne, leur civilisation, et jusqu'aux droits si restreints que leur pâle constitution leur assurait. A en croire ces savans docteurs pour qui les annales du passé avaient conservé leurs secrets : les huit millions d'hommes qui peuplent la Roumanie seraient les descendans des criminels que Rome envoyait en exil sous la garde des légions chargées de défendre les frontières de l'empire. Ils n'ont été, durant tout le moyen-âge, que des barbares croupissant dans l'ignorance, grossiers et corrompus. Il a fallu que les Russes vissent leur apporter les lumières et la morale évangélique. Il a fallu que les czars entreprissent contre la Turquie des guerres sanglantes, tout exprès pour sauver de la barbarie ces populations sans intelligence et sans vigueur. Aussi l'humanité de la Russie est-elle incomparable ; les deux plus grands actes des temps modernes, la restauration de la Grèce et l'émancipation des Moldo-Valaques, sont le fait de sa générosité. Les Roumains n'étaient pas dignes de recevoir ces services des Slaves russes ! Et qu'est-ce, en définitive, que le roumanisme, sinon une ingratitude sans égale, une insulte à cet astre naissant, à ce panslavisme qui est l'espoir de l'Orient ? Si la Russie a semblé un moment appuyer le parti des *vieux Valaques* dans la personne du prince Bibesco, c'est que le cabinet russe s'est trouvé, dans ce moment-

là, mal renseigné par son consul. Il n'en était d'ailleurs que plus urgent pour la Russie d'aider les Grecs à étouffer, une fois pour toutes, les folles et mesquines espérances de la nation roumaine. Evidemment l'écrivain fanariote n'avait pas pris la plume sans consulter les intentions de la cour *protectrice*, et ce livre était le symptôme de l'alliance qui se resserrait entre quelques familles grecques et les Russes.

Le roumanisme s'indignait de l'inique mépris avec lequel les étrangers traitaient les descendants des colons de la Dacie trajane et leur ravissaient, au profit des Russes, la gloire de leur moderne renaissance. Il s'indignait de la hardiesse inattendue avec laquelle ceux-ci s'attribuaient ainsi le mérite d'avoir semé dans la Romanie les premiers germes de la civilisation. Les savans et les poètes pouvaient évoquer le souvenir des vaillans soldats qui illustraient la chrétienté sur les bords du Danube avant que les Russes fussent encore autre chose qu'une horde barbare, ignorée de ses propres voisins. Ils pouvaient rappeler à ces prôneurs de la civilisation moscovite tous les noms des écrivains moldo-valaques qui, au xvii^e et au xviii^e siècle, fondèrent en Russie les premières écoles et les premières universités, devinrent les précepteurs, les conseillers, ou les ambassadeurs de ses souverains, et portèrent au moins un reflet de la

science européenne dans ces froides régions, où la lumière n'avait pas encore pénétré, et où le christianisme lui-même n'avait pu se faire jour sans perdre toute fécondité et toute chaleur (1). Enfin les légistes pouvaient dire ce que la législation de Pierre-le-Grand a emprunté aux codes moldaves, tandis que les publicistes eussent raconté les bienfaits par lesquels ces services ont été payés, ces embrassemens dans lesquels la Russie pensa plusieurs fois étouffer les Roumains par excès d'amitié, les douceurs de l'occupation de 1829, la munificence des traités, le droit de garantie transformé en protectorat réel par pur désintéressement, l'alliance russo-fanariote inventée exprès pour moraliser les principautés, et enfin cette belle et libérale législation envoyée à Bucharest, au bout des baïonnettes, par l'un des successeurs de Pierre-le-Grand, aux petits-fils des jurisconsultes, des médecins, des instituteurs, des prêtres et des savans qui l'ont aidé à tirer son pays du chaos.

La situation du roumanisme, comme toute son histoire, se montrait à découvert dans ce combat

(1) Il suffit de citer, parmi ces noms, Movila, fondateur de l'académie spirituelle de Kief; Nicolas Milesco, précepteur de Pierre-le-Grand et le premier ambassadeur de la Russie en Chine; Démétrius Cantemir, favori de ce même prince et fondateur de l'académie des sciences; Antioche Cantemir, qui a écrit en slave et contribué beaucoup à la naissance de la littérature russe.

entre le patriotisme latin des Moldo-Valaques et les intrigues gréco-russes. Mal servi par les hommes qu'il avait portés au pouvoir, persécuté avec acharnement par les Grecs et les Russes, peu favorisé par les Turcs, le roumanisme survivait pourtant et prospérait; il régnait en Moldo-Valachie; il possédait la Bucovine, la Hongrie orientale et la Transylvanie en dépit des Magyars, la Bessarabie malgré les Russes, et il avait établi entre tous les pays roumains un lien d'idées et d'intérêts non moins fort que celui du sang. Les Kutzovlaques, qui habitent de l'autre côté du Danube, principalement dans les montagnes de la Macédoine, isolés ainsi de la Moldo-Valachie et de la souche-mère de leur race, destinés sans doute à être entraînés un jour avec les Albanais dans le mouvement illyrien ou hellénique, étaient les seuls peuples roumains qui fissent défaut au roumanisme. Les Transylvains, au contraire, qui avaient été, dès le dernier siècle, les promoteurs des études historiques et philologiques, blessés par les prétentions magyares, après quelques années de repos, étaient rentrés en lice et marchaient hardiment de front avec les Moldo-Valaques. Les Bucovinois, attachés au royaume de Galicie, peu nombreux et peu organisés pour la lutte, y adhéraient du moins, et en suivaient fraternellement toutes les phases. Enfin les Bessarabes, quoique enchaînés à la Rus-

sie à titre de conquête et dépouillés des institutions qui leur avaient été garanties à l'époque de l'annexion, prenaient une part active à l'œuvre littéraire de la Moldo-Valachie et de la Transylvanie; et, si sévère que fût la réserve imposée à la parole dans un pays placé sous un tel gouvernement, ils savaient encore servir la pensée commune par le culte pacifique de la langue nationale et l'étude des traditions. La Roumanie entière était donc fidèle à cette foi en la race qui fait de tous les Roumains un seul peuple, et qui, en lui rendant la jeunesse et la vie, lui promet aussi l'unité morale.

IV.

L'attitude même de la société valaque, observée à Bucharest, fortifiait en moi cette impression de confiance dans l'avenir du roumanisme. Les Roumains des villes ne craignaient point d'afficher leurs antipathies et leurs goûts. De même que le paysan valaque, dans sa détresse, trouvait un grand plaisir à parodier le costume, les manières et le langage de ses boyards, les boyards se délectaient à déchirer leurs adversaires politiques par des épigrammes, des bons mots, qui faisaient promptement fortune, et des chansons, qui circu-

laient manuscrites. Il existe un mot terrible qu'on lançait d'ordinaire comme une flétrissure aux Valaques suspects de relations avec le consulat russe ou avec le Fanar. C'était le mot historique de *ciocoi* (chiens couchans, pieds plats), d'où l'on a fait *ciocoïsme*, pour désigner cette servilité à toute épreuve sur laquelle les princes étrangers avaient voulu fonder leur domination en Moldo-Valachie. Si l'on épuisait ainsi pour le parti fanariote les armes de la raillerie et du dédain, c'était une haine toute virile que l'on ressentait pour les Russes. Ces ennemis puissans du roumanisme, dont quelques-uns sont des hommes de mœurs polies, d'un esprit distingué et plein de ressources pour la conversation comme pour l'action, diplomates d'ailleurs sans rivaux en Europe, expiaient par leur impopularité les cruelles injustices de leur gouvernement, et ils n'étaient jamais reçus à Bucharest que par ces mots promptement répétés par l'écho de tous les salons : Encore un Russe ! Par un contraste qui a un sens politique très digne de remarque, si un Turc de distinction arrivait une fois en dix ans à Bucharest, il y était accueilli avec une amabilité empressée ; il était l'objet d'une curiosité universelle ; chacun, suivant les convenances de rang, voulait l'avoir à sa table, et l'on répétait longtemps encore après son départ : Enfin nous avons vu un Turc ! Bien que les Russes prissent plaisir à dé-

peindre partout les suzerains des principautés comme d'impitoyables tyrans dépourvus de tout savoir-vivre, la politique et le bon sens ralliaient autour d'eux les patriotes, qui se plaignaient seulement de l'indifférence avec laquelle ces maîtres insoucians laissaient les Russes empiéter sur les droits du pays et sur ceux de la suzeraineté. Cette répulsion instinctive et naturelle que la société valaque éprouvait en face des Russes était la raison principale pour laquelle les Roumains se jetaient dans les bras des Turcs, où ils désiraient trouver un abri suffisant contre les caresses ou les menaces de la diplomatie moscovite. Certes, les Moldo-Valaques prétendaient tenir leur drapeau national à la hauteur où Théodore Vladimiresco l'avait placé; mais ils ne voulaient pas plus que lui s'associer à une politique qui aurait eu pour but et pour effet la ruine de l'empire ottoman. S'il y avait à Jassy ou à Bucharest un parti qui fût révolutionnaire, qui prêchât l'indépendance des principautés, qui cherchât à briser les liens de vassalité par lesquels la Moldo-Valachie se trouve solidaire de la destinée de l'empire ottoman, ce ne pouvait être que ce parti gréco-russe qui, redoutant l'âge mûr de la Roumanie, avait déjà plus d'une fois tenté de la lancer dans les aventures pour mieux l'étouffer dans son berceau; c'était ce déplorable parti gréco-russe qui, en mettant les Fanariotes Ypsilanti et Mavrococ-

dato à la tête de la glorieuse insurrection de l'Hellade, l'eût fait tourner au profit de la Russie, sans le patriotisme et la prévoyance des vrais Hellènes du Péloponèse et des îles; c'était ce même parti gréco-russe qui, en 1841, agitait la Bulgarie; l'ensanglantait, et, pénétrant les armes à la main dans la ville valaque d'Ibraïla, tentait vainement d'entraîner la principauté dans une insurrection où elle n'eût triomphé que pour tomber sous la main des Russes. Heureusement cette tentative insensée ne réussissait qu'à faire ressortir une fois de plus la prudence des Roumains et à mériter à la Russie cette solennelle déclaration du vieux Buzoiano, président du tribunal chargé du jugement de l'affaire, « qu'il n'y avait pas à poursuivre dans une question où à chaque pas la justice découvrait pour principal coupable sa majesté l'empereur de toutes les Russies. »

Les Moldo-Valaques étaient donc systématiquement des amis de la paix, de la stabilité, de l'intégrité de l'empire turc contre la Russie, puissance essentiellement révolutionnaire en Orient. Ils suivaient à l'égard du gouvernement turc une politique semblable à celle des Croates envers le cabinet autrichien. Le progrès politique et moral de la nationalité d'accord avec la race prépondérante dans l'empire, tel était le but du roumanisme à Bucharest; comme de l'illyrisme à Agram. J'emportais

donc de la Moldo-Valachie la même confiance que les Illyriens m'avaient inspirée. Je prenais résolument parti pour les uns comme pour les autres contre la race égarée des Magyars; et si cette malheureuse race devait persévérer dans son exclusivisme, c'est pour le triomphe des Valaques et des Croates que je formais des vœux.

En songeant combien la Russie était déjà puissante en Orient, combien elle avait de moyens d'intervenir au milieu de ces peuples, de les tromper et de les agiter, je souhaitais aussi que le gouvernement autrichien et le divan, chacun de son côté, prissent des mesures pour satisfaire à ceux des griefs des Slaves et des Roumains qui me paraissaient légitimes.

Je souhaitais que les deux cabinets fussent réunir assez d'équité à une prévoyance assez longue pour se prêter à ce mouvement national d'où ils pouvaient un jour tirer une grande force en présence des dangers du dehors. Il me paraissait que pour eux l'unique moyen d'échapper à l'envahissement du panslavisme russe était de faire bon accueil à ces diverses nationalités qui ne demandaient pas mieux, à cette condition, que de donner leur loyal concours, les uns à l'Autriche, les autres à la Turquie. J'ai hâte d'ajouter que la politique des deux cabinets quoique réservée et lente à accepter ce concours, laissait voir cependant quelques pensées

libérales. L'Autriche et la Turquie se montraient l'une et l'autre préoccupées d'innover. La situation des classes laborieuses paraissait les toucher; et pendant que M. de Metternich, effrayé par les massacres de Galicie allait entreprendre la réforme de la propriété en Autriche, le jeune sultan aidé du ministre Reschid-Pacha continuait sagement l'œuvre de progrès commencée par le sultan Mahmoud.



CHAPITRE IV.

LES PAYSANS DE L'AUTRICHE.

I.

On a vu quelles étaient les préoccupations des peuples. Leurs théories avaient un caractère absolu qui ne pouvait pas convenir entièrement à leur politique pratique. Chacun d'eux se plaisait à entrevoir dans un avenir lointain, si l'on veut, mais certain, une indépendance absolue, fondée sur l'unité de langue et de nationalité. Tous cependant, à l'exception des Magyars, comprenaient que pour avoir quelques chances d'arriver un jour à un pareil but, il convenait de suivre dans le présent une politique prudente. Lorsqu'ils raisonnaient

sur la situation générale de l'Europe et qu'en présence de la Turquie peu redoutable et de l'Autriche vieillissante ils voyaient grandir dans des proportions colossales la puissance de la Russie, ils remarquaient avec justesse que les vrais ennemis de leur future indépendance étaient bien moins l'Autriche et la Turquie que le czar. Ils pouvaient à la rigueur prévoir un moment où ils seraient assez forts pour mettre en question l'existence de ces deux empires en s'unissant ; mais ils ne pouvaient pas se dissimuler que dans cette hypothèse ils n'échapperaient à un joug tolérable que pour tomber sous la main pesante de la Russie. Ils ne portaient donc pas dans la pratique ce qu'il y avait d'absolu dans quelques-unes de leurs théories. Les Moldo-Valaques et les Bulgaro-Serbes d'un côté, les Valaques transylvains, les Croates, les Tchèques de l'autre, s'étaient fait sagement un devoir de marcher en tout d'accord avec le divan et avec le cabinet de Vienne, au risque d'être obligés de marcher difficilement et lentement. De leur côté les deux gouvernemens, soit par une vue claire de cette situation, soit du moins par un pressentiment, étaient entrés dans une voie de concessions successives et mesurées. Tout en ne se prêtant qu'avec réserve à l'ambition de ces jeunes populations, ils voyaient dans une politique conciliante un moyen de les détourner de ces rêves d'affranchissement absolu

auxquels elles pouvaient se laisser entraîner. De là cette sympathie que Reschid-Pacha, réformateur de la Turquie, montrait aux chrétiens de l'empire, et que Riza-Pacha, quoique du parti des vieux Turcs, avait lui-même pratiquée en Serbie dans la révolution de 1842; de là enfin les caresses que M. de Metternich, le représentant le plus pur du système conservateur, adressait aux agitateurs et aux peuples de la Croatie. Au moment où je visitais l'Europe orientale, M. de Metternich était sur le point d'entreprendre en ce sens une œuvre sérieuse: il allait aborder une réforme de la propriété en faveur des paysans.

On sait quelle a été, durant cinquante ans, la pensée première de l'Autriche. C'est à ériger l'immobilité en système et à la pratiquer, pour ainsi dire, avec énergie, que ses hommes d'État se sont principalement appliqués. On les a vus, dans les circonstances les plus difficiles, lutter avec succès, en Europe ou chez eux, contre le développement du droit constitutionnel, contre le droit des nationalités, ou même contre le droit civil des classes laborieuses accablées sous le fardeau héréditaire des privilèges féodaux. Partout, durant ce demi-siècle, si fécond cependant pour la liberté du monde, leurs actes se sont réglés sur cet esprit de résistance accepté par eux comme un dogme politique.

Avant eux, il est vrai, Marie-Thérèse et Joseph II venaient de porter un dernier coup au servage pour y substituer la sujétion (*Unterthanigkeit*). L'empire en était demeuré longtemps tout surpris, car c'était là une bien grande nouveauté pour cette lente politique de la maison d'Autriche, et, en essayant de faire marcher de front la centralisation et la liberté civile, Joseph II avait semé bien des craintes et provoqué bien des répulsions. Après un effort si peu ordinaire et une commotion si alarmante, le calme n'était-il pas nécessaire et le repos permis? Des jacobins, comme on disait alors, pouvaient seuls désirer davantage, et il suffisait que les révolutions se fussent emparées de la cause du progrès pour que la première des monarchies absolues se crût obligée par honneur et par prudence à comprimer dans son germe toute idée d'un droit nouveau. C'est en raisonnant ainsi que l'Autriche a pu traiter comme un *délire* (1) les vœux de l'Allemagne et de la Hongrie pour des institutions plus libres; c'est pour cela aussi que, seule parmi les grandes puissances, elle a voulu rester étrangère à la restauration de la nationalité hellénique; c'est pour cela enfin qu'elle a refusé d'entendre les représentations de plusieurs de ses états

(1) Le mot est de François II aux Hongrois : *Totus mundus delirat, vult constitutiones habere.*

provinciaux en faveur des classes corvéables, et qu'elle a retardé de toutes ses forces les améliorations sociales là où elles s'imposaient par des moyens constitutionnels, comme en Hongrie.

Cependant la politique autrichienne, même avant les révolutions qui sont venues lui imprimer une si terrible impulsion, avait un peu dévié de son principe ; le système de l'immobilité avait perdu un peu de sa rigueur première ; il avait fini par sentir sa propre impuissance au milieu d'événemens nouveaux qui déconcertaient les vieux calculs. Autrement, que signifiaient ces concessions par lesquelles on répondait aux exigences des nationalités naissantes, telles que l'illyrisme et le roumanisme ? Pourquoi les diètes générales de la Hongrie et de la Transylvanie ne rencontraient-elles plus tout-à-fait les mêmes entraves ? Pourquoi quelques diètes provinciales, par exemple celle de la Basse-Autriche et celle de la Bohême, élevaient-elles sans danger la voix plus haut que de coutume (1) ? Pourquoi surtout en allait-on venir prochainement à cette résolution très grave qui autorisait les paysans des provinces non constitution-

(1) Un écrit qui date de 1843 et dont la seconde partie a paru en 1846, *l'Autriche et son Avenir*, a surtout pour objet de montrer la nécessité d'une réorganisation des institutions provinciales comme moyen de salut pour l'empire. Dans un livre sur les *Lois organiques de la Bohême*, M. Schopf s'est proposé un but semblable.

nelles à racheter leurs redevances en nature et les faisait passer de la condition de sujets et de tenanciers à celle de propriétaires? N'était-ce pas là sortir des traditions? et qu'était-il donc survenu? Le temps avait marché; les besoins et les idées avaient devancé les lois; ils avaient échappé à la contrainte, et, ne trouvant point à se constituer pacifiquement, ils avaient créé des situations dangereuses, suscité même des conflits sanglans et imposé au pouvoir une politique nouvelle.

De toutes les nécessités que subissait le gouvernement de l'Autriche, celle d'une réforme de la propriété au profit des classes laborieuses n'était ni la moins grave, ni la moins pressante.

La guerre sociale dont la Galicie a naguère été le théâtre a révélé, par des signes trop certains, le danger imminent qui résultait pour l'empire entier d'une législation dont l'effet était de mettre d'un côté tous les droits avec toute la richesse, de l'autre toutes les souffrances et tous les devoirs. Qui empêchait cette jacquerie de se reproduire partout où existaient les maux qui l'avaient fait éclater une première fois? Et comment ne pas voir que des misères semblables à celles de la Galicie pesaient sur toutes les provinces gouvernées par le même régime féodal?

Cette question, si grave que l'on ne pouvait la négliger sans un péril certain, comportait deux so-

lutions. L'une eût été radicale : c'est celle que nous avons adoptée en 89, c'est l'abolition pure et simple des corvées et des redevances ; mais, ne serait-ce point ici le cas de le dire ? les gouvernemens réguliers ne font point de ces choses-là. L'autre, plus pacifique, quoique plus lente et moins équitable, était le rachat sagement entendu des obligations qui grevaient la propriété. C'est ce procédé légal qu'a choisi la chancellerie de Vienne. En adoptant ce dernier moyen, on avait cependant une condition impérieuse à remplir : il fallait, pour que la mesure du rachat répondît aux griefs et aux besoins des populations, qu'elle fût étendue avec un soin égal à toutes les provinces où les classes agricoles n'étaient point encore émancipées ; il fallait qu'elle fût secondée par le bon vouloir de l'administration, par la protection attentive de la justice et par l'établissement d'institutions de crédit qui rendissent plus faciles ces sortes de transactions entre les sujets et les seigneurs ; il fallait enfin qu'elle aboutît à une refonte de la législation civile et de l'ordre administratif pour les personnes et les terres qui seraient affranchies. M. de Metternich ne désirait pas aller jusque-là. C'est la révolution elle-même qui devait achever l'œuvre du vieux ministre. Mais il est juste de lui savoir gré de l'avoir commencée.

II.

Le mal datait de loin, et la cause en était plus ancienne que l'Autriche elle-même. Cette puissance est une confédération de peuples très divers sous un gouvernement naguères absolu qui, malgré sa force, a dû toujours respecter leur originalité nationale. Or, chacune de ces races, avec son caractère primitif, a eu aussi un développement à part, une histoire individuelle, enfin des mœurs et des lois conformes à son génie et aux événemens qu'elle a traversés. Depuis les tribus de Zingares qui vivent en communauté dans des habitations souterraines ou bien sous la tente dans les forêts de la Transylvanie, sans aucune notion de la propriété immobilière, jusqu'au cultivateur libre de la Lombardie, du Tyrol et du rivage de l'Adriatique (*Küsten-land*), l'empire présente toutes les formes imaginables de la société civile. C'est le système féodal qui a dominé dans tout le pays habité originairement par les Slaves, Polonais, Illyriens ou Bohêmes. A une époque plus reculée et dont les poètes ont gardé le souvenir, la propriété était ici communale ; l'État seul possédait. Les cultivateurs étaient tenanciers d'une partie du sol divisée en-

tre eux par portions égales; ils exploitaient l'autre pour le compte de la communauté et de ceux qui concouraient à l'administrer ou à la défendre. A défaut des invasions et de la conquête, le temps eût détruit ces formes essentielles des primitives associations; mais l'établissement des Romains en Dacie, en Pannonie, en Illyrie, l'arrivée des Huns ou Magyars sur les bords du Danube, la domination germanique, les ont promptement bouleversées et anéanties. L'esclavage ou tout au moins le servage a succédé à ces démocraties naissantes, et l'histoire des populations agricoles de ces contrées n'a plus été que l'histoire de leur oppression et de leurs souffrances.

Aux XIII^e, XIV^e et XV^e siècles, ces souffrances étaient intolérables, bien que le christianisme eût adouci les mœurs. Fréquemment, les paysans accablés, exaspérés, protestaient par l'insurrection contre la violence; mais leurs sanglantes prises d'armes obtenaient aussi peu de succès que leurs humbles suppliques. Quelquefois même, comme on le vit au XIV^e siècle en Hongrie, après la révolte infructueuse de Docza, les paysans perdaient dans la défaite le peu de droits que l'on avait bien voulu accorder à leur obéissance. Au XVIII^e siècle, le progrès des idées et le danger d'une guerre sociale arrachèrent quelques concessions à Marie-Thérèse, notamment le *code des cultivateurs* (*urbarium*), donné

en 1767 à la Hongrie, et un *règlement provisoire* (*puncta regulativa*), accordé à la Transylvanie en 1769. Joseph II voulut continuer cette œuvre en la systématisant. Une nouvelle révolte fort semblable à celle dont la Galicie a été le théâtre, et conduite par un Roumain ou Valaque de la Transylvanie, Hora, poussait l'impétueux réformateur dans cette voie ; elle l'aidait par l'effroi que causait aux nobles cette guerre aux châteaux, qui tendait aussi à l'extermination des Magyars (1) ; mais la volonté souveraine de Joseph II se brisa contre le provincialisme et la nationalité. Il rêvait la liberté civile, et il laissa subsister la sujétion.

Jusqu'en l'année 1846, la propriété corvéable est restée dans le même état, excepté en Hongrie où elle avait gagné un peu aux libres débats des assemblées publiques (2). Ainsi, en Hongrie, les charges du cultivateur étaient moins pesantes qu'en Galicie, en Bohême ou en Transylvanie ; l'organisation judiciaire était aussi beaucoup plus équitable, la liberté du paysan plus étendue et mieux

(1) Cette insurrection des paysans de la Transylvanie a été dénaturée par beaucoup d'historiens. Plusieurs ont fait de Hora un Magyar ennemi du joug de l'Autriche. C'était un Roumain, et dans son ambition, qui fut grande, il ne voulait pas moins que la restauration de la nationalité roumaine, sous le nom de royaume de Dacie.

(2) En prenant possession des provinces illyriennes, la France y porta le régime de l'égalité civile, qui disparut aussi avec son drapeau. En 1814, l'Autriche se hâta d'y rétablir le régime féodal.

garantie; en un mot, les propriétés et les personnes étaient plus près d'une émancipation définitive et complète. Toutefois les principes constitutifs de la loi étaient les mêmes partout. *Terræ quam subditus colit proprietas ad dominum terrestrem spectat*; le seigneur est seul propriétaire; le sujet est simplement tenancier, il ne peut être plus; il n'a qu'un droit de possession; c'était le fondement légal du code hongrois lui-même. A côté de ce principe qui stérilisait le travail, il en était un autre qui en aggravait les conséquences: c'était le principe de la juridiction domaniale. Le seigneur jugeait entre sujets, même en Hongrie; il faisait plus encore en Galicie et ailleurs, il jugeait dans sa propre cause, il administrait, il exerçait le droit de police pour le compte de l'État. Enfin, si en Hongrie le paysan pouvait émigrer, acheter, vendre, tester, se marier sans autorisation et à sa guise, il ne le pouvait pas dans les autres provinces. Ici il n'est plus précisément enchaîné à la glèbe, mais il n'a pas la faculté de se déplacer ni de contracter librement d'engagemens; c'est un mineur que la législation tient sous une tutelle permanente, souvent aveugle, toujours orgueilleuse et naturellement égoïste.

Le sol était divisé en terres libres et en terres corvéables. Les terres libres sont les anciennes terres communales dont la noblesse s'est attribué la propriété dans les pays où le pouvoir royal est resté

faible, comme en Pologne, ou qu'elle a reçues des rois à titre de bénéfice héréditaire dans les pays où la royauté a été plus forte, comme en Hongrie. Les terres corvéables sont l'ancienne portion congrue affectée à chaque individu dans la commune pour les besoins de la famille. Comme elles furent primitivement divisées en parts égales, elles le sont encore aujourd'hui; malgré les révolutions que tout l'ancien ordre de choses a subies.

Chaque village contenait primitivement un certain nombre de fermes d'une même étendue, appelées en latin de Hongrie *integre sessiones*. Cependant ces fermes ne demeuraient point toujours entières aux mains de la même famille; l'accroissement de la population ne le permettait pas. Il y avait donc des divisions et des subdivisions, mais réglées elles-mêmes par la loi ou par la coutume, qui en tenait lieu. La moitié, le quart, le huitième, telle est la progression décroissante que suivait le partage des fermes entières. En Hongrie, un même paysan pouvait posséder quatre fermes dans les villages qui en comptaient au-delà de cent viingt; il ne pouvait guère en posséder qu'une en Galicie et dans les provinces occidentales. Ces fermes comprenaient, suivant la qualité des terres, de seize arpens à cinquante environ. La classe des fermiers qui dans l'Autriche occidentale parvenaient à posséder une ferme complète était peu nombreuse, et au bas de

l'échelle se trouvait une population très considérable de simples locataires (*inquilini*), qui n'avaient qu'une cabane entourée d'un verger. Voilà les cadres au sein desquels s'agitait cette masse de travailleurs, condamnés depuis des siècles à un labeur toujours le même et sans issue. Il en était peu toutefois qui fussent absolument privés de toute ressource. Le grand nombre des terres qui étaient encore incultes dans ces contrées si longtemps désolées par la guerre, permettait aux propriétaires de distribuer de nouvelles fermes à de nouveaux cultivateurs. Le domaine y gagnait de lourdes redevances et d'importantes corvées : pour une concession qui lui coûtait peu, il s'assurait ainsi des prestations et une main-d'œuvre qui pouvaient ajouter beaucoup à ses revenus.

Les obligations du paysan étaient proportionnelles à l'étendue de sa terre. En Galicie, pour une ferme complète, il ne devait pas moins de trois jours de travail par semaine avec six bœufs et deux hommes, c'est-à-dire cent cinquante-six jours par année. En Hongrie, il n'était tenu qu'à cent huit journées d'un seul homme; mais les prestations en nature y étaient un peu plus considérables; car, outre les petits impôts qui variaient d'une province à l'autre et la dîme des produits levée par tout le clergé, les seigneurs hongrois prenaient de plus un neuvième sur les céréales.

Heureux encore les paysans s'ils eussent été libres de toute obligation, après qu'ils s'étaient acquittés avec la noblesse et avec l'église! Mais l'état réclamait aussi sa part, et il la voulait d'autant plus grande qu'il avait moins à prendre sur les classes privilégiées. En Galicie, en Bohême, dans toutes les provinces non constitutionnelles, les nobles étaient sujets à l'impôt, mais la plus forte part, on le comprend, pesait sur les petits. En Hongrie et en Transylvanie, où les nobles n'étaient point imposés, les petits payaient pour tous à la fois. Ainsi du recrutement, dont la noblesse était partout exempte. Les paysans seuls étaient astreints au service militaire, car on ne pouvait prendre au sérieux les devoirs de la noblesse hongroise dans les cas de levée en masse, depuis longtemps fort rares. Faut-il rappeler mille autres impôts vexatoires, comme le logement des troupes, le salaire du maître d'école, du garde champêtre, l'entretien des chemins, des ponts, des églises, de tous les édifices communaux? Il est clair que les charges publiques retombaient exclusivement ou peu s'en faut sur les classes laborieuses (1).

(1) Parmi les documens que l'on peut consulter sur cette partie de la législation de l'Autriche, nous citerons l'estimable statistique de Springer, qui est déjà ancienne. Les questions locales ont été traitées dans des publications spéciales et plus récentes. L'état de la Galicie a été approfondi dans une brochure intitulée *la Galicie et la*

Telle a été jusqu'en 1846 la loi de la propriété en Autriche. Combien n'était-elle pas éloignée de cet esprit de fraternité dont parlent les traditions, et combien n'est-il pas naturel qu'elle ait conduit les peuples à ces tristes résultats à travers la confusion des âges et la lutte des intérêts aveugles et brutaux !

III.

Le système féodal n'a pas seulement entravé les progrès sociaux, il a créé des maux très profonds et de très grandes perplexités politiques dans toutes les provinces de l'empire; mais aucune n'a reçu de coups plus terribles que la Galicie. C'est un lugubre exemple offert aux méditations de toute l'Europe orientale. Il est vrai que nulle part, si ce n'est dans les pays d'esclavage ou de servage, la loi n'a été plus ingrate envers les classes laborieuses et n'a armé les classes nobles d'un pouvoir plus étendu et plus injuste. Il est vrai aussi que l'administration centrale, redoutant l'essor d'une nationalité vaincue, mais frémissante, s'est donné peu de peine pour lui fournir des moyens de prospérité qui eussent pu devenir des instrumens de lutte et

Question des corvées; celui de la Hongrie dans la Statistique de Fenyès; celui de la Transylvanie dans le Magasin historique pour la Dacie, publication périodique qui paraît en Valachie.

d'insurrection. Il serait sévère de dire qu'on s'est appliqué à la précipiter vers sa ruine, mais on ne l'a point retenue quand elle penchait de ce côté. Un pays qui possédait tous les élémens de la richesse est ainsi resté stérile, et une indigence effrayante y régnait, avant même que de nouveaux malheurs y eussent appelé le deuil et la famine.

Que de misères accumulées dans ces villages d'un aspect si pauvre et si repoussant ! Des huttes étroites et sombres, formées de tronçons d'arbres grossièrement attachés ensemble par des liens d'osier et recouverts d'argile et de paille, tout cela jeté pêle-mêle autour d'une église en ruine à quelque distance du domaine, voilà pour l'extérieur. Entrez sous l'humble toit : hommes et bestiaux y couchent pêle-mêle en hiver sur la même paille. Rarement vous y trouvez un lit de camp, quelques sièges en bois, quelques ustensiles de ménage. Rien de plus triste que ce spectacle de la famille au foyer, si ce n'est cette foule de travailleurs en haillons que les officiers domaniaux chassent devant eux comme un vil troupeau, le matin, dès le lever du soleil pour les conduire à la corvée. Si leurs vêtemens en lambeaux attestent leur indigence, leurs visages soucieux et abattus témoignent plus vivement encore de leur découragement. Il est facile de voir que les souffrances morales ne sont pas ici les moins grandes.

Cependant ces malheureux avaient toujours, jusqu'à l'insurrection de 1846, supporté avec patience les excessives rigueurs du sort et de la loi, et l'on pourrait citer plus d'une preuve touchante de leur résignation. En voici un exemple pris au hasard entre mille autres. De pauvres habitans d'un village situé dans le cercle de Zloczow avaient pour seigneur un comte autrichien établi en Galicie. Celui-ci, depuis trente ans, était dans l'habitude d'exiger et d'obtenir d'eux un surcroît de corvées entièrement illégales, et un jour, pour vaincre leurs refus, il avait dû requérir l'assistance du commissaire du cercle. Ce fonctionnaire se présenta avec un escadron de dragons pour escorte. Les anciens du village, chargés de parler au nom de la communauté, dirent qu'ils se plaignaient vainement depuis beaucoup d'années d'un abus de pouvoir, et qu'ils demandaient humblement pour cette fois d'être autorisés à quitter leurs fermes avec leurs familles et à chercher un autre seigneur. Le commissaire, pour toute réponse, les fit étendre l'un après l'autre dans la position du coupable auquel on va appliquer la peine du bâton. Le plus jeune comptait soixante-dix ans. Ils se soumirent, et ils reçurent six coups de *stock*, en récitant pieusement les litanies. L'exécution devait continuer et le nombre des coups augmenter de vingt pour chaque victime ; on procédait ainsi par gradation dans cette

sorte de torture souvent mortelle ; mais les vieillards ne pouvaient pas subir cette nouvelle épreuve : ils se résignèrent, se reconnurent coupables, et retournèrent tristement à leur tâche (1).

L'histoire moderne de la propriété en Galicie abonde en faits de ce genre. Ce n'est pas que la loi et l'humanité aient toujours sommeillé. On a pu constater plus d'une fois de bons sentimens, des idées généreuses chez les seigneurs ; dans les dernières années, on les a vus eux-mêmes prendre l'initiative des projets de réforme et proposer à la chancellerie de Vienne d'accorder aux cultivateurs une partie des concessions rendues nécessaires par l'esprit du temps (2). Enfin, on a vu aussi le gouvernement, dans plusieurs questions d'appel, rendre justice aux paysans et leur donner raison contre les prétentions des propriétaires, surtout dans les villages où les paysans sont de

(1) On peut consulter à cet égard un écrit qui a pour titre : *Du Gouvernement paternel de l'Autriche*. Malgré la regrettable précipitation dont il porte les traces trop visibles, il contient quelques renseignemens utiles.

(2) Cette proposition a été faite à la diète de 1842 et n'a pas cessé d'être renouvelée depuis. Malheureusement les pouvoirs de cette diète étaient à peu près illusoire, malgré les stipulations des traités, qui ont voulu garantir à ce pays des institutions nationales. Les suppliques des membres, timidement faites et peu écoutées, n'ont point eu de succès. Il a fallu le terrible enseignement des faits pour montrer combien elles avaient de justesse et d'à-propos.

race allemande et les propriétaires de race polonaise. Toutefois, on peut le dire, ces procédés plus humains, cette conduite plus équitable, n'ont été, de part et d'autre, que des exceptions, et les causes nombreuses d'irritation amoncelées par le temps dans les cœurs, ont dû produire à la fin une situation intolérable et mettre le pays en présence d'une guerre sociale.

En effet, au mois de janvier de l'année 1846, l'exaspération était au comble, et comme toutes les charges, même les charges publiques, semblaient aux esprits égarés dépendre exclusivement du caprice des seigneurs, c'est sur la noblesse que toutes les haines étaient concentrées. Les bruits les plus étranges circulaient de village en village, et de sombres pressentimens y répandaient la terreur. Pourtant on n'allait point jusqu'à songer à cet acte insensé de vengeance qui devait avoir lieu un mois plus tard. Les paysans, au lieu de menacer, en étaient encore à redouter un péril nouveau et prochain. On le croirait à peine, ils s'attendaient à être bientôt attaqués et massacrés par leurs maîtres, et des villages entiers, malgré les rigueurs de l'hiver, campaient la nuit dans les bois (1). Les imaginations effrayées ajoutaient à

(1) Un témoin oculaire l'affirme dans une brochure singulièrement empreinte de couleur locale et intitulée *la vérité sur les événemens de la Galicie*.

ces récits lugubres les contes les plus invraisemblables. La corvée était abolie depuis sept ans par un acte impérial, et les propriétaires avaient tenu ce bienfait secret pour prolonger à leur profit l'effet de lois devenues odieuses. Tout cela, croyait-on, était entièrement contraire aux intentions généreuses de l'empereur. Évidemment il ne le savait pas; car, s'il l'avait su!... On affirma bientôt que l'empereur n'ignorait plus rien, que son chagrin était extrême, et enfin que, dans sa munificence sans égale, il venait de joindre à l'abolition déjà ancienne de la corvée l'abolition des commandemens de Dieu ! Ces bruits, ces terreurs, ces espérances, concouraient avec une regrettable insurrection politique dont on connaît l'issue. Les paysans ne doutèrent pas que ce ne fût le signal de l'extermination générale dont ils se croyaient menacés; ils y répondirent aveuglément et cruellement par ces massacres qui ont frappé près de deux mille têtes.

Si la législation était la même dans les provinces occidentales de l'Autriche; c'est-à-dire dans la Bohême, la Moravie, l'archiduché, la Styrie, la Carniole et la Carinthie, du moins, hâtons-nous de le dire, elle n'avait point produit là d'aussi tristes complications. Entre les paysans galiciens et ceux de l'Autriche occidentale, le contraste était saisissant, non point seulement parce que la physio-

nomie des hommes porte, dans les provinces que nous venons de nommer, l'empreinte d'une civilisation plus avancée et de mœurs plus douces, mais parce que le sol même, les villages, les villes, la classe entière des habitans des campagnes, y présentent les nombreux témoignages d'une culture plus avancée, et en quelques endroits, d'une prospérité naissante. Pourquoi cette différence en faveur des provinces occidentales? La raison en est simple, c'est que l'administration valait mieux ici que les lois. L'Autriche s'est appliquée évidemment à donner à ces populations tous les moyens de bien-être matériel compatibles avec le système de la propriété féodale. Rien ne lui a coûté : elle a fourni au travail toutes les facilités qu'il pouvait désirer en dehors de la liberté ; elle n'a épargné ni les canaux, ni les routes, ni les voies de fer, ni les institutions de crédit. Enfin elle a protégé avec intelligence, encouragé avec une résolution ferme toutes les grandes opérations financières qui ont eu pour objet l'intérêt de cette partie de l'empire. Les populations avaient donc ici moins de motifs violens de vouloir et d'exiger le progrès ; elles n'avaient point la puissante raison de la nudité et de la faim. Cependant, si la gêne matérielle les pressait moins, une culture intellectuelle plus avancée leur créait des besoins nouveaux, qu'il fallait songer à satisfaire. Ces populations, plus

heureuses que celles de la Galicie, avaient des écoles de village ; elles avaient aussi plus de loisirs pour songer aux biens sociaux ; elles pouvaient enfin respirer de plus près l'air des pays libres ; en un mot, elles avaient plus de raisons morales de désirer une émancipation complète. Assurément, elles en prenaient à leur aise ; elles n'y allaient point avec l'ardeur impétueuse des peuples résolus. Cependant on se fût trompé si l'on eût espéré les détourner de leur but politique en les conviant à une vie plus facile, plus abondante, plus dégagée aussi de tout lien moral, et plus molle. Cela n'eût pas même réussi parmi les populations en apparence assoupies de l'archiduché ; en Styrie, en Illyrie, en Bohême, en Moravie, la nationalité s'était éveillée, et les esprits avaient donné des gages certains de leur énergie politique. La noblesse bohême ou illyrienne avait elle-même à poursuivre le progrès social un intérêt assez grand, et elle pressait depuis longtemps le gouvernement d'entreprendre une réforme de la propriété.

Lorsque de là mes regards se portaient sur les pays constitutionnels de l'empire, la Transylvanie, la Hongrie, la Croatie, je retrouvais de nouvelles souffrances. Sous une législation plus libérale que celle de l'archiduché et de la Bohême, la principauté de Transylvanie était dans un état voisin peut-être de celui de la Galicie, et, bien que les

deux royaumes annexés de Hongrie et de Croatie fussent en cela dotés d'un sort un peu moins fâcheux, ils étaient fort éloignés de l'aisance. La faute n'en était point à l'Autriche toute seule; elle en partageait la responsabilité avec les diètes et les pouvoirs locaux de ces pays, dont les attributions ne laissaient pas d'être étendues.

En Transylvanie, depuis l'octroi du *règlement provisoire* en 1769 jusqu'à la diète assemblée en l'année 1846 à Clausenbourg, la noblesse, sauf quelques essais de réforme timidement tentés en 1790 et en 1811, est demeurée stationnaire. D'ailleurs la différence des races entre les paysans et les seigneurs avait créé là des difficultés d'un genre spécial, parce qu'au mépris du maître pour le sujet se joignait encore le mépris très violent du vainqueur pour le vaincu. La Transylvanie était pleine des souvenirs de cette lutte inique des races magyare et saxonne contre la race infortunée des Roumains ou Valaques, et les tribus encore plus infortunées des Zingares ou Bohémiens. Les Roumains qui sont à eux seuls plus nombreux que toutes les autres populations de la principauté réunies, composent, avec plusieurs milliers de Zingares sédentaires, la classe des cultivateurs (1).

(1) On compte aussi, parmi les paysans de la Transylvanie, quelques milliers d'Arméniens qui sont venus s'y établir au XVIII^e siècle.

Les uns et les autres étaient considérés comme des sortes de parias, et menaient la vie la plus pénible au sein d'une affreuse indigence. Sous leur humble toit, les paysans roumains, drapés dans leurs pittoresques haillons, vivaient comme ceux de la Galicie, pêle-mêle avec les bestiaux. Leur mobilier se borne à quelques vaisseaux en bois ou en terre qui servent à pétrir ou à cuire le pain de maïs (*mamaliga*), nourriture quotidienne du paysan transylvain (1). Dans les jours de froid excessif, tout le luxe de la pauvre famille consiste à faire grand feu, et le soir chacun s'endort en cercle autour du foyer, les pieds dans les cendres.

La condition des Zingares présentait quelques traits particuliers qui n'appartiennent qu'à eux. Il n'est point ici question de ceux de leur race qui, voués à la vie errante, sont occupés dans les forêts à de petits ouvrages en bois ou colportent les produits de leur industrie de hasard, voiturant par les grands chemins tout leur mobilier et couchant

de; mais les descendants de ces familles émigrées sont aujourd'hui peu nombreux, et dès maintenant leur caractère national est fort affaibli par le contact des autres races.

(1) Le vase dans lequel les femmes préparent d'ordinaire la farine, avant de la mettre sur le feu, a encore une autre destination, que l'on ne devinerait certes pas. Comme il est d'une longueur raisonnable et taillé en forme de carène, c'est le berceau où l'on couche les enfants, à moins pourtant que la mère ne les tienne enveloppés dans sa chemise en lambeaux et pressés contre son sein.

sous la tente ou en plein air. Il s'agit de ceux-là qui, renonçant au vagabondage et sortant de l'état de nature, ont pris domicile et sont entrés dans la classe des paysans. Le plus souvent ils ne possèdent pas même la cabane ni les haillons du sujet roumain. Ils habitent sous terre, dans des trous recouverts de paille ou de fagots et d'argile, et fermés par des portes d'osier. Ils s'établissent de préférence sur le penchant de quelque monticule un peu isolé. Parfois, au détour d'un grand chemin, pendant que vos regards cherchent quelque horizon nouveau, tout-à-coup, à quelques pas, sur le flanc d'un rocher, des têtes humaines apparaissent comme des spectres sortant de tombeaux délabrés. Ce sont des paysans zingares que le bruit de vos pas attire, et qui viennent faire un appel à votre charité, un peu à la façon du mendiant de *Gil Blas*. Dans ces trous infects, les enfans des deux sexes sont élevés à peu près jusqu'à l'âge de puberté dans la nudité la plus entière et dans une liberté plus que primitive.

Pour être juste, je ne pouvais rejeter sur la législation et les propriétaires toute la responsabilité d'un si profond dénûment. Les Zingares ne manquent point d'industrie ni d'activité; néanmoins, par suite d'une corruption invétérée, ils ne savent employer que pour le mal les ressources d'un esprit inventif et alerte. Il semble que cette

race soit faite pour vivre en dehors de la société, dans la pratique des métiers illicites : c'est son penchant et son bonheur; et sa hideuse indigence, ses habitations souterraines ne lui répugnent point, pourvu qu'elle y trouve un peu de liberté dans l'isolement (1). Ces fâcheuses habitudes ne doivent pas cependant décourager le législateur. Parce que de bonnes intentions auront échoué, parce que des esprits généreux auront perdu leur peine à des essais sans doute inintelligens de moralisation, il ne s'ensuit pas que les seigneurs transylvains aient conquis le droit d'ériger, à l'égard de ces malheureuses populations, le mépris et la cruauté en système.

Les paysans roumains méritaient encore moins d'être traités avec cette coupable indifférence. Ceux-ci, loin d'avoir rien fait pour s'attirer le sort auquel on les a réduits, sont le plus noble peuple de la principauté, les Welches de l'Orient, les fils de Rome, et c'est de leur sang que sont sortis les hommes qui ont le plus honoré ces contrées, ne

(1) Il y a quelques années, un propriétaire bien intentionné fit bâtir des maisons pour un certain nombre de Zingares de ses sujets qui vivaient ainsi dans des bouges inabornables creusés sous terre. Ils s'en réjouirent grandement et fêtèrent de tout leur cœur le maître qui leur voulait tant de bien; puis, une fois leurs cabanes achevées, ils y logèrent leurs bestiaux, et pour eux-mêmes ils restèrent dans leurs trous.

fût-ce que Mathias Corvin. Cette race pleine d'une sève aujourd'hui ravivée commençait à comprendre ou du moins à sentir sa force, et ne demandait qu'à en trouver l'emploi. Jusqu'alors elle n'avait pas fait preuve d'un goût fort prononcé pour le travail ; mais je ne m'en étonnais point. Faut-il attribuer au génie même de cette population une paresse qui n'est que le triste résultat de la condition humiliante dans laquelle elle a toujours vécu, des entraves qui gênent ses libres allures, et de l'absence de toute sécurité pour le fruit de son labeur ? Les Roumains de la Transylvanie ne sont pas laborieux, parce que jusqu'à ce jour ils n'ont pas été libres ; leur goût pour le repos n'a pas d'autre raison. En leur refusant les moyens de sortir de cette apathie sociale, les propriétaires magyars ou saxons ont agi sans doute en vue des dangers politiques dont ils étaient menacés par le développement de la nationalité roumaine en Transylvanie, en Hongrie, en Bucovine, et, hors de l'empire, en Bessarabie et en Moldo-Valachie. Toutefois, si le réveil du roumanisme était un fait auquel il pouvait leur être pénible de céder, c'était aussi une nécessité contre laquelle il n'était nullement sage de lutter. Ils pouvaient se rappeler la révolte de Hora, ses sanglans exploits, ses tentatives audacieuses. Résister aveuglément, c'était tout risquer.

Dans les deux royaumes de Hongrie et de Croa-

tie, la misère n'offrait point cet appareil hideux, cette nudité effrayante qu'elle étalait partout en Transylvanie. Il s'en fallait pourtant que l'état matériel du pays fût ce qu'il pourrait être sous des lois et une administration plus douces. La Hongrie est une terre généreuse; elle produit les céréales en abondance et presque sans culture; elle possède les vignobles les plus riches du monde après les nôtres et la plupart des matières premières de l'industrie européenne. Les idées libérales y ont même pénétré de bonne heure; mais, enchaînés par une loi très oppressive malgré ses progrès constitutionnels, les Hongrois n'ont su féconder ni les richesses matérielles, ni les ressources morales mises à leur disposition. L'orgueil aristocratique s'est renfermé dans le refus obstiné de l'impôt foncier, dont tout le poids a été supporté par le peuple, et les travaux d'utilité publique, les voies de communication, sont demeurés dans l'enfance. Le sol accorde tout ce qu'on lui demande; malheureusement les transports et les charrois sont ou impossibles ou coûteux à l'excès. Sans doute les voies fluviales du Danube, de la Theiss, de la Drave et de la Save, ont pris, dans les dernières années, des développemens très rapides et très productifs. Les Magyars, prompts à s'enthousiasmer pour les grandes entreprises, s'occupaient bruyamment des chemins de fer, qui, dans leur pensée, devaient relier Pesth à

Presbourg, à la Transylvanie et à l'Adriatique; mais ils ne songeaient nullement à rendre praticables les routes importantes qui conduisent de Pesth à Kachau, dans les comitats du nord, ou encore à Semlin, sur la frontière turque. Par le mauvais temps, c'était pitié de voir, le long des chemins, les bœufs ou les chevaux traînant à grand'peine un chariot peu chargé que plusieurs paysans soutenaient alternativement, afin d'empêcher qu'il ne versât, arrêtés d'ailleurs à chaque pas pour enlever la boue qui appesantissait le mouvement des roues. Fort souvent les ponts sont en ruine, et il y a péril à les passer de nuit. Dans les villages et quelquefois même dans certains quartiers des grandes villes de l'intérieur; comme Pesth, Debreczin, Neuzatz, Vesprin, les rues ne sont pas mieux entretenues, il arrive que, pour les traverser, on est obligé de prendre un cheval. C'est véritablement en voyant ces chemins fangeux, ces routes impraticables, qu'on s'explique le goût des Hongrois pour l'équitation. Vivre à cheval est presque une nécessité pour le paysan des comitats, et c'est pour cela aussi sans doute que, dans les campagnes, les hommes et les femmes elles-mêmes portent ces hautes et lourdes bottes à l'écuyère qu'ils s'efforcent de poétiser en y attachant l'éperon traditionnel.

Quant à la législation, les hommes qui ont tra-

vaillé si courageusement à l'améliorer tenaient à la dépouiller entièrement de son caractère féodal, et ils avaient devancé de leurs vœux les réformes tentées à la suite des massacres de Galicie. Ils avaient demandé à plusieurs reprises que le paysan fût déclaré propriétaire de sa ferme, et que la noblesse abdiquât à cet égard toute prétention. C'eût été l'abolition radicale des corvées. En prenant à cœur cette question, les libéraux hongrois n'obéissaient point exclusivement à une idée de justice. Des souvenirs historiques toujours douloureux, des espérances politiques fort séduisantes, appelaient de ce côté toute leur sollicitude. Ces souvenirs remontaient un peu haut : c'étaient les souvenirs mêmes du désastreux combat de Mohacz, qui entraîna, comme on sait, la ruine de la Hongrie. Peu d'années auparavant, la jacquerie de George Docza avait été éteinte dans des flots de sang, et toute la classe agricole avait été ramenée violemment au servage absolu. La défaite de Mohacz fut regardée comme une punition divine ; les plaintes lamentables des paysans étaient montées jusqu'à Dieu ; elles avaient appelé sa vengeance. Ainsi parlaient les états de 1547 dans le préambule d'une loi qui venait remédier par quelques réparations tardives à cette iniquité funeste, et le sentiment exprimé par eux est resté dans les esprits comme digne d'être à jamais médité. Il serait facile d'en

retrouver les traces dans les débats parfois éloquentes auxquels la réforme a donné lieu dans les diètes de 1832, 1836, 1840 et 1843. C'est sous l'impression d'une idée tout à fait analogue qu'un membre de la seconde chambre, rappelant les guerres de l'Autriche contre la France, lançait à la face de l'aristocratie conservatrice les accusations d'impuissance militaire, et célébrait avec le poète la mâle énergie des générations rustiques, *rusticorum mascula militum proles*.

Cet espoir d'une ère meilleure, cette ambition de revivre, qui possédaient les imaginations en Hongrie, ne commandaient-ils pas d'entourer de tous les soins la classe en qui réside principalement la vie nationale dans son énergie et dans sa vérité? Lui donner du bien-être et des droits, n'était-ce pas fortifier la nationalité? n'était-ce pas semer pour récolter? Ainsi pensaient les Magyars et les Illyriens de la Croatie et de la Slavonie, les uns et les autres dans leur intérêt distinct. En effet, dans cette question de propriété, il fallait dès lors tenir compte de la question nationale, qui occasionnait chaque jour de très grandes souffrances sur tous les points où la différence des races venait compliquer les rapports de paysan à seigneur. Dans le centre de la Hongrie, depuis la Drave jusqu'au pied des Carpathes, la population des campagnes est en très grande majorité magyare, comme l'a-

ristocratie ; mais dans le nord et le long de la frontière de la Moravie et de la Galicie, sur une largeur d'environ trente lieues, les paysans sont en général Slovaques, et dans l'est, le long de la frontière transylvaine, depuis les pays slovaques jusqu'au Danube, ils sont Roumains. Ceux-ci se rattachaient au mouvement du romanisme en Transylvanie et en Moldo-Valachie, ceux-là au slavisme de la Bohême ; enfin, les uns et les autres nourrissaient contre les Magyars une haine invétérée, que la propagande ne pouvait manquer d'envenimer de jour en jour. La prétention imprudente que les Magyars avaient affichée de dénationaliser toutes les populations soumises ou annexées au royaume avait soulevé chez les Slovaques et chez les Roumains une répulsion aussi vive que chez les Illyriens croates, bien qu'elle ne fût pas parvenue à se formuler aussi clairement. Faute de libertés locales et de droits municipaux, elle n'avait pas pu se constituer, se faire entendre et respecter politiquement comme l'illyrisme ; en revanche, elle avait pris un caractère très prononcé d'inquiétude sociale, et, sitôt que l'on prêtait l'oreille aux sourds murmures des paysans slovaques ou roumains, il était impossible de ne pas remarquer que leurs principaux griefs se résumaient dans l'accusation d'*aristocratie*. Tandis que les savans de ces deux races se plaignaient comme nationalité méprisée,

les cultivateurs se plaignaient comme paysans, et, avant de voir dans la classe des propriétaires des hommes d'une race ennemie, ils y voyaient des maîtres injustes dont ils redoutaient tous les caprices. Ainsi procédait le mouvement national dans ces contrées, et telle était la force avec laquelle il se développait en ce sens, que les seigneurs magyars se sentaient obligés, sous peine des plus grands périls, de faire de franches concessions à ces nécessités sociales.

IV.

Voilà donc à quel état de misère et d'anarchie la législation féodale avait réduit la moitié de l'empire autrichien. L'Autriche avait compris les devoirs que lui imposait l'état de ses populations agricoles : avant la révolution elle était en marche vers l'égalité civile ; aussi bien le gouvernement était libre de son action. D'où eût pu arriver la résistance à des réformes sociales devenues indispensables et qui n'étaient plus entièrement à l'état de projet ? De la noblesse ou du clergé ? Mais, d'une part, les inconvéniens si graves du *statu quo* ont pesé d'abord sur ces deux classes ; et d'autre part, dans toutes les provinces héréditaires, leur

autorité était nulle ou du moins très bornée.

Afin de mieux échapper à toute influence, le pouvoir absolu s'était entouré d'une caste de fonctionnaires qui ne représentaient que sa propre pensée. Humbles, mais impassibles devant les classes nobles, sans éprouver pour cela plus de penchant pour les classes inférieures, leur dévouement à l'ordre de choses, c'était le dévouement du prêtre à l'autel. On avait trouvé le secret de les désintéresser dans les affaires du monde. Cependant, pour qu'ils vécussent sans trouble et sans ennui, il fallait que le dieu fût respecté, et leur unique objet, c'était de le faire adorer des grands comme des petits. La porte de ces fonctions qui font la vie facile et sûre, quelquefois même brillante, ne s'ouvrait que rarement à la haute noblesse. Certes, une fois entré, on n'était point sans avoir des chances d'arriver même aux plus hautes dignités nobiliaires ; mais pour entrer, c'était une mauvaise recommandation d'être prince. Si des princes d'un nom illustre ont plus d'une fois obtenu des situations élevées, ces hautes fonctions ainsi accordées avaient en réalité plus d'éclat que de solidité ; elles étaient plutôt ruineuses que lucratives, toujours contrôlées d'ailleurs par quelque homme nouveau placé sur le second plan, moins honoré, mais plus écouté. En un mot, la noblesse de race n'était rien et ne conduisait à rien politiquement, si ce n'est à figu-

rer dans des diètes provinciales sans aucune influence.

Moralement, le clergé exerce plus d'autorité, et il a encore aujourd'hui sur les masses ignorantes mille moyens d'action qui semblent imposer au gouvernement la nécessité de compter avec l'église; mais on s'est pourvu de longue date contre ce danger de l'influence ecclésiastique en la subordonnant rigoureusement à celle de l'État, et, loin que la puissance cléricale veuille contrarier les calculs de la pensée dirigeante, il n'est pas de meilleur instrument d'administration et de police. Au reste, le clergé de l'Autriche, séculier ou régulier, dans les fonctions les plus humbles ou les plus hautes, ne s'est jamais montré très ambitieux. Ce n'est point qu'il professât du mépris pour les choses de ce bas monde, tout au contraire; seulement il avait plus de penchant pour le bien-être que pour l'ascétisme évangélique, et sacrifiait volontiers aux distractions mondaines la poursuite des honneurs et de l'influence. Le clergé ne pouvait donc pas plus que la noblesse entraver le gouvernement dans ses tentatives de sage réforme.

Il s'agit, on l'entend bien, du clergé et de la noblesse des provinces occidentales et non pas des prêtres et des seigneurs de la Hongrie, de la Croatie et de la Transylvanie. Ceux-ci vivaient et agissaient dans des conditions bien différentes. Ils

étaient en partie maîtres chez eux, obligés seulement de céder aux mouvemens de l'opinion publique manifestée par le jeu régulier ou irrégulier des institutions. Or, au milieu de l'étrange remuement d'hommes et de choses qui s'accomplissait chaque année dans ces pays, l'opinion s'éclairait et sélevait avec une rapidité merveilleuse. En outre, une mesure libérale proposée par l'empereur et roi en vertu de son droit d'initiative ne risquait point d'y rencontrer d'opposition, car la noblesse et le clergé hongrois se piquaient de générosité et ne voulaient point être devancés, sans doute par orgueil national. Les Esterhazy, les Batthiany, les Grasalkowicz, les Széchényi, les Apponyi, les Draschkowicz, les puissans archevêques ou évêques catholiques de Gran, d'Erlau, d'Agram, les courageux évêques grecs de la Syrmie et de la Transylvanie, pouvaient rivaliser d'ardeur avec l'Autriche sitôt qu'elle voudrait bien leur désigner une grande affaire à entreprendre. Les Magnats et les députés illyriens, qui avaient jusqu'ici voté dans la diète de Presbourg contre les lois libérales avec le gouvernement parce qu'ils avaient besoin de son appui dans leur lutte contre les Magyars, étaient disposés à voter bien plus volontiers avec lui, dès qu'il prenait l'initiative d'une proposition libérale.

Toutefois en réformant les conditions de la propriété M. de Metternich poursuivait un but parti-

culier ; il se demandait quelle serait la conséquence, quels seraient les avantages politiques de l'émancipation des paysans ? Il en était un d'abord qui valait toute la peine et tous les sacrifices dont on l'eût pu payer, c'était l'éloignement d'un péril actuel, pressant, capable de jeter l'empire dans une série de perturbations effroyables. Cependant quelques esprits se plaisaient à en espérer d'autres, qui étaient, à vrai dire, beaucoup moins probables. Malgré les expériences infructueuses de Joseph II, malgré la nature et l'histoire, malgré les tendances nouvelles des différentes nationalités réunies sous le sceptre impérial, il existait parmi les hommes d'État de l'Autriche, des optimistes qui croyaient encore à une centralisation possible et qui voyaient précisément dans l'uniformité de la loi civile pour les classes agricoles un pas vers l'unité, qui donne la cohésion et la durée. Ils établissaient leurs calculs sur un fait qui, à la vérité, semblait au premier abord de nature à les favoriser dans le présent. Ils comptaient que, par les droits accordés ou promis aux paysans de l'empire, on assurait au gouvernement leur reconnaissance et leur appui, et que l'on aurait dans leur concours affectueux une force toujours prête pour paralyser les ambitions des nationalités. Peut-être ceux qui raisonnaient ainsi n'avaient-ils point assez examiné le rôle que jouaient dès-lors les populations rurales dans le mouvement illyrien, ma-

gyar, roumain ou Bohême. En général, leurs regards ne s'étendaient point au-delà du cercle de leur nationalité et du territoire où l'on parlait leur langue. Dans presque tout l'empire, les populations étaient divisées sinon ennemies : il n'y avait d'exception que pour les Slaves du nord par rapport à ceux du midi, parce que le slavisme et l'instinct de la nature leur avaient montré là des passions et des intérêts fraternels. Quant aux Magyars, ils se tenaient profondément isolés, et si les roumains avaient une sympathie au dehors, c'était, comme les illyriens eux-mêmes, pour ceux de leur race qui sont sujets de l'empire ottoman. La race allemande ne pouvait point se le dissimuler, elle n'était point recherchée parmi les paysans des autres peuples, et les plus grands bienfaits ne pouvaient parvenir à vaincre des répulsions nées du caractère et du tempérament national de chacun de ces peuples. La nature, qui les entraîne ainsi d'un côté, l'emportera toujours sur la reconnaissance qui les ferait un moment incliner de l'autre, et la politique restera impuissante contre les fatalités historiques et la destinée des races.

Si donc on pouvait attendre des réformes commencées par M. de Metternich une plus grande sécurité, un bien-être plus grand pour l'empire, il ne fallait point cependant rêver une assimilation tentée en vain par Joseph II et devenue bien

plus difficile aujourd'hui. Oui assurément, pouvait-on répondre aux partisans de la centralisation, les paysans qui ne se sentiront plus opprimés respecteront mieux la paix publique, ils supporteront avec plus de patience les charges que les besoins du trésor et de l'armée font peser sur eux; mais les fonctionnaires qui recueillent l'impôt seront toujours et plus que jamais dans la nécessité de parler le polonais en Galicie, le tcheck en Bohême et en Moravie, le slovaque, l'illyrien, le magyar, le roumain en Hongrie. Les officiers seront toujours tenus d'apprendre ces mêmes idiomes pour se faire entendre de leurs soldats; il y aura toujours des régimens magyars, illyriens, polonais, bohêmes, roumains, qui ne comprendront point la langue de leurs chefs, et qui ne pourront se comprendre entre eux. Enfin, les Allemands perdront chaque jour plus de terrain dans les provinces à demi germanisées, comme la Styrie et la Moravie, et les Slaves, qui forment à eux seuls la moitié des populations de l'empire, influenceront chaque jour davantage sur sa politique. Les intérêts sociaux du pays auront donc été satisfaits, mais les intérêts nationaux, qui ont également leur gravité, ne le seront pas encore.

Quiconque eût raisonné ainsi, eût été dans le vrai; les événemens l'ont prouvé. Telle était la

situation des esprits en Autriche que l'on pouvait affirmer qu'elle marchait fatalement au fédéralisme. Au lieu de retarder ce travail, les réformes de M. de Metternich l'accéléraient.

CHAPITRE V.

LES PAYSANS DE LA TURQUIE.

I.

Le mouvement social et politique auquel M. de Metternich se prêtait bon gré mal gré, en Autriche, se développait de lui-même et plus librement peut-être en Turquie. Il y avait longtemps que le sultan Mahmoud avait reconnu la nécessité d'élever la condition de ses sujets chrétiens et de les rapprocher des populations musulmanes. Il y avait longtemps que son jeune successeur, aidé par des hommes intelligens au milieu desquels se distinguait Reschid-Pacha travaillait à faire de la conci-

liation au moyen de réformes principalement administratives et sociales.

On pourrait ajouter qu'en cette matière, les Turcs montraient plus de franchise et moins d'arrière-pensées que le ministère autrichien. Ainsi M. de Metternich semblait chercher dans les réformes qu'il avait entreprises un expédient politique, un moyen de gouvernement, sans être beaucoup impressionné par la considération du droit; le divan au contraire, et cela ne paraîtra pas étrange aux hommes qui connaissent l'esprit musulman, le divan semblait préoccupé d'abord de considérations de justice; il réformait pour obéir à une pensée de religion et d'équité. Du moins l'intérêt politique n'était pas le premier ni surtout le seul mobile du gouvernement turc.

De leur côté, les populations slaves et roumaines de l'empire ottoman avaient bien vite remarqué qu'elles avaient beaucoup plus à craindre de la Russie que du sultan, et que la bonne entente des sujets et du suzerain, en Turquie, était la condition indispensable du progrès national des races. Les Turcs ne redoutaient pas ce progrès; ils l'eussent bien plus volontiers encouragé dans les principautés du Danube, afin de les détourner plus sûrement de toute pensée d'alliance avec la Russie. Le sultan avait donc cessé d'être un épouvantail pour ses vassaux et ses sujets. Les animosités sé-

culaires, les haines de race et de religion, sans être entièrement éteintes, avaient beaucoup perdu de leur vivacité. L'union tendait à se faire au profit de tous, dans un sentiment de défense commune, contre un ennemi commun. L'historique du mouvement national des Bulgaro-Serbes et des Moldo-Valaques a montré quels étaient à cet égard les sentimens de leurs chefs. Les paysans les partageaient-ils? Quels étaient leurs besoins et leurs vœux sociaux? C'était une dernière question qui me restait à étudier pour embrasser l'ensemble des idées alors agitées sur les deux rives du Danube.

Et d'abord, si l'on excepte la Moldo-Valachie, où une révolution promptement réprimée a, depuis, changé temporairement la condition des paysans, les choses sont demeurées ou rentrées dans l'état où je les voyais alors. Le sultan, bien décidé à persévérer dans son système de réformes, médite à loisir et ne veut marcher que pas à pas pour marcher plus sûrement.

Or, la Turquie se trouve, en ce qui touche la propriété, dans une situation exceptionnelle. Si l'on néglige la principauté serbe, les riches et élégans boyards moldo-valaques, propriétaires privilégiés du sol de leur pays, puis quelques *cavaliers* ou *spahis* autorisés à lever la dîme sur des villages bulgares et rouméliotes, enfin les héritiers peu nombreux des anciens chefs de clan devenus

grands feudataires en Bosnie, la population de la Turquie d'Europe n'est formée que de paysans qui cultivent partout la terre de leurs mains dans l'égalité absolue. C'est donc avec des paysans que les réformateurs auront à compter, et, s'ils l'oubliaient, l'histoire contemporaine le leur rappellerait à chaque page. Ce sont les paysans de la Serbie, guidés par des paysans tels que Georgele-Noir et Milosch, qui ont, de 1804 à 1812, donné l'exemple de ces insurrections de race, à la suite desquelles on a vu revivre la vieille indépendance des Serbes. C'étaient aussi des paysans, ces hommes énergiques et dévoués qui, sous la conduite de Théodore Vladimiresco, en 1821, repoussaient les princes fanariotes des deux principautés roumaines et rendaient la vie nationale aux cœurs engourdis de leurs boyards. Et qui ne sait combien il y eut de paysans parmi les chefs eux-mêmes de la guerre hellénique; combien, arrachés à leurs champs, à leurs troupeaux, furent profonds et puissans dans les conseils d'où sortit avec ses lois la nationalité reconquise par leurs mains illettrées! En un mot, les héros et les fondateurs qui ont illustré les insurrections dont la Turquie a été depuis cinquante ans le théâtre et la victime appartenaient à peu près tous à l'humble classe des paysans, et quiconque aura vu de près ces fières populations si rudement trempées par la

misère, quiconque aura pénétré jusqu'au fond de leur conscience après avoir partagé les âpres difficultés de leur vie, n'hésitera point à déclarer que cette officine de patriotisme, de bon sens et de vertus nouvelles n'est pas encore épuisée.

La condition légale et morale des paysans est ainsi pour la Turquie une grande affaire. Mais par quels moyens, par quels efforts, par quelle énergie inconnue la race qui gouverne l'empire pourra-t-elle en sortir à son avantage? Nous essayerons de répondre en exposant succinctement la législation actuelle de la propriété en Turquie, et en indiquant les réformes qui peuvent être introduites dans cette législation sans heurter ni les principes de la civilisation musulmane, ni les intérêts des populations chrétiennes.

Le système social que les Osmanlis victorieux apportèrent en Europe n'était point, pour les populations vaincues par le cimenterre, aussi oppressif que l'opinion générale le prétend sur la foi des chroniques chrétiennes. Les Turcs, à l'opposé des races germaniques normandes et hunniques, ne songeaient point à s'établir violemment sur le sol, à le partager entre eux, à attacher à la glèbe les cultivateurs devenus, comme le sol, une propriété du conquérant. Deux idées principales réglaient toute leur conduite : ou ils octroyaient aux peuples qui consentaient à se reconnaître pour vas-

saux des capitulations destinées à garantir les libertés et les institutions politiques du pays au prix d'un tribut collectif; ou ils introduisaient dans ce pays, par insinuation plus que par force, leurs lois et leurs usages, en laissant d'ailleurs à ceux qui restaient chrétiens le droit de s'administrer librement au prix d'un impôt individuel et personnel, en compensation du service militaire non exigé des chrétiens. Enfin, si, dans plusieurs provinces et à la longue, les Turcs fondaient sous le nom de *ziamets* de grands fiefs et sous celui de *timars* des fiefs moins étendus en faveur des *spahis* musulmans, cette fondation n'entraînait point la servitude des cultivateurs; elle ne les dépossédait point, elle ne les dépouillait point de leur droit de propriété viagère ou héréditaire; elle ne les obligeait envers le tenancier du fief qu'au paiement de la dime des produits. C'était une sorte d'impôt qui n'allait point directement jusqu'au trésor public, mais qui entraînait pour les *spahis* des charges militaires fort grandes en ces temps de guerre permanente, sans leur donner sur leurs paysans d'autre droit que celui de percevoir des dîmes. Cette institution, qui à l'origine n'était oppressive que par la différence de race et de religion entre le *spahi* et le paysan, est le seul élément d'aristocratie que la conquête ait introduit d'abord dans les lois sociales des Ottomans. Les conquérans vivaient

d'ailleurs entre eux dans l'état de démocratie patriarcale, sous l'empire de la législation traditionnelle qu'ils avaient reçue des Arabes avec la parole du prophète.

Par quelle fâcheuse révolution ces principes de liberté municipale, d'égalité civile, de respect pour les droits établis et les coutumes locales, vinrent-ils aboutir à un système d'anarchie violente, d'aristocratie et d'absolutisme? Le contact de l'empire grec avait suffi pour tout corrompre. Au moment où les guerriers de la race d'Osman prenaient possession de cette partie de l'Europe, les peuples dominés par les lois et par la civilisation byzantine gémissaient dans une inexprimable confusion d'idées et de lois, et la féodalité, toute-puissante chez les Grecs, déjà introduite chez les Albanais et les Bosniaques, avait à peine épargné la Moldo-Valachie, la Serbie et la Bulgarie. Là où les empereurs grecs avaient gouverné souverainement, toutes les notions du juste et de l'injuste, toutes les coutumes simples et primitives qui suffisaient à la vie de tribu, s'étaient altérées et avaient fait place à une législation pleine de raffinemens, à une administration qui ne révélait que l'abus de la science et qui était vénale à tous les degrés. Le patronage slave y avait tourné en aristocratie héréditaire; les paysans libres avaient été réduits à l'état de serfs. Ce triste empire d'Orient, qui du double

héritage de la Grèce et de Rome n'avait su garder que les vices intellectuels et moraux de leur décadence, léguait à ses nouveaux maîtres, en changeant de mains, un dédale de lois confuses et oppressives, dans lequel leurs simples esprits ne pouvaient que s'égarer et trébucher à chaque pas. Trop peu avancés dans l'art du raisonnement pour démêler les sophismes sociaux, politiques, administratifs du Bas-Empire, trop peu éclairés pour ne pas être séduits par ces commodes traditions d'aristocratie et de vénalité dont ils trouvaient partout la trace, les Turcs en subirent promptement la pernicieuse influence. En même temps qu'ils adoptaient dans son esprit, sinon dans ses détails, le mode d'administration et d'impôt en vigueur parmi les Hellènes, ils reconnaissaient les privilèges des grands feudataires de la Bosnie, de l'Albanie et de l'Hellade; enfin ils instituaient eux-mêmes peu à peu, sous le nom de *beglouks*, de vastes fiefs fondés sur le servage des paysans et qui encourageaient singulièrement les spahis possesseurs de *ziamets* et de *timars* à transformer leur droit de dîme en droit de propriété sur la terre et les personnes.

De là tous les maux qui ont affligé d'abord les populations rurales de la Turquie et qui ont réagi à la fin si douloureusement sur l'état de l'empire entier; de là le pouvoir intolérable des pachas qui,

sur les ruines des dernières municipalités, réunirent les attributions de fermiers de l'impôt avec celles de gouverneurs civils et militaires; de là enfin la licence des spahis et des begs, qui savaient s'entendre avec les pachas pour piller et vexer le raya privé d'appui. Persécutés jusque dans le sanctuaire de la famille, si sacré pour tous les peuples de l'Orient, les paysans n'avaient souvent d'autre recours contre la mort par le glaive ou par la misère que l'émigration dans les forêts et les rochers, où ils vivaient à leur tour de brigandage. Souvent même ils quittaient le pays pour aller s'établir en Autriche ou en Russie, à la recherche d'un peu de liberté et d'aisance qu'ils ne rencontraient pas toujours.

C'est en présence de ces désordres et de ces perturbations sociales qui menaçaient l'empire d'une ruine prochaine que Sélim et Mahmoud entreprirent de purifier l'administration en extirpant la vénalité des pachaliks et d'affranchir les rayas cultivateurs en exterminant les beglouks, malgré les janissaires eux-mêmes, sur le corps desquels il fallut d'abord passer. A défaut de résultats plus positifs, on peut dire que partout où les obstacles ont été écartés par ce douloureux procédé de l'amputation, l'ancien esprit de démocratie a reparu spontanément et que les municipalités détruites se sont reconstituées d'elles-mêmes; il a suffi de lais-

ser faire. Aussi tout s'est-il accompli sans unité et sans ensemble, et, si l'on excepte les principautés du Danube, il n'existe point véritablement en Turquie de législation de la propriété. A la place de lois écrites et régulières, il y a des usages, des coutumes et des faits confus, qui tiennent à la fois du régime du clan et de l'ancienne féodalité militaire, comme en Bosnie, et de la communauté slave, comme dans maintes localités de la Bulgarie et de la Roumélie. On trouverait aussi dans quelques régions montagneuses de la Macédoine des traces d'un état de choses encore plus incertain que l'on peut rattacher à la vie pastorale des premiers Osmanlis. Quant aux principautés du Danube, celles de la rive gauche, la Moldavie et la Valachie, sont sous le régime d'un code qui est un mélange de féodalité occidentale et de hiérarchie byzantine ; celle de la rive droite, la Serbie, jouit librement des bienfaits de la propriété individuelle sans compromis et sous l'empire respecté du droit commun.

Il y a au fond trois principes distincts : le principe musulman, qui a régné par la puissance de la victoire et de l'épée ; le principe slave, qui s'est conservé par la vertu des traditions chez les Bulgaro-Serbes ; le principe romain, qui n'a pu être entièrement étouffé chez les Valaques. Le principe romain n'exclut pas l'aristocratie, tandis que le

principe slave et le principe musulman, qui ont ensemble plus d'un point de contact, conduisent logiquement à la démocratie, pour peu qu'on les abandonne à leur libre développement. De là deux civilisations, deux sociétés très différentes : la société moldo-valaque, qui est aristocratique, puis la société illyrienne et musulmane, qui est anarchique en Bosnie, incertaine en Bulgarie, démocratique chez les Serbes.

L'aristocratie moldo-valaque n'est point une aristocratie de naissance, et elle ne dérive point, comme celle de la Hongrie par exemple, de la conquête ou d'une usurpation du territoire communal. La propriété a commencé sur la rive gauche du Danube, dans l'ancienne Dacie, par être romaine, individuelle, et l'aristocratie actuelle ne s'y est formée que par une importation du dehors, une imitation bâtarde de l'Europe féodale. En Moldo-Valachie, toute fonction publique, civile et militaire, donne la noblesse et un rang spécial dans l'une des trois classes de ce grand corps. Les rangs civils correspondent aux grades de l'armée, et sont personnels, par conséquent viagers. A la troisième génération, cette noblesse se perd avec les privilèges qu'elle donne, à moins de se renouveler par la possession de fonctions nouvelles qui naturellement lui sont d'un facile accès. Au-dessous de cette échelle à trois degrés, qui forme la

boyarie, se trouve la classe assez nombreuse des descendants de boyards que les vicissitudes du mouvement social ont relégués en dehors des fonctions publiques et fait retomber ainsi dans une condition intermédiaire entre celle de la boyarie et celle des paysans corvéables. — Les boyards des trois degrés ont tous les privilèges de la propriété, égaux pour chacun, avec les privilèges inégaux du droit d'élection et d'éligibilité pour le parlement et l'hospodarat. Ils sont exempts de l'impôt direct et du service militaire. — Les fils déshérités de cette boyarie, petits propriétaires ou fermiers libres, sont tenus envers l'État à peu près aux mêmes charges que les paysans nés de paysans. — Les paysans moldo-valaques enfin, dont l'affranchissement a commencé vers le milieu du XVIII^e siècle, ne sont plus liés servilement à la glèbe : ils ont des droits civils et certains droits municipaux dans le sein de leurs villages ; mais, en vertu de la législation violemment imposée au pays par les Russes, en 1834, sans le concours des Turcs et sans l'assentiment réel de la nation, toute cette classe reste privée du droit de propriété libre. Les paysans sont fermiers à perpétuité d'une petite portion de la terre seigneuriale, et cultivent l'autre à titre de corvées ; l'une doit suffire à leurs besoins si modestes, l'autre enrichir le boyard et le mettre en mesure de rivaliser avec la Russie méridionale pour

subvenir quelquefois aux vastes nécessités de l'Occident affamé. Le paysan fait mieux que d'alimenter l'oisiveté de la boyarie, il supporte à peu près toutes les charges de l'État ; il paie l'impôt direct et sert dans l'armée nationale. Quel appui trouve-t-il par compensation dans le pouvoir public ? Aucun, sinon d'être jugé par les tribunaux, au lieu de l'être, comme en Autriche, par une juridiction domaniale. Encore faut-il ajouter que ces tribunaux se composent naturellement de boyards qui ne sauraient se dépouiller de l'esprit de caste, et qui ne sont pas toujours inaccessibles à la corruption. Tel est l'aspect sous lequel je voyais la société roumaine en Moldo-Valachie, riche, élégante et polie au sommet, mais misérable et souffrante à la base, assez éclairée pourtant et assez active déjà pour marcher de loin sur les traces des peuples de l'Occident et par les mêmes chemins.

Si nous franchissons le Danube, nous sommes chez les Illyriens, sous l'empire de la civilisation turco-slave. Nous avons devant nous la Bulgarie, la Serbie, la Bosnie, avec leurs coutumes et leurs lois distinctes, quoique la nationalité soit la même. La Bosnie est la plus attardée de ces trois provinces dans les voies du progrès ; la Serbie marche en tête et la Bulgarie la suit à pas lents.

En Bosnie, après l'extermination des begs qui avaient établi l'uniformité du servage, la démocra-

tie essaya de se reconstituer ; mais l'état de guerre permit aux chefs de tribus, aux capitaines, surtout à ceux qui étaient musulmans, de sauver du naufrage une partie de leurs privilèges terriens. S'il y eut des paysans assez heureux pour s'élever à la condition de propriétaires libres, il y en eut d'autres qui devinrent seulement possesseurs héréditaires ou viagers, d'autres encore qui ne purent briser les liens du servage, et en dernier lieu le sabre et le bon plaisir restèrent la loi suprême et le tribunal d'appel. En beaucoup d'endroits, il serait difficile aux paysans bosniaques de dire à quel titre ils cultivent, si c'est pour leur compte en qualité d'hommes libres, ou si c'est pour le seigneur comme serfs. En Bosnie, en effet, rien n'est défini, rien n'est assuré, ni le droit, ni le fait, ni le titre de premier occupant, ni les fruits du travail, ni les choses, ni les personnes. Tel est aujourd'hui paisible possesseur d'un champ dont le revenu, tout impôt payé, suffit à ses besoins ; survient un voisin mieux armé, tout change. Le serf peut d'ailleurs par la même méthode s'affranchir, ou diminuer de beaucoup le nombre et l'étendue de ses corvées. Il n'existe qu'un seul tempérament aux éventualités terribles de cet arbitraire : c'est le sentiment du patronage et de la clientèle qui a survécu aux anciennes traditions du clan. Dans la lutte ou dans l'animosité encore si fréquente des

tribus, des villages entre eux ou avec l'autorité centrale, représentée par des visirs de race ottomane, dans ces disputes et ces rivalités quelquefois sanglantes, les liens de solidarité se trouvent nécessairement resserrés et adoucis entre le chef qui a besoin de soldats et le paysan qui a besoin de protection pour se défendre contre des agressions ou probables ou actuelles.

La situation de la Bulgarie ne m'offrait point les mêmes vestiges de la grande aristocratie terrienne et militaire. Tout ce qui pourrait ressembler aux privilèges des begs a disparu chez les Bulgares, plus à portée des coups du pouvoir central et d'ailleurs moins belliqueux, moins indociles, moins portés à la résistance que leurs voisins albanais et bosniaques. Les spahis ont seuls été tolérés; encore est-il vrai que leur puissance matérielle ou morale a été complètement annulée par les réformes introduites dans la constitution militaire de l'empire. Au-dessous de cette classe déjà si restreinte des spahis, vous trouvez partout en pays bulgare les mœurs et les coutumes sociales de l'antique Illyrie. A côté du paysan propriétaire et chrétien qui paie tous les impôts, plus le *haratch* au gouvernement et la dîme au spahi, voici des villages qui possèdent la terre en commun. Le sol appartient, ainsi qu'aux temps les plus reculés, à la municipalité; nul n'est propriétaire, mais tous

possèdent. Ceci pourtant n'empêche point les transmutations de la terre, et en quelques endroits il est d'usage que tous les lots qui composent le sol d'un village se tirent au sort à des époques périodiques. Enfin, dans le cas même où l'autorité du spahi pèse sur des paysans autrefois asservis par la force et non encore entièrement émancipés aujourd'hui, ceux-ci trouvent du moins un refuge dans le sanctuaire des municipalités, qui, en se réorganisant, ont repris toutes leurs attributions de répartiteurs, de collecteurs de l'impôt et de dépositaires de la caisse des pauvres. Le jour où l'institution des spahis aurait enfin cessé d'exister et où le dernier obstacle au développement de la propriété libre aurait été ainsi écarté, il y aurait en Bulgarie tous les élémens d'une démocratie aussi régulière et aussi parfaite que celle qui règne dès à présent chez les Serbes.

Lorsque les Serbes, au commencement de ce siècle, se sont soulevés avec Tserny-George à leur tête, l'insurrection était dirigée contre les pachas et les spahis ottomans qui opprimaient le pays, soit comme administrateurs, soit comme propriétaires. Lorsque ces mêmes populations se sont donné une constitution sous Milosch Obrenowicz, elles l'ont fait en s'inspirant de leurs traditions, éclairées et fécondées par un rayon de lumière de la civilisation moderne. Milosch, dépourvu de

toute instruction, mais non de bon sens ni d'éloquence, s'était d'abord laissé séduire entièrement par l'esprit de justice et d'égalité qui circule dans nos codes, et il eût voulu alors importer dans son pays et nos lois et jusqu'aux formes de notre jurisprudence. Si généreuse que fût son intention, il ne tenait pas assez compte de la simplicité primitive de ses concitoyens. Il fallait à la Serbie plus de fraternité, plus de solidarité, plus d'égalité réelle, plus de liberté politique que nous n'en avons eu jusqu'à présent chez nous; il lui fallait aussi moins de fictions légales, moins de formules, moins de principes abstraits, moins de complications administratives; en un mot, il lui fallait une démocratie plus naturelle et moins savante. Sitôt que Mahmoud, suppléant aux incertitudes de Milosh, eut compris les véritables vœux de la nation serbe, il l'aida lui-même à revenir aux traditions illyriennes, qu'il s'efforça seulement de perfectionner. Il se garda bien de laisser la propriété dans le vague du droit de communauté. Il reconnut quelle forte impulsion la poussait à devenir individuelle, et combien le pays avait à gagner à ce qu'une telle réforme s'accomplît irrévocablement. Il fit donc de ce principe, nettement exprimé, le fondement du nouvel ordre social. C'est la base de la constitution donnée aux Serbes en 1838 et agréée par eux. Il n'existe point en Serbie de privilèges, point

de classes ; tous sont de plein droit propriétaires, tous paient indistinctement à la municipalité et à l'État les impôts, qui sont répartis proportionnellement à la fortune supposée de chacun ; c'est la municipalité qui fait cette répartition, toujours facile dans les villages et les petites villes, surtout si l'on considère que la richesse consiste presque exclusivement en terres et en troupeaux. C'est aussi la municipalité qui lève sans frais pour l'État et qui transmet de même cet impôt des villages au chef-lieu de district et de là au trésor central. La justice est la même pour tous ; il n'y a point de tribunaux exceptionnels. En un mot, tous les paysans sont propriétaires, libres civilement et politiquement, et l'on pourrait ajouter que, grâce à la simplicité des intérêts et des mœurs, tous les propriétaires sont paysans.

Tel est le caractère de la loi démocratique qui a succédé au système funeste des spahis ottomans. L'égalité ne trône pas seulement dans les codes, elle a passé aussi dans les faits ; elle est descendue des institutions dans les cœurs, ou plutôt elle est née d'un élan naturel et spontané de ces âmes si droites, d'où elle s'est répandue dans tout l'organisme social. On dirait une ombre de notre société moderne, une ombre plus parfaite que la réalité, une société idéale de paysans propriétaires qui cultivent de leurs libres mains un sol libre et n'ont

point d'aristocratie au-dessus d'eux ni de domesticité au-dessous. Aussi la Serbie est-elle l'oasis de la Turquie d'Europe, la terre promise que saluent en rêve les paysans de la Bulgarie et vers laquelle marchent à tâtons, mais instinctivement, les Bosniaques. Musulmans et chrétiens, Osmanlis, Illyriens, se rencontrent dans le même sentiment. La démocratie des Serbes est en effet celle qui convient à ces peuples non encore arrachés véritablement à l'état de nature, et c'est de plus la législation qui dérive, par une conséquence logique, des anciens principes arabes vers lesques les Osmanlis sont obligés de remonter, s'ils veulent retrouver le sens vrai de leur civilisation. Certes, il ne me paraissait pas que cet esprit-là pût avoir de prise sur la société moldo-valaque, qui, par un commerce assidu d'intelligence avec les pays occidentaux et par la richesse de son aristocratie, est portée à désirer des lois plus savantes et ne peut plus être ramenée à l'égalité absolue de fortune ; mais, s'il était vrai que les législateurs éclairés de la Moldo-Valachie prissent et pussent prendre leurs inspirations chez nous, il était constant aussi qu'aucune des provinces slaves ne pouvait et ne devait ambitionner plus que ce qui existait avec tant de succès dans la principauté serbe. Le gouvernement turc pouvait donc puiser, dans ses propres traditions, renouées par Sélim et Mahmoud, les

idées fondamentales qui devaient le guider dans ses réformes sociales, et le seul développement des principes primitifs des Arabes lui suffisait pour satisfaire à tous les griefs sociaux des paysans slaves de l'empire. En même temps les Moldo-Valaques, habiles raisonneurs, pouvaient, à la faveur de leurs libertés constitutionnelles, élaborer la réforme qui convient le mieux à leur condition et à leur génie politique, et, pour contenter leurs vœux, le sultan n'avait qu'à seconder leurs efforts.

II.

En considérant la situation sociale de l'empire ottoman j'étais frappé d'un fait qui la caractérise.

Si les paysans de la Turquie sentent profondément la misère dans laquelle ils languissent par la faute des institutions sur un sol partout généreux et en beaucoup d'endroits encore vierge, ils ont pris, par bonheur pour leurs maîtres, dans ces souffrances héréditaires, l'habitude des privations qui adoucit pour eux les rudes épreuves de l'indigence. Voyez les Osmanlis, d'ailleurs si peu nombreux, qui peuplent le voisinage de Constantinople et les environs des grandes villes de la Bulgarie : ils sont de la race conquérante ; cependant ils par-

tagent les charges communes et donnent à tous l'exemple de la résignation la plus patiente. A la vérité, ils vivent dans des conditions morales qui, en leur assurant un peu de liberté de plus, leur rendent l'existence plus commode. Si les objets de luxe, les divans, les tapis, les pipes élégantes, les armes recherchées ne se trouvent que chez les propriétaires privilégiés, tous ont du moins de quoi se vêtir convenablement et de quoi se bâtir une cabane soigneusement fermée aux regards indiscrets par des carreaux de papier et par une forte haie de bois sec. Derrière ces remparts se retranche la famille du paysan osmanli ; c'est un sanctuaire inaccessible où son unique femme vit dans la retraite du gynécée ancien, occupée des soins du ménage et quelquefois d'industrie domestique.

« Le plus heureux des mortels, dit le gendre du prophète, est celui à qui Dieu a donné un cœur content et une bonne femme » Aussi le paysan qui a rencontré le contentement dans la famille est-il peu enclin à s'agiter pour des intérêts plus lointains, si toutefois la religion ni la patrie ne courent aucun danger. Il se replie donc volontiers sur lui-même ; il accomplit ses devoirs avec une ponctualité rigoureuse ; il travaille tout juste assez pour vivre conformément à ses goûts toujours modérés : le reste du temps, il le passe en conversations d'un caractère généralement grave, au café où les hommes

aiment à s'assembler souvent au milieu d'épais nuages de tabac, ou en rêveries solitaires, du haut de quelque plate-forme d'où sa vue domine de vastes horizons. Mais, à moins d'événemens solennels à l'occasion desquels sa foi et son patriotisme se réveillent, il n'accorde guère d'attention aux vicissitudes de la chose publique. Il n'a point de haines sociales comme dans les états où existe une forte aristocratie privilégiée ou une bourgeoisie opulente, maîtresse des capitaux et du travail. Il n'a point de haines politiques comme dans les pays où le gouvernement s'est séparé des populations laborieuses pour conduire les affaires dans le sens égoïste d'une caste ou d'un parti. Il aime l'antique dynastie d'Osman, née le même jour que la nation ; il aime ses chefs, sachant bien qu'il peut aspirer lui-même aux fonctions les plus élevées, et que l'accès d'aucune faveur ne lui est légalement fermé. Le paysan turc n'est point indifférent aux innovations par lesquelles les derniers temps ont été signalés ; il les approuve, puisque en qualité de travailleur il souffre de la misère générale du pays, et qu'en qualité de patriote il connaît les périls de sa race ; mais il n'est pas entraîné par les sollicitations de l'intelligence à prendre l'initiative ni des guerres sociales ni des révolutions politiques. Il sent peut-être qu'il n'y a point dans son pays de maux systématiques, et, plein de foi en la Provi-

dence, héritier de la résignation que les chrétiens de l'Occident ont de si bonne heure sacrifiée à la tentation des nouveautés politiques et religieuses, il attend avec patience que le bien se fasse de lui-même, par sa propre vertu. Tel j'ai trouvé partout le paysan osmanli.

Les paysans bosniaques sont moins qu'aucune autre tribu de la famille illyrienne éloignés des principes et des habitudes qui prévalent chez les Turcs. Seulement, divisés entre eux, attachés les uns au catholicisme, les autres à l'orthodoxie grecque, et un grand nombre à l'islamisme, partagés aussi par la diversité des clans, ils vivent dans l'état de guerre. Cultivateurs ou pasteurs, ils auraient le goût du travail au lieu de celui des armes, qu'ils rencontreraient en vérité quelques difficultés à le satisfaire. Le calme, la paix, la sécurité, sont inconnus dans leurs montagnes. Combien de fois, pour le moindre incident de la vie ordinaire, n'a-t-on pas vu toute la population en émoi, arrachée à la charrue, se soulever le fer et le feu à la main pour porter d'un village à un autre la ruine et la désolation ! Aussi le paysan bosniaque est-il voué à l'indigence la plus profonde. Dans les années heureuses, son robuste tempérament l'empêche de sentir toute l'étendue de ses privations ; mais les momens de disette, qui ne sont point rares, ramènent pour lui d'horribles souffrances, car de

quel côté chercher le pain qui lui manque? A l'est, les rochers et les plaines de la Serbie sont bien gardés ; au midi, l'Albanie est prête à repousser le brigandage par le brigandage ; quant à l'ouest et au nord, ils présentent à toute tentative d'agression l'obstacle mobile des colonies militaires de la Hongrie, qui, au moindre assassinat commis sur la frontière, répondent par d'immenses et victorieuses razzias en bonne forme. La physionomie du pays porte l'universelle empreinte de la terreur sous le poids de laquelle il gémit. En beaucoup d'endroits, les maisons ressemblent à de petites citadelles sombres et menaçantes ; des postes d'observation sont établis quelquefois dans les arbres, le long des chemins. Quiconque ose s'aventurer parmi ces populations, sans cesse armées pour attaquer ou se défendre, court à chaque pas le risque de payer cher sa témérité, à moins d'une connaissance préalable de la vie orientale et d'une simplicité d'esprit qui éloigne tout soupçon. Sur le fond de ce tableau lugubre, des femmes, rigidement voilées passent ainsi que des ombres, et les rues des villes, comme les campagnes, ne sont guère traversées que par de sinistres figures, par des guerriers sauvages à la taille athlétique, au regard inquiet et la main droite toujours appuyée sur une ceinture garnie de redoutables pistolets.

Bien que ce dénûment d'une part et cette humeur

belliqueuse de l'autre semblent propres à donner aux vœux politiques des Bosniaques un caractère précis, il serait beaucoup plus difficile de les définir que ceux des Bulgaro-Serbes. Les Bosniaques se débattent, il est vrai, dans l'anarchie la plus douloureuse pour tous, paysans ou seigneurs ; mais ils sont tellement aveuglés par leurs haines mutuelles et ils croupissent dans un tel état d'ignorance, qu'ils sont incapables de comprendre leurs vrais besoins et de se concerter pour en obtenir la satisfaction. Ils n'en sont que plus à craindre peut-être pour le gouvernement, qui est obligé quelquefois de recourir à de grandes expéditions armées pour les pacifier. Cet esprit d'insubordination qui ne formule point ses griefs, et qui se manifeste à tout propos, perdrait pourtant beaucoup de sa vivacité, si le divan, sans promettre encore aux paysans bosniaques le droit commun des Serbes, s'occupait du moins de régler leurs rapports avec les seigneurs. C'est la conviction que m'inspirait l'histoire de la Bosnie depuis cinquante ans. Le problème est d'imaginer un moyen de séparer les paysans de leurs suzerains. Il ne s'agirait pas d'extirper d'un seul coup les dernières racines du système féodal ; mais on pourrait, sans porter trop d'ombrage à la susceptibilité des capitaines jaloux de leurs privilèges, transformer successivement la condition déplorable des populations laborieuses, les attirer par la

reconnaissance ; et, après les avoir soustraites ainsi à l'autorité oppressive et malfaisante des seigneurs, on en finirait avec cette féodalité redoutable pour entreprendre la réorganisation du pays sur les bases de cette législation sociale que la Serbie possède et que la Bulgarie réclame. Toutefois les Bosniaques n'en resteront pas moins des retardataires dans le grand mouvement de progrès qui entraîne cette race illyrienne vers un avenir plein de mystère et d'attrait.

Les Bulgares et les Serbes, peuples belliqueux comme les Bosniaques, sont cependant plus pacifiques, grâce à une législation plus équitable. Lorsqu'on parcourt les vastes champs et les vertes vallées de la Bulgarie, les puissantes forêts des montagnes serbes, malgré la physionomie toute militaire des populations, on s'aperçoit bientôt que l'on est parmi des hommes simples, amis du travail et du repos. Ces rudes visages et cette fière stature cachent des sentimens d'une douceur qui tient de celle de l'enfant, et ces deux pistolets religieusement chargés, toujours à la ceinture, ne sont qu'un ornement inoffensif et un jouet viril. Les Bulgares, quoique laborieux par tempérament, les Serbes, quoique libres dans leurs travaux, ne visent point à la richesse. J'entrais dans leurs modestes cabanes ; elles se présentent d'abord sous un aspect sombre et triste, et avec une apparence de nudité qui ne séduit

point. Souvent une large pierre est placée au milieu d'une vaste pièce; c'est l'âtre sur lequel brûlent des sapins ou des chênes entiers dans les pays forestiers, et du fumier fortement garni de paille dans les endroits aujourd'hui déboisés par la faute de la nature ou par celle des hommes. Des bancs grossièrement travaillés règnent autour de ce foyer tout primitif, et plus loin, en face de la porte, se trouve le lit de camp sur lequel chacun se couche, près d'une table d'un pied de hauteur, pour prendre le repas, et où toute la famille s'endort le soir en commun. Qui que vous soyez, néanmoins, homme du pays ou voyageur inconnu, si vous vous présentez en hôte bienveillant, vous recevez sur l'humble seuil la plus simple et la plus cordiale hospitalité. Le chef de famille vous accueille avec une gravité aimable et ménagère des paroles; il vous fait asseoir amicalement sur le banc de bois, tandis que la femme tire de l'armoire le flacon de *rakî* et que les petites filles, vous prenant la main et y traçant d'abord deux croix en signe de fraternité chrétienne, la portent ensuite à leurs lèvres en signe de respectueux dévouement. Ce n'est pas l'humilité du paysan autrichien qui baise en s'inclinant jusqu'à terre la main dédaigneuse de son seigneur; c'est la déférence de la jeunesse pour l'âge ou de l'hôte pour l'étranger; c'est la religion, chez nous oubliée, de la vieillesse et de l'hospitalité.

La condition morale des Bulgares est la même que celle des Serbes ; mais, au point de vue politique, la différence est grande. Si les Serbes sont à moitié affranchis et libres chez eux, en respectant la suzeraineté du sultan, les Bulgares ne sont que des rayas non encore assez garantis contre la violence et les avanies. En Bulgarie, ce n'est plus le règne de la terreur, c'est encore quelquefois celui de la crainte, et là où le travail, exploitant avec profit une terre féconde, devrait être entraîné par le penchant de la nature à de nouveaux efforts, il se trouve encore paralysé ou découragé par un sentiment de défiance. Plus laborieux que les Serbes, mais beaucoup moins libres, les Bulgares seraient bientôt la population la plus riche de la Turquie d'Europe, s'ils jouissaient d'une législation plus favorable. On conçoit aussi qu'il y ait une différence à faire entre les sentimens que les Bulgares et les Serbes nourrissent chacun de leur côté pour les Osmanlis. Les Serbes n'ont point contre le gouvernement turc de griefs irritans, et ils ont mille raisons politiques de lui rester dévoués, ne fût-ce que la crainte de tomber aux mains des Russes. Les Bulgares, malgré la bienveillance que le divan leur témoigne et dont le sultan a voulu lui-même leur porter des preuves il y a quatre ans, souffrent encore de la puissance des spahis, d'autant plus vivement qu'ils voient les Serbes, leurs voisins,

leurs frères par la langue, la religion et le sang, maîtres chez eux et en possession de lois démocratiques et nationales. Le spâhi a été ramené sans doute en Bulgarie dans les limites de la modération; il n'a plus son pouvoir tyrannique. Rarement il réside dans le pays; il n'y paraît guère que pour lever ses revenus, s'il ne le fait par procuration; mais il existe, il aspire une partie de la richesse de la Bulgarie, tandis que les Serbes sont libres à la condition d'un faible tribut au sultan. Le contraste est trop frappant, les relations entre ces deux familles autrefois unies d'un même peuple sont trop suivies et d'un caractère trop amical, pour que les idées qui triomphent ainsi chez l'une n'agissent pas profondément l'autre. Les Bulgares semblent par momens porter un œil d'envie et d'espoir sur la constitution serbe; c'est là l'édifice qu'ils voudraient peut-être à leur tour élever sur les ruines des derniers *spahilouks*. Cette réforme à la fois sociale et politique ne serait sans doute pas de nature à étouffer la sympathie de race qui intéresse le peuple bulgare au mouvement de l'illyrisme, dont le centre est dans la Croatie hongroise. Peut-être une nouvelle législation sociale aurait-elle l'avantage précieux d'enlever aux passions politiques les plus forts de leurs griefs, les argumens les plus propres à égarer la multitude. Au moment où les Serbes s'insurgèrent sous Tserny-George, ils se

fussent contentés de la ruine des spahis et du droit de s'administrer, comme les Bulgares s'en contenteraient aujourd'hui. La question n'était que sociale, les résistances imprudentes des Turcs la firent politique. Les Serbes songèrent alors à l'indépendance; il ne leur fut point donné d'y atteindre; mais au moins en ont-ils approché d'assez près pour imposer des conditions aux Osmanlis et pour leur arracher, outre des lois démocratiques, le droit de s'administrer et de se gouverner eux-mêmes en restant tributaires. C'est là ce que les Turcs doivent éviter dans leurs rapports avec les Bulgares, et ils y parviendront en continuant de développer la condition sociale des paysans bulgares. Quelques améliorations intelligentes détourneront les esprits des pensées d'indépendance que le souvenir de la révolution serbe pourrait leur inspirer.

Les principautés de Moldavie et de Valachie ne marchent pas exactement dans les mêmes voies que les Bulgares et les Serbes. Grâce au génie de cette race latine si facile à discipliner, les idées occidentales qui règnent souverainement dans les hautes régions de l'intelligence se sont répandues promptement par toutes les veines du pays jusque dans l'esprit des populations agricoles. L'Orient leur a donné l'empreinte de sa gravité traditionnelle, il ne leur a point imposé ses mœurs ni ses usages. Le paysan roumain ne ressemble peut-être

que par un seul côté aux autres paysans de la Turquie d'Europe : il sent le besoin de la liberté sans éprouver celui du bien-être et du luxe ; mais, placé entre un présent douloureux et un avenir incertain, après un effort d'enthousiasme, il s'affaisse volontiers dans le découragement. Les cultivateurs moldo-valaques ont sans doute gagné beaucoup à la paix qui a régné quinze ans chez eux. Naguère encore leurs cabanes n'étaient que des huttes souterraines, et ils sont sortis petit à petit comme du sein de la terre. Toutefois, ils ne l'ont fait qu'en regardant, en quelque sorte, avec inquiétude autour d'eux, à tous les points de l'horizon, pour bien s'assurer qu'un nouvel ennemi ne viendra pas mettre leur maison au pillage. Les villages, assez riants sur les bords du Danube, plus sombres dans les vastes plaines du centre, sont, par malheur, fort disséminés, et les bras manquent partout à la terre. Cependant, à l'exception des steppes, qui ont la tristesse du désert, le pays n'est point dépourvu d'animation ni d'agrément. Par contraste à cette vie de famille, à ce respect des dieux pénates qui est une partie importante de la religion des Turcs et des Illyriens, au lieu d'être esclave et séquestrée, la femme règne au foyer roumain ; elle en fait librement les honneurs. Le mari ne songe nullement à la cacher aux regards curieux et charmés du visiteur inconnu, et, comme

elle sait la puissance pénétrante des femmes de sa race, elle manque rarement de paraître pour recueillir d'humbles hommages. Le paysan roumain n'a rien de méchant ni de rancunier ; il est inaccessible à tout sentiment de vengeance, et dans les grandes époques où il eût été en position d'exercer sur ses boyards des représailles sociales, comme en 1821, il s'est contenté de les parodier, en imitant leurs manières, leurs vêtements, leur langage, et en exposant leur mollesse à la risée publique.

Il n'en faudrait pas conclure qu'il n'y eût point, en Moldo-Valachie, de questions ni de haines sociales, avant que la lugubre révolution de Galicie éclatât. Le paysan moldo-valaque, avec son vif esprit, n'ignorait pas qu'il était accablé plus que de raison. S'il n'est pas armé, ainsi que le Serbe et le Bosniaque, s'il n'a point la même habitude de la violence, il est, en revanche, plus prompt peut-être à céder aux impressions du dehors ; il touche de plus près aux états agités par les idées sociales, la Hongrie et la Pologne ; enfin, son attention est plus naturellement ouverte à tous les bruits de réforme qui, du fond de l'Occident, retentissent jusque sur les rivages de la mer Noire. Cette humeur pacifique du paysan roumain ne pouvait donc être pour les boyards la garantie d'une paix perpétuelle, qui leur permit de s'en-

dormir commodément sur leurs privilèges. Il n'est pas un seul point de la Turquie d'Europe où le progrès eût des chances de marcher plus vite, et où, par conséquent, il y eût plus de danger à maintenir les barrières qui l'entravaient ou le gênaient.

Or, quels étaient les vœux des paysans roumains? Il s'agissait, d'une part, de reconnaître le paysan pour propriétaire libre du sol, dont il n'était que le fermier, et, de l'autre, d'abolir ce privilège honteux par lequel le boyard, comblé des bienfaits de la loi, était le seul qui n'en supportât point les charges, le seul qui ne dût point à l'état l'impôt direct.

L'une de ces mesures était de nécessité urgente. C'était un sacrifice indispensable et profitable, à l'aide duquel ils pouvaient éloigner de leurs têtes des griefs trop légitimes; et s'ils savaient seconder par des travaux d'utilité publique la fertilité de leurs champs, c'était un capital placé à un taux inconnu, mais immense. Ils n'eussent semblé qu'acquitter une dette, ils se fussent enrichis. Quant à déclarer par une résolution immédiate leurs paysans propriétaires et à les dégager de toute prestation en nature, ils ne pouvaient se priver si brusquement de la main-d'œuvre gratuite sans que la culture de leurs domaines n'eût tout d'abord à en souffrir. Le travail des corvées est certes un tra-

vail peu productif, et l'on a calculé que le temps s'y gaspille dans la proportion de quatre-vingts jours pour cent; mais tout autre travail était encore incapable de suffire aux nécessités du pays, et les cultivateurs, devenus maîtres chez eux, satisfaits de tirer de quelques arpens de terre assez pour vivre à l'aise, n'éprouvant pas encore le besoin du luxe, auraient pu mettre peu d'empressement à labourer, même à bon prix, la terre du boyard. Les boyards étaient donc, dans une certaine limite, autorisés, en vue d'un intérêt sérieux, à la fois public et privé, à demander qu'on leur donnât le temps de se prémunir contre les inconvéniens du travail libre. Ils étaient autorisés à demander des délais pour cet affranchissement complet de la classe agricole, à la condition de prendre l'engagement formel de marcher de degrés en degrés à ce but suprême de l'égalité civile. Il n'était point, pour les deux principautés roumaines de la Turquie d'Europe, d'autre moyen d'échapper au débat anarchique des problèmes sociaux si rudement posés par les paysans de la Galicie. L'avantage pouvait être non-seulement d'éviter des maux présens, mais aussi et surtout de préparer à l'avenir des voies faciles et magnifiques, de donner une vivifiante impulsion à la fécondité du sol, et enfin de réunir et de resserrer, par le rapprochement des classes, cette nationalité roumaine qui

n'avait besoin que d'union pour marcher bientôt au pas des idées de l'Occident.

La position des Osmanlis en face des deux peuples qui habitent les deux rives du Danube était nette et claire, malgré des complications apparentes. La Turquie comprenait qu'elle était placée dans la nécessité de tenir compte de tous les faits particuliers à ces deux civilisations bien distinctes, et du génie propre à chacune des deux races illyrienne et roumaine. Or cette question se simplifiait d'elle-même. Il existait, en effet, dans la Roumanie un parti très éclairé et très dévoué aux Turcs, qui, possédant sur tous ces problèmes de réforme des idées arrêtées, n'avait besoin pour les faire triompher que d'être appuyé par le divan auprès des princes de Moldavie et de Valachie. La révolution devait mettre cette vérité en évidence; mais de son côté l'occupation russe devait arrêter le mouvement des réformes et ajourner les espérances fondées à cet égard sur la bonne entente des Valaques et des Turcs. Quant aux populations illyriennes le divan sentait bien qu'il s'agissait seulement de les conduire pas à pas vers cet état social, vers cette démocratie positive et pratique dont la Serbie goûtait les bienfaits et qui s'accordait si bien avec les principes primordiaux de la civilisation musulmane. Il n'était pas besoin que l'organisation politique de la Bosnie et de la Bulgarie fût la même que celle de

la principauté serbe; il n'était pas indispensable que les Bulgares et les Bosniaques fussent dès-lors gouvernés par des princes nationaux. Il n'était question encore que de réformes dans la législation de la propriété et dans les institutions municipales, sans lesquelles la liberté individuelle n'est qu'un mot vide de sens. Si le sultan voulait un jour faire plus, s'il voulait donner à la Bulgarie et à la Bosnie des princes ou *knèzes* nationaux pour remplacer les pachas, et constituer ainsi un nouveau système de provinces dont Constantinople resterait toujours le centre et la tête, ce serait un acte hardi qui ne manquerait ni de grandeur ni de sagesse; mais, avant toute autre réforme, il était manifestement nécessaire d'améliorer la condition sociale des paysans ou pour mieux dire de la transformer d'après les principes de la propriété individuelle et de la liberté civile.

Il me semblait que si les Osmanlis savaient tirer parti de cette situation, ils pouvaient y puiser une force nouvelle. En effet, s'ils acceptaient cette mission élevée de réformateurs, ils avaient partout sous la main des élémens généreux et neufs que le temps a jusqu'à ce jour tenus en réserve dans leur sève primitive, de jeunes nations chez lesquelles la vie travaille et déborde. Il ne s'agissait que de donner la justice à ces cœurs qui en avaient soif, la lumière à ces yeux qui la cherchaient; d'être des

hommes, de vrais fils de la nature, non point de froids raisonneurs embarrassés dans les sophismes de l'école, mais des penseurs affranchis du joug des systèmes, capables de plaire aux imaginations par leur langage, de revêtir ces lois nouvelles de ce prestige de grandeur si cher aux Orientaux; et d'un seul geste ils pouvaient susciter du fond de ces masses, en apparence inertes, toute une explosion de sentimens, d'idées et de vertus, peut-être impossibles aujourd'hui dans notre monde raffiné. A vrai dire, les populations marchaient d'elles-mêmes vers ce grand but, si quelque calamité imprévue ne venait pas les arrêter dans leur généreuse ambition. Que, s'élevant à la hauteur de sa tâche, la Turquie entrât ouvertement dans les voies de la réforme sociale pour arriver à la réforme politique, elle restait à la tête de ce grand mouvement par lequel les populations de l'empire turc travaillaient à se rajeunir et se transformer. Le danger des questions de races se trouvait du moins ajourné ainsi pour quelque temps, car les peuples n'avaient plus pour chercher trop promptement l'indépendance le terrible prétexte de la misère.

N'était-ce point trop préjuger de la force et de l'intelligence des Turcs que de les supposer capables de donner l'impulsion décisive à une entreprise d'une portée aussi étendue? Suivant l'opinion la plus accréditée, ce serait un peuple épuisé; le

principe dominant de sa législation l'attacherait à l'immobilité systématique; le progrès paraîtrait à ses yeux une impiété, et l'amélioration du passé un crime de lèse-majesté divine. S'il en était ainsi, reconnaissons-le du moins, l'autorité de ces préjugés ne serait pas telle qu'on ne pût fort bien les braver, puisque Sélim et Mahmoud ont osé s'en affranchir. N'ont-ils pas brisé ouvertement avec les traditions de la foule? et n'ont-ils pas fini par l'entraîner à leur suite à des progrès que leurs ennemis déclareraient impossibles? Quelle était à cet égard la pensée de Mahmoud? C'est que les obstacles semés partout devant ses pas venaient beaucoup moins des croyances religieuses que des fatalités historiques, et que le salut de l'empire chancelant exigeait, non pas la suppression, mais seulement un nouveau commentaire du Koran.

Pour peu que l'on étudie la loi musulmane, on s'aperçoit bientôt, contrairement à toutes les idées reçues, qu'il n'existe en Turquie ni de pontificat, ni de théocratie, ni d'autre pouvoir absolu que celui du Koran. Or, ce pouvoir absolu n'a point de sanction terrestre, car il n'y a point d'église infaillible pour interpréter le dogme, et quiconque lit la loi avec droiture peut, au bout du compte, la comprendre de telle ou telle manière sans cesser pour cela d'être orthodoxe. Quoi donc de moins tyrannique que le despotisme du Koran! Quoi de

plus accommodant et de plus susceptible de se prêter à toutes les transformations politiques et religieuses vers lesquelles la liberté et la philosophie nous poussent aujourd'hui? Objectera-t-on que les Osmanlis individuellement et collectivement manquent de cette curiosité animée qui donne le désir et le moyen d'apprendre, et qu'ils ne possèdent pas ces sentimens expansifs par lesquels la connaissance acquise est portée à se communiquer? Sans doute, les Turcs n'ont point l'aptitude variée, universelle, dont les Arabes firent preuve dès l'origine de l'islamisme; ils n'ont pas l'intelligence remuante et hardie des Hellènes, la vivacité des Roumains, le sens droit et positif des Bulgaro-Serbes, ni le génie chevaleresque des brigands de la Bosnie et de l'Albanie; ils n'ont pas la promptitude de ces peuples pour saisir les idées, ni leur activité pour les répandre; mais ils ne sont pourtant point indifférens aux progrès de la science, aux découvertes modernes, et, sitôt que la vérité leur arrive dépouillée de l'attirail de formules abstraites dont nous manquons rarement de l'affubler, ils la reconnaissent et l'acceptent.

Les Roumains, les Hellènes, les Illyriens, les Albanais, rayas ou vassaux des Osmanlis pouvaient donc avoir confiance en l'avenir. L'islamisme ne leur était point hostile. S'il le fut naguère dans l'ardeur de la victoire et par la rudesse des temps,

il se rappelait sa véritable origine hébraïque et chrétienne; il pratiquait la tolérance qu'il a toujours prêchée, et il n'était pas tout-à-fait inaccessible aux idées venues du dehors. La nature calme et rêveuse des Osmanlis pouvait être un retard à l'émancipation des peuples, ce n'était point un empêchement insurmontable.

Non, la race ottomane, vue de près sans parti pris, ne paraissait point cette horde barbare que l'on se plaît à nous dépeindre comme essentiellement aveugle, intolérante, ennemie de toute lumière, pétrifiée enfin dans l'immobilité par la théocratie et la superstition. C'est par suite de préjugés et d'erreurs qu'ils ont reçus en héritage des fils des croisés que les fils de Voltaire ont quelquefois aussi tenu ce langage si peu équitable et si peu vrai. Ah! sans doute, lorsqu'un peuple tombe, la cause en est d'abord en lui-même, qu'il s'appelle Turquie ou Pologne; c'est, avant toute autre raison, par son injustice et par ses fautes qu'il périclite ou s'écroule: intelligent et juste, il eût triomphé de l'impossible. Mais il n'est pas légitime, ainsi qu'on le fait sans scrupule à l'égard des Osmanlis, d'attribuer toutes leurs calamités à leurs vices, à leur incapacité politique, en oubliant de dire pour combien les maux du dehors ont pesé dans cette décadence; pour combien la Russie durant tout un siècle, et de même la France et l'Angleterre avec

toute l'Europe, moins peut-être l'Autriche, ont travaillé à cette vaste ruine. Si l'empire a pu résister à tant de ruses et à de si grandes forces, et s'il a su, au milieu de ces orages, entreprendre une réforme qui, sans être complète, est loin pourtant d'avoir échoué, n'est-ce pas une preuve de sa vitalité même?

Comment la race turque a-t-elle réussi, à la suite de si graves vicissitudes, à pacifier l'Albanie, qui avait dans tous les temps vécu d'insubordination et de brigandage? Comment a-t-elle retrouvé la confiance des Hellènes de la Roumélie, malgré le voisinage de la Grèce indépendante? Comment a-t-elle pu reconquérir le dévouement et l'appui des Moldo-Valaques, la parfaite amitié des Serbes, alors même que les uns et les autres se remuaient le plus activement dans l'intérêt de l'émancipation slave et roumaine? Enfin, par quelle influence les laborieux Bulgares et les Bosniaques intrépides, illyriens comme les Serbes et bien moins favorisés, sont-ils redevenus sinon tout-à-fait calmes, au moins patients? Si l'effroi inspiré par la Russie aux jeunes populations chrétiennes de la Turquie d'Europe peut expliquer en partie ce mouvement concentrique qui les attire vers la suzeraineté musulmane après une crise d'où leur indépendance complète pouvait sortir, il ne l'explique pourtant qu'à demi. Il convient aussi d'en chercher les causes dans les

efforts libéraux et généreux que les Osmanlis ont tentés à plusieurs reprises pour adoucir le joug des rayas, pour faire appel à la conciliation, pour s'élever par des mesures équitables à la hauteur d'une situation vraiment terrible, pour entrer à la suite de l'Europe civilisée dans les voies du progrès. Les Turcs n'ont pas une notion très précise du juste et de l'injuste ; ils en ont cependant le sentiment et l'amour, et c'est par là que, peu nombreux et faibles, ils ont néanmoins ramené leurs sujets, à notre insu, à des pensées de paix et d'union qui dominant jusqu'au grand mouvement national de la Roumanie et de l'Illyrie. Le présent fournissait ainsi quelques raisons d'espérer pour l'avenir.

Placés dans l'alternative de progresser ou de périr, les Turcs ne pouvaient ignorer que le mouvement des races leur échapperait encore et les entraînerait dans de nouvelles vicissitudes, s'ils ne savaient le tempérer par des concessions faites à propos. Ils comprenaient, en présence de l'esprit envahissant des populations chrétiennes, qu'ils ne pouvaient se maintenir longtemps au gouvernement du pays que par l'ascendant de la force morale. Ils voyaient enfin que, du pas dont marchaient les événemens sur les bords du Danube, avec la perspective de nouvelles agitations nationales et sociales en Hongrie et en Pologne, ils étaient obligés d'avancer par un élan hardi, sous peine d'être

écrasés par l'orage qui grondait à l'horizon, avant même qu'une autre tempête éclatât sur l'Occident et vint remuer l'Europe. Cette tempête les a saisis au milieu de ces préoccupations.

Ainsi les mouvemens politiques et sociaux qui ont agité l'Europe orientale à la suite de la révolution de 1848 avaient pris depuis longtemps de la consistance; l'Autriche d'un côté et la Turquie de l'autre les étudiaient avec une attention curieuse, soit pour en tempérer l'essor, soit pour en modifier le cours par de prudentes concessions. La crise révolutionnaire ne les a pas créés; elle n'a fait que leur donner une impulsion plus vive. Les idées de race avaient séduit tous les esprits. Le futur héros de l'Illyrie, Joseph Jellachich, plein des pressentimens du rôle qui lui était destiné, profitait de sa situation de colonel dans les colonies militaires pour asseoir sa popularité parmi ces belliqueuses populations. Louis Kossuth, qui devait être le chef éloquent et funeste de l'insurrection magyare, travaillait ardemment à sortir de la condition de journaliste et à entrer dans la diète de Hongrie où il était en mesure d'exercer déjà une grande influence. Les jeunes écrivains qui ont figuré dans la courte histoire du mouvement valaque redoublaient d'activité dans leur propagande. Sur tous les points de l'Europe orientale, des hommes plus ou moins éminens par l'esprit et l'é-

nergie se formaient pour représenter les passions et les intérêts de chacun des peuples et des gouvernemens qui étaient aux prises et qui allaient en venir aux mains. Cependant, la révolution surgissait trop brusquement. Si ardentes et si approfondies qu'eussent été les luttes littéraires et la polémique des chefs de parti, bien des obscurités restaient dans les imaginations; l'on s'était, de part et d'autre, complu dans les théories, l'on n'avait point assez prévu que le moment d'agir en grand pût se présenter sitôt, ni que l'on dût être appelé par une révolution européenne à formuler des plans de campagne pour une guerre en règle. Les événemens qui vont suivre en fourniront la preuve, au milieu même des témoignages brillans de vitalité et de puissance que donneront quelques-uns des peuples du Danube, et en particulier les Slaves.



APPENDICE.

LA STATISTIQUE DE LA HONGRIE

D'APRÈS LES MAGYARS.

Une statistique du royaume de Hongrie a été publiée en 1841 par M. Alexis Fényes. Écrite en langue magyare, elle a été promptement traduite en allemand, non point seulement pour le service de l'Allemagne, mais aussi pour les sujets hongrois qui ne comprennent point la langue nationale, ou qui, la comprenant, ne le veulent point avouer. C'est un trait des mœurs politiques du pays.

Depuis quelques années, l'idiome des anciens conquérans de la Hongrie, les Magyars, oublié par la noblesse, mais conservé par le peuple des campagnes, avait repris subitement faveur chez les

nobles d'origine magyare; c'était pour eux le signe d'une nationalité distincte, d'une race à part, en même temps que le moyen de résister à l'influence toujours croissante du génie allemand. Jusque-là on ne s'était défendu contre le germanisme qu'à l'aide d'une langue morte, le latin; on trouva plus sûr et plus glorieux d'élever le magyar à la dignité de langue politique. Les Hongrois, dont l'orgueil national n'a point d'égal en Europe, se sont donc appliqués avec une ardeur toute religieuse et enthousiaste à restaurer cet idiome; le latin a été délaissé; il a été banni des codes nouveaux et de la diète; on a vu en peu d'années toute une génération de poètes, de romanciers, de publicistes, écrire dans la langue nationale; et, dans certains salons de Pesth, il n'a plus été permis de parler d'autre idiome, sous peine d'en être ignominieusement repoussé comme renégat, ou comme Slave, ou Valaque, ou Allemand.

Par malheur, il s'est trouvé, d'une part, beaucoup de Magyars qui ne savaient point ou qui savaient peu la langue nationale; et d'autre part, toutes les populations hongroises qui ne se reconnaissent point pour Magyares, les Slovaques, qui habitent les Carpathes comme sujets des Magyars, les Croates et les Slavons, qui habitent le midi au-delà de la Drave, et qui prétendent n'être qu'annexés à la Hongrie (*regnum adnexum*); enfin

les Valaques qui habitent à l'est depuis la Theiss jusqu'à la frontière moldo-valaque, en général comme paysans, tous ces peuples ont refusé d'adopter pour langue politique la langue magyare, qui ne représentait pour eux que l'oppression. Bien mieux : au lieu d'obéir à cet égard aux injonctions ou aux vœux des Magyars, ils se sont mis, eux aussi, à réhabiliter leur vraie langue nationale, les Slovaques, comme les Croates et les Valaques. Plus les Magyars faisaient d'efforts pour assurer la prépondérance de cette *langue héroïque*, comme ils l'appellent, la plus belle de toutes les langues à leur avis, plus les Croates s'agitaient pour répandre leur langue illyrienne, la plus douce des langues slaves, vieille comme l'Illyrie romaine (*Illyrium magnum*), illustrée par la littérature ragusaine et rétablie par Napoléon dans le royaume d'Illyrie; plus aussi les Valaques, ces antiques descendans des colonies romaines de la Dacie, mettaient de naïve et simple ardeur à conserver leur langue toute romaine et à sauver ainsi les précieux débris de leur nationalité. Les Slovaques ont agi plus lentement et avec moins de confiance et d'ensemble. Leur langue n'était guère qu'un patois informe, dérivé du Bohême sur les frontières de la Moravie, du polonais sur la frontière de la Galicie. Elle manquait ainsi d'originalité, c'est-à-dire de la principale condition d'exis-

tence. On n'en a pas moins travaillé à la restaurer, et elle est parlée aujourd'hui par plusieurs littérateurs de bonne volonté. Les autres langues ont eu leurs journaux, le magyar à Pesth, l'illyrien à Agram, à Laybach, à Zara, le valaque à Cronstadt; le slovaque possédait aussi le sien à Presbourg.

Chacune des populations de la Hongrie se fait donc gloire d'avoir son idiome à part et de ne point parler celui des autres.

Au milieu de ces discussions, la langue allemande, malgré le peu de sympathie qu'elle inspire, est restée comme un terrain neutre pour les lettrés et les commerçans de toute la Hongrie; et c'est une des raisons pour lesquelles les bons ouvrages magyars ou slaves sont traduits en allemand, et se répandent dans la Hongrie elle-même, sous cette forme.

Aucun ne méritait mieux ce précieux avantage d'une traduction que la statistique de M. Fényes; car elle intéresse toutes les populations du royaume; et par la part qu'elle fait à chacune d'elles, dans l'influence numérique ou morale, dans la richesse et dans l'industrie, elle est elle-même une pièce importante de ce grand procès que les Magyars ont si imprudemment ouvert pour assurer la prépondérance de leur langue et de leur nationalité.

Il n'est pas difficile de saisir, parmi les préoc-

cupations de l'auteur, cette intention de servir la cause des Magyars, et de défendre leurs droits prétendus au gouvernement de tout le pays. C'est l'œuvre d'un bon citoyen, enthousiaste si l'on veut; mais il n'en représente que mieux le caractère politique de la Hongrie. Au reste, son livre est plein de renseignemens laborieusement recueillis: c'est le fruit d'études longues et patientes. Et si l'on songe à la confusion administrative, à la diversité des législations, des coutumes, des mœurs, à l'extrême diversité qui règne dans la condition des personnes ou des choses en Hongrie, l'on imaginera point qu'il puisse y avoir de travail plus pénible et plus méritoire qu'une statistique de ce pays. C'est donc un livre très savant au service d'une pensée politique; peut-être cette pensée lui ôte-t-elle de sa valeur scientifique, mais elle lui donne plus d'intérêt. En dépit de tous les sages préceptes, l'homme cherche la passion partout, jusque dans la statistique, et l'on voit, par maints exemples passés et présens, que les sciences exactes elles-mêmes n'en sont pas exemptes.

C'est surtout à propos du chiffre de la population que M. Fényes donne carrière à son patriotisme et à ses prédilections magyares. Je dirai tout à l'heure comment.

Quelques mots auparavant sur la situation et la division géographique de la Hongrie.

A l'ouest, la Hongrie n'a point de frontière naturelle, elle est bornée par la Moravie, le duché d'Autriche, la Styrie, la Carniole ; au nord, par les Carpathes, qui la séparent de la Galicie ; à l'est, par la Moldo-Valachie, et au sud, par l'Adriatique, la Dalmatie, la Save et le Danube, qui la séparent de la Turquie. Le territoire ainsi limité renferme la Hongrie proprement dite, c'est-à-dire le pays magyar, qui ne s'étend guère au nord du Danube et qui ne dépasse point la Drave au sud ; plus, la Transylvanie, qui comprend toute la partie montagneuse de l'est ; enfin la Croatie et la Slavonie qui sont situées entre la Drave et la Save. Les pays slovaques du nord ne se distinguent point par un nom spécial. Les Magyars habitent ainsi le centre du royaume ; c'est là du moins qu'ils sont le plus compacts et ont le moins souffert par le mélange des autres races. Les Slaves, sous le nom de Slovaques ou de Croates et de Slavons, occupent à la fois le nord et le midi ; quant aux Valaques ou Roumains, ils sont en grande majorité dans l'est, soit dans les comitats hongrois voisins de la Transylvanie, entre la Theiss et les Carpathes, soit dans la Transylvanie elle-même.

C'est, sans aucun doute, une position fâcheuse que cette position centrale des Magyars, bien qu'elle ait ses avantages. En effet, si elle leur a permis de rester maîtres, jusqu'à ce jour, dans la capitale

même du royaume et aux environs, et si elle leur a assuré ainsi la direction supérieure de l'administration, elle les a mis dans un danger évident; car elle a fait qu'ils fussent menacés de tous les côtés par des populations jalouses, ennemies même, et, s'il faut le dire, plus jeunes, plus fortes, plus envahissantes. Voici une autre raison de faiblesse; c'est l'organisation politique et administrative du royaume.

La Transylvanie était bien considérée comme une partie du territoire hongrois; cependant elle possédait avant 1848 une administration, une diète, indépendantes de l'administration et de la diète hongroises. Les Magyars de la Transylvanie devaient inévitablement y perdre leur influence le jour où les Valaques de la principauté, qui forment les trois quarts de la population, pourraient arriver à la vie politique comme les Croates; et les Valaques de la Hongrie proprement dite, se rattachant à ce mouvement, constitueraient nécessairement une agitation puissante contre les Magyars. Voilà ce qu'il était facile de prévoir.

La Croatie et la Slavonie étaient plus intimement liées à la Hongrie; elles envoyaient des députés à la diète hongroise, et étaient soumises à l'administration supérieure du palatin. Mais elles avaient aussi une sorte de diète qu'elles avaient laissé périr, et qu'elles étaient en train de recons-

tituer, précisément comme moyen de lutter plus à leur aise contre les Magyars. Elles sont allées plus loin : elles ont exprimé au gouvernement autrichien le vœu d'être séparées de la Hongrie, et de former un royaume à part, auquel on eût adjoint la Dalmatie, qui est également slave. Il est inutile de dire que les Slovaques des Carpathes appuyaient ces prétentions dont le succès les pouvait mettre sur un meilleur pied vis-à-vis des Magyars.

Si l'on va au fond des choses, la situation des Magyars est donc de beaucoup la moins forte.

M. Fényes s'est appliqué ingénieusement à la dissimuler.

Il établit d'abord que le chiffre de la population de tout le royaume, y compris la Transylvanie, s'élève à 12,880,406 âmes, qu'il divise ainsi d'après la langue :

Magyars	4,812,759
Slovaques	1,687,256
Allemands	1,273,677
Valaques.	2,202,542
Croates	886,079
Raitzes	828,365
Schocktzes	429,868
Windes	40,864
Rutheniens	442,903
Bulgares	12,000
Français	6,150

Greco et Tzintzares . . .	5,680
Arméniens	3,898
Monténégrins	2,830
Clémentins	1,600
Juifs	244,035

Si l'on ajoute à ces chiffres celui de la jeunesse des écoles et des soldats de l'armée régulière, on aura pour toute la Hongrie une population de près de 13 millions d'âmes.

Il y a plusieurs choses à remarquer dans ce tableau : d'abord l'auteur a eu soin de compter parmi les Magyars une population d'environ 60 mille âmes, les Bohémiens (tsigans, gitanos) qui ont bien conservé leur nationalité et leur langue distincte, mais qui parlent en général le magyar par flatterie et pour mieux duper les hauts et puissans seigneurs du pays dont ils sont les musiciens attirés.

En second lieu, M. Fényes a diminué de beaucoup le chiffre des Slovaques qui ne doit pas être de moins de deux millions, celui des Valaques qui approche de trois millions pour la Transylvanie et la Hongrie, et aussi celui des Croates qui s'élève au moins à un million.

Enfin, l'auteur de la statistique du royaume de Hongrie a eu soin de diviser, le plus possible, les populations hongroises qui appartiennent à la race slave, particulièrement celles qui sont le plus

à craindre pour les Magyars, c'est-à-dire les Illyriens ou Croates.

C'est entre les Croates et les Magyars que la querelle des langues et des nationalités s'est d'abord engagée ; c'est entre eux qu'elle a pris le plus de vivacité, et les Croates sont les vrais promoteurs de ce qui s'est fait dans tout le royaume au détriment des Magyars. Cesont donc les Croates qu'il s'agissait principalement d'amoindrir dans l'opinion. Aussi M. Fényes s'est-il bien donné de garde de réunir sous ce nom de Croates toutes les populations slaves, les Croates, les Raitzes, les Schocktzes, les Windes, etc., établis au sud de la Drave et dans le banat de Temeswar ; surtout, il n'a point ajouté que la Dalmatie fait nominalement partie du royaume de Croatie ; que tous les anciens actes publics portent *Regnum Croatiae, Slavoniae, Dalmatiae*, et que les Croates trouvent un appui pour leur agitation non-seulement parmi les autres Slaves de la Hongrie, mais aussi dans les populations de la Dalmatie, de la Styrie, de la Carniole et de la Carinthie, qui sont également d'origine slave et parlent l'antique langue de l'Illyrie. Ceci eût changé un peu la question et déplacé les raisons et les chances de prépondérance politique.

D'après M. Fényes, les Magyars formeraient un peu plus que le tiers de la population totale du royaume. Peut-être forment-ils ainsi un peu

moins. Quant aux Croates, on peut sans hésiter les porter à un million. Ils font mouvoir deux millions de Slovaques et peuvent compter sur l'appui moral de toutes les populations adjacentes. Quoiqu'en puisse penser M. Fényes, la langue et l'influence magyares ont donc plus de dangers à courir que de succès à espérer. La race hongroise, isolée ainsi au milieu de l'Europe, entre la race allemande, la race slave et la race roumaine, risque bien d'être dominée un beau jour par ceux qu'elle a traités jusqu'à ce jour en sujets et en vaincus.

C'est là le pur langage de la statistique; et si M. Fényes lui en fait tenir un plus favorable à sa cause, cela vient évidemment d'une illusion de patriotisme qui lui a montré les objets sous un faux jour.

Au reste, ce que l'auteur a fait pour les Magyars vis-à-vis des autres populations de la Hongrie, il l'a fait aussi pour la Hongrie vis-à-vis de l'Autriche et des pays étrangers, dans des questions d'un autre ordre.

Assurément ce royaume est admirablement doué par la nature. Le territoire est à peu près partout d'une rare fécondité; il produit le blé, le vin en abondance, le chanvre, le lin, le tabac, l'huile, l'or, l'argent, le cuivre et le fer, et une grande quantité de matières premières. Mais par malheur

l'agriculture et l'industrie y sont dans l'enfance. L'homme n'a rien entrepris encore pour tirer parti des richesses du sol, et elles attendent la main des ouvriers habiles et laborieux, des capitalistes hardis, qui voudront bien se charger de les extraire et de les exploiter. Et deux puissantes raisons se sont opposées à ce que de tels hommes vinsent du dehors s'établir dans le royaume : d'abord l'absence de voies de communications, qui empêchait tout commerce ailleurs que sur les bords des fleuves ; ensuite la législation qui ne permettait point aux propriétaires d'aliéner leurs terres, ni aux étrangers d'acheter. Quant aux nobles eux-mêmes, ils ont toujours eu l'esprit porté aux affaires publiques et aux plaisirs bruyans plutôt qu'aux entreprises pacifiques et industrielles.

C'était naguère un des privilèges de la noblesse hongroise de ne point payer d'autre impôt direct qu'une légère somme pour l'entretien de la diète. Ceci n'était point du goût de l'Autriche. Aussi a-t-elle fait plus d'une tentative pour abolir un privilège si exorbitant et d'ailleurs peu populaire. Avant la révolution de mars, la diète a semblé décidée à quelques concessions ; elle a décrété que les nobles ne seraient point exempts du péage sur le pont suspendu que l'on voulait construire entre Bude et Pesth ; elle a même promis un impôt annuel de 25 millions, à la condition que le gouver-

nement autrichien rendrait compte de l'emploi ; mais le cabinet de Vienne n'a pas accepté la condition, et les choses en sont restées au même point.

Cependant l'Autriche n'y perdait point autant qu'on pourrait le croire. Une ligne de douane séparait la Hongrie des autres parties adjacentes de l'empire, et les produits hongrois étaient frappés à la sortie de droits assez considérables. C'était une manière d'obtenir par compensation l'impôt si constamment refusé par la noblesse.

Or, il y a quelques années, dans un bel entraînement de nationalité, les Magyars avaient résolu de tirer vengeance de ce qu'ils appelaient une odieuse persécution ; ne pouvant exclure légalement les produits manufacturés dont l'Autriche inonde le pays, ils avaient pris une grande détermination. Ils avaient fondé une société pour la protection de l'industrie nationale, et ils s'étaient en grand nombre engagés d'enthousiasme et par serment à ne consommer que des produits nationaux. Ce fut pendant quelques jours une preuve de civisme de ne paraître dans les réunions qu'en vêtemens d'étoffe grossière. Les dames étaient de la partie ; tout marchait à merveille, et l'on se croyait déjà, grâce à cette tactique profonde, en possession de manufactures puissantes dignes de rivaliser avec toutes celles de l'empire. Par mal-

heur, il n'est point dans la nature de l'enthousiasme de durer beaucoup ; puis il fallait contribuer pour subvenir aux frais d'administration de la société protectrice. Quelques-uns des magnats, comme le comte Batthiany, avaient déjà fait des sacrifices considérables sans résultat ; on luttait contre l'impossible. Le règne des étoffes nationales a passé ; les dames ont repris peu à peu leurs anciennes et riches toilettes ; les fonds ont cessé de venir à la caisse de la société ; pour y suppléer, on a donné des bals qui ont été peu productifs, et l'industrie hongroise est retombée dans toute son impuissance, après avoir reçu cet encouragement stérile.

M. Fényes n'a point donné dans toutes ces exagérations ; cependant il n'échappe point au soupçon de complaisance en ce qui touche à l'état et aux progrès des manufactures de draps, de toile, de papier, de fer, etc., et l'on ne doit accorder à ses paroles, sur cet objet, qu'une confiance limitée.

La richesse de la Hongrie est tout entière dans ses produits bruts, dans ses minéraux, dans ses céréales et ses vins. C'est aussi, à vrai dire, le grand sujet d'orgueil pour les Hongrois. Comme ils ont l'idée qu'ils sont virtuellement la nation la plus grande du monde, ils ont aussi l'idée qu'ils sont la nation la plus riche.

Sur ce chapitre, ils triomphent avec toute l'ai-

sance et le laisser-aller de gens sûrs d'eux-mêmes. A leur avis, leur supériorité en cela est si peu contestable qu'elle ne se peut pas même discuter.

Du temps que les Hongrois parlaient latin, il y a quinze ans, ils disaient du vin français : *Voluit esse vinum*. Ceci ne laissait pas d'être grave pour notre amour-propre ; mais ce pouvait être une boutade d'après boire, un jugement puisé pour la première fois au fond d'un flacon du crû par quelque joyeux compagnon, à la suite d'abondantes libations. Alors le meilleur des vins, n'est-ce pas celui qui pétille tout justement à vos regards, et répand dans vos veines sa généreuse ardeur ?

Si l'on en croit la statistique de M. Fényes, le jugement n'était point un propos de table, et il est bien vrai, pour notre humiliation, que le vin de France est fort loin d'égaliser le vin de Hongrie.

Les paroles lui manquent pour exprimer toute son admiration pour le vin national ; il les emprunte à un poëte magyar. L'Europe est personnifiée. Elle est devant une commission de statistique qui l'interroge sur cette grave question de la qualité et de la richesse des vignobles ; on suppose qu'elle répond consciencieusement ; elle se prononce hardiment pour la Hongrie d'abord, et la France ensuite. Après le vin de Hongrie, le vin de France est le meilleur des vins ; mais celui-ci n'approche pas de celui-là pour la *qualité*. Pourtant la

France possède un avantage qui doit nous consoler ; elle a, M. Fényes l'affirme, l'avantage de la *quantité*.

Il est une chose certaine, et que l'on peut facilement accorder à la Hongrie, c'est qu'elle a plusieurs vignobles excellens et dignes de l'estime des plus fins connaisseurs. Cependant ils sont loin de valoir tous, celui de Tokai. Dans les plus pauvres villages, on trouve parfois des vins agréables. En général, ils se conservent *fort longtemps* : mais ils sont lourds, pesans et singulièrement trâtres pour qui n'en a point l'habitude ; ils produisent l'assoupissement ou donnent des dispositions turbulentes plutôt que de la vraie gâité. En définitive, on conçoit qu'ils puissent faire les délices des rudes estomacs de la Hongrie et de la Servie ; mais, à tout prendre, ils ne feraient point les nôtres.

C'est pourquoi nous pensons que M. Fényes a mis de l'esprit de nationalité dans son jugement sur le vin du pays, comme dans sa statistique des populations hongroises.

Nous aimons mieux l'une de ces exagérations que l'autre : l'une témoigne, après tout, d'une joyeuse nature, tandis que l'autre est l'effet d'une grave erreur politique et la cause de funestes illusions.

EXTRAIT D'UNE ADRESSE

PRÉSENTÉE A L'EMPEREUR D'AUTRICHE

PAR LA DIÈTE PROVINCIALE DE LA GALICIE

EN 1845.

Nous avons dit que les Polonais de la Galicie avaient depuis longtemps le sentiment de la situation sociale de la province. Cette supplique adressée à l'empereur une année avant l'insurrection des paysans prouve à la fois les craintes et les bonnes intentions des grands propriétaires.

L'adresse commence humblement et continue avec une extrême modestie. Si pourtant l'on considère quelle était la condition politique de la province de Galicie avant les révolutions dernières, on

devra reconnaître que le fait seul de cette démarche était du courage :

« Sire,

L'année dernière avait déjà mal récompensé l'espoir et le travail de l'agriculteur, et la désolation des vastes terrains situés sur les bords des fleuves, submergés et privés de leurs moissons, avait déjà rendu précaire l'existence d'une nombreuse population. Cette année-ci les récoltes seront encore moindres; le blé déjà mûr en partie, ne donne à espérer qu'un produit médiocre, on n'est pas encore rassuré sur les récoltes de pommes de terre; les fléaux de l'année dernière viennent de se renouveler avec plus d'intensité et en embrassant cette fois une plus vaste étendue de pays. Plusieurs endroits ont souffert de la grêle, d'autres ont à se plaindre d'une épidémie de bétail, tandis que dans les bas terrains envahis par le débordement des eaux, la destruction de villages entiers en laissant leur population sans abri, sans nourriture, sans bétail, sans moyen de pourvoir à l'existence de celui qui leur reste encore, force les malheureux habitans à abandonner les terrains, de père en fils fructifiés par leur sueur, et à chercher du travail ailleurs tout en mendiant leur pain. Les magasins épuisés, et les récoltes de l'année si peu considérables,

font prévoir l'enchérissement des vivres, et menacent de famine les contrées où les récoltes ont manqué.

Dans une calamité si générale, Sire, vos fidèles États prêts à faire les sacrifices que Votre Majesté leur a demandés dans ses très hauts rescrits, pour subvenir aux exigences de l'État, ne sollicitent aucune faveur pour eux-mêmes, mais ils implorent de votre clémence des secours prompts et efficaces en faveur de ceux d'entre les paysans de ces contrées qui ont le plus souffert par le débordement des eaux; les domaines seigneuriaux exposés au même fléau et privés de leurs revenus ne se trouvent aucunement en mesure de les secourir.

Sire, nous recommandons très humblement à votre sagesse et à votre clémence impériale, la résolution de la diète concernant cet objet. Les sacrifices momentanés que ferait le fisc impérial afin de secourir une nombreuse population, et de protéger la fertilité des terres; ces sacrifices auxquels les états viendraient, selon leurs moyens, ajouter les leurs, pourraient recevoir bientôt des dédommagemens, lorsque l'abondance renaîtra dans les contrées aujourd'hui désolées, et Votre Majesté impériale et royale ajouterait un nouveau bienfait à ceux qui sont venus récemment attirer vers vous, Sire, les cœurs de vos fidèles sujets. — Car cette

année, célèbre par les revers qu'elle nous apporte, deviendra en même temps mémorable par vos bienfaits, très clément monarque. Sire, avec tous les sujets de votre monarchie, nous déposons nos sincères remerciemens aux pieds de Votre Majesté impériale et royale pour avoir abrégé la durée du service militaire.

Nous présentons aussi à Votre Majesté nos hommages pour la clémence avec laquelle vous avez daigné pardonner à quelques-uns de nos compatriotes cités devant les tribunaux pour crimes d'état.

Achevez, Sire, cette œuvre de clémence; effacez les traces des larmes que versent encore plus d'une famille, afin que nous et nos petits-enfans n'ayons à nous souvenir que de vos bienfaits. Votre Majesté impériale et royale, considérant l'importance d'un chemin de fer pour notre pays, a daigné charger son trésor impérial des frais de construction. Ordonnez, Sire, d'accélérer l'exécution de ce grand travail, qui devient une condition indispensable de notre prospérité pour l'avenir. Bien des bras laborieux privés de travail attendent de cette construction un moyen d'existence.

Le règlement définitif pour améliorer les rapports entre les propriétaires et les paysans, que Votre Majesté a permis de déférer à une commission choisie au sein des états, ouvre à ce pays, à

un point encore plus éminent, la perspective d'un heureux avenir.

Daigne votre impériale et royale Majesté agréer notre humble pétition pour donner plus de latitude aux travaux de cette commission. Les états-assemblés n'ont point le projet de violer la propriété de qui que ce soit, de méconnaître les droits bien acquis, de faire naître des craintes ou des espérances qui pourraient arrêter le cours de l'industrie nationale, qui tendraient à en diminuer le produit ou à troubler la tranquillité publique. Au contraire, les états désirent que tous les droits soient respectés, mais ils voudraient faire disparaître en même temps les obstacles qui en entravent l'exercice, ouvrir une libre carrière aux contrats volontaires, et offrir les moyens de mieux développer toutes leurs ressources tant aux propriétaires de domaines qu'aux laboureurs, afin de relever l'agriculture et la richesse nationale, et de rendre impossible tout mouvement tumultueux en lui ôtant ainsi toute raison apparente et tout prétexte. — Une commission restreinte dans un cercle trop étroit ne saurait produire tout le bien désirable. — La majorité des états, composée pour la plupart de propriétaires de biens fonciers de différens points du pays, et rassemblés en plus grand nombre qu'à l'ordinaire, a résolu de présenter à votre impériale et royale Majesté une

humble pétition à ce sujet ; cette résolution prouve combien se fait sentir dans tout le pays le besoin de donner plus d'étendue et de portée aux travaux de ladite commission. »

L'adresse s'étend longuement sur d'autres intérêts et en particulier sur celui de la langue nationale. Il nous suffit d'avoir prouvé que les états de Galicie songeaient sérieusement à la réforme de la législation territoriale et sollicitaient vivement l'empereur d'y apporter des améliorations jugées depuis longtemps indispensables.

DES IDÉES DES TURCS

SUR LE TRAVAIL.

C'est un précepte de religion et de jurisprudence en Turquie, que le travail est saint et que nul mortel n'en est dispensé. Les prophètes en ont donné l'exemple. « O mon serviteur, dit la loi, meus ta main, et les richesses y descendront en abondance. » Le travail est donc ici, non point une condamnation, la peine du péché, mais un devoir naturel et simple qui a sa raison dans nos besoins et dans notre condition d'hommes; c'est notre force, notre gloire, la source de tous les biens matériels et moraux qu'il nous convient de rechercher. Si fort que les Orientaux en général, et les Osmanlis en particulier, soient enclins à la contemplation rêveuse, si loin qu'ils poussent le goût de la prière et des

pratiques religieuses, ils ne sont point portés à rechercher la misère des anachorètes chrétiens, ni à se faire une vertu de l'indigence. Leur code leur recommande même d'aspirer au superflu pour être en état de soulager les pauvres; car l'aumône est un devoir impérieux, et le fidèle le plus parfait est celui qui se rend le plus utile au peuple, lequel, aux termes de la loi, est la famille de Dieu sur la terre. Il faut donc que chacun travaille pour son propre compte et pour le prochain lui-même, afin d'acquérir l'aisance et de pouvoir aussi la répandre autour de soi. Tel est le fond de la morale sociale dans l'islamisme.

Or, parmi les différens emplois qui sont désignés au bras de l'homme, parmi les carrières ouvertes à son activité, il existe une hiérarchie. Après l'art militaire qui est consacré entièrement à la vérité, à la justice, à la patrie, c'est-à-dire à la foi, le commerce est la plus noble des professions, et suivant la parole du prophète, le commerçant droit et juste est au rang des âmes les plus élevées par la piété. L'industrie et les métiers ne viennent qu'en quatrième et dernier lieu; la troisième place est réservée à l'agriculture qui, moins sainte que le commerce, a cependant été bénie par le législateur et a reçu ses encouragemens. Le koran défend qu'on obéisse à ceux qui abîment la terre et ne l'améliorent point.

Voilà les préceptes que les Arabes reçurent directement du fondateur de l'islam et qu'ils pratiquèrent avec éclat en fécondant le sol de l'Espagne. Bien que leur génie entreprenant et mobile, encouragé par les mérites religieux attachés au commerce, les portât par préférence de ce côté, ils aimèrent la profession de l'agriculteur et l'illustrèrent. Les croyans de la race d'Osman, les Osmanlis, héritiers de la puissance et des traditions des Arabes, n'avaient point encore eu le temps ni l'occasion de montrer comment ils entendraient le travail, avant que la prise de Constantinople eût fixé leurs imaginations et leurs bras jusqu'alors préoccupés seulement de conquêtes. Absorbés entièrement par la guerre, ils n'avaient encore accordé que peu d'attention au commerce ; en fait d'industrie, ils ne connaissaient que la fabrication des vêtemens et des armes, et leur agriculture se réduisait aux simples expédiens des peuples pasteurs. Le fondateur de la dynastie et de l'empire, Osman-le-Victorieux, ne laissa lui-même en mourant à ses fils que son autorité morale et ses troupeaux, encore aujourd'hui religieusement conservés par les sultans ses arrière-neveux dans les montagnes de la Bythinie.

La vie sédentaire au sein des riches et riantes contrées de l'Asie Mineure et de la Turquie d'Europe devait naturellement modifier ces rudes ha-

bitudes. Quoique l'époque de guerre et de conquête ne fût point terminée par la prise de Constantinople et que l'état militaire dût conserver son prestige et sa prépondérance sur tous les autres, le travail prit un caractère plus précis et se développa par la suite des temps sous toutes ses formes. Les Turcs, il est vrai, ne montraient guère de penchant pour l'industrie que le prophète avait placée au rang le moins élevé dans la hiérarchie du travail, et qui d'ailleurs réclame une expérience refusée aux peuples primitifs. La nature des Turcs, infiniment moins remuante que celle des Arabes, ne les portait pas plus volontiers au commerce, bien qu'il fût plus accessible à leur intelligence et qu'il eût d'ailleurs été sanctifié par le prophète. En se fixant sur le sol et en quittant la vie pastorale, les Turcs adoptèrent donc de préférence la vie agricole. La vie agricole est essentiellement communale et démocratique. Aussi les Turcs n'ont-ils aucune répulsion pour l'égalité civile. Le préjugé religieux les a seul empêchés jusqu'à ce jour de la pratiquer. Mais ce préjugé déjà très affaibli, ne peut manquer de disparaître dans un avenir donné.

TABLE.

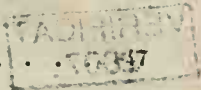
INTRODUCTION. page 1

CHAPITRE PREMIER.

La Croatie et le mouvement illyrien. 1

CHAPITRE II.

La Hongrie et la nationalité magyare 75



CHAPITRE III.

La Moldo-Valachie et la race roumaine. 97

CHAPITRE IV.

Les paysans de l'Autriche. 154

CHAPITRE V.

Les paysans de la Turquie.	page 194
------------------------------------	----------

APPENDICE.

La Statistique de la Hongrie d'après les Magyars	240
Extrait d'une adresse présentée à l'empereur d'Autriche par la diète provinciale de la Galicie en 1845.	257
Des idées des Turcs sur le travail	263

